

Les luttes communes des Japonais-Américains et des Chinois-Américains de la Seconde Guerre mondiale à l'égalité des droits civiques, 1941-1988

Léo Szwalberg

▶ **To cite this version:**

Léo Szwalberg. Les luttes communes des Japonais-Américains et des Chinois-Américains de la Seconde Guerre mondiale à l'égalité des droits civiques, 1941-1988. Histoire. 2016. dumas-01373701

HAL Id: dumas-01373701

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01373701

Submitted on 29 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Léo Szwalberg

Les luttes communes des Japonais-Américains et des Chinois-Américains, de la Seconde Guerre Mondiale à l'égalité des droits civiques, 1941-1988.



Les manifestants protestent contre la brutalité policière et le profilage racial au cours d'une marche en mars 1975 dans le quartier chinois de New York City (le crédit photo: Corky Lee).

Mémoire dirigé par Madame Annick Foucrier

Centre de Recherches d'Histoire Nord-Américaine (CRHNA)

Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Master II d'Histoire contemporaine de l'Amérique du nord 2015-2016

Remerciements :

L’élaboration de ce mémoire a été une expérience enrichissante sur le plan humain et intellectuel. J’ai pu grâce à cela rencontrer des personnes formidables et qui m’ont été d’une grande aide.

Je tiens avant toute chose à remercier ma directrice de mémoire, Madame Foucrier, qui m’a guidé tout au long de l’année et m’a permis de trouver les ressources pour accomplir ce travail. Le professionnalisme, le perfectionnisme et l’intelligence des pistes de réflexion qu’elle nous soumettait furent des atouts majeurs dans l’accomplissement de ce travail.

Je suis aussi reconnaissant envers Monsieur Greg Robinson qui fut toujours présent pour m’aider et me soutenir dans mes recherches, et ce malgré la distance qui nous séparait entre Paris et Montréal. À travers ses conseils avisés, sa gentillesse et sa réactivité, il fut un élément essentiel pour l’aboutissement de mon projet.

Enfin je tiens à remercier tous mes proches qui m’ont soutenu au cours de cette année, aussi bien mes amis que ma famille. J’aimerais saluer tout particulièrement le travail de relecture et de réflexion effectué par ma mère et mon père concernant mon mémoire. Par leur implication ils ont une place de choix dans la réalisation de ce mémoire. Il est nécessaire qu’ils sachent à quel point leur soutien et leurs encouragements m’ont été utiles et tant appréciables pour rendre ce travail.

Avant-propos :

Remarques terminologiques :

Au sein de cet ouvrage j'ai fait le choix d'employer certains termes au lieu d'autres, il est donc nécessaire que j'explique ces décisions.

J'ai décidé d'utiliser au cours de mon mémoire les termes de Japonais-Américains et de Chinois-Américains, car il n'existe pas en français de terme pour désigner les Américains d'origine japonaise, et plutôt que d'employer cette expression assez longue, j'ai préféré opté pour la tradition littérale de « Japanese American » ou encore de « Chinese American ».

Je vais à présent définir certains termes régulièrement utilisés dans les lignes qui vont suivre. Il s'agit notamment du terme de « communauté », qui est très important en ce qui concerne les États-Unis. Les termes communautés et communautarisme font partie du language courant. Depuis la fin du XVIIIe siècle, suivant un processus d'émigration continu, les communautés sont à l'origine de la création des États-Unis. Comme le décrit Laurent Bouvet, auteur de *Le communautarisme. Mythes et réalités*[1], « on est ainsi, aux États-Unis, membre d'une ou de plusieurs communautés en même temps que l'on est américain, voire avant d'être américain ou encore pour être véritablement américain[2] ». C'est ainsi que se comprend l'identité américaine. Si le communautarisme peut parfois faire peur c'est principalement en raison du contenu identitaire qu'il véhicule : il met en jeu des formes non modernes, voir anti-modernes, de prédétermination de l'individu : genre, race, ethnie, religion…

C'est dans les années 1960 qu'un « tournant identitaire » s'est opéré : on est passé d'un pluralisme des intérêts mettant l'accent sur la diversité des communautés à un pluralisme des identités mettant l'accent sur la différence entre des communautés (*salad bowl)* qui coexistent sans se rencontrer. La différence entre intérêt et identité renvoie au lien entre question identitaire et question sociale. Aujourd'hui, l'administration américaine favorise une politique d' « Affirmative Action » permettant de rétablir temporairement l'égalité des chances pour certains groupes de personnes victimes de discriminations systématiques. Mais ce n'est pas une solution en soi car les cultures doivent apprendre à vivre ensemble sur le long terme.

---

[1] Laurent BOUVET, auteur de *Le communautarisme. Mythes et réalités,* Ligne de Repères, 2007.

[2] Citation de Laurent BOUVET présente dans l'article de Astrid Coeurderoy, « Démocratie, communauté et communautarisme : l'exceptionnalisme des USA », publié sur le site internet « Liberté politique » :
URL : http://www.libertepolitique.com/Actualite/Decryptage/Democratie-communaute-et-communautarisme-l-exceptionnalisme-des-USA (Dernière consultation le mercredi 18 mai 2016 à 22h00).

Pour ce qui est du panasiatisme, terme qui sera lui aussi régulièrement employé par la suite, il s'agit d'une doctrine politique visant à réunir tous les peuples asiatiques dans un même organisme pour les défendre contre l'ingérence européenne, aussi bien en Asie que dans le reste du monde. À l'origine le terme apparaît au Japon sous l'ère Meiji (1868-1912), en opposition à la politique étrangère menée par le gouvernement japonais qui, selon ses détracteurs, favorise ses relations avec l'Occident au détriment de ses voisins. Le panasiatisme n'est néanmoins pas réductible à la seule lutte contre l'Occident, il s'agit également d'une construction identitaire régionale visant à définir les limites géographiques, ethniques et culturelles. Yen Espiritu décrit la pan-ethnicité asiatique comme un néologisme politique utilisé pour rassembler les groupes ethniques liés[3]. En établissant cette définition de la pan-ethnicité, elle revoit aussi celle des théories sociologiques de « communauté culturelle » et de « communauté d'intérêts » et explique que la pan-ethnicité outrepasse ces théories. La pan-ethnicité devient obligatoire lorsque l'on est confronté au « racisme, au sexisme, à la pauvreté, à la guerre et à l'exploitation ».

[3] Yen Espiritu, *Asian American Panethnicity: Bridging Institutions and Identities*, Philadelphia, Temple University Press, 1993, p. 43.

Introduction :

Le choix de mon sujet sur les relations qui unissent les Japonais-Américains et les Chinois-Américains au cours de la période allant de la Seconde Guerre mondiale, en passant par les luttes pour les droits civiques et jusqu'à l'aboutissement du processus de reconnaissance et d'indemnisation des victimes japonaises-américaines internées, ne s'est révélé qu'après un long processus de réflexion. Désirant travailler sur l'évacuation et l'internement des Japonais-Américains, ce sujet me fascinant, je me suis par la suite rendu compte qu'il avait déjà été largement traité par des spécialistes américains tels que les professeurs Greg Robinson ou bien Roger Daniels, pour ne citer qu'eux, et qu'il me fallait donc étayer davantage ma recherche.

En suivant les conseils du Professeur Greg Robinson, enseignant à l'université de l'Uqam à Montréal et spécialiste réputé de ce sujet, dont l'avis et l'expérience m'ont toujours été très utiles, je me suis orienté par la suite sur l'étude des relations entre les Japonais-Américains et les autres communautés minoritaires des États-Unis. Ces relations sont notamment très intéressantes à étudier au sein des différentes périodes du XXe siècle aux États-Unis car l'on peut constater l'engagement, les liens, les alliances, les luttes communes ainsi que les différentes façons dont les communautés interagissent entre elles dans des évènements majeurs.

J'ai notamment étudié les relations entre Japonais-Américains et Afro-Américains, que l'on peut retrouver de façon très détaillée dans les œuvres de Monsieur Robinson *After Camp : Portraits in Midcentury Japanese Americans Life and Politics*[4], ou encore dans un article du même auteur : *Une alliance malaisée : Nisei & Afro-Américains*[5] parut au sein du magazine *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. À force de consulter les ouvrages sur le sujet je me suis une nouvelle fois rendu compte de l'état déjà très avancé des recherches portant sur ce thème.

C'est alors, qu'après mûre réflexion et en consultant Monsieur Robinson, je me suis orienté progressivement sur l'étude des relations entre Chinois-Américains et Japonais-Américains. Ce thème me paraissait peu traité et d'autant plus pertinent que pendant la période concernée le pays d'origine d'une des deux communautés, celle des Japonais-Américains, envahissait le pays d'origine de l'autre communauté : la Chine. Les ressentiments

[4] Greg ROBINSON, *After Camp : Portraits in Midcentury Japanese Americans Life and Politics,* University Press of California, 2012.
[5] Greg ROBINSON, *Une alliance malaisée : Nisei & Afro-Américains,* Matériaux pour l'histoire de notre temps, No. 87, Mars 2007, pp. 55-69.

justifiés des deux communautés l'une envers l'autre laissaient penser que peu de liens seraient tissés entre ces deux populations. Néanmoins les préjugés ont laissé place à des liens surprenants entre les deux populations dans mes recherches. Comme nous le verrons par la suite, nous pouvons constater des exemples de liens d'entraide mutuelle dans les différents chapitres mouvementés constituant l'histoire des populations japonaise-américaine et chinoise-américaine aux États-Unis, et ce au sein des deux communautés.

La décision de travailler sur des bases chronologiques reposant sur une période allant de 1941, l'attaque de Pearl Harbor par l'armée japonaise, jusqu'à 1988, date de la reconnaissance du préjudice à l'égard des Japonais-Américains par le gouvernement des États-Unis, revient à englober une période riche en événements fondateurs pour les deux communautés pour ainsi définir les alliances créées en réponse aux préjugés raciaux dont ils ont été victimes. On peut ainsi évoquer l'évacuation et l'internement des Japonais-Américains, qui restent un des sujets fondateurs de mes recherches, mais aussi le tort causé aux Chinois-Américains durant la chasse aux sorcières sous le Maccarthysme, sans oublier la discrimination raciale à l'égard des asiatiques aux États-Unis et ce depuis les différentes lois contre l'immigration chinoise datant du XIXe siècle et du début du XXe siècle.

Toutes ces attaques à l'égard des Asiatiques-Américains aux États-Unis sont similaires aux discriminations raciales dont sont victimes les autres minorités, telles que les Afro-Américains ou les Latino-Américains.

Essai Bibliographique :

À présent il est essentiel de se replacer dans les débats historiques traitant des questions nippo-américaines et sino-américaines, ainsi que du panasiatisme, afin d'avoir une meilleure vision globale de l'état actuel des discussions entre spécialistes et des avancées réalisées par les chercheurs sur ces sujets.

Jusqu'à présent un grand nombre d'ouvrage ont été publiés sur l'évacuation et l'internement des Japonais-Américains. Néanmoins on ne compte aucun ouvrage sur le sujet que j'ai choisi de traiter, en l'occurrence les relations entre Chinois-Américains et Japonais-Américains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la reconnaissance de l'injustice dont ont été victimes les Japonais-Américains lors de leur évacuation de la côte Ouest et leur internement, et ce à travers la signature du *Civil Liberties Act* par le président américain Ronald Reagan le 10 août 1988. Néanmoins il existe bien entendu des ouvrages correspondant

au thème du sujet, mais peu sur les liens qui les unissent et du moins aucun sur la période traitée.

Pour les ouvrages concernant l'évacuation et l'internement des Japonais-Américains, il est nécessaire de mentionner le travail de l'historien américain Roger Daniels, dont les livres ont réellement aidé à faire connaître le sujet et dont les recherches sont d'une grande rigueur : *Chinese and Japanese in the United States since 1850*[6] est un ouvrage de référence qui évoque l'arrivée des premiers migrants asiatiques chinois et japonais. Le livre étudie de façon très précise les populations de ces deux communautés arrivées en Amérique, et leur répartition sur le territoire, leur acculturation et ce à l'aide de graphiques très précis. Il nous renseigne de façon méticuleuse sur la détention des Japonais-Américains, et parle dans cet ouvrage de la « minorité modèle » que représentent les Japonais à la fin de la guerre. Ce terme, employé pour la première fois par un journaliste du *New-York Times* : William Petersen[7], a une double signification : premièrement le mot « model » est un moyen pour louer la réussite et la supériorité des performances des Japonais-Américains, et en second lieu pour inciter les autres minorités américaines à prendre exemple sur les Japonais-Américains.

Le livre de Greg Robinson : *Un drame de la seconde Guerre Mondiale : Le sort des minorités japonaises aux États-Unis et au Canada* [8]m'a été d'une grande importance dans mes recherches. Greg Robinson décrit de façon très précise les éléments qui ont poussé le gouvernement américain et le président Franklin Delano Roosevelt à expulser de la côte Ouest puis à interner les Japonais Américains. L'élément très intéressant du livre est qu'il étudie en même temps le cas des citoyens américains d'origine japonaise mais aussi celui des Canadiens d'origine japonaise. Ces derniers étaient essentiellement présents en Colombie britannique. Ils connurent un sort tout aussi dramatique que celui des Japonais-Américains. Cet ouvrage permet aux lecteurs de bien visualiser la genèse de la décision du décret 9066 autorisant la déportation des Japonais, mais aussi de se renseigner sur les conditions exactes de la déportation et de la détention dans les camps américains de 120 000 citoyens américains d'origine japonaise. Tout en continuant sur les ouvrages concernant la déportation des Japonais-Américains, il est important de parler du livre de Greg Robinson sur le président américain Franklin Delano Roosevelt : *By Order of the President*[9]. Ce dernier a autorisé

---

6 Roger DANIELS, *Asian America : Chinese and Japanese in the United States since 1850,* Seattle and London, University of Washington Press. Third printing, 1995.
7 William PETERSEN, « Success Story, Japanese American Style », *New York Times Magazine*, 6 janvier 1966, p. 20.
8 Greg ROBINSON, *un drame de la seconde Guerre Mondiale : Le sort des minorités Japonaises aux Etats-Unis et au Canada,* Les Presses de Montréal, collection Pum, 2012.
9 Greg ROBINSON, *By Order of the President,* Harvard University Press, 2003.

l'internement des Japonais-Américains, convaincu qu'ils pouvaient représenter une menace interne pour les États-Unis, avec des risques d'espionnage et de sabotage dans le cadre de la guerre que les Américains menaient dans le Pacifique contre les Japonais. Ce livre révèle un aspect méconnu du président Roosevelt, ce même président que l'on pensait progressiste et qui écrivait dans ses notes personnelles ne pas penser les Asiatiques capables de s'assimiler à la culture américaine. Cet ouvrage nous livre d'importants détails sur la conduite de la politique officielle et non-officielle du gouvernement face à ce problème interne aux États-Unis, comme notamment la teneur des débats des membres du gouvernement dès 1943 pour libérer les Japonais-Américains emprisonnés, ou bien encore le fait que Roosevelt se soit basé sur des principes raciaux pour juger de la loyauté d'une population.

Concernant la décision d'évacuer les Japonais-Américains prise par le gouvernement américain et le président Franklin Delano Roosevelt, il est important de mentionner le travail de Roger Daniels dans son livre *The Decision to Relocate the Japanese Americans*[10]. La plupart des informations que nous pouvons retrouver au sein de ce livre est un résumé de celles que nous pouvons lire dans *Concentration Camps USA : Japanese Americans and World War II*, un ouvrage publié par Daniels en 1971, c'est à dire quatre ans avant la parution du livre dont nous traitons à présent. Dans la première partie du livre le lecteur est ainsi confronté aux différents choix qui s'offrent aux dirigeants politiques ayant eu un pouvoir décisionnel sur l'internement des Japonais-Américains. Ce livre est destiné à l'enseignement des étudiants en collège et en lycée ignorant le sort et l'histoire des Japonais-Américains. C'est donc une sorte de vulgarisation de l'histoire des camps de concentration dans lesquels furent enfermés les Japonais-Américains. L'analyse plus approfondie de l'étude de Roger Daniels se trouve au sein de son œuvre *Concentration Camps USA : Japanese Americans and World War II*[11], à laquelle nous ferons référence par la suite.

L'œuvre de Larry Tajiri et Guyo Tajiri au sein du journal de la *Japanese American Citizen League* (JACL) : Le *Pacific Citizen*, a été rassemblée et décrite de façon remarquable au sein de l'ouvrage *Pacific Citizens : Larry and Guyo Tajiri and Japanese American Journalism in the World War II Era*[12]. Ce livre de sept chapitres est composé d'articles de journaux japonais, et est divisé en périodes et en thèmes. Il nous renseigne notamment sur le fait que pendant la guerre seulement trois journaux étaient autorisés à continuer d'imprimer :

---

[10] Roger DANIELS, *The decision to Relocate the Japanese Americans,* Lippincott, 1975.

[11] Roger DANIELS, *Concentration Camps USA : Japanese Americans and World War II*, Holt Rinehart & Winston, 1980.

[12] Greg ROBINSON, *Pacific Citizens : Larry and Guyo Tajiri and Japanese American Journalism in the World War II Era,* University of Illinois Press, 2012.

le *Utah Nimpo*, le *Denver's Rocky Shimpo, le Colorado Times,* et le *Pacific Citizen*. Seul le *Pacific Citizen* avait des lecteurs dans l'ensemble des États-Unis. Ce journal était même lu et publié en dehors des camps de concentration américains. Il est en soi une source essentielle par rapport aux périodes et aux évènements que j'ai eu à traiter au sein de ma recherche. L'ouvrage rend compte du travail d'information colossal réalisé par le couple Tajiri. À travers le fait qu'ils étaient parmi les seuls journalistes japonais américains à pouvoir publier, ils devinrent rapidement des figures importantes de la communauté japonaise américaine car ils représentaient la voix des internés. Ils informaient pendant la guerre les détenus japonais-américains sur l'évolution des évènements en dehors des camps ainsi que sur les éventuelles avancées concernant la situation des Nippo-Américains aux États-Unis. Le talent d'écrivain de Larry Tajiri ainsi que ses prises de position étaient une source d'espoir pour les Japonais - Américains internés comme le reconnaît Koji Ariyoshi, activiste et éditeur du journal *Honolulu Record*.

Par rapport aux camps américains dans lesquels les Japonais-Américains étaient internés les ouvrages d'Allan Bosworth : *America's Concentration Camps*[13], de Roger Daniels : *Concentration Camps USA : Japanese Americans and World War II*, ou encore de Testuden Kashima avec son livre *Judgement Without Trial : Japanese Americans Imprisonment During World War II*, sont d'une grande utilité afin de mieux comprendre la vie dans les camps et ce qu'implique cette évacuation et cet internement. L'analyse D'Allan Bosworth, un romancier-journaliste ayant servi au sein de l'intelligence navale, est très intéressante dans le sens où il désire contribuer à restituer les faits tels qu'ils se sont réellement passés afin de permettre aux enfants et aux générations étant nés et ayant grandi au sein des camps d'avoir connaissance de façon correcte de leur propre histoire. Allan Bosworth se focalise ainsi sur l'évacuation en soi, sur la pression qui pesait sur les Japonais-Américains après l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais, sur les hypothèses et les opérations mises en place par le gouvernement et ses membres, sans oublier les délibérations militaires et le rôle de la presse dans cette évacuation à travers les rumeurs de sabotage commis par les Japonais-Américains et ce pour encourager leur évacuation. La thèse de son livre est de mettre en garde sur le fait que ce qui a pu arriver aux Japonais-Américains durant la Seconde Guerre mondiale peut se reproduire de nouveau et dans les générations futures.

[13] Allan BOSWORTH, *America's Concentration Camps,* U.S.A, Bantam Books, 1968.

Le livre de Monsieur Daniels : *Concentration Camps USA : Japanese Americans and World War II*,[14] résume de façon très habile une décennie de travail sur des sources issues de témoignages d'hommes politiques et de militaires responsables de l'évacuation et de l'internement des Japonais américains. Roger Daniels met en relation le racisme ancré depuis des décennies aux États-Unis à l'égard des premiers immigrants asiatiques, c'est à dire les Chinois et les Japonais, et l'internement sordide auquel la population nippo-américaine a dû faire face après que l'hystérie ambiante, déclenchée suite à l'attaque de Pearl Harbor par l'aviation japonaise le 7 décembre 1941, se soit emparée de la population américaine. Le livre de Roger Daniels interroge sur ce qu'a été cette expérience totalitaire aux États-Unis, et nous renseigne sur ce que l'auteur appelle la « nécessité militaire », s'avérant être en réalité une « nécessité politique » contre des Japonais-Américains qui gênaient depuis longtemps les dirigeants politiques. Malgré le fait que les Japonais soient considérés au cours du XIXe siècle par l'élite blanche américaine comme plus propres, plus civilisés et prêts à travailler pour des salaires modestes par rapport à la population chinoise, cela n'empêcha pas le monde anglo-américain de manifester une certaine dose d'hostilité xénophobe à l'égard des Japonais immigrés, en raison de leurs différences raciales et culturelles, leur religion supposée barbare, leur mauvais anglais et leur tendance à se rassembler en communauté distincte (souvent par nécessité)[15].

Le livre de Testuden Kashima, *Judgement Without Trial : Japanese Americans Imprisonment During World War II*[16]*,* est quant à lui très intéressant dans les sources qu'il rassemble à travers les témoignages d'internés japonais-américains. L'auteur a réalisé ce livre par rapport aux questions laissées en suspens suite à l'internement de son propre père pendant la Seconde Guerre mondiale. On découvre ainsi au sein de ce livre que l'évacuation des Japonais-Américains est un sujet qui se posait déjà avant l'attaque de Pearl Harbor en 1941. On suit le cheminement de l'auteur qui remonte jusqu'aux années 1920, lorsqu'une organisation d'emprisonnement naissait pour faire potentiellement face à une guerre avec le Japon, jusqu'aux années de la Seconde Guerre mondiale. Testuden Kashima utilise au sein de son livre des journaux intimes d'internés, des sources plus contemporaines, des communications officielles ainsi que des interviews, et ce afin de retracer le parcours des

[14] Roger DANIELS, *Concentration Camps USA : Japanese Americans and World War II*, Holt Rinehart & Winston, 1980.
[15] Greg ROBINSON, *Un drame de la Seconde Guerre Mondiale : Le sort des minorités japonaises aux États-Unis et au Canada,* Les Presses de Montréal, collection Pum, 2012, p. 23.
[16] Testuden KASHIMA, *Judgement Without Trials : Japanese Americans Imprisonnement During World War II*, ed. University of Washington Press, 2004.

descendants japonais au cours de leur incarcération, aussi bien en Alaska, qu'à Hawaï ou bien dans l'Amérique Latine.

Une autre référence indispensable de l'œuvre de Roger Daniels sur le sujet de l'emprisonnement des Japonais-Américains est son livre *Prisonners Without Trials* [17]publié en 2004. Au sein de cet ouvrage, Roger Daniels reprend l'histoire de l'incarcération des Japonais-Américains, mais complète la liste des responsables de cette tragédie en incorporant de nouveaux noms à ceux déjà connus tels que le lieutenant Général John L. DeWitt, le commandant militaire de la côte Ouest, le Président Franklin Delano Roosevelt ayant signé l'ordre exécutif 9066 permettant l'évacuation puis la déportation des Japonais-Américains, les différents éditeurs des journaux de la côte Ouest, le Major Karl R. Bendetsen, l'architecte du plan d'emprisonnement, ainsi que d'autres personnes. Daniels fournit dans son livre les preuves de culpabilité de la manipulation du Major Général Allen W. Gullion, le grand prévôt général de l'armée de 1941 à 1944, à travers des pressions pour accélerer le passage du décret 9066 permettant la déportation des Japonais-Américains sur certains membres du gouvernement de l'époque, comme notamment Henry Stimson (Secrétaire de la Guerre) et son assistant John McCloy. Tout au long de son livre, mais particulièrement lorsqu'il s'agit de décrire les personnes responsables de ces crimes, Daniels semble déterminé et opiniâtre. On peut le constater lorsqu'il affirme par exemple que le secrétaire de la Marine, Frank Knox, mentait délibérément. Ce livre intervient plusieurs années après le long combat au cours des années 1970, et son achèvement dans les années 1980, mené par les Japonais-Américains contre le gouvernement américain afin d'obtenir des excuses officielles et une compensation financière pour les victimes de ce préjudice. Daniels rassemble ainsi de nombreux détails en un résumé précis sur la politique du Congrès, les manœuvres légales engagées et la politique au sein de la communauté japonaise américaine pour obtenir gain de cause. Ce livre est aussi une description du drame vécu par les Japonais-Américains lors de leur emprisonnement, ainsi que sur la politique des Blancs à leur égard.

Concernant les études réalisées sur les Chinois-Américains durant la Seconde Guerre mondiale, nous pouvons noter le travail de Roger Daniels, l'un des plus grands historiens sur le sujet de l'immigration américaine, dont nous avons déjà vu certains ouvrages sur l'immigration et l'internement des Japonais-Américains précédemment. Dans son livre *Asian*

[17] Roger DANIELS, *Prisonners Without Trials : Japanese Americans in World War II,* ed. Hill and Wang, 2004.

America : Chinese and Japanese in the United States since 1850[18] l'auteur entame le projet ambitieux de synthétiser l'histoire des Chinois et des Japonais aux États-Unis, et désire contrer la tradition historiographique de privilégier ce qui est arrivé aux immigrants asiatiques au lieu de prendre en compte ce qu'ils ont accompli pour les États-Unis. Il y a aussi une volonté dans ce livre de souligner le rôle des individus et de raconter leur histoire comme une partie intégrante de la mosaïque américaine. Un quart du livre est consacré aux trois années entre Pearl Harbor en 1941 et aux arrêts de la Cour Suprême des États-Unis dans les affaires *Korematsu vs. United* States et *Endo vs United States* en 1944. La place des Chinois et des Japonais dans l'agriculture est décrite en détail.

Malgré ses critiques envers les autres historiens, l'historienne Patricia E. Roy de l'université de Victoria remarque, dans son analyse du livre de Daniels pour la revue *The International History Review*[19]*,* que Daniels n'échappe pas lui même à la description de ce qui est arrivé aux Japonais et Chinois au lieu de se concentrer intégralement sur ce qu'ils ont réalisé en consacrant notamment deux chapitres aux «mouvements anti-chinois » ainsi qu'à « l'arrivée des Japonais et les mouvements anti-japonais ». Patricia E. Roy ne s'arrête pas à cela, elle critique aussi le fait que Daniels ait pris des exemples biographiques de Chinois et de Japonais trop atypiques, ce qui fait d'eux des personnages non représentatifs et qui auraient pu ressortir dans n'importe quelle autre communauté. Qui plus est Madame Roy remarque que Monsieur Daniels s'est limité à comparer l'histoire des Japonais-Américains et des Chinois-Américains, au lieu de retranscrire l'idée de « Melting Pot » nécessairement présente dans l'esprit d'un historien américain. Par exemple, Roger Daniels note qu'il n'y a pas eu de bloc panasiatique entre Chinois-Américains et Japonais-Américains et que chacune des deux communautés soutient sa patrie respective dans le conflit sino-japonais des années 1930. Néanmoins en affirmant cela, il oublie de mentionner que ces conflits dans leurs pays respectifs n'influencent pas forcément les potentielles alliances entre Chinois et Japonais à l'étranger. En outre ce livre se concentre davantage sur l'histoire des Japonais-Américains et des Chinois-Américains aux États-Unis que sur l'histoire des relations internationales, car il n'est que très rapidement fait allusion aux noms de Mao Zedong et Chiang Kai-Shek, l'occupation du Japon par les États-Unis n'étant pas du tout mentionnée.

Malgré certains aspects incomplets dans l'histoire plus récente des Chinois-Américains et des Japonais-Américains ainsi que quelques éléments historiographiques

---

18 Roger DANIELS*, Asian America : Chinese and Japanese in the United States since 1850,* Seattle and London, University of Washington Press, third printing, 1995.

19 Roger DANIELS*, Asian America : Chinese and Japanese in the United States since 1850,* reviewed by Patricia E. ROY, The International History Review, Vol. 12, No. 1, 1990. Pp. 146-148.

controversés, ce livre de Roger Daniels reste très intéressant et instructif sur certains points historiques concernant le passé des deux communautés aux États-Unis et a été une étape essentielle au commencement de ma recherche.

L'un des autres ouvrages majeurs sur l'histoire des Chinois-Américains est le livre de Shih-Shan Henry Tsai : *The Chinese Experience in America*[20]. L'objectif de ce livre est de familiariser le lecteur avec les modèles évolutifs de trois groupes au sein de la communauté chinoise : les immigrants chinois aux États-Unis du XIXe siècle, les Chinois nés aux États-Unis et les étudiants chinois bien éduqués de la période d'avant la Seconde Guerre mondiale. Shih-Shan a analysé les réussites et les échecs de ces trois groupes dans un contexte et un cadre basés sur les théories d'acculturation et d'assimilation. L'auteur caractérise l'expérience des Chinois aux États-Unis comme lourde de conflits culturels, d'aliénation politique et de beaucoup d'injustices. Il souligne néanmoins que l'avis des Américains a énormément changé et qu'à présent ils sont bien plus favorables qu'ils ne l'étaient par rapport aux Chinois. La première section du livre décrit la première immigration, le développement des communautés chinoises et leurs organisations, ainsi que leurs réactions communes par la suite face aux lois américaines d'exclusion des Chinois. L'auteur aborde un sujet négligé de l'histoire des Chinois-Américains : il s'agit de la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale. En effet il est important de bien comprendre cette période de transition car c'est à ce moment précis qu'arrivent plusieurs vagues de migrants chinois hautement éduqués, pour la plupart encore étudiants. Ces étudiants furent accueillis aux États-Unis au moment où le régime communiste gagnait le contrôle de la Chine le 1er octobre 1949 avec la proclamation de la République populaire de Chine par Mao Zedong.

L'auteur conclut d'ailleurs qu'il est impossible d'étudier les Chinois-Américains comme un groupe homogène car les différences générationnelles et professionnelles varient en fonction de leur lieu d'origine.

Certains chercheurs ont manifesté leur désaccord avec l'avis de Tsai en arguant que la principale difficulté des Chinois résidait dans leur refus de s'adapter à la culture américaine. Tsai analysa que le retard de l'acculturation des première et deuxième générations de Chinois était dû à la conservation des héritages chinois et le maintien des traditions dans l'enclave de Chinatown.

Ce travail du professeur Tsai aide à mieux comprendre l'organisation sociale des Chinois-Américains, notamment en ce qui concerne le changement effectué dans les

[20] Shih-Shan Henry TSAI : *The Chinese Experience in America,* Indiana University Press, 1986.

associations traditionnelles et les mouvements sociaux. Ce livre, qui fait écho à un ouvrage précédemment publié par Monsieur Tsai, *China and the Overseas Chinese in the United States, 1868-1911* (1983), est une source majeure pour les études présentes concernant les Chinois-Américains.

Un autre ouvrage, tout aussi intéressant, mais postérieur à celui que nous venons de voir et donc moins renseigné sur certains points, notamment sur les détails de l'histoire des Chinois-Américains avant la Seconde Guerre mondiale, a été écrit par Jack Chen et publié en 1982. Il s'agit de *The Chinese of America*, *1785-1980*[21]. Le livre englobe une grande période chronologique. Chen a commencé ce livre alors qu'il était coordinateur pour l'exposition nationale de la fondation culturelle chinoise de San Francisco. Il était alors un migrant fraîchement arrivé de Chine. Il pensait pouvoir comprendre, suite à sa propre immigration, les problèmes rencontrés par les immigrants chinois des anciennes et des nouvelles générations. Chen a travaillé pendant plusieurs années pour le journal *Beijing Review* dans la République populaire de Chine et a vécu dans les régions Est et Ouest des États-Unis. La connaissance de ces milieux cosmopolites lui a permis de comprendre l'expérience des Chinois-Américains avec des perspectives plus larges que beaucoup d'autres écrivains sur le sujet. L'auteur a divisé son livre en trois parties : la première englobe l'arrivée des premiers migrants chinois, ce qu'il intitule « The Coming ». La première partie traite de la période allant de 1785 à 1882, et les questions qui y sont posés sont : comment sont-ils arrivés ? Qu'ont-ils vécu ? Et comment ont-ils contribué au développement des États-Unis ? Dans une seconde partie l'auteur revient sur l'exclusion des Chinois, dans une période qui s'étend de 1882 à 1943. Au cours de ces années les mouvements anti-chinois se développent, particulièrement en Californie. Jack Chen les analyse avec des perspectives régionale, nationale et internationale. L'auteur inclut des exemples pour décrire la discrimination législative ainsi qu'une bonne description de l'exclusion de Chinatown. Dans sa troisième partie qu'il nomme l'« Intégration » et qu'il situe entre 1943 et 1980, l'auteur incorpore des informations récentes au sujet de la nouvelle immigration chinoise ainsi que des détails sur les lois de naturalisation entre 1940 et 1960. Dans cette section, Jack Chen analyse les nouveaux problèmes des Chinois-Américains comme l'échec de la communauté à remédier au sort des personnes âgées et des travailleurs dans les ateliers clandestins.

21 Jack CHEN, *The Chinese of America*, *1785-1980*, San Francisco, Harper & Row, 1980.

Ce livre est intéressant dans sa construction et sur la vision globale qu'il donne de l'expérience des Chinois aux États-Unis. Il m'a été utile pour mieux comprendre les interactions au sein de la communauté chinoise lors des années 1940 à 1980.

Un livre bien plus récent mérite aussi qu'on y porte attention, il s'agit de l'ouvrage de Him Mark Lai *Becoming Chinese Americans : A History of Communities and Institutions*[22], publié en 2004. Him Mark Lai était un activiste et un historien de l'histoire des Chinois-Américains respecté au sein de la communauté, ainsi qu'un écrivain prolifique. Le travail qu'il a réalisé pour cet ouvrage est le fruit de trente-cinq années de recherches méticuleuses, utilisant des sources primaires rares comme des journaux en langue chinoise, des gazettes de Chine, des documents d'immigration et des histoires orales issues d'interviews avec des chefs de la communauté chinoise dans tous les États-Unis. *Becoming Chinese American* fournit une analyse précise des origines géographiques de l'immigration chinoise ainsi qu'une description approfondie des lieux de naissance, des liens de parenté, et des institutions communautaires des Chinois-Américains en ce qui concerne l'éducation et la culture. La première partie de ce livre inclut deux essais historiques. Le premier d'entre eux fournit les explications historiques de la venue massive aux États-Unis d'immigrants chinois de la région « Pearl River Delta » à Guangdong en Chine. On estime à 90% le nombre d'immigrés chinois aux États-Unis venant de cette partie de la Chine entre 1850 et 1965. Le second essai traite du programme de confession durant la période du Maccarthisme, lorsque les Chinois étaient encouragés par les autorités en charge de réguler l'immigration chinoise aux États-Unis à reconnaître leur entrée frauduleuse sur le territoire américain et ainsi ajuster leur statut. Dans ce chapitre Him Mark Lai révèle la difficulté du schéma de l'immigration familiale utilisé par les immigrants chinois pour contourner la loi d'exclusion des Chinois travailleurs et de leurs familles depuis plus de 60 ans. Comme l'auteur le rappelle, bien que le programme de confession mis en place par le gouvernement américain ait permis de régulariser la situation de centaines d'immigrés clandestins, il a également donné lieu à du stress émotionnel et à des désaccords au sein des familles sur la meilleure ligne de conduite à prendre face à ce problème, ainsi qu'à de la persécution politique vis-à-vis des Chinois par le gouvernement américain. La deuxième partie du livre de Lai est consacrée à l'histoire des premières associations chinoises luttant contre les mouvements anti-Chinois peu après la Ruée vers l'or en Californie. Il est notamment question de l'organisation CCBA (Chinese Consolidated Benevolent Association) qui joua un rôle important à cette époque. La troisième partie du livre se concentre sur

[22] Him Mark LAI, *Becoming Chinese Americans : A History of Communities and Institutions,* Altamira Press, 2004.

l'établissement et le développement du langage chinois à l'école. Ici Lai compare les différents objectifs, les structures et l'efficacité des écoles à Hawaï contre les écoles américaines présentes sur le continent, aussi bien avant qu'après la Seconde Guerre mondiale. Celles-ci ont été formées en réponse aux discriminations raciales, à la politique chinoise, et au processus d'acculturation. Lai montre ainsi comment et pourquoi les Chinois-Américains ont établi ces institutions dans leur effort de construire une communauté, de préserver leur héritage et de devenir une partie intégrante de la société américaine. Ce paradoxe entre une volonté de revendiquer son appartenance culturelle et le désir d'être assimilé à la culture américaine est caractéristique du multiculturalisme tel qu'il est conçu aux États-Unis.

Outre les ouvrages précédemment présentés, qui englobent dans leur grande majorité une large partie de l'histoire des Chinois aux États-Unis depuis leur arrivée jusqu'aux années 1980, il me semble important de mentionner l'ouvrage de Charlotte Brooks récemment sorti en janvier 2015 : *Between Mao and Mc Carthy : Chinese American Politics in the Cold War Years*[23]. Ce livre est très intéressant et utile pour comprendre le cadre politique et international dans lequel ont évolué les Chinois-Américains durant la période de la Guerre Froide et sous la chasse aux sorcières initiée par McCarthy. Charlotte Brooks décrit les divisions au sein de la communauté chinoise partagée entre les partisans nationalistes soutenant le leader du parti Kuomintang : Chiang Kai-Shek, et les partisans communistes de Mao Zedong. C'est un livre sur la politique des Chinois-Américains durant cette période. Il est notamment fait référence au sein du chapitre quatre à des divergences politiques entre les Chinois de New-York et les Chinois de San Francisco : la politique menée par le gouvernement américain lors de la chasse aux sorcières et le contrôle renforcé des fraudes à l'égard des Chinois en 1956 ont fracturé la communauté chinoise de New-York, alors qu'à l'inverse la communauté chinoise de San Francisco s'était montrée capable de créer des liens politiques pour défendre les intérêts communautaires. Le travail de Charlotte Brooks se focalise essentiellement sur ces deux villes, car elles concentraient l'attention du gouvernement mais aussi d'un grand nombre d'activistes chinois luttant pour plus de pouvoir politique et voulant défendre leurs droits civiques. En créant des coalitions multiraciales et en encourageant le vote et l'activisme modéré, les Chinois de San Francisco ont évité les grandes divisions et le factionnalisme qui éclatèrent chez leurs homologues new-yorkais. Ce livre de Charlotte Brooks est d'une grande contribution pour l'avancée des recherches sur la vie politique et sociale des Chinois-Américains dans les États-Unis d'après guerre. Les

[23] Charlotte BROOKS, *Between Mao and Mc Carthy : Chinese American Politics in the Cold War Years*, The University of Press Chicago, 2015.

témoignages et les sources rares qu'elle recueille, issues des langues anglaises et chinoises, permettent de détailler de façon précise cette période riche en événements et qui constitue un tournant majeur dans l'engagement politique au sein de la communauté chinoise américaine.

À présent il est essentiel de définir les œuvres majeures constituant l'historiographie sur les alliances entre Japonais et Chinois, ainsi que de façon plus générale les coalitions pan-asiatiques qui surgirent aux alentours des années 1950 et 1960 aux États-Unis.

Le livre d'Emma Gee *Counterpoint : Perspectives on Asian America*, publié en 1976, était une grande avancée pour l'étude historique des groupes et des mouvements asiatiques américains. Dans les années 1960, lorsque des étudiants de l'université d'UCLA, membres de la section de recherches sur les Japonais-Américains, ont essayé de localiser d'éventuelles collections d'archives, ils découvrirent qu'aucune bibliothèque dans les États-Unis n'avait un fichier complet sur les journaux publiés en langue japonaise dans ce pays. C'était une découverte très déconcertante, car l'immigration japonaise était l'un des facteurs majeurs de plusieurs controverses internationales impliquant les États-Unis. La revendication de leur héritage de la part des autres communautés minoritaires aux États-Unis dans les années 1960, tels que les Afro-Américains, stimula très rapidement l'intérêt des Asiatiques-Américains ainsi que des chercheurs dans le milieu des études sur les Asiatiques-Américains. Le livre d'Emma Gee *Counterpoint : Perspectives on Asian America* ainsi que les articles scientifiques et les collections qu'elle présente à l'intérieur, étaient en partie dédiés à relever le niveau des études sur les Américains d'origine asiatique et pour suggérer les possibilités de perspectives alternatives dans l'appréciation de l'expérience des Américains d'origine asiatique. C'est en cela que ce livre représentait une avancée importante dans l'étude historique des Asiatiques-Américains.

L'un des ouvrages références sur ce sujet est le livre du professeur William Wei de l'université du Colorado : *The Asian American Movement*[24], publié en 1993. William Wei démontre à travers ce livre que les Asiatiques-Américains dépassent l'image de minorité modèle dans laquelle les Américains les cantonnent parfois. Dans cet ouvrage *The Asian American Movement*, le premier sur ce sujet, Wei décrit les Asiatiques-Américains comme des activistes qui vont défier les États-Unis. Pour l'auteur c'est le racisme de la guerre du Vietnam qui a fait prendre conscience aux jeunes Asiatiques-Américains de leurs « racines

[24] William WEI, *The Asian American Movement*, Temple University Press, 1993.

asiatiques » ainsi que la nécessité d'une coalition inter-asiatique. Grâce à l'interview de membres importants dans le mouvement à travers le pays, Wei a reconstruit les différentes facettes de l'activisme asiatique-américain des dernières années de 1960 jusqu'au début des années 1990. Dans son étude il se concentre sur la presse alternative, les programmes d'études asiatiques américains, le mouvement des femmes asiatiques américaines, les organismes communautaires, les sectes marxistes et léniniste, les politiques électorales. Le livre prend en compte le mouvement sous toutes ses formes et décrit les conflits internes en détail.

Dans le registre des études sur le panasiatisme l'ouvrage *Asian American Panethnicity : Bridging Institutions and Identities*[25] de Yen Le Espiritu, professeur de sociologie à l'université UC San Diego, est une référence sur le sujet. Ce livre détaille les raisons qui ont poussé les Asiatiques-Américains à se coaliser pour obtenir des bénéfices communs. L'expérience historique démontre que de telles alliances sont souvent de courte durée, mais Yen Le Espiritu argumente que les Asiatiques-Américains se devaient de s'unir ensemble face au racisme. Les Asiatiques-Américains sont définis comme étant nés aux États-Unis alors que les immigrants asiatiques d'après 1965 espèrent faire des États-Unis leur nouveau pays. Espiritu décrit la pan-ethnicité asiatique comme un néologisme politique utilisé pour rassembler les groupes ethniques liés. En établissant cette définition de la pan-ethnicité, elle revoit aussi celle des théories sociologiques de « communauté culturelle » et de « communautés d'intérêts » et explique que la pan-ethnicité outrepasse ces théories. La pan-ethnicité devient obligatoire lorsque l'on est confronté au « racisme, au sexisme, à la pauvreté, à la guerre et à l'exploitation ». La cohésion asiatique dépend ainsi de progrès politiques et sociaux plutôt que des liens culturels ; une fragmentation se produit si des membres d'un des groupes croient que leurs intérêts ne sont pas protégés.

La pan-ethnicité des Asiatiques-Américains arrive en avant-plan durant les mouvements des décennies 1960 et de 1970. Yen Le Espiritu évalue correctement la diminution de l'influence politique des sous-groupes dans l'élection d'Asiatiques-Américains aux fonctions publiques, les obligeant ainsi à joindre leurs forces. Elle soutient que les groupes de défense et les élus officiels asiatiques américains devraient développer une conscience panaméricaine, englobant ainsi tout les États-Unis. En dehors d'Hawaii, où les demandeurs de postes sont facilement élus, les Asiatiques n'ont pas réussi au sein du système politique américain. Elle note dans son chapitre « The Politics of Social Service Funding » que quand un besoin défini surgit les Asiatiques-Américains se mobilisent pour garantir leur

[25] Yen Le ESPIRITU, *Asian American Panethnicity : Bridging Institutions ans Identities,* U.S, Temple University Press, 1994.

bien-être social. Des agences telles que United Way, une association de charité aux États-Unis, prêtent plus attention à une organisation unifiée d'Asiatiques qu'à différents groupes ethniques séparés.

Toutefois des schismes au sein des alliances peuvent toujours arriver comme cela à été le cas pour les Philippins, par exemple, qui avaient du ressentiment à l'égard des leaders chinois et japonais, représentant les deux grands groupes asiatiques aux États-Unis.

L'auteur analyse comment les efforts unifiés des Asiatiques-Américains pour une meilleure représentation ont amplifié le nombre de sous-groupes au sein du recensement des États-Unis. Les dirigeants asiatiques américains et les groupes de défense se sont unis pour aider les catégories les plus démunies au sein des communautés asiatiques. Ces mêmes communautés bénéficient de l' « affirmative action », c'est à dire de la protection du gouvernement pour mieux s'intégrer dans la société américaine.

Les violences et les lois contre les Asiatiques ont aidé à les unifier. L'auteur catalogue aussi bien les causes des lois que des violences : la peur de la compétition économique, les comportements anti-asiatiques, et la formation d'un seul groupe d'Asiatiques. La mort du Chinois américain Vincent Chin, battu à mort en 1982 par d'anciens travailleurs de l'industrie automobile car accusé à tort d'être japonais et donc d'être responsable de la récession de l'industrie automobile américaine, a rassemblé l'ensemble des Asiatiques-Américains pour réclamer la justice.

Dans sa conclusion Yen Le Espiritu en arrive à la même observation que beaucoup d'autres spécialistes des études sur les Asiatiques-Américains : les identités ethniques au sein des sous-groupes asiatiques restent très importantes par rapport à l'appartenance à un groupe plus global longtemps dominé par les Japonais et les Chinois. Elle préconise ainsi de surmonter ce genre d'attitude si les Asiatiques-Américains désirent répondre de façon significative à leurs problèmes communs. Enfin la pan-ethnicité reste plus un but qu'un fait accompli.

L'ouvrage d'Helen Zia *Asian American Dreams : The Emergence of an American People* publié en 2000, est novateur dans le sens où, au lieu de présenter un simple récit de l'histoire des Asiatiques aux États-Unis, Zia utilise au contraire ses anecdotes personnelles dont celle d'avoir grandi avec des parents immigrants originaires de Shanghai dans une petite ville du New Jersey dans les années 1950 comme préface pour l'entrée dans l'histoire des Asiatiques-Américains. Au lieu de chercher à distinguer la spécificité de chaque groupe ethnique asiatique, Zia cherche au contraire à distinguer les épisodes distincts qui ont permis de tisser l'identité pan-asiatique aux États-Unis.

Zia parle dans son livre du meurtre de Vincent Chin en 1982. Elle est scandalisée par la couverture médiatique de cette affaire car les médias ne remettent absolument pas en question la peine très légère infligée par le premier juge, c'est à dire trois années de probation et seulement 3 780 dollars d'amende. Il faudra attendre qu'un jury fédéral de Detroit réexamine l'affaire, suite à la demande de la famille, pour que l'un des meurtriers soit condamné à vingt-cinq ans de prison. L'affaire de Vincent Chin a selon Helen Zia, comme l'affirmait d'ailleurs Yen Le Espiritu précédemment, « galvanisé les différentes communautés d'Asiatiques américains qui après un siècle à chercher l'acceptation en s'éloignant les uns des autres s'étaient enfin retrouvés pour affirmer leur droit d'être américain »[26]. Par la suite Zia examine les tensions entre les groupes afro-américains et les Coréens-Américains à New-York et à Los Angeles, incluant un rapport détaillé des émeutes de Los Angeles en 1992 qui détruisirent près de 2500 magasins de Coréens et dont les dégâts coûtèrent 500 millions de dollars de dommages. Elle met, suite à cela, en valeur les efforts des deux communautés pour se rassembler et surmonter ces violences, notamment au travers d'interviews réalisées avec des activistes issus des communautés coréenne et afro-américaine. Le livre inclut aussi des chapitres sur différents sujets tels que les combats de la communauté hmong contre le racisme à St Paul dans le Minnesota, l'union des Philippins dans les conserveries d'Alaska, le rôle majeur qu'a pu jouer la *Japanese American Citizen League* (JACL) dans l'initiative de reconnaître le mariage gay sur les bulletins de vote à Hawaii, ainsi que l'impact négatif des médias sur les Asiatiques-Américains, incluant la collecte de fonds illégale du parti démocratique avec des sources monétaires venant de Chine et le scandale d'espionnage concernant l'affaire Wen Ho Lee, accusé d'être un espion ayant fourni des informations sur le matériel nucléaire américain à la République Populaire de Chine.

À présent il faut évoquer le livre d'Andrew Aoki et d'Okiyoshi Takeda *Asian American Politics* publié en 2008 qui met en valeur le fait que la politique menée par les Asiatiques américains ne s'est pas traduite que par des actions de valorisation culturelle quotidienne. Par conséquent, Aoki et Takeda font la distinction entre l'identité politique, un sous-produit du multiculturalisme américain, et la politique identitaire qu'ils définissent comme « la question basique de comment les Asiatiques-Américains sont définis, incluant implicitement qui les définit eux-mêmes »[27]. Cette étude détaille soigneusement la façon à travers laquelle les Asiatiques-Américains ont refusé les stéréotypes qui leur étaient assignés,

[26] Helen ZIA, *Asian American Dreams*, Farrard, Strauss and Giroux, 2000, p. 86.
[27] Andrew AOKI, Okiyoshi TAKEDA ; *Asian American Politics*, Cambridge, MA : Polity Press, 2008, p.6 : « The basic questions of how Asia-Americans are defined, including *who* gets to define them ».

que ce soit en matière de classification ou bien en tant que « minorité modèle » parmi les groupes ethniques américains, sans oublier le fait qu'ils soient considérés comme d'éternels étrangers dans le paysage culturel américain, des étrangers ayant perpétuellement besoin de justifier leur intégration.

Aoki et Takeda ne sont pas les premiers à enquêter sur la recherche de la résistance politique des Asiatiques-Américains contre les différents stéréotypes qu'ils peuvent rencontrer. L'étude révolutionnaire de Ronald Takaki à travers son livre *Strangers from Different Shores : A History of Asian Americans* publié en 1989 et le livre précédemment cité d'Helen Zia paru en 2000 *Asian American Dreams : The Emergence of an American People* sont aussi des histoires sur les différents groupes nationaux dans la communauté asiatique américaine, ce qui rend ainsi visible la longue présence des immigrants venus de Chine, du Japon, de Corée, des Philippines, d'Inde et du Vietnam aux États-Unis. Takaki et Zia enquêtaient sur la présence de ces communautés par rapport à la formation de motifs raciaux, ce que Michael Omi et Howard Winant, dans leur étude publiée en 1986 *Racial Formation in the United States : From the 1960s to the 1990s*, localisent au cœur de la politique raciale américaine. Comme les discussions sur la présence des Asiatiques-Américains et leur catégorisation au sein des définitions raciales sont restées en suspens, la recherche menée par Aoki et Takeda tente de retracer l'origine des divers discours sur l'identité asiatique américaine. Ce qui permet de différencier l'étude d'Aoki et de Takeda par rapport aux anciennes publications est l'accent qu'ils mettent sur les différentes stratégies avec lesquelles la communauté asiatique américaine a manifesté une conscience politique. Cette multiplicité se constate d'ailleurs dans l'organisation du livre.

L'écriture de ce livre était originellement destinée à être une ressource pour l'enseignement des cours de premier cycle. Chaque chapitre est enrichi de diagrammes et de graphiques. Des éléments tels que des articles de journaux ou des textes littéraires sont aussi intégrés dans le livre. Le chapitre 2, intitulé « Asian Americans Today », dresse un rapide compte rendu du meurtre de Vincent Chin en 1982. Face à ce meurtre deux constats sont ainsi relevés par les auteurs : le premier est que les Américains ne savent pas faire la différence entre deux différents groupes d'Asiatiques, et deuxièmement ce meurtre traduit les inquiétudes des Américains face à l'économie émergente des Asiatiques sur le marché mondial. La politique des Asiatiques-Américains ne cherche pas seulement à définir et à mettre en avant l'identité des Asiatiques-Américains, mais elle doit aussi faire face à la nécessité quotidienne pour les Asiatiques-Américains d'attester de leur loyauté envers les États-Unis. Se demander ce que veut dire être un Asiatique-Américain revient à réexaminer

l'identité américaine dans sa globalité. Le fait de se concentrer sur cette perspective devient évident, notamment à cause des lois discriminatoires contre les Asiatiques-Américains et des insultes raciales qui sont proférées à leur égard. Il faut donc examiner davantage la forme que prend la citoyenneté américaine, ce que tente de faire le chapitre 3 du livre. Cet examen est très compliqué à réaliser, mais il illustre l'obstacle institutionnel que rencontrent de nos jours les immigrants, venant d'Asie ou d'autres pays, lorsqu'ils tentent de se faire accepter en Amérique par la naturalisation.

Tandis que les trois premiers chapitres du livre offrent un large aperçu des institutions légales des Asiatiques-Américains comme communauté politique, les chapitres 4 et 5 discutent des autres actes politiques que celui de voter. Bien que le vote soit une question centrale aussi bien pour les Asiatiques-Américains que pour les autres minorités aux États-Unis, les efforts politiques fournis par les Américains d'origine asiatique, à travers leurs organisations et leur engagement politique, tels que le volontariat civil, le recrutement des électeurs et l'activisme politique, leur permettent d'obtenir une meilleure visibilité et des résultats conséquents en matière de politique par rapport à d'autres groupes minoritaires. La grande différence qu'il peut exister entre les Asiatiques-Américains et les autres groupes minoritaires est la formation d'alliances pan-ethniques entre Asiatiques-Américains issus de différentes nationalités.

La présence des Asiatiques dans le paysage politique américain, comme l'indiquent astucieusement Aoki et Takeda, a été un élément majeur dans la politique d'émancipation menée par les Asiatiques américains afin d'être considérés comme citoyens américains à part entière, et non plus seulement comme une minorité ethnique des États-Unis. La recherche de l'identité pan-ethnique, permettant de consolider les liens entre Asiatiques-Américains, continue d'être l'un des objectifs principaux de la politique activiste des Asiatiques-Américains. En plus de ces objectifs, il est également nécessaire de développer une certaine conscience transnationale avec les pays d'où proviennent les Asiatiques-Américains. Beaucoup d'organisations qui promeuvent les droits des Asiatiques-Américains, comme l'illustre le livre, encouragent aussi les efforts faits par certaines personnalités et groupes sociaux asiatiques.

L'internement des Japonais-Américains au cours de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, et le mouvement pour les réparations des victimes du colonialisme japonais pendant la Seconde Guerre mondiale sont des exemples prouvant que l'activisme politique favorise le développement de causes individuelles aussi bien transnationales que relevant uniquement des États-Unis. Néanmoins il est nécessaire de traiter ces causes simultanément afin de pouvoir

faire le lien entre identité asiatique et américaine. L'accent qui est mis sur ces liens transnationaux, qui ont façonné les politiques des Asiatiques-Américains depuis la création de leur alliance, est une des lignes directrices du livre de Aoki et de Takeda.

Face à ce consensus des chercheurs par rapport à la nécessité de la pan-ethnicité et ses bienfaits pour les communautés asiatiques, certaines voix s'élevèrent pour revendiquer leur désaccord suite à ces regroupements ethniques. C'est notamment le cas d'Arthur Schlesinger. Grand historien et écrivain de renom, Arthur M. Schlesinger a reçu deux prix Pulitzer, un en 1946 pour son livre *The Age of Jackson*[28] et un autre pour le prix Pulitzer biographique avec *A Thousand Days*[29] en 1966. Il a aussi réalisé une carrière politique en ayant notamment rédigé les discours de campagne du candidat démocrate Adlai Stevenson II, dont il était aussi le conseiller. Au cours du mandat de John F. Kennedy, il fut conseiller spécial, ainsi qu'historien du président de 1961 à 1963. Avec son livre paru en 1993 *la désunion de l'Amérique*[30] le double prix Pulitzer s'engage ainsi dans la querelle du multiculturalisme entamée aux États-Unis: « la polémique au sujet du cursus scolaire est en fait un débat sur l'identité américaine. Son enjeu véritable est l'avenir de ce pays ». Il nous guide tout au long de son livre dans les différentes revendications qu'elles soient radicales, religieuses ou sexuelles[31].

Toute minorité veut aujourd'hui affirmer ses valeurs par « l'invention d'une tradition ». Dès lors chaque groupe revendique son histoire, comprise comme thérapie pour reconquérir une identité bafouée par l'histoire officielle européocentrique, et entend modifier, non sans succès, l'enseignement et les programmes scolaires.

Ronald Takaki, pionnier des études ethniques ayant écrit neuf livres sur la diversité de la culture américaine tel que *Stranger from Differents Shores : A History of Asian Americans*[32] publié en 1989 ou encore *A Different Mirror : A History of Multicultural America*[33] datant de 1993, dans une interview qu'il accorde à Joan Montgomery Halford du journal *Educational Leadership* en 1999[34], donne la réponse suivante au journaliste qui lui demande comment il définit l'éducation multiculturelle :

---

[28] Arthur Meier SCHLESINGER, *The Age of Jackson*, Back Bay Books, reissue edition, 1988.
[29] Arthur Meier SCHLESINGER, *A Thousand Days*, ed. Mariner Books, 2002.
[30] Arthur Meier SCHLESINGER, *La désunion de l'Amérique*, ed. Liana Levi, 1993.
[31] Denis GILLES, « *la* désunion *de l'Amérique* d'Arthur M. SCHLESINGER », *Politique étrangère*, 1993, Volume 58, Numéro 2, p. 495.
[32] Ronald TAKAKI, *Stranger from Different Shore : A History of Asian Americans,* ed. Little, Brown and Company, revisited and updated edition, 1998.
[33] Ronald TAKAKI, *A Different Mirror : A History of Multicultural America,* ed. Back Bay Books, revisited edition, 2008.
[34] Joan Montgomery HALFORD, A Different Mirror : A Conversation with Ronald Takaki, *Eudcational Leadership,* avril 1999, vol. 56, no. 7, pp. 8-13 :

> « Le multiculturalisme que je recherche inclut toutes les personnes américaines et conteste l'histoire américaine traditionnelle racontée par les professeurs. Les professeurs traditionnels nous enseignent dans nos écoles que ce pays a été fondé par des Américains ayant des ancêtres européens et que nos idées viennent de la civilisation européenne. Mais quand nous regardons autour de nous, nous réalisons qu'aucun d'entre nous ne vient d'Europe. Beaucoup d'entre nous viennent d'Afrique et d'Amérique Latine, et d'autres étaient déjà présents ici, en Amérique du Nord. D'autres encore, comme mon grand-père, venaient des côtes Pacifiques. Il n'est pas seulement inclusif, mais exact de reconnaître cette diversité. Le but intellectuel du multiculturalisme est une compréhension plus précise de qui nous sommes en tant qu'Américains.
>
> L'éducation multiculturelle a été mal représentée par les critiques du multiculturalisme, en particulier par Arthur Schlesinger Jr., qui présente le multiculturalisme comme un séparatisme ethnique dans son livre *The Disuniting of America*. Ce que Schlesinger a fait est d'assimiler le multiculturalisme avec l'afro-centrisme. Mais l'afro-centrisme n'est pas multiculturel, il est mono culturel. Et donc ce que Schlesinger a réussi à faire est de réduire le multiculturalisme à la stridence du séparatisme ethnique manifesté dans certaines versions de l'afro-centrisme[35].».

En conclusion il est difficile de pouvoir blâmer les deux parties, dont les arguments opposés sur le multiculturalisme finissent par se neutraliser. Il est vrai que le fait de se regrouper en communauté partageant des liens culturels et traditionnels peut être nuisible à une certaine intégration totale et au final créer un isolement culturel. Néanmoins il s'agit là d'une arme efficace lorsqu'il est question de faire valoir les droits et les revendications d'une minorité jusque là ignorée, car minoritaire. Les questions que soulève le multiculturalisme sont toutefois un peu éloignées de notre sujet principal, et surtout compliquées à juger avec aussi peu d'exemples et de réflexions. La quête permettant de faire valoir les droits des minorités et

---

URL:http://www.ascd.org/publications/educational-leadership/apr99/vol56/num07/A-Different-Mirror@-A-Conversation-with-Ronald-Takaki.aspx (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).

[35] Citation originale : « The multiculturalism I have been seeking is a serious scholarship that includes all American peoples and challenges the traditional master narrative of American history. The traditional master narrative we've learned in our schools says that this country was founded by Americans of European ancestry and that our ideas are rooted in Western civilization. But when we just look around at ourselves, we realize that not all of us came from Europe. Many of us came from Africa and Latin America, and others were already here in North America. And others, like my grandfather, came from a Pacific shore. It is not only more inclusive, but also more *accurate* to recognize this diversity. The intellectual purpose of multiculturalism is a more accurate understanding of who we are as Americans.
Multicultural education has been misrepresented by the critics of multiculturalism, especially Arthur Schlesinger Jr., who presents multiculturalism as ethnic separatism in his book *The Disuniting of America.* What Schlesinger has done is to equate multiculturalism with Afrocentrism. But Afrocentrism is not multicultural, it's monocultural. And so what Schlesinger has done is to reduce multiculturalism to the shrillness of ethnic separatism manifested in some versions of Afrocentrism ».

d'intégrer celles-ci dans la société américaine est comme pour toutes choses soumises à la recherche d'un juste équilibre entre ces deux tendances, qu'il est bien difficile de trouver pour un problème suscitant autant de passion.

Présentation des sources :

À présent je vais présenter les sources que j'ai utilisées pour mener à bien mes recherches.

J'ai dans un premier temps consulté les différents traités et lois signés lors de la période étudiée ayant eu un impact sur les communautés japonaise ou chinoise. J'ai donc pu compter sur les ressources du gouvernement américain disponibles sur internet à travers le site de la National Archives and Records Administration (NARA)[36]. Outre ce site qui m'a permis de retrouver les textes de l'ordre exécutif 9066 du président Franklin Delano Roosevelt et le *Civil Liberties Act* de 1988 reconnaissant la culpabilité du gouvernement américain à l'égard des Japonais-Américains[37] ou encore les documents concernant l'*Alien Registration Act* de 1940 autorisant l'arrestation de tout individu mettant le gouvernement américain et les États-Unis en péril[38], j'ai aussi dû avoir recours à d'autres sites internet pour trouver d'autres documents dans leur version intégrale, notamment pour ce qui est de l'*Alien Registration Act*[39] ou encore la déclaration du commandant général Henry C. Pratt annonçant le 17 décembre 1944 par une déclaration publique la fin de l'internement des Japonais-Américains[40].

L'essentiel de mes sources est issu de journaux américains tels que le *Los Angeles Times*, le *New-York Times* ou encore le *Chicago Tribune*. Néanmoins mon attention s'est particulièrement portée sur les journaux activistes ou communautaires. Le développement de journaux politiquement engagés au cours de la décennie allant de 1960 à 1970, comme le

[36] Site internet de la NARA :
URL : http://www.archives.gov
[37] Liens pour les textes Executive Order 9066 et Civil Rights Act.
URL : http://blogs.archives.gov/prologue/?p=12630 (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).
[38] Liens vers les formulaires que devaient remplir les immigrés concernés par l'*Alien Registration Act*.
URL: http://www.archives.gov/publications/prologue/2013/spring/a-files.pdf (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).
[39] Liens vers le texte de l'*Alien Registration Act,* « 18 U.S. Code § 2385 - Advocating overthrow of Government » :
URL : http://www.law.cornell.edu/uscode/text/18/2385 (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).
[40] Liens vers l'annonce du Général Henry C. Pratt :
URL : https://www.du.edu/behindbarbedwire/pp_21.html (dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).

journal étudiant de l'université de Berkeley *GIDRA*[41], ou bien des journaux communautaires déjà bien implantés, comme le journal de la *Japanese American Citizen League* (JACL) : le *Pacific Citizen*, sont des atouts majeurs pour pouvoir saisir la diffusion de l'information au sein des deux communautés étudiées de la Seconde Guerre mondiale à la fin de la Guerre Froide.

Nous avons aussi la possibilité de pouvoir consulter de nombreuses vidéos de témoignages de personnes ayant vécu l'internement en camp, notamment grâce aux archives audiovisuelles du site *Denshô Encyclopedia*, qui plus est le site nous renseigne sur la plupart des sujets relatifs aux Japonais-Américains comme par exemple le 442e bataillon d'infanterie de l'armée américaine uniquement constitué de Japonais-Américains[42] ou encore des informations sur la médaille d'honneur qu'ils ont reçu de la part du gouvernement américain comme en témoigne la page du *Pacific Citizen* du samedi 3 mars 1946 présenté dans cette section[43].

Pour les témoignages audiovisuels, il est important de citer le site *Seattle Civil Rights & Labor History Project* qui permet de visionner les témoignages d'activistes et de personnes engagées politiquement dans la lutte pour les droits civiques à Seattle[44], dont les travailleurs ont un passé revendicatif, notamment en matière de justice raciale.

Problématique :

À travers les différents ouvrages et sources présentés précédemment nous avons pu voir la complexité qu'implique l'étude des Asiatiques-Américains, notamment lorsqu'il s'agit de définir la pan-ethnicité, ce lien censé les unir autour d'une identité, d'une culture, mais

[41] Yoshimi KAWASHIMA, « Gidra : The Voice of the Asian American Movement », site internet de Discover Nikkei :
URL : http://www.discovernikkei.org/en/journal/2012/01/12/gidra/ (Denière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).
[42]Bryan NIIYA, « Japanese Americans in Military during World War II », Denshô Encyclopédia :
http://encyclopedia.densho.org/Japanese_Americans_in_military_during_World_War_II/ (Denière consultation diamnche 15 mai 2016 à 17h00).
[43] Couverture du Pacific Citizen du 3 Mars 1946 présentée par le Denshô Encyclopédia pour la décoration des soldats Japonais Américains :
URL : http://encyclopedia.densho.org/sources/en-denshopd-i121-00016-1/ (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).
[44] Témoignages audiovisuels d'activistes sur le site du Seattle Civil Rights & Labor History Project :
URL : http://depts.washington.edu/civilr/interviews.htm (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).

aussi d'une politique commune, sans compter les avis contradictoires ou opposés en ce qui concerne la portée du multiculturalisme dans la société américaine.

Néanmoins mon étude tend à montrer les liens existant entre les Chinois-Américains et les Japonais-Américains et s'inscrit donc dans une étude de la pan-ethnicité et de ses prémices lors de périodes cruciales telles que la Seconde Guerre mondiale, les années de Guerre Froide ou encore la période des mouvements de revendication pour les droits civiques. Ces trois périodes vont nous permettre de constater l'évolution progressive de l'identité et des liens créés entre les Chinois-Américains et les Japonais-Américains, pour par la suite unir ces minorités au sein d'une lutte commune contre les discriminations raciales aux États-Unis.

Il est important d'arriver à faire ressortir les éléments politiques qui entourent ces périodes, sinon il n'est en aucun cas possible d'arriver à comprendre la portée des évènements. Le cours des événements pour ces minorités est profondément lié aux bouleversements politiques internationaux, depuis l'incarcération des Japonais-Américains à leur libération des camps, en passant par une amélioration des conditions de vie des Chinois-Américains avec la révocation du *Chinese Immigrant Act* en 1943, pour finalement voir les Américains basculer dans l'anticommunisme avec Joseph McCarthy lors de l'entrée des États-Unis dans la Guerre Froide contre l'Union Soviétique dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Face à la victoire de Mao Zedong et du parti communiste en Chine contre Chiang Kai Shek, représentant du parti nationaliste ou aussi appelé Kuomintang que soutenaient les États-Unis, on constate un regain de haine et de peur des Américains envers les Chinois-Américains. La versatilité de l'opinion publique américaine manipulée en fonction des alliances ou des rivalités conclues entre les États-Unis et ses différents alliés ou ennemis change l'appréhension des Chinois-Américains ou des Japonais-Américains d'une période à l'autre au cours des décennies de 1940 et de 1950.

Mon questionnement vise à mettre en évidence les liens qui unissent les communautés nippo-américaine et sino-américaine durant cette période pour ainsi mieux appréhender la lutte commune qui aura lieu par la suite, à partir des années 1960, au travers du panasiatisme et l'affirmation identitaire des minorités asiatiques américaines qui en découle et ainsi que pour la revendication de l'égalité des droits civiques au sein d'une société américaine en pleine évolution culturelle. Cette étude qui se base sur l'activisme politique des Asiatiques-Américains, et principalement celui des Japonais-Américains et des Chinois-Américains, tend à démontrer, en se concentrant ainsi sur l'exemple de ces deux populations, la nécessité de s'unir pour résoudre les problèmes communs que rencontrent tous les groupes d'Asiatiques-Américains. L'intérêt de reprendre l'histoire de cette alliance à ses prémisses permet de

mettre en relief les difficultés que les deux communautés ont su surmonter et mettre de côté dans leur rivalité ancestrale pour agir ensemble.

Afin d'apporter des éléments de réponse je vais commencer par étudier les différents destins des Japonais-Américains et Chinois-Américains pendant la Seconde Guerre mondiale. Cela passe par l'analyse des sentiments mitigés de la communauté chinoise à l'égard de l'internement des Japonais, entre désengagement et soutiens primordiaux, les Chinois-Américains bénéficient de l'image positive de peuple dont le pays d'origine est martyrisé par l'envahisseur japonais tandis que les Japonais-Américains sont exclus de la société américaine et internés dans les camps de concentration pour l'unique raison de leur origine japonaise et la peur de leur trahison de la part du gouvernement américain.

Par la suite je me concentrerai sur les prémices de l'alliance entre Chinois et Japonais-Américains au cours des années 1950 face aux difficultés similaires traversées dans leurs expériences américaines respectives. Les problèmes de réinstallation des Japonais-Américains à la sortie des camps de concentration à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et l'hystérie entourant l'anticommunisme aux États-Unis qui touchent et divisent la communauté chinoise américaine annoncent le début d'une alliance entre ces deux minorités.

Enfin j'aborderai la question concernant l'émergence du panasiatisme et la contribution des communautés japonaise et chinoise vivant aux États-Unis dans les différents mouvements et associations asiatiques engagés dans la lutte pour les droits civiques.

Première Partie :

Un destin différent pendant la Seconde Guerre mondiale :

Le destin des minorités nippo-américaine et sino-américaine fut grandement influencé par le conflit opposant Chinois et Japonais en Asie du Sud-Est depuis 1937. L'invasion officielle de la Chine par les Japonais survient le 28 juillet 1937 et est déclenchée par l'incident du pont Marco Polo le 7 juillet 1937. C'est à la suite de l'accusation de la part du Japon de l'enlèvement d'un soldat japonais par les Chinois s'entraînant avec sa troupe près de Wanping, à l'extrémité du pont situé à 16 km de Pékin. En novembre 1937 les troupes japonaises occupent déjà la ville de Shanghai après une campagne intensive de bombardement ayant entraîné la mort de milliers de civils et trois mois de combat intense.

Un massacre de grande ampleur a lieu à Nankin, l'ancienne capitale officielle de la Chine, en décembre 1937. Environ 300 000 personnes périrent lors de cette attaque selon l'historien spécialiste des questions sud-asiatiques Jean Louis Margolin qui rapporte dans son article : « Une Réévaluation du Massacre de Nankin » les chiffres officiels du tribunal de Nankin. Le chiffre officiel de 300 000 morts [45]est d'ailleurs inscrit en gros sur le mémorial du massacre de Nankin. Ce massacre est sujet à beaucoup de controverse de nos jours encore. Le gouvernement japonais se refuse à reconnaître les faits et nie toute accusation par rapport au massacre de Nankin.

Face à l'importance des dégâts causés par les Japonais en Chine, les Chinois-Américains dénoncent la barbarie japonaise et s'engagent militairement dans l'armée américaine à partir de 1941 pour lutter contre l'armée nippone ainsi que financièrement en envoyant des dons à la Croix Rouge et en achetant des obligations de guerre. L'image des Chinois-Américains est alors positivement modifiée et cela se traduit par une meilleure intégration dans la société américaine et l'amélioration des lois à leur encontre, comme le prouve l'abrogation du *Chinese Exclusion Act* en 1943. Certaines personnalités chinoises ou étrangères vont aider aux changements des mentalités américaines envers les Chinois-Américains. Nous pouvons notamment faire référence à Chiang Kai-Shek, et surtout à sa

[45] Jean-Louis MARGOLIN, « Une réévaluation du massacre de Nankin », *Perspectives chinoises*, novembre-décembre 2005.
URL : http://perspectiveschinoises.revues.org/927 (Dernière consultation le 27 décembre 2015)

femme Soong May-ling la meilleure ambassadrice de la cause chinoise à l'époque, ou encore à l'écrivain Pearl S. Buck et à son best-seller sur la paysannerie chinoise : *The Good Earth*, sans oublier Anna May Wong, l'actrice chinoise la plus importante et influente du cinéma américain lors de la première moitié du XXème siècle. Ces personnes ont grandement aidé la cause chinoise à travers leurs écrits et leurs engagements politiques et financiers comme l'explique Karen J. Leong, professeur adjoint aux études féminines à l'Arizona State University, dans son œuvre *The China Mystique : Pearl S. Buck, Anna May Wong, Mayling Soong and Transformation of American Orientalism*[46].

Contrairement à l'amélioration du statut social des Chinois-Américains en partie due à l'image de « Sick Men of Asia », les Japonais-Américains sont eux soupçonnés de trahison, évacués de la côte Ouest des États-Unis pour éviter tout risque de sabotage et déportés par le gouvernement et les militaires américains dans des camps de concentration situés pour la plupart d'entre eux dans les états de l'Ouest des États-Unis, tels que le Colorado, l'Arizona ou encore le Wyoming. On estime ainsi qu'environ 120 000 Japonais-Américains ont été déportés dans ces camps avec comme unique chef d'accusation leur origine raciale car la méfiance et la crainte d'une invasion de l'armée japonaise après l'attaque de Pearl Harbor, renforcées par l'attaque navale d'un sous-marin japonais de cibles cotières américaines près de Santa Barbara le 23 février 1942, étaient omniprésentes dans l'esprit des Américains.

Les réactions des Chinois-Américains face à cette incarcération arbitraire prennent diverses formes. La plupart des Chinois-Américains montrent un certain désengagement face au sort des Japonais-Américains et tiennent à se distinguer des Japonais avec qui ils sont parfois confondus, pour ne pas être assimilés à eux. Néanmoins certains d'entre eux mettent de côté leurs griefs communautaires et ancestraux pour venir en aide aux Japonais-Américains, injustement arrêtés et soupçonnés de trahison.

1. Une amélioration de l'image des Chinois-Américains pendant la période de la Seconde Guerre mondiale :

Les Chinois-Américains bénéficient de la Seconde Guerre mondiale pour voir leur image considérablement changée aux États-Unis, alors que jusque là ils étaient rejetés par les Euro-Américains lors de leur arrivée massive en Californie aux États-Unis à partir de 1849 à

46 Karen J. LEONG, *The China Mystique : Pearl S. Buck, Anna May Wong, Mayling Soong and Transformation of American Orientalism,* University of California Press, 2005.

cause de leur manque d'adaptation et d'acculturation à la culture américaine. Cette période correspond à la ruée vers l'or où environ 300 000 immigrants Chinois furent décomptés aux États-Unis[47]. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Chinois-Américains purent jouir du statut de victime induit par l'invasion japonaise que subissait leur pays d'origine. Ce troublant renversement de l'opinion américaine sur les Chinois-Américains opéré lors de la Seconde Guerre mondiale n'incite toutefois pas les Américains à intervenir militairement en Chine. Le gouvernement américain craignait un conflit avec le Japon, c'est d'ailleurs ce qui le pousse à accepter les excuses et les compensations financières des Japonais suite à l'attaque de la canonnière U.S.S Panay le 12 décembre 1937 par l'aviation japonaise. En parallèle du conflit sino-japonais, les lois discriminatoires aux États-Unis à l'égard des Chinois-Américains restaient toujours en vigueur telles que le *Chinese Exclusion Act* datant du 6 mai 1882 donnant le droit au gouvernement américain de réguler, limiter ou suspendre l'immigration chinoise ou leur résidence sur le sol américain[48]. Cette loi fut renouvelée à deux reprises en 1892 pour dix années et en 1902, cette fois sans aucune précision de date d'expiration. Ce n'est qu'en 1943 que la loi Magnuson, permettant un quota de 105 immigrés Chinois par an, fut votée suite à l'engagement et à l'aide des Chinois-Américains durant la Seconde Guerre mondiale.

En marge des délibérations politiques et militaires sur le sort de la Chine, une personnalité politique commençait à faire entendre sa voix et à s'imposer aux cotés de son mari, Chiang Kai-Shek, il s'agissait de Soong May-ling (ou Madame Chiang Kai-Shek). Devenue ambassadrice de la cause de la Chine et du parti du Kuomitang, parti nationaliste chinois dirigé par Chiang Kai-Shek, Soong Mayling était infiniment plus à l'aise en public que son mari. Elle s'efforça pendant la Seconde Guerre mondiale de convaincre les Américains d'accorder un soutien plus important à la Chine, pour donner à son mari une stature équivalente à celles de Roosevelt et Churchill. En février 1943, elle fut accueillie par le couple Roosevelt comme hôte et plaida sa cause devant le Congrès le 18 février. Cette intervention fut décisive pour la Chine et marque de son sceau l'influence que la première dame du régime Kuomitang eut sur les relations sino-américaines aux cours de sa carrière. Il ne s'agit là que d'un exemple, certes pas des moindres, des différents soutiens apportés aux peuple chinois victime de la barbarie japonaise, mais cela rejoint l'effort engagé par la communauté chinoise-américaine et ses personnalités les plus influentes pour persuader les

[47] Roger DANIELS, *Chinese and Japanese in the United States since 1850*, The University of Washington Press, Seattle and London, 1988. p.9.
[48] *Ibid*., p.55.

Américains de changer d'opinion sur le peuple chinois ainsi que de s'engager militairement et économiquement dans la Guerre Sino-Japonaise et par la suite, à plus grande échelle, dans la Seconde Guerre mondiale.

A. Les Chinois-Américains considérés comme les « Sick Men of Asia » :

L'expression de « Sick Man of Asia » faisait originellement référence à la situation de la Chine à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle sous la dynastie Qing lorsque celle-ci était déchiré dans des luttes internes dont les grandes puissances tirèrent avantage avec une série de traités inégalitaires culminant avec l'invasion de la Chine par le Japon en 1937. La phrase avait pour but d'établir un parallèle avec l'expression de « Sick man of Europe » faisant référence à l'affaiblissement de l'Empire Ottoman à la même époque.

Les effets de la Seconde Guerre mondiale ont été bien plus profitables pour les Chinois-Américains que pour les Japonais-Américains internés en camps. Néanmoins, l'historien Roger Daniels tient à relativiser que les changements sociaux opérés lors de cette période sont essentiellement des clichés historiques[49]. Les Américains ont pour la majorité d'entre eux le sentiment que la Seconde Guerre mondiale était une bonne guerre. Bien entendu la lutte contre le fascisme et pour la démocratie renforça l'idée d'une guerre juste, mais on constate que la guerre, contrairement au New Deal mis en place par Franklin Delano Roosevelt après son eléction à la suite du krach boursier de 1929, réussit à endiguer la Grande Dépression et les Américains purent profiter d'un essor économique durant les trois décennies qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale. La communauté afro-américaine, les femmes et les seconde et troisième générations des « nouveaux immigrants » obtinrent des gains significatifs lors de cette période de guerre.

Les Asiatiques-Américains ont eux aussi connu un tournant crucial lors de cette période. Les Japonais-Américains étaient mal-aimés pendant que les Chinois-Américains connaissaient des changements sociaux notables. Les positions politiques et sociales des Chinois-Américains ont connu de nombreuses variations entre les années 1930 et 1960 en fonction de la politique étrangère et des intérêts de guerre des États-Unis. Pendant la guerre sino-japonaise dans les années 1930 l'opinion américaine était favorable à la cause chinoise. Les États-Unis ne s'étaient pas engagés dans le conflit, mais l'administration du président Roosevelt envoya des armes à la Chine, et les premiers comptes rendus des missionnaires

[49] Ibid. p. 186.

américains inspiraient une sympathie à l'égard du peuple chinois[50]. Par exemple *The Good Earth* de Pearl S. Buck[51], un récit humaniste sur la paysannerie chinoise, était l'un des plus grands best-sellers des années 1930. Les Chinois-Américains étaient depuis longtemps les « Sick Men of Asia », mais les Américains pouvaient désormais lire des ouvrages sur cette souffrance, et les Chinois-Américains en bénéficièrent. Pearl S. Buck avec son œuvre déclencha un mouvement prochinois, cet ouvrage permit à son auteur de remporter le prix Pulitzer en 1932 et le prix Nobel de littérature en 1938. Les lecteurs de *The Good Earth* étaient touchés par la souffrance endurée par le peuple chinois dans les campagnes reculées de Chine. Le succès de ce livre fut tel qu'il fut adapté en un film, la traduction française du titre original est *Visage d'Orient* ou *La Terre Chinoise*. Ce film, sortit en 1937 et réalisé par Sydney Franklin, Victor Fleming, Gustav Machaty et Sam Wood, remporta cinq Academy Awards, incluant le prix du meilleur film. De plus, Henry Luce, l'éditeur de *Time Magazine*, lança une campagne de sympathie pour la Chine afin d'aider la Chine en freinant l'exportation de munitions des États-Unis vers le Japon après l'invasion brutale en Chine de l'armée japonaise en 1937[52]. Au même moment Madame Chiang Kai Shek débuta une tournée à travers les États-Unis pour encourager la guerre chinoise contre l'invasion japonaise. En conséquence, au moment où le Japon lança son attaque surprise sur la base militaire de Pearl Harbor le 7 décembre 1941 forçant ainsi les États-Unis à rentrer dans la Seconde Guerre mondiale, la sympathie envers la Chine et les Chinois s'était répandue aux États-Unis. En revanche, l'opposition à la suppression du *Chinese Exclusion Act* demeurait toujours bien ancrée, notamment parmi les membres des syndicats qui craignaient la compétition avec les travailleurs chinois, ainsi qu'au sein du public américain qui restait en grande partie opposé à une immigration autre que venant d'Europe de l'Ouest[53].

La guerre sino-japonaise incita les Chinois-Américains à se mobiliser pour soutenir la Chine. Les communautés des Chinatowns furent le théâtre de manifestations massives, de collectes de fonds, et d'organisation de campagnes pour arrêter la vente du métal américain vers le Japon[54]. Madame Soong May Ling gagna le cœur des Américains lors de sa tournée

---

[50] Mae M. NGAI, *Impossible Subjects : Illegal Aliens and the Making of Modern America*, Princetown University Press, 2003, p.202.
[51] Pearl S. BUCK, *The Good Earth*, Ed.Washington Square Press, 2004.
[52] John H. MILLER, *American Political and Cultural Perspectives on Japan: From Perry to Obama*, Lexington Books, 2014, p.70.
[53] Charles F. BAHMUELLER, « Citizen Commitee to Repeal Chinese Exclusion », source issue du site : immigrationtounitedstates.org:
URL : http://immigrationtounitedstates.org/431-citizens-committee-to-repeal-chinese-exclusion.html (Dernière consultation le mardi 19 janvier 2016)
[54] Mae M. NGAI, *op. cit.,* p.203.

aux États-Unis. La résistance héroïque de la Chine contre l'envahisseur japonais et la couverture médiatique de l'Asie de plus en plus importante de la part de la presse américaine, l'accroissement des tensions entre le Japon et les États-Unis, particulièrement après l'attaque des avions japonais du navire militaire *Panay* dans les eaux territoriales chinoises en décembre 1937, contribuèrent à changer l'image des Chinois auprès de beaucoup d'Américains.

Le gouvernement de Franklin Delano Roosevelt offrit son aide à la Chine à travers le *Lend-Lease Program*. Il s'agissait d'un programme d'armement mis en place par les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale visant à fournir du matériel militaire aux pays luttant contre l'Allemagne hitlérienne et le Japon. Ainsi les États-Unis n'intervenaient pas directement dans le conflit, mais on pouvait néanmoins constater la fin de l'isolationnisme américain institué dans les années 1930 par le Congrès à travers une série de lois sur la neutralité des États-Unis. Ces lois étaient notamment dues aux coûts importants de l'implication des États-Unis dans le conflit de la Première Guerre mondiale[55].

Après l'attaque de la base américaine Pearl Harbor par l'aviation japonaise le 7 décembre 1941, et par conséquent l'entrée dans la Guerre du Pacifique des Américains contre les Japonais, la Chine devint un allié formel des États-Unis.

B. Activisme et engagement des Chinois-Américains : L'influence de certaines personnalités pour encourager la Chine et l'effort de guerre américain:

Plus de douze mille hommes et femmes chinois-américains servirent dans l'armée américaine au cours de la Seconde Guerre mondiale[56]. Leur engagement militaire fut considéré comme une contribution patriotique et l'incarnation de leur loyauté envers les États-Unis, leur pays d'adoption, et par extension leur sacrifice contribua à améliorer l'opinion américaine envers la Chine et les Chinois.

Le témoignage d'Eddie Fung, que l'on peut retrouver dans son autobiographie[57], un soldat chinois américain fait prisonnier durant la Seconde Guerre mondiale est éloquent et à la fois tragique mais il illustre le sacrifice concédé par les Chinois-Américains au cours de cette

---

[55] « Milestones : 1937-1945. Lend-Lease and Military Aid to the Allies in the Early Years of World War II », U.S Department Of State, Office of the Historian: https://history.state.gov/milestones/1937-1945/lend-lease (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016).
[56] Mae M. NGAI, *op. cit.,* p.203.
[57] Eddie FUNG, *The Adventures of Eddie FUNG : Chinatown Kid, Texas Cowboy, Prisoner of War*, edited by Judy Yung, University of Washington Press, 2007.

guerre. Eddie Fung s'engagea en mai 1940 dans la Garde nationale américaine. Il s'agit d'une force militaire de réserve constituée de l'Army National Guard, une composante de l'armée de terre américaine et de la Garde nationale aérienne, qui est elle aussi une composante de la force aérienne américaine. Fung fut alors assigné à l'unité d'artillerie de Lubbock, une ville située dans l'état du Texas.

En 1941 son unité réalisa des manœuvres militaires en Louisiane. Les États-Unis se préparaient alors à rentrer en guerre en cas d'attaque. C'était la raison pour laquelle les unités de la Garde nationale avaient été nationalisées à travers tous les États-Unis. En novembre 1941, Eddie Fung quittait le Texas avec le second Bataillon du 131em régiment d'artillerie de la 36em Division d'infanterie de la Garde nationale du Texas. Personne ne savait où il allait, même si des rumeurs faisaient état d'une mission à Manille ou à Luzon dans les Philippines. L'unité arriva à Honolulu après Thanksgiving. Ils rejoignirent alors un convoi de 8000 soldats américains se dirigeant vers les Philippines.

Le 7 décembre, lorsque leur navire arriva dans le sud du Pacific, les nouvelles de l'attaque de Pearl Harbor et de l'entrée en guerre des États-Unis étaient désormais connues. Les Philippines étaient alors en même temps bombardées et le bateau d'Eddie Fung redirigé vers Brisbanne en Australie. Par la suite l'unité d'Eddie Fung fut coordonnée avec les unités australiennes et néerlandaises pour faire face à l'invasion imminente des Japonais sur l'île de Java. Elles devaient défendre la ligne de la rivière Leuwiliang à tout prix pour éviter que les Japonais ne puissent marcher sur Batavia, ancienne Jakarta. Mal organisés et n'ayant jamais combattu ensemble, les troupes alliées et l'unité d'Eddie Fung connurent de sérieuses pertes, d'importants revers et durent se retirer. Toutes les troupes se rendirent aux Japonais au cours du mois de mars 1941. La troupe d'Eddie Fung fut emmenée en périphérie de Batavia vers un camp où se trouvaient des troupes issues de tout l'Empire britannique, certains venant même du Népal. C'est ici qu'ils furent forcé à travailler pour les Japonais. Par la suite Eddie Fung fut forcé de travailler de 1942 à 1944 à la construction du chemin de fer reliant le Siam à la Birmanie. Les conditions de travail inhumaines qu'il dut subir et le traitement des prisonniers de guerre par les Japonais scandalisèrent Eddie Fung. Le 19 août 1945, les Japonais ayant perdu la guerre, le chef de camp où Fung se trouvait annonça qu'il libérait les prisonniers de guerre. La description de l'expérience qu'Eddie Fung vécut lors de la Seconde Guerre mondiale, et notamment pendant ses années de captivité sous le joug des militaires japonais, permet de mieux comprendre le sacrifice que consentir à faire les Chinois-Américains, ainsi que le reste de l'armée américaine engagée dans ce conflit aussi bien sur les fronts Atlantique

que Pacifique, pour aider l'effort de guerre américain et libérer les régions asiatiques envahies par l'armée japonaise.

Outre l'engagement d'hommes comme Eddie Fung dans l'armée américaine, les femmes chinoises américaines ont aussi été de précieux renforts pour l'armée comme en atteste l'article sur l'engagement et les états de services des femmes asiatiques-américaines rédigé par Rudi Williams, un membre du service de presse de l'armée américaine, dont le site du Département de la Défense américaine rend compte en 1999[58]. On peut ainsi retrouver des informations sur le recrutement en 1943 de femme pour les forces militaires aériennes. L'unité constituée de femme était appelée « l'unité Air WAC de Madame Chiang Kai-Shek ». Les femmes de ces unités avaient pour mission l'interprétation de photos de guerre, le contrôle du trafic aérien et les prévisions météorologiques. On peut ainsi mentionner les noms des militaires chinoises américaines les plus célèbres, comme notamment Hazel Hing Lee qui appartenait aux 38 femmes pilotes du service de force aérienne, morte dans l'exercice de ses fonctions. Une autre Chinoise-Américaine remarquable, Maggie Lee, formait les pilotes et participait à des raids aériens.



U.S. Army Photograph
Air WACs

[58] Rudi WILLIAMS, « Asian Pacific American Women Served in World War II, Too », U.S Department of Defense, American Force Press Service, 27 mai 1999:
URL : http://archive.defense.gov/News/NewsArticle.aspx?ID=43027 (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 18h00).

Figure 1: En 1943, la WACs (Women's Army Corps) recrute une unité de femmes chinoises-américaines pour servir dans les forces de l'armée de l'air. Photo des Archives Militaires américaines.



Figure 2 : Hazel Ying Lee, l'une des 38 membres de la WASPs (Women Airforce Service Pilots). Photo des Archives Nationales américaines.

Il est aussi essentiel de noter que de nombreuses femmes chinoises apportèrent une aide non négligeable à l'effort de guerre en rejoignant l'American Women's Voluntary Service. Il s'agissait alors de la plus grande organisation de femmes des États-Unis. Elle fut fondée par Alice Throckmorton McLean en janvier 1940 et avait pour but de permettre aux femmes de proposer leur aide à l'effort de guerre. Certaines femmes chinoises avaient pour mission de délivrer des messages, de conduire des ambulances, de vendre des obligations de guerre ou encore de lutter contre les incendies aux côtés des pompiers[59].

On constate donc un réel apport des Chinois-Américains dans l'effort de guerre à travers le récit des différentes expériences que nous avons pu voir. Les chinois-Américains ne se contentèrent pas seulement de s'engager militairement, car entre 1937 et 1945 ils rassemblèrent plus de 56 millions de dollars pour soutenir l'effort de guerre en Chine, et à San Francisco les Chinois-Américains firent un don de 18 000 dollars à la Croix Rouge et achetèrent pour 30 000 dollars d'obligations rien qu'en 1942. Sans oublier que les Chinois-Américains collectèrent de l'étain et d'autres morceaux de ferraille pour les donner au gouvernement[60].

[59] Jenny CHO, *Chinatown in Los Angeles*, Arcadia publishing, 2009, p.8.
[60]« World War II Homefront Era : 1940s : Momentous Change for Chinese Americans », Oakland Museum, California:

C. Des répercussions positives : Abrogation de l'acte d'immigration chinoise et un meilleur statut économique des Chinois-Américains :

Suite à l'implication et au volontarisme ainsi qu'à l'image positive dont jouissaient les Chinois-Américains, le Congrès américain décida, comme mesure de guerre, d'abroger la loi d'exclusion des Chinois en 1943[61]. Le discours de Madame Chiang Kai-Shek devant le Congrès le 18 février 1943, venant ainsi parachever sa tournée américaine, joua un rôle important dans l'engagement progressif des États-Unis dans l'aide apportée à la Chine mais aussi sur le plan national avec l'abrogation de la loi d'exclusion des Chinois. Cela permit la reprise de l'immigration chinoise, interdite depuis 1882, ainsi que l'accès à la citoyenneté américaine à des ressortissants chinois résidant déjà dans le pays. L'abrogation avait aussi pour but de contrer la propagande japonaise qui tenait la loi contre l'immigration chinoise comme référence de la politique raciale anti-asiatique[62]. Le Congrès continua malgré cette abrogation, à ne pas être favorable à l'immigration asiatique, comme en atteste le faible quota annuel autorisant seulement la distribution de 105 visas. À l'inverse des autres quotas d'immigration, ce quota ne concernait pas que l'immigration chinoise venue de Chine, mais était élargie à tous les Chinois immigrants des autres pays dans le monde vers les États-Unis, et ce indifféremment de leur pays de naissance ou de résidence. Le quota global des Chinois abordait la question de la répartition de la diaspora chinoise à travers le monde. Avec l'abrogation de l'acte d'exclusion, les Chinois des colonies britanniques d'Hong-Kong auraient eu accès à la totalité du territoire dominé par la Grande-Bretagne, et les Chinois vivant à Cuba et dans d'autres parties de l'hémisphère Ouest auraient pu rentrer sans aucune restriction. Le Congrès américain justifia ce quota global pour limiter l'immigration chinoise[63].

Cependant l'abrogation de la loi d'exclusion des Chinois-Américains était une réforme démocratique importante dans le sens où elle mettait fin à soixante ans de politique raciste. Abroger la loi d'exclusion légitimait par la même occasion l'immigration chinoise, autorisait les Chinois à accéder à la citoyenneté, et ouvrait la voie aux migrations familiales.

---

http://www.museumca.org/picturethis/timeline/world-war-ii-homefront-era-1940s/chinese-american-culture/info (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016).

[61] « Repeal of Chinese Exclusion Act, 1943 », Office of the Historian, Bureau of Public Affairs, United States Department of State:
URL : https://history.state.gov/milestones/1937-1945/chinese-exclusion-act-repeal (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 19h00).

[62] Mae M. NGAI, *Impossible Subjects : Illegal Aliens and the Making of Modern America*, Princetown University Press, 2003. p. 203

[63] Ibid., p. 203.

Pendant la guerre les Chinois-Américains acquirent aussi d'autres avantages: l'économie de la guerre permit aux Chinois d'être employés en dehors de l'économie ethnique de Chinatown et de ses occupations professionnelles étroitement ciblées, tels que les blanchisseries ou les restaurants[64]. Dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, un petit nombre d'intellectuels et de professionnels chinois immigrèrent vers les États-Unis ainsi que les épouses de guerre et les autres membres des familles des Chinois-Américains. Une classe moyenne de Chinois-Américains, revigorée et élargie, commença à vivre dans les banlieues et dans les communautés universitaires. De cette façon les Chinois purent partir des communautés de Chinatown trop marginales et isolées.

Ces gains précieux pour la communauté chinoise-américaine allaient rapidement être mis en danger durant la période de Guerre Froide succédant à la Seconde Guerre mondiale. La Guerre Froide vit les rapports de forces s'inverser et les alliances évoluer : la Chine devint communiste en 1949, emmenée par le leader Mao Zédong, ce qui déplut fortement aux États-Unis alors en pleine effervescence contre le communisme. La Guerre de Corée en 1950 vint accroitre les tensions dans la guerre idéologique que se menaient les pays communistes et les pays capitalistes. Dans ce contexte les Chinois-Américains devinrent des suspects soupçonnés d'être des agents communistes infiltrés aux États-Unis. La tension augmenta encore d'un cran lorsque la période Maccarthiste s'installa aux États-Unis, les Chinois-Américains craignirent même d'être déportés et emprisonnés dans des camps de concentration comme le furent les Japonais-Américains durant la Seconde Guerre mondiale. À ce même moment le Japon entamait depuis déjà plusieurs années sa reconstruction avec le soutien et sous la surveillance très affutée des Américains. Le Japon ayant répondu de façon favorable à toutes les exigences fixées par les Américains à la fin de la guerre, les soldats et le gouvernement américain décidèrent d'installer des bases sur le territoire japonais afin d'aider à la reconstruction mais surtout pour assurer le maintien de l'ordre, et éviter le basculement du pays dans la ferveur communiste ambiante de l'époque.

La versatilité des alliances politiques et les revirements de situation d'une période à une autre sont responsables de la plupart des changements survenus au sein des communautés immigrées aux États-Unis. Les Asiatiques pouvaient être considérés comme des héros un jour et être le lendemain de potentiels ennemis. Les Chinois-Américains n'étaient donc pas au bout de leurs problèmes à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

[64] Ibid., p. 203.

2. Les japonais-Américains, victimes innocentes de la guerre :

Le sort de la communauté japonaise américaine fut bien différent de celui des Chinois-Américains pendant la Seconde Guerre mondiale. En effet les Japonais-Américains furent considérés comme des traîtres par le gouvernement américain après l'attaque de Pearl Harbor le 7 décembre 1941 par l'aviation de l'armée japonaise. Les médias américains ne cessèrent de publier des articles calomnieux et sans fondement sur les différents sabotages perpétrés par des Japonais-Américains sur la côte Ouest. Face à la montée des tensions raciales sur la côte Ouest, ainsi que pour éviter tout risque de sabotage militaire ou d'espionnage, le gouvernement américain et le président Franklin Delano Roosevelt décidèrent de faire évacuer les Japonais-Américains de la côte Ouest des États-Unis par l'armée. Au cours de cette évacuation, les Japonais-Américains durent laisser derrière eux leurs biens et leurs maisons pour être déportés vers des camps de concentration. Dès 1940, le département de la Marine, prévoyait l'entrée en guerre des États-Unis et avait soumis au président des plans de concentration pour tout individu que le Département de la guerre jugerait prudent de détenir le moment opportun[65].

À juste titre le gouvernement américain se méfiait des agents japonais infiltrés aux États-Unis par Tokyo, mais ils ne parvinrent pas à faire la distinction entre ces agents infiltrés, évidemment fidèles à Tokyo, et la masse des citoyens américains et des résidents de longue date d'ascendance japonaise, qui essayaient par tous les moyens de prouver leur loyauté envers les États-Unis.

La tragédie que connurent les Japonais-Américains durant leur incarcération au cours de la Seconde Guerre mondiale, et la remise en question de leur loyauté et de leur citoyenneté furent des éléments marquants pour cette minorité.

A. La genèse de l'évacuation des Japonais-Américains de la côte Ouest après l'attaque de Pearl Harbor:

L'attaque de Pearl Harbor le 7 décembre 1941 a été l'élément déclencheur de cette évacuation massive des Japonais-Américains de la côte Ouest. Les forces navales et aériennes

[65] Source consultée dans le livre de Greg ROBINSON, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort des minorités japonaises aux États-Unis et au Canada*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011. *Memorandum, Secretary of the Navy to the President, 9 octobre 1940*. President's Secretary File (Safe File : Navy Department) repoduit dans « *Papers of the commission on Wartime Relocation and Internement of Civilians* », Lanham, University Publications of America, 1984.

bombardèrent la base navale américaine de Pearl Harbor, quartier général de la flotte du Pacifique, et d'autres bases militaires américaines de l'île d'Oahu. Cette attaque surprise détruisit toute la flotte, les avions japonais coulèrent ou endommagèrent 8 cuirassés et 10 navires plus petits. Les dégâts furent colossaux, comme le prouvent les photos du *Chicago Tribune* publiées le 17 décembre 1941 où l'on peut constater des débris d'avions, des enfants et des habitants médusés par l'ampleur de l'attaque, ou encore la base américaine en feu après le bombardement[66].

Selon les chiffres officiels, cette attaque fit 2 390 morts parmi les militaires et les civils américains et 1 178 blessés. Les militaires japonais poursuivirent leur attaque sur les fortifications de la colonie américaine des Philippines. Les craintes exagérées de l'armée envers les Japonais-Américains contribuèrent à amplifier le désastre de Pearl Harbor car les avions de la base d'Hickam Field, à Hawaï, avaient été regroupés au sol pour que l'on puisse les protéger plus facilement d'un éventuel sabotage organisé par les Issei et Nisei (première et seconde génération de Japonais aux États-Unis) de la région. Les bombes japonaises atteignirent donc les avions américains au sol lors de la première vague de l'attaque et les mirent rapidement hors de service, paralysant ainsi toute la défense de la base navale[67].

Juste après l'attaque de Pearl Harbor le gouverneur Poindexter invoqua les dispositions de l'*Hawaiian Defense Act* pour mettre l'île en état de guerre. Poindexter fut contraint, après la visite du général Walter Short, de signer une proclamation de loi martiale préparée par l'armée qui, « en situation d'urgence et jusqu'à ce que tout danger ait disparu », donnait au commandant non seulement tous les pouvoirs du gouverneur, mais également ceux des autorités judiciaires et des employés du territoire ». Short s'autoproclama gouverneur militaire et s'apprêta à assumer tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. Roosevelt indiqua rapidement qu'il approuvait la *Loi martiale* et la suspension de l'Habeas Corpus[68].

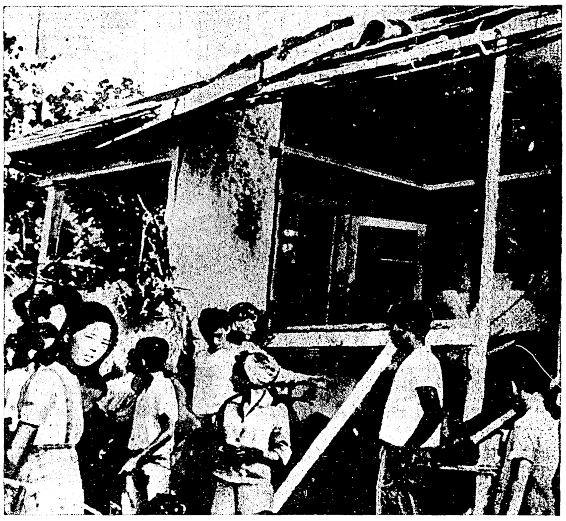
[66] « Dramatic Pictures of Japanese Surprise Attack on Pearl Harbor, Honolulu, and Hickam Field », *Chicago Daily Tribune,* 17 décembre 1941, p. 16.
[67] Edwin T. LAYTON, *« And I Was There » : Pearl Harbor and Midway – Breaking the Secrets*, New-York, Quill, 1985, p.55, 74-75.
[68] Garner ANTHONY, *Hawaii Under Army Rule*, Standford, Standford university Press, 1955, pp. 6-9.

Dramatic Pictures of Japanese Surprise Attack on Pearl Harbor, Honolulu, and Hickam Field



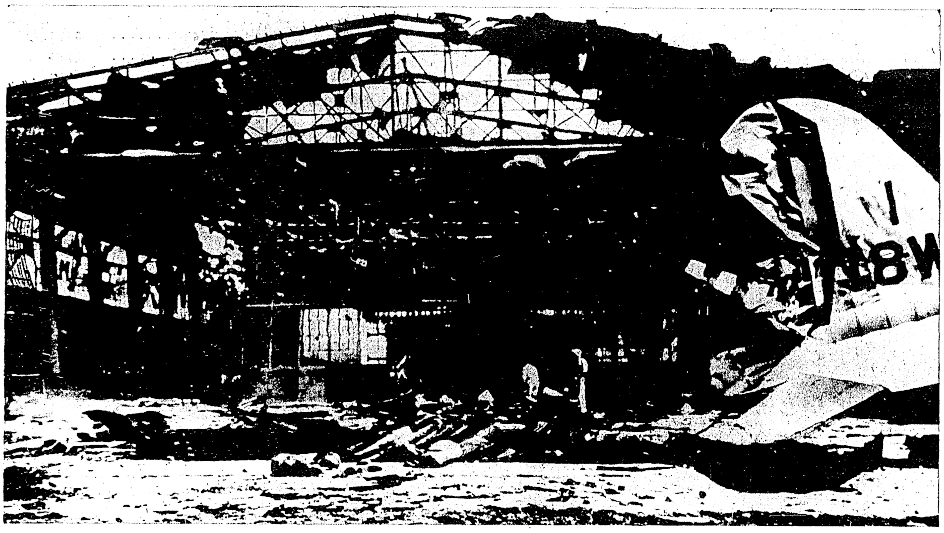
[Copyright: 1941: Acme Telephoto.]

A huge cloud of smoke rises from the Pearl Harbor area after the surprise attack Dec. 7 on that United States naval base. The picture was made from Mount Tantalus, behind Honolulu. It and the rest of the pictures on these pages were released by the navy yesterday.



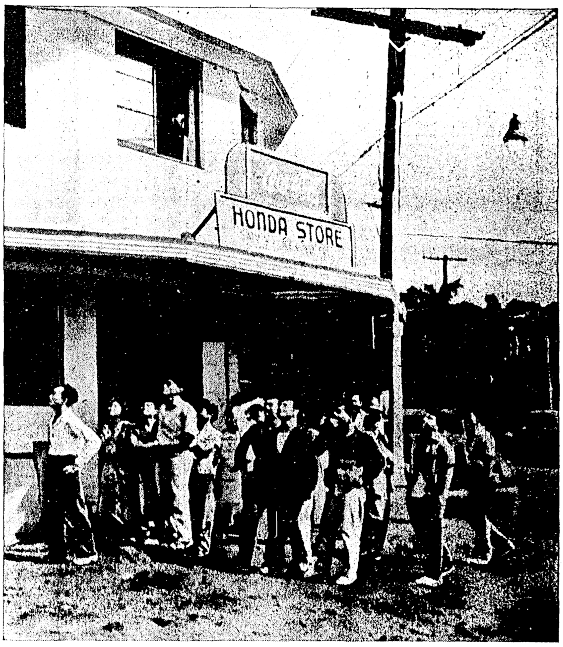
[Copyright: 1941: Acme Telephoto.]

Children of the neighborhood gazing at the wreckage of the home of Paul Goo in Honolulu. It was struck by a bomb in the first raid on Oahu Island.



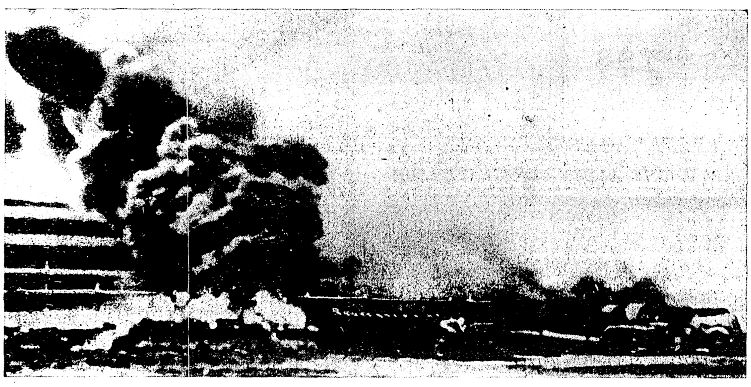
[Associated Press Wirephoto.]

The winged destruction which struck Hawaii took for one of its major objectives the United States army air base, Hickam field, littering it with death, wreckage, and burned and damaged aircraft. This is one view of the field afterwards. The building is Hangar No. 11.



[Copyright: 1941: Acme Telephoto.]

A little cluster of residents of Honolulu watch anti-aircraft shells bursting in the skies, according to information approved by United States censor.



[Associated Press Wirephoto.]

Oil set afire by Japanese attackers throws out a billow of smoke which rolls skyward from Hickam field, United States air base near Honolulu, during the surprise assault on the American outposts in the Pacific.



[Associated Press Wirephoto.]

Using a part of a damaged plane, sandbags, and piled earth, soldiers at Hickam field improvised a machine gun nest during the Japanese bombing raid and were on the lookout for enemy planes.

Figure 3: Photos issues du *Chicago Daily Tribunes* sur le bombardement de Pearl Harbor, 17 décembre 1941, ProQuest Historical Newspapers : *Chicago Daily Tribune* (1923-1963), « Dramatic Pictures of Japanese Surprise Attack on Pearl Harbor, Honolulu, and Hickam Field ». Copyrights Aemo Telephoto.

Seulement quelques heures après l'attaque de Pearl Harbor, des agents du FBI commencèrent à arrêter des Japonais suspects (ainsi que des Allemands et des Italiens) sur la côte Ouest américaine et à Hawaï, en utilisant des listes établies par le département de la justice. En février 1942, environ 2 300 Issei avaient été arrêtés, dont 1291 étaient résidents de la côte Ouest[69]. Plusieurs semaines passèrent avant que les familles ne soient informées de l'endroit où se trouvaient leurs proches.

Une fois la guerre déclarée, tous les Issei furent immédiatement considérés comme des étrangers ennemis, tout comme les ressortissants allemands et italiens, même si leurs pays ne déclarèrent la guerre aux États-Unis que quelques jours plus tard. On leur imposa ainsi un couvre feu spécial, il leur était interdit de se déplacer à plus d'une dizaine de kilomètres de leur domicile, on leur demanda de remettre à la police leurs radios à ondes courtes, leurs appareils photographiques et tout autre objet de contrebande. Les consulats furent fermés ainsi que les journaux publiés en japonais. Les trois journaux publiés en dehors de la côte Ouest, l'*Utah Nippo*, Le *Colorado Times* et le *Rockii Shimpo*, reprirent leur publication au début de l'année suivante.

Le calme, quelque peu relatif, qui avait régné sur la côte Ouest après Pearl Harbor disparut très vite. Au fil des semaines, alors que l'armée japonaise avançait en Asie du Sud-Est et dans l'Ouest du Pacifique, la pression monta parmi les dirigeants de l'Autorité militaire. Celle-ci, dotée de pouvoir spéciaux, prit des mesures pour encadrer la population d'origine japonaise. L'un des personnages clé de cette période fut le général commandant John L. DeWitt, un officier de carrière au dossier plutôt médiocre, complétement paniqué par une éventuelle invasion des Japonais et obsédé par la peur de voir sa carrière anéantie comme celle du général Short et celle de l'amiral Kimmel après l'attaque de Pearl Harbor. DeWitt proposa le 17 décembre 1941 de déclarer zone militaire une bande côtière américaine du Pacifique large de 160 km et suggéra que l'armée en déloge tout ceux qui constituaient un risque pour la sécurité. Deux jours plus tard il demanda officiellement à ses supérieurs de l'autoriser à rassembler tous les étrangers japonais de plus de 14 ans et à les déplacer dans des camps à l'intérieur des terres, pour les empêcher de fraterniser avec l'ennemi. Face à l'impasse constitutionnelle que représentait l'incarcération arbitraire de citoyens américains, DeWitt se tourna vers le grand prévôt de l'armée, Allen Gullion, lui aussi favorable à une déportation massive des Japonais-Américains. Gullion envoya son conseiller, le capitaine Karl Robin Bendetsen, rencontrer DeWitt à San Francisco. Bendetsen convainquit rapidement

[69] Voir Tetsuden KASHIMA, *Judgement Without Trial: Japanese American Imprisonment During World War II*, Seattle, University Of Washington Press, 2003, chapitres 3 à 7.

DeWitt de demander davantage de pouvoir sur la population civile et rédigea des notes adressées au président qui proposaient que l'*Alien Enemy Control Division*, un service du département de la Justice, relève de l'autorité militaire.

L'opinion s'enflammait en Californie et demandait l'expulsion de tous les habitants d'origine japonaise, pendant que les militaires discutaient de la marche à suivre. L'éditorialiste Damon Runyon avait prétendu à tort qu'on avait démasqué des sympathisants du Japon équipés de radio-transmetteurs[70]. Des lettres furent adressées à la Maison-Blanche et au département de la Guerre réclamant l'arrestation de tous les Japonais qualifiés de « sournois » et de « traîtres ». Poussés par leurs propres craintes et par l'hostilité visible de couches entières de la population envers les Japonais-Américains, les hommes politiques de la côte Ouest commencèrent à faire campagne pour passer à l'action. Le 15 janvier, le maire de Los Angeles, Fletcher Bowron rencontra Francis Biddle, procureur général des États-Unis, à Washington. Bowron souligna le problème que représentaient les Japonais-Américains bénéficiant de la citoyenneté américaine mais dont, selon lui, « la fidélité va d'abord sans doute, et dans la majorité des cas sûrement, au Mikado[71] ». Le *Pacific Citizen,* un journal nippo-américain californien créé en 1929 et publié par la *Japanese American Citizen League* (JACL), faisait d'ailleurs part dans un article paru le 21 janvier 1943[72] de la tension régnant en Californie et des tentatives législatives mises en œuvre par les dirigeants politiques californiens afin de priver les Japonais-Américains de leur citoyenneté américaine. L'article fait référence à deux résolutions législatives présentées le 7 janvier 1943. La première fut présentée par un membre de l'Assemblée législative, Lloyd Lowrey, et permettrait de révoquer la citoyenneté de tout Américain détenant une double nationalité, en soulignant bien que cette mesure visait essentiellement les Japonais-Américains. L'autre résolution, introduite par Thurman, un membre de l'Assemblée législative de Colfax, avait pour but d'interdire l'utilisation des terres à toute personne ayant une ascendance japonaise.

Une lutte s'instaura au sein de la Maison-Blanche avec d'un côté Bendetsen, Gullion et McCloy, le sous-secrétaire à la Guerre devenu le principal partisan des officiers de la côte Ouest dans les milieux officiels, et de l'autre Francis Biddle qui s'efforça de sauvegarder les droits des citoyens américains d'ascendance japonaise. Francis Biddle était d'ailleurs conforté

[70] Source issue de Greg ROBINSON, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort des minorités japonaises aux Etats-Unis et au Canada*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, p.76. Lettre, Leo Carillo à Lelland Ford, 6 janvier 1942, citée dans Jacobus Ten BROEK, *Prejudice, War and the Constitution,* p.77.
[71] Lettre de Fletcher BOWRON au commandant Edward A. HAYES, 22 janvier 1942, *Japanese Alien Files*, Fletcher Bowron papers, Huntington Library.
[72] « California Legislative Actions Seek to Revoke Citizenship of American-Born Japanese », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, 21 janvier 1943, p.2.

dans ses positions par le rapport du chef du FBI, Hoover, et du lieutenant-commandant Kenneth Ringle, enquêteur de l'Office du renseignement de la Marine (ONI) qui confirmait qu'aucun cas de sabotage et d'espionnage n'avait été relevé. Néanmoins Francis Biddle ne put rien contre la décision du président Franklin D. Roosevelt, qui décida le 19 février 1942 de signer le décret 9066 sans en changer une ligne et sans aucune autre forme de consultation. Le décret donnait au secrétaire à la Guerre ou à ses représentants le pouvoir de créer des « zones militaires où la présence de certaines personnes ou même de toutes pouvait être interdite » et où le droit d'entrée, de séjour ou de sortie relevait des autorités militaires. Il autorisait aussi l'armée à aider les civils pendant cette expulsion. Bendetsen, Gullion et DeWitt prévoyaient suite à cette expulsion que le résultat éventuel serait la détention des évacués dans ce qu'ils qualifiaient de « camps de détention ».

B. La difficile expérience de l'évacuation et la détention dans les camps américains :

Quelques jours à peine après la signature du décret présidentiel 9066, le gouvernement américain s'attela à régler « le problème japonais ». Le Général DeWitt, commandant de la zone militaire de la côte Ouest, créa une zone de défense et évacua les civils. Le 2 mars 1942, les responsables de la défense évacuèrent tous les individus d'ascendance japonaise, qu'ils aient ou non le statut de citoyen américain, en plus des étrangers ennemis allemands et italiens. Le Congrès donna rapidement son feu vert à l'application des décrets militaires. Des projets furent rédigés à la hâte pour appuyer les militaires[73].

Le décret 9066[74] prit les Japonais-Américains au dépourvu. Il a souvent été dit que les Issei réagirent à la déportation de façon passive, inspirée de la maxime du Shigata Kanai (« Il n'y a rien à faire »). Les Issei de la région concernée par la zone d'évacuation envisagèrent de migrer en groupe malgré les problèmes financiers et logistiques que cela posait. Bien qu'en février, certains groupes de Nisei aient rencontré le gouverneur de Californie Olson, les dirigeants de la communauté avaient été fort peu consultés sur ce qu'ils pensaient ou comptaient faire, et les Nisei ne comprirent que tardivement que leurs droits de citoyens risquaient d'être bafoués. La colère qui succéda à la diffusion du décret fut suivie d'un soulagement général de voir que les décisions qui allaient déterminer leur sort ne relevaient plus des autorités locales et racistes.

[73] Greg ROBINSON, *op. cit*, p.104.
[74] Hilary Parkinson, « On Display : Executive Order 9066 and the Civil Liberties Act of 1988 », The National Archives, Prologue : Pieces of History :
URL : http://blogs.archives.gov/prologue/?p=12630 (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 19h30).

La *War Relocation Authority*[75], une agence du gouvernement américain, devait se charger de la détention des Japonais-Américains. L'armée ne tarda pas à juger que l'évacuation volontaire était trop longue et trop lourde. Le 27 mars, DeWitt ordonna de bloquer les départs volontaires des zones d'exclusion et d'attendre la déportation officielle. Après l'arrêt de la migration officielle le commandant de la défense prépara et effectua la déportation de masse forcée. Le colonel Bendetsen appliqua avec une rigueur sans équivalence la déportation, sans aucune exception de faite. Comme le signale le rapport de DeWitt sur l'évacuation : « Parmi les Japonais se trouvaient des gens qui n'avaient qu'un seizième de sang japonais, certains autres ne savaient même pas qu'ils étaient d'ascendance japonaise avant l'évacuation…[76] ». Bendetsen et son équipe allèrent même jusqu'à arracher les enfants d'ascendance japonaise à leurs familles adoptives et firent le tour des orphelinats pour s'assurer que tout enfant ayant des traits japonais soit déporté.



Figure 4 : Un travailleur social de la Wartime Civil Control Administration oriente une famille vers l'arrêt du bus chargé de les emmener dans uns des camps de concentration. Photographie de Dorothea Lange, 6 mai 1942, Oakland, California. Source provenant des Archives Nationales américaines et de l'Administration des Dossiers.

[75] Greg ROBINSON, « War Relocation Authority », Densho Encyclopedia :
URL : http://encyclopedia.densho.org/War_Relocation_Authority/ (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 20h00).
[76] *Japanese Evacuation From the West Coast : Final Report*, op. cit., p145.

En 90 jours, au printemps 1942, 109 427 Japonais américains furent déportés de la côte Ouest pour se retrouver dans des camps de rassemblement sous surveillance militaire. De plus, 641 personnes, surtout des Issei libérés des camps du Département de la Justice, furent transférées ailleurs et 151 personnes d'origine japonaise furent arrêtées et évacuées du territoire de l'Alaska[77].

Une fois chassés de leur domicile, les Japonais-Américains de la côte Ouest furent envoyés dans un réseau de 15 installations temporaires contrôlées par la *War Civilian Control Agency* (WCCA) de l'armée et baptisées par le gouvernement « centre de rassemblement ». Il s'agissait de Puyallup, dans l'État de Washington (appelés « Camps Harmony » par les autorités) ; Portland, en Oregon ; Mayer, en Arizona ; et Santa Anita, Tanforan, Tulare, Turlock, Marysville, Merced, Pinedale, Pomona, Sacramento, Salinas, Stockton et Fresno, en Californie. Ces camps installés dans des champs de courses et de foire (ces activités ayant été suspendues durant la guerre) le long de la côte Ouest, étaient prévus pour une détention provisoire des déportés en attendant que l'on y installe des camps permanents dans l'intérieur des terres. En même temps, grâce à une main-d'œuvre bénévole formée de Nisei volontaires et de membres du corps du génie militaire, la construction du camp de Manzanar put commencer. Ces camps étaient surpeuplés et inconfortables. Les soldats avaient vidé et peint à la hâte les écuries et les enclos à bestiaux pour en faire des baraques destinées aux déportés. Des familles entières s'entassaient dans une seule pièce, les célibataires cohabitaient avec de parfaits étrangers. Toyo Suyemoto, l'une des internés, raconte que « les stalles avaient été blanchies à la chaux, mais il restait de la paille et du crin de cheval entre les planches des murs et l'odeur des animaux était toujours là[78]. » Rudy Tokiwa, un ancien détenu Japonais-Américain, évoque lui aussi, au cours d'une vidéo mise en ligne par le site Denshô Encyclopédia, les conditions de vie extrêmes dans le camp de Poston[79]. Ruth Okimoto se rappelle au cours d'une interview les serpents et les scorpions présents au sein du camp de concentration de Poston[80].

---

[77] Ibid. p. 356.
[78] Toyo SUYEMOTO, « Another Springs », dans Erica Harth (dir.), *Last Witnesses*, p.23.
[79] « Rudy Tokiwa Talks about extreme weather conditions at Poston », Denshô Encyclopedia, 1998, dernière révision de la vidéo : 2 juillet 2012:
URL : http://encyclopedia.densho.org/sources/en-denshovh-trudy-02-0017-1/ (Dernière consultation 27 février 2016 à 15h00).
[80] « Ruth Y. Okimoto remembers snakes and scorpions at Poston », Denshô Encyclopedia, 2011, dernière révision de la vidéo : 2 juillet 2012:
http://encyclopedia.densho.org/sources/en-denshovh-oruth-01-0013-1/ (Dernière consultation le 27 février 2016 à 15h00).



Figure 5 : Personnels de la *War Relocation Authority* du camp de concentration d'Amache à Granada, 1943, Source présente sur Denshô Encyclopédia, photo issue de la Collection de George Ochikubo.

Un article du *Pacific Citizen*, datant du 16 juillet 1942 et s'intitulant « Nisei Loyalty to U.S Stressed by WRA Official in Congress »[81] fait état de la remarquable attitude des Japonais-Américains déportés dans les camps, coopérant avec le gouvernement afin de se montrer le plus irréprochable possible. Le directeur de la *War Relocation Authority* (organisme gouvernemental en charge de l'organisation de la déportation et des camps de concentration pour les Japonais-Américains) Milton S. Eisenhower explique d'ailleurs qu'à la fin de cette incarcération, les Japonais-Américains bénéficieront d'un soutien du gouvernement pour se réinstaller. Ces déclarations d'Eisenhower font écho à un autre article du *Pacific Citizen* parut le 13 août 1943[82] au sujet d'une conférence réunissant les membres de la *Japanese American Citizen League* (JACL) et ayant eu lieu à New-York. Lors de cette conférence tous les membres décidèrent d'encourager tous les citoyens américains d'origine japonaise à pleinement coopérer avec le programme gouvernemental de relocations en temps de guerre. Concernant les Japonais-Américains, ce message de coopération avait déjà été

[81] « Nisei Loyalty to U.S Stressed by WRA Official in Congress », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 16 juillet 1942, Vol. 15, No. 7, p.1.
[82] « N.Y Conference Commends Nisei Attitude in Evacuation », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 13 Aout 1942, p.6.

largement relayé par la JACL dès les premières évacuations suite à la signature du décret 9066 par le président Roosevelt.

C. Le développement d'une lutte pour les droits constitutionnels ainsi que pour le service militaire des Japonais-Américains face à cette incarcération injuste:

À la suite des camps de détention provisoire, les Japonais-Américains furent installés dans 10 camps définitifs nommés « centres de réinstallation ». Le premier à ouvrir ses portes fut l'ancien centre de détention de Manzanar, repris par la WRA le 1er juin 1942 pour en faire une installation permanente. En y installant de nouvelles baraques et de nouveaux équipements. Entre-temps la WRA supervisa la construction des camps de Minidoka dans l'Idaho, d'Amache (connu aussi sous le nom de Granada) dans l'Est du Colorado, de Topaz dans le centre de l'Utah, de Tule Lake dans le nord-est de la Californie, de Poston et de Gila River dans le sud de l'Arizona, et de Heart Mountain dans le Wyoming. La WRA aménagea aussi deux anciens camps du *Civilian Conservation Corps* (Corps civil de protection de l'environnement) à Rohmer et à Jerome dans l'Arkansas pour placer les Japonais-Américains en captivité[83]. Tout ces camps se situaient dans des zones désertes et très peu habitées. Dans les camps de l'Ouest, les températures pouvaient aller bien dessous de zéro en plein hiver jusqu'à 38 degrés en été, et l'air sec et l'altitude pénible à supporter pour les résidents. La terre sèche du désert se transformait en torrent de boue à la saison des pluies, puis s'asséchait rapidement pour devenir poussière. Les tempêtes de sable ou de poussière étaient fréquentes. Selon les souvenirs d'un détenu « les tempêtes de sable étaient catastrophiques. On nous disait de nous réfugier sous les lits ou de trouver un moyen de nous cacher, parce que l'on n'y voyait plus rien, il fallait se couvrir le nez et la bouche. Mais même en faisant tout cela, la poussière laissait un goût amer[84] ».

Les forces de sécurité de la WRA et une police constituée de détenus contrôlaient l'intérieur du camp, et celui ci était aussi entouré de barbelés et hérissé de tours de garde où veillaient des sentinelles censées « assurer la sécurité des détenus ». À plusieurs occasions des cas où les sentinelles abattirent des détenus car trop proches des barbelés furent rapportés,

[83] Greg ROBINSON, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort des minorités japonaises aux États-Unis et au Canada*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, p.150.
[84] Kazu IIJIMA, entretien avec Sandra Taylor, 6 octobre 1987, Topaz Oral Histories, Marriot Library, University of Utah.

notamment en 1945 avec la mort de James Hatsuaki Wakasa, à Topaz et, en 1944, celle de Soichi James Okamoto, à Tule Lake[85].

Un des exemples de la vie au sein des camps est l'exploitation de la main d'œuvre des Japonais-Américains durant leur incarcération par les autorités de la WRA, qui les utilisèrent pour les grands projets mis en place par Roosevelt et la WPA (Work Project Administration) censés lutter contre la Grande Dépression avec le New Deal. On peut ainsi évoquer l'article du *Pacific Citizen* du 7 janvier 1943, « Evacuees Work on Drainage System for Jerome Center »[86], faisant référence à des Nisei du centre d'internement de Jerome travaillant sur un projet de système de drainage au cœur de la forêt menant à la rivière nommée Bœuf River. Ce système de drainage qui coûta 500 000 dollars et dont on espérait que les travaux se terminent en juin 1943 dans le communiqué de la WPA, permit de drainer l'eau sur 35 km2 de terre. Quelques 110 Nisei déblayèrent les arbres de cette forêt très dense et durent travailler avec acharnement pour permettre l'aboutissement de ce projet.

Face à cette détention stricte et profondément injuste des émeutes éclatèrent dans les camps de Poston et de Manzanar. Le premier événement contestataire est la grève de Poston en 1942. Alors que les détenus suffoquaient de chaleur pendant l'été 1942 et qu'ils attendaient désespérément des moustiquaires qui n'arrivèrent jamais, un conflit éclata entre deux factions rivales du camp. Suite à l'agression d'un Kibei du nom de Kay Nishimura le 14 novembre 1942, les autorités arrêtèrent 50 suspects, pour au final désigner deux coupables, George Fuji et Isamu Uchida. Les deux accusés devaient être jugés en dehors du camp, où ils pouvaient difficilement espérer un procès équitable. S'en suivit une grève généralisée dans le camp à partir du 18 novembre 1942 pour soutenir les deux hommes emprisonnés. La grève s'épuisa progressivement au fil des jours et les négociations commencèrent. Les détenus obtinrent la garantie qu'ils seraient consultés sur la gestion du camp, un des deux hommes emprisonnés fut libéré et l'autre fut jugé au camp. Qui plus est l'administration obtint la promesse qu'il n'y aurait plus d'agression contre ceux soupçonnés d'être des délateurs[87].

Les émeutes de Manzanar éclatèrent quelques semaines après celle de Poston et, si leurs causes peuvent se ressembler, leurs conséquences seront très différentes[88]. Suite à une

[85] Richard DRINNON, *Keeper of Concentration Camps : Dillon S. Myer and American Racism*, University of California Press, 1987, p. 43.
[86] « Evacuees Work on Drainage System for Jerome Center : 500 000$ Project Will Prevent Flooding of Arkansas Lowland Areas », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 7 janvier 1943, p.8.
[87] Deux récits divergents sur la grève de Poston : Dorothy SWAINE Thomas et Richard S. NISHIMOTO, *The Spoilage*, Berkeley, University of California Press, 1946, p. 46-52. ; GIDNER et LOFTIS, *The Great Betrayal*, op. cit., p. p 261-263.
[88] Arthur A. HANSEN et David A. HACKER, « The Manzanar Riot : An Ethnic Perspective », *Amerasia Journal*, vol. 2, printemps 1974, p. 112-157.

agression similaire à celle de Poston, une foule se rassembla et demanda la libération immédiate et sans condition de l'homme accusé et arrêté pour le crime. Les appels à la violence contre les membres de la JACL, et la tentative de libérer le détenu forcèrent le directeur du camp, Ralph Merritt, à déclarer la *loi martiale* et faire appel à des forces de sécurité. La police militaire tira alors sur la foule, faisant plusieurs blessés dont un mort à la suite de ses blessures. Ces émeutes n'ont pour autant pas de symbole idéologique et leur but reste assez vague.

À l'instar de ces débordements notables mais minoritaires au sein des camps où étaient enfermés les Japonais-Américains, les Nisei et leurs alliés ne cessèrent jamais de lutter pour leur liberté et pour que justice leur soit rendue. Ils se mobilisèrent pour rétablir les droits constitutionnels : celui du service militaire et celui des tribunaux. On peut alors évoquer le cas des soldats Nisei que l'armée refusa d'enrôler après l'attaque de Pearl Harbor car les considérant comme « étrangers ennemis ». Les soldats Nisei d'Hawaï réussirent tout de même à former un groupe de volontaire appelé les « Varsity Victory Volunteers » composée de 169 recrues, surtout des étudiants Nisei ayant déjà servi dans la Garde Nationale. Ce n'est que le 28 janvier 1943, après de longues tergiversations, que fut annoncé officiellement la création d'une nouvelle unité constituée de soldats japonais-américains : le 442em régiment.

En dehors de cela la Cour suprême des États-Unis devait aussi traiter des cas d'internements portés devant la justice par quelques individus courageux pour contester le décret présidentiel 9066 devant les tribunaux. Les premières causes portées devant les tribunaux furent celles de Minoru Yasui et de Gordon Hirabayashi[89]. Concernant cette partie sur les affaires judiciaires opposant des parties civiles japonaises aux États-Unis je tiens à préciser que je me suis largement inspiré du travail de Greg Robinson et de son œuvre *Un Drame de la Seconde Guerre mondiale*[90]. Il faut aussi que j'évoque le travail de Peter Irons, un activiste politique américain ainsi qu'un avocat des droits civiques et légiste de renom, qui grâce à son œuvre *Justice at War,* faisant office de référence sur ces affaires judiciaires, m'a permit de mieux de trouver les matériaux nécessaires à mes recherches sur ce sujet. Minoru Yasui était originaire d'une famille prospère de l'Oregon. Il étudia le droit à l'université de l'Oregon, à côté de laquelle il suivait aussi une formation militaire qui lui permit d'atteindre le grade de lieutenant de l'armée de réserve. Une fois membre du barreau et n'ayant pu trouver du travail dans son État, il alla s'installer à Chicago. Les jours suivant l'attaque de Pearl Harbor, il quitta son emploi et rallia les rangs de l'armée, d'où il fut très rapidement

[89] Greg ROBINSON, *op. cit*., p.222-223.
[90] *Ibid.*, p. 222.

renvoyé sous des motifs racistes. Entre-temps son père fut arrêté à titre d'étranger ennemi potentiellement dangereux. Yasui décida donc de contester la constitutionalité du décret présidentiel 9066. Le 28mars 1942, le jour où le général DeWitt imposa un couvre feu à tous les résidents d'origine japonaise de la côte Ouest, Yasui engagea un avocat et se présenta au poste de police en demandant qu'on l'arrête et réussit ainsi à se faire accuser pour présenter sa cause[91].

Gordon Hibayashi était pour sa part originaire de l'État de Washington où il grandit aux côtés d'une secte religieuse proche des quakers (aussi appelé Société religieuse des Amis, il s'agit d'un mouvement contestataire de l'Église anglicane fondé au XVIIe siècle). Au printemps 1942, Hirabyashi, soutenu par les quakers et par l'ancienne sénatrice de l'État de Washington Mary Farquharson, décida de résister à la déportation des Japonais-Américains. Ils créèrent un comité de défense. Hirabayashi se rendit au bureau local du FBI et présenta une déclaration de principe contestant le décret présidentiel 9066. Il fut immédiatement arrêté par un agent. Son journal, dans lequel on retrouva des preuves de sa violation du couvre feu mis en place par le général DeWitt, fut confisqué sur le champ. Hirabayashi fut donc accusé d'avoir omis de se présenter aux autorités en charge de la déportation, mais en plus de cela d'avoir bravé le couvre-feu.

Deux autres procès résultèrent des déportations massives : l'affaire concernant Fred Korematsu et celle de Mitsuye Endo. Fred Korematsu était un Nisei originaire d'Oakland en Californie. Il désirait s'installer dans le Midwest avec sa compagne qui, elle n'était pas japonaise. Korematsu avait même eu recours à la chirurgie esthétique pour passer inaperçu lors des contrôles militaires ainsi que dans son nouveau milieu. Il resta cependant quelques temps sur la côte Ouest pour pouvoir regrouper l'argent nécessaire au voyage et tenta même de se faire passer pour un hawaïen hispanophone afin d'éviter la déportation. Néanmoins il fut découvert dans les environs de San Leandro et arrêté. Ernest Besig, directeur de l'ACLU (American Civil Liberty Union) pour la Californie du Nord, rendit visite à Korematsu en prison lorsqu'il eut vent de l'affaire, et lui proposa de le représenter lors de son procès. Korematsu accepta qu'on intente en son nom une poursuite visant à annuler la politique de déportation[92]. Mitsuye Endo était pour sa part une des employés d'origine japonaise de l'État de Californie ayant perdu son poste au début de l'année 1942. Elle fut déportée au centre de rassemblement de Tanforan où James Purcell, un avocat de l'ACLU, l'approcha pour

[91] Peter IRONS, *Justice at War*, University of California Press, 1983, p. 82-84.
[92] Biographie de Fred Korematsu présente dans l'œuvre d'Eric Paul FOURNIER, *Of Civil Rights and Wrongs : The Fred Korematsu Story*, film documentaire, distributeur POV, 2000.

contester le renvoi arbitraire des Nisei à l'emploi de l'État. Elle accepta que sa cause serve de cause type[93]. Purcell estima que la procédure judiciaire la plus rapide pour arriver à ses fins était de présenter un bref d'*Habeas Corpus* (mandat ou ordonnance exprimant une liberté fondamentale comme celle de ne pas être emprisonné sans jugement) accusant le gouvernement de Franklin Delano Roosevelt de détenir illégalement Endo et de la priver de son droit de reprendre son travail. Endo fut transférée dans le centre d'internement de Topaz, où le procureur de la WRA Philip Glick lui rendit personnellement visite. Glick proposa à Endo un permis de sortie et la possibilité de s'établir en dehors de la côte Ouest si elle consentait à abandonner son action en justice. Courageusement elle refusa et resta au camp de Topaz pour continuer sa poursuite[94].

Malgré toutes ses causes défendues la JACL (Japanese American Citizen League) et l'ACLU, dont on aurait pu penser qu'ils seraient les premiers alliés des plaignants japonais-américains, décidèrent de ne pas s'opposer à la constitutionalité du décret 9066. La JACL ayant choisi de coopérer pleinement avec le gouvernement annonça qu' « elle s'opposait aux causes visant à déterminer la constitutionalité des lois militaires » et elle refusa catégoriquement d'apporter son soutien moral ou financier à ces affaires, en qualifiant même Yasui de « pseudo-martyr » dans son bulletin du 7 avril 1942[95]. La JACL maintint sa politique jusqu'en 1943, alors que les causes d'Hirabayashi et de Yasui, et plus tard les suivantes, étaient portées devant la Cour suprême. Quant à l'ACLU, son bureau national décida après un vote de ne pas contester la constitutionalité du décret présidentiel 9066. Néanmoins l'ACLU autorisa la section de Californie du Nord à contester le caractère discriminatoire de l'application du décret présidentiel aux Japonais-Américains[96].

Les procès d'Hirabayashi et de Yasui furent les premiers à être entendus. Le Juge Lloyd Black demanda au jury de déclarer Hirabayashi coupable s'il avait enfreint la loi, sans tenir compte de la constitutionalité de celle-ci. Le jury condamna donc Hirabayashi pour avoir violé l'ordre de s'inscrire pour la déportation et le couvre-feu, et lui infligea des peines concurrentes[97]. À l'inverse dans le cas de Yasui, le juge James Fee considéra que le couvre-feu violait les droits des citoyens américains. Mais il estima aussi que Yasui avait renonçé à

[93] Entrevue de Mitsuye Endo, dans John Tateichi, *And Justice For All*, University of Washington Press, first edition 1999, p. 60-61.
[94] Peter IRONS, *op.cit.,*, p. 102-103.
[95] Bulletin de la JACL, n°142, 7 avril 1942, cité dans Déborah K. LIM, *The Lim Report : A Research Report on Japanese Americans in American Concentration Camps During World War II*, Morris Publishing, 1990, p.65.
[96] Samuel WALKER, *In Defense of American Liberties : A History of the ACLU*, Southern Illinois University Press, 1999, p. 139-142.
[97] Peter IRONS, *op.cit.*, 1983, pp.155-159.

sa citoyenneté américaine en travaillant au consulat japonais avant la guerre, et il statua que le couvre-feu s'appliquait à lui en tant qu'étranger ennemi[98]. Dans les deux cas les accusés interjetèrent appel rapidement devant la cour d'appel pour le neuvième circuit. Vu l'importance des questions soulevées, la Cour suprême devait à présent statuer : l'ordre d'exclusion de DeWitt relevait-il de l'exercice constitutionnel des pouvoirs de guerre du président ? Fin mars 1943, la cour suprême accepta d'entendre les causes. S'en suivit une grande manipulation des preuves de la part du gouvernement concernant les motifs de déportation des Japonais-Américains. L'objectif était crucial, il fallait préserver l'image de l'armée qui avait déporté les Japonais-Américains mais aussi éviter un éventuel retour des Américains d'origine japonaise sur la côte Ouest, où la population leur était fortement hostile et où des émeutes pourraient se éclater.

Devant les tribunaux les procureurs du département de la Justice invoquèrent l'argument que lors de la déportation les militaires n'avaient pas eu le temps de définir quel Japonais était loyal et lequel ne l'était pas. Pourtant, en avril 1943, le général DeWitt fit parvenir un rapport au sous-secrétaire McCloy, rapport dans lequel il stipulait formellement que la déportation des Japonais-Américains se basait essentiellement sur des motifs raciaux, et où le manque de temps n'entrait donc absolument pas en ligne de compte. DeWitt rappela à McCloy que si le temps avait été l'enjeu principal ainsi que si le gouvernement l'avait souhaité, il aurait pu mener des enquêtes sur la loyauté des Japonais-Américains au sein des camps de rassemblement et éviter par la même occasion de dépenser des millions de dollars dans la construction des camps de concentration à travers le pays. Conscient du danger que représentait ce document, McCloy ordonna à DeWitt de détruire tous les exemplaires existants de ce rapport et de le réécrire pour correspondre à la nouvelle position du gouvernement. Aux procureurs de la Justice qui défendaient la cause gouvernementale, il cacha l'existence de ce document et les informations qu'il contenait[99]. McCloy manipula encore une fois les preuves lors de la préparation du dossier du gouvernement dans l'affaire *Korematsu*. Au début de l'année 1944, le département de la Justice publia le rapport final préparé par Bendetsen et signé par le général DeWitt qui devint la pièce maîtresse de l'argumentation des autorités.

Pour justifier les déportations massives des Japonais-Américains, les auteurs de ce rapport n'hésitèrent pas à se servir de preuves déformées ou tout simplement fausses. Ce rapport prétendait par exemple qu'un grand nombre de Japonais-Américains avaient

[98] Cour suprême des Etats-Unis, *Minoru Yasui v. United States*, 320 U.S. 115 (1943).
[99] Peter IRONS, *op.cit.*, 1983, pp.207-214.

communiqué avec des sous-marins japonais patrouillant au large des côtes pacifiques dans les semaines ayant suivies l'attaque de Pearl Harbor. Pour démentir ces informations, le président de la FCC (Commission fédérale des communications), James Fly, avait mené une enquête au printemps 1942 et informé DeWitt que le matériel de détection des signaux de l'armée était défectueux et que ses rapports étaient faux. Fly mit donc le gouvernement des États-Unis au courant de ses découvertes. Obéissant à leur devoir d'informer la Cour de toute falsification de la preuve, les procureurs ajoutèrent une partie au mémoire dans lequel ils décrivaient la version déformée des faits contenus dans le rapport final. Sous la pression de McCloy, et avec l'appui du Solliciteur général Charles Fahy, on supprima cette partie et le dossier fut réimprimé sans y faire attention. Seule une discrète note de bas de page indiquait que le département de la Justice ne « s'appuyait » pas sur ce rapport[100].

Au final les plaidoiries des causes de *Korematsu* et de *Endo* ne furent entendues qu'en octobre 1944. Pendant que les juges délibéraient dans les semaines suivant ces auditions, les élections battaient leur plein aux États-Unis, et Franklin Roosevelt cherchait à se faire réélire à nouveau. La condamnation de Korematsu fut en fin de compte maintenue car les juges estimèrent que les déportations massives à caractère racial relevaient de l'exercice de l'autorité présidentielle en temps de guerre et étaient donc tout à fait conforme à la constitution. Pour autant les juges exprimèrent des avis dissidents sur l'affaire Korematsu : le juge Hugo Black, un vieil ami du général DeWitt, insista sur le fait que l'armée n'avait pas déporté Korematsu sur des motifs raciaux, mais pour une question de sécurité intérieure. Le juge Jackson quant à lui confia que pour lui ce décret présidentiel équivalait à une expédition punitive contre les Japonais-Américains. Il ajouta notamment qu'en validant l'exercice d'un pouvoir militaire arbitraire contre les citoyens, la Cour créait ainsi une arme à double tranchant pouvant à tout moment se retourner contre les libertés civiles dans des périodes où l'on jugerait que le pays était en danger[101]. Enfin le juge Frank Murphy estima que la décision de la Cour « légalisait le racisme [102]». Malgré le fait que les juges aient été très largement divisés dans l'affaire *Korematsu*, ils furent unanimes lorsqu'ils décidèrent de libérer Mitsuye Endo. Le juge William O. Douglas éluda toutes les questions constitutionnelles sur l'internement de citoyens américains pour des motifs à caractère racial et il ne statua pas sur

[100] *Ibid*., pp. 278-292.
[101] *Ibid.*, pp. 243, 246.
[102] Ibid., p. 242.

le droit d'Endo à retrouver son travail. Il conclut plutôt que le décret présidentiel 9066 ne permettait en rien de détenir une citoyenne américaine d'une loyauté acquise[103].

3. L'attitude mitigée des Chinois-Américains face au sort des Japonais-Américains :

L'attitude très mitigée des Chinois-Américains a notamment été dictée par le profond sentiment antijaponais à travers tous les États-Unis, comme le reflète l'article du magazine *Life* « How to Tell Japanese from the Chinese »[104] voulant enseigner aux Américains comment distinguer les Chinois, considérés comme des amis, des ennemis japonais. Malgré une certaine indignation, les Chinois-Américains et les Coréens-Américains ont pris des mesures de protection pour se différencier de leurs voisins japonais.

Mais outre l'indifférence qui résulte des comportements précédemment cités, certains Chinois se sont insurgés et mobilisés contre le sort réservé aux Japonais-Américains pendant la Seconde Guerre mondiale. On peut notamment faire référence Hung Wai Ching, le parrain des soldats Nisei du 442em bataillon d'Hawaï ainsi qu'à l'étudiant Welter Wing qui s'exprima contre la déportation et l'internement des Japonais-Américains. De nombreux articles issus du *Pacific Citizen*, le journal publié par la JACL (Japanese American Citizen League), viennent confirmer le soutien que les Chinois-Américains apportèrent aux Japonais-Américains lors de leur internement arbitraire dans les camps de concentration américains au cours de la Seconde Guerre mondiale.

A. Une volonté de certains Chinois-Américains de se distinguer et de se désengager des Japonais-Américains :

Comme expliqué précédemment le climat antijaponais régnant aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale avec l'exemple d'articles tels que celui du magazine *Life* « How to Tell Japanese from the Chinese »[105], voulant enseigner aux Américains comment distinguer les Chinois des Japonais, n'encourageaient pas certaines communautés asiatiques à les défendre. C'était le cas de certains Chinois, qui non seulement bénéficiaient d'un regain

[103] Cour suprême des États-Unis, *Ex Parte Mitsuye Endo*, 323 U.S 283 (1944). Pour la portée de cette cause, voir Patrick Gudridge, « Remember Endo ? », *Harvard Law Review*, vol. 116, 2003, p. 1933-1970.
[104] Article du journal Life, *How to Tell Japanese from the Chinese*, 22 décembre 1941, pp. 81-82 :
URL : http://www.english.illinois.edu/maps/poets/a_f/foster/lifemag.htm (Dernière consultation le dimanche 15 mai à 21h00).
[105] *Ibid*., pp. 81-82.

d'intérêt dans l'opinion des Américains, car considérés comme les Sick Men of Asia, ainsi que grâce à la popularité que Madame Chiang Kai-Shek capitalisa auprès des Américains lors de sa tournée américaine et bien entendu lors de son discours devant le Congrès américain. Le résultats de ces luttes pour l'amélioration de l'opinion des Américains à l'égard des Chinois fut l'abrogation de la loi d'exclusion des Chinois en 1943, celle-ci était en vigueur depuis 1882 aux États-Unis, sans oublier que la communauté Chinoise présente sur le territoire américain connut un véritable essor économique leur permettant d'accéder à d'autres métiers et à de meilleures conditions de vie au sein de la société américaine. Il ne faut pas non plus négliger le fait que les Japonais avaient envahi leur pays d'origine et commis de terribles exactions en Chine comme par exemple le massacre de Nankin. Ces éléments ne plaidaient pas en la faveur des Japonais-Américains, malgré le fait qu'ils n'étaient pour rien, ils subissaient le poids de leur origine japonaise à travers le désengagement de la communauté chinoise américaine.

Quelques jours après l'attaque de Pearl Harbor par l'armée japonaise, le consulat chinois de San Francisco[106] commença à délivrer des cartes d'identité aux immigrants chinois et aux Américains d'origine chinoise pour attester de leur origine et se différencier des Japonais-Américains, tandis que les Américains d'origine chinoise et coréenne commencèrent à porter des badges où l'on pouvait lire des slogans tels que « Je suis chinois » et « Je suis coréen américain »[107].

En espérant prouver leur loyauté envers les États-Unis et pour éviter tout doute envers leur patriotisme, les Coréens-Américains, les Chinois-Américains et les Philippins-Américains ont adopté la rhétorique antijaponaise utilisée par la presse grand public. Nous avons notamment connaissance d'un cas où un soldat américain d'origine chinoise a refusé de servir au côté des troupes américaines japonaises dans l'armée[108]. Étant le second groupe asiatique le plus nombreux en Amérique après les Japonais-Américains, les Chinois - Américains profitèrent de l'incarcération des Japonais-Américains pendant la Seconde Guerre mondiale pour étendre leur influence sociale et économique dans des villes comme San

---

[106] Jane HONG, « Asian American response to incarceration », Denshô Encyclopedia :
URL : http://encyclopedia.densho.org/Asian_American_response_to_incarceration/ (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 21h00).

[107] Sur la photo ci-après, datant du 22 décembre 1941, et issue de la collection spéciale de la bibliothèque de l'UCLA, une jeune femme chinoise passe à un homme un badge avec marqué dessus « China » pour différencier les Chinois-Américains des Japonais-Américains :
URL : http://content.cdlib.org/ark:/13030/hb1g5003tx/?docId=hb1g5003tx&order=1&layout=printable-details (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 21h00).

[108] K. Scott WONG, *First American : Chinese American and the Second World War*, Temple University Press, 2008, p.80.

Francisco, où les marchands chinois reprirent les magasins appartenant anciennement à des propriétaires japonais-américains[109].

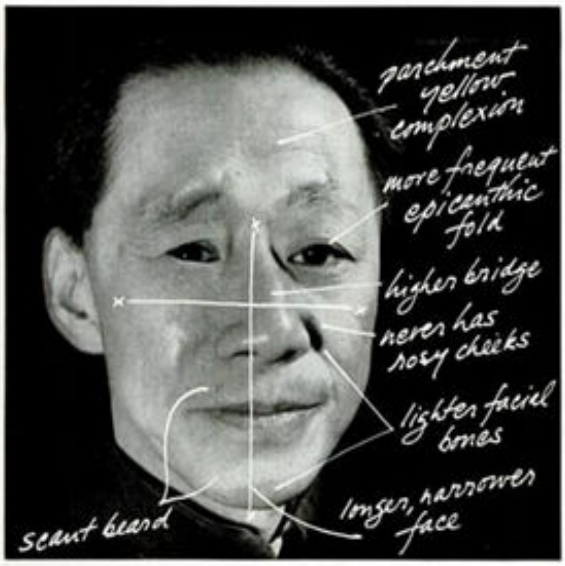


Figure 6 : « Chinese Public Servant ». *Life Magazine*, Décembre 1941.

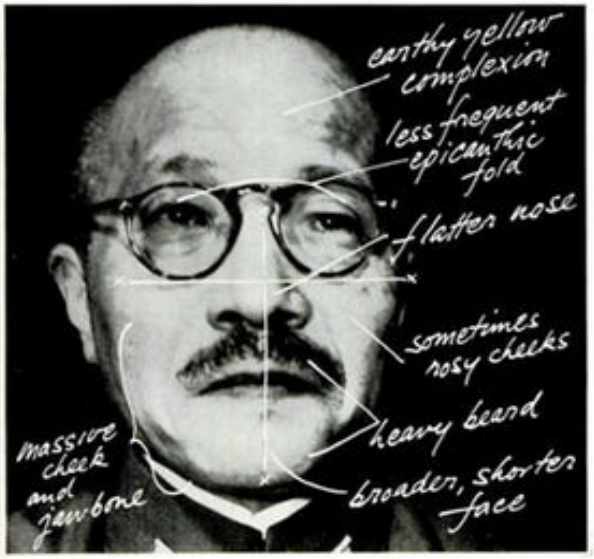


Figure 7 : « Japanese Warrior ». *Life Magazine*, Décembre 1941.



Figure 8 : Bouton de revers pour Chinois-Américains, *Los Angeles Times* Publisher, 22 Décembre 1941. Contributing Institution : UCLA, Library Special Collections, Charles E. Young Research Library.

[109] Charlotte BROOKS, "The War on Grant Avenue: Business Competition and Ethnic Rivalry in San Francisco's Chinatown, 1937-1942," *Journal of Urban History* 37, no.3, 2011, p. 323; Wong, *Americans First*, p.83.

Fred Fertig, un des journalistes travaillant pour le *Pacific Citizen* et membre de la JACL, fait part, dans une lettre publiée dans le *Pacific Citizen* du 27 avril 1945[110], de ses observations concernant les relations que pouvaient entretenir les Japonais-Américains et les Chinois-Américains aux États-Unis lors de la Seconde Guerre mondiale et après l'internement des Japonais-Américains. Fred Fertig étudie dans ce rapport les oppositions des membres de certaines minorités au retour des Japonais-Américains. Avec cette correction du rapport préliminaire qu'il avait rendu au préalable sur la zone de Los Angeles dans le *Pacific Citizen* du 21 avril 1945, Fertig tient à rectifier certains points qu'il avait précédemment négligés. Il n'est par exemple pas vrai comme il avait pu l'écrire que la plupart des Chinois-Américains et leurs parents sont enthousiastes au retour des évacués japonais-américains sur la côte Ouest. Et les raisons des oppositions à ce retour des Japonais-Américains de la part des Américains d'origine chinoise sont pour le moins intéressantes.

Fertig analyse que les étrangers chinois et philippins ont un sentiment d'antagonisme envers les Japonais des États-Unis en raison d'un sentiment commun et partagé. Ces minorités asiatiques immigrées aux États-Unis n'ont depuis leur arrivée pas toujours été considérés comme des citoyens américains à part entière, et donc leurs intérêts et leurs cœurs sont toujours tournés vers leurs pays d'origine. Ce sont ces pays qui ont été envahis par les troupes japonaises. Ce que les Japonais ont fait à leurs proches et à leurs compatriotes est plus important que ce qu'il se passe en ce moment sur le territoire américain avec l'internement des Japonais-Américains et à présent le retour des évacués.

Selon Fred Fertig, ces immigrants chinois vivant aux États-Unis se sont accomodés au schéma américain de la ségrégation raciale, les empêchant ainsi de comprendre les autres immigrants orientaux. C'est à l'avantage de certaines forces politiques et économiques de faire en sorte qu'aucune entraide mutuelle ne se créée au sein de ces minorités asiatiques et qu'elles ne joignent pas leur force dans une lutte commune contre l'injustice endurée par chacune d'entre elles séparément. L'auteur observe notamment que lorsque les premières générations d'immigrants étaient bien trop occupées à gagner l'argent nécessaire à leur survie, tout en tentant de s'adapter et de s'intégrer au nouvel environnement dans lequel ils évoluaient désormais, il n'y avait alors pas de temps à perdre pour établir des liens subtils avec les personnes des autres cultures ou races présentes autour d'eux. Cette première génération communiqua sa fatigue et ses frustrations à ses enfants nés américains. Ces

[110] Fred FERTIG, « Letter to the Editor : Correction on Preliminary Report on Los Angeles Area », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 27 avril 1945, p. 6.

enfants, malgré leur dévotion envers les États-Unis, l'Amérique dont Jefferson rêvait et que les films américains dépeignaient, se transforma en une désillusion encore plus grande lorsqu'à cause de la couleur de leur peau ils ne furent pas acceptés comme Américains à part entière. Fertig nous fait part dans cette lettre de l'exemple d'un Nisei étant récemment retourné à Los Angeles. Lorsqu'un qu'un garçon chinois croisa ce Nisei dans la rue, il grommela : « Lui et tous les siens devraient être emmenés et être fusillés [111]». Ce jeune garçon de la troisième génération d'immigrants chinois hérita sans doute cette mentalité de ses parents ainsi que de ses propres expériences des préjudices raciaux, ces mêmes préjudices qui l'ont fait chercher un bouc-émissaire pour évacuer son sentiment d'injustice. Cette haine fut d'ailleurs renforcée par les journaux hostiles aux Japonais-Américains.

À travers son observation et des discussions qu'il a pu avoir avec ses amis Chinois-Américains, Fred fertig pense néanmoins qu'il y a plus de sympathie pour les Japonais-Américains parmi les Chinois-Américains qu'on ne pourrait le penser. Quelques exemples viennent ainsi étayer l'article, l'auteur précise d'ailleurs que les cas sont sélectionnés dans toute l'Amérique et pas uniquement à Los Angeles en Californie. Il évoque ainsi un Chinois propriétaire d'un hôtel sur la côte Ouest. Trois de ces locataires sont des Nisei, et lorsqu'on lui demande s'il y'a des « Japs » dans son hôtel il répond que non, et que tous ses locataires sont Chinois. L'auteur tient à préciser que l'une des premières organisations à avoir pris la parole depuis le début de la Seconde Guerre mondiale contre les slogans antijaponais « No Japs in California [112]» de la campagne de 1943 fut l'organisation des Chinois-Américains chrétiens. Cette association organisa par aiileurs le *11th Annual Chinese Christian Youth Conference* qui eut lieu à Lake Tahoe la même année. Ces jeunes Chinois-Américains chrétiens menaient bataille contre cette campagne qu'ils jugeaient « non-américaine, non-démocratique et anti-chrétienne ». Le *Pacific Citizen* publia d'ailleurs un article le 28 octobre 1944 qui tendait à mettre en avant la bonne entente entre les membres des associations chrétiennes nippo-américaine et sino-américaine. Cet article intitulé « Chinese Americans Express Good-Will for Nisei Christians » portait sur la conférence annuelle donnée par les Chinois-Américain à Lake Tahoe [113]. La lettre à destination des Japonais-Américains incarcérés signée par Pauline Wing, une des membres de l'association, exprimait le soutien de la communauté chinoise américaine chrétienne à l'égard du sort des Japonais-Américains internés.

[111] *Ibid*., p.6.
[112] *Ibid*., p.6.
[113] « Chinese Americans Express Good-Will for Nisei Christians », *Pacific Citizen*, Utah, Salt Lake City, 28 octobre 1944, p. 8.

« Nous désirons vous adresser notre affection chrétienne, nos meilleures pensées ainsi que nos prières pour votre réussite et votre futur bonheur. (…) Nous attendons avec impatience le moment où nous serons de nouveau réunis et restons persuadés que la souffrance de la période de guerre servira à nous rapprocher davantage dans un lien d'amour chrétien[114] ».

Fertig appelle donc les Japonais-Américains à ne pas mépriser les Chinois-Américains et à ne pas faire d'amalgame dans son article car finalement ces deux minorités subissent des préjudices en raison de leur couleur de peau. Les Little Tokyo furent détruits avec l'évacuation des Japonais-Américains de la côte Ouest, néanmoins les Chinatowns restèrent toujours debout. En raison des possibilités de formation professionnelle offertes par l'armée américaine pendant cette période de guerre, quelques Chinois-Américains réussirent à se libérer de l'enclave que représentait Chinatown en terme d'emploi. Malgré le fait que le ghetto incarné par Chinatown soit toujours présent, certains Chinois-Américains de la troisième génération réussirent à devenir avocat. Désormais à la tête de la *Chinese American Citizen's Alliance* ils expliquèrent à Fred Fertig, juste avant l'attaque de Pearl Harbor, qu'ils recommandaient aux Chinois-Américains d'envisager de faire leur vie en Chine, loin des discriminations qu'ils pouvaient rencontrer aux États-Unis. Face à ce genre de propos défaitistes et pessimistes, Fertig désirait rassembler les minorités américaines afin de mettre un terme à ce qu'il appelait la bigoterie religieuse et à la discrimination raciale.

B. Le cas de Hung Wai Chin : Parrain des soldats Nisei du 442e bataillon :

Le rôle joué par Hung Wai Ching, un Chinois-Américain originaire d'Hawaï, dans la participation du 442em bataillon composé uniquement de Nisei américains[115], jusque là interdits de s'engager dans l'armée, a été capital. Comme évoqué précédemment après l'attaque de Pearl Harbor, les Japonais-Américains n'eurent pas le droit de s'engager dans l'armée car considérés comme « étrangers ennemis ».

[114] Citation originale de la lettre de Pauline WING publiée dans le *Pacific Citizen* du 28 octobre 1944 :
« We wish to express to you our Christian affection and good will and pray for your success and futur welfare. (…) We looked forward to the time when our fellowship may be re-established and trust that the sufferings of the war period may serve to bind us even more closely in the bonds of Christian love ».
[115] Robert Hyung-Chan KIM, Dorothy CORDOVA, Chung H. CHONG, *Distinguished Asian Americans : A Biographical Dictionary*, ed. Greenwood, 1999, p. 62.

En 1940, une année avant l'attaque de Pearl Harbor, Hung Wai Ching était invité à assister à une réunion avec le FBI, l'armée, les services d'intelligence de la Marine et les dirigeants communautaires. Tous étaient présents pour former le conseil de l'Unité Interraciale afin de préparer le peuple d'Hawaï au choc imminent de la guerre qui se dessinait entre les États-Unis et le Japon, conseil ayant pour but de préserver l'harmonie des relations entre la population multiraciale d'Hawaï[116].

Quelques années plus tard, lorsque les bombes japonaises s'abattirent sur Pearl Harbor le 7 décembre 1941, le gouverneur militaire nomma une Division Morale composée de Charles Loomis, Shigeyo Yoshida et Hung Wai Ching dans l'optique de mettre en œuvre les plans élaborés par le conseil de l'Unité Interraciale. La division eût un rôle clé car elle faisait la liaison entre le gouverneur militaire et la communauté civile, en particulier avec le service de comité d'urgence composé essentiellement par les leaders de la communauté japonaise américaine d'Hawaï.

Hung Wai Ching était notamment chargé d'avertir de ses conclusions le colonel Kendall J. Fielder, du service des renseignements de l'armée chargé de la sécurité intérieure d'Hawaï, et était aussi tenu de faire le même rapport au chef du FBI, Robert L. Shivers. Il y avait un certain nombre de Japonais à Hawaï qui avaient été libérés, ou qui n'avaient pas été détenus tout simplement grâce à l'intervention de Hung Wai Ching en leur faveur. Les premières semaines de guerre à Hawaï, le gouverneur militaire, le colonel Fielder en l'occurrence, était tenu de réunir un certain quota de Japonais-Américains par jour. Après discussions avec Hung Wai, Fielder refusa de procéder à ces quotas d'arrestation, et ce au péril de sa carrière et au risque d'être envoyé devant une cour martiale.

Grâce à son emploi au sein de la Division Morale, Hung Wai Ching a pu rencontrer des personnes influentes tel que le président Roosevelt ou sa femme, Madame Eleanor Roosevelt[117]. Lors d'une visite en 1943 à la Maison-Blanche, Hung Wai Ching profita de l'occasion pour informer le Président américain de la situation de guerre à Hawaï, ainsi que de la façon dont le sénateur Emmons et le FBI manipulèrent la « situation japonaise », et l'assura qu'une évacuation massive des Japonais-Américains d'Hawaï n'était en aucun cas nécessaire. Tandis que le Japon continuait de progresser dans le Pacifique, les Japonais-Américains restèrent à Hawaï bien que leur loyauté envers les États-Unis soit mise en doute. Hung Wai Ching n'avait jamais douté des Japonais-Américains, qu'il avait côtoyé toute sa vie sur l'île,

[116] Ted TSUKIYAMA, « HUNG WAI CHIN », site officiel de la Japanese American Veterans Association: URL : http://www.javadc.org/hung_wai_ching.htm (Dernière consultation lundi 16mai 2016 à 09h00).
[117] *Ibid*.

mais il était convaincu que le seul moyen de faire changer l'avis de l'opinion publique américaine était que les Japonais-Américains puissent entrer dans l'armée américaine pour combattre et même si cela était nécessaire mourir pour leur pays. La partie la plus importante qu'il joua dans l'histoire des Japonais-Américains fut de leur permettre de porter les armes et de prouver leur loyauté envers les États-Unis à travers le sacrifice ultime. En 1942 lorsque tous les soldats de la Garde nationale américaine furent déchargés de leurs fonctions dans l'armée, Hung Wai rencontra, conseilla et persuada les soldats japonais désabusés de se proposer au service militaire comme bataillon de travail bénévole. La pétition de 169 bénévoles Nisei fut acceptée par le gouverneur militaire qui attribua ce groupe comme main d'œuvre au 34em régiment du génie militaire de Schofield Barrack. Ce bataillon fut populairement surnommé les « Varsity Victory Volunteers ». Parrain des « VVVs », Hung Wai Ching parlait en faveur de ses protégés à chacune de ses rencontres avec les militaires, les membres des renseignements ou encore les responsables gouvernementaux. À la fin de l'année 1942, Hung Wai fut invité à escorter le Secrétaire adjoint de la Guerre, John J. McCloy, dans sa visite des installations militaires sur l'île d'Oahu. Ce qui est certains c'est que McCloy put assister au travail des bénévoles japonais américains. La coïncidence fut que quelques semaines à peine plus tard, en janvier 1943, le ministère de la Guerre annonça sa décision de former une équipe bénévole de combat Nisei, plus connue par la suite sous le nom du 442em bataillon. Ceci fut l'aboutissement du long travail mené par les Nisei du « VVVS ». Le gouverneur militaire affecta par la suite Hung Wai à la surveillance du mouvement des volontaires d'Hawaï.

Pendant la guerre le 442 bataillon joua un rôle vital dans certaines opérations. Un article du *Pacific Citizen* vient rappeler l'héroïsme des combattants japonais-américains de la 34em division qui percèrent la ligne « Little Cassino » des nazis défendant Livourne et Pise en Italie[118]. Cette ligne constituée de crêtes et de hautes montagnes qui barrait l'avancée de la cinquième armée fut très difficile à reprendre. La 34em division, l'une des unités du 442 bataillon avait pour mission de prendre possession des villages de Il Terriccio dans le but de percer la ligne ennemie puis de reprendre leurs positions ou de les rendre intenables.

Prêts à tout pour démontrer leur loyauté et leur patriotisme, les Japonais-Américains éffectuaient des missions extrêmement périlleuses. Le *Pacific Citizen* publia un article au sujet du fait que le gouvernement honora soixante soldats nisei tués au cours de la guerre en

[118] « 442nd Combat Team Played Vital Role in Breaching of German « Little Cassino » Line », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 23 septembre 1944, p.1.

remettant à leur famille la médaille Purple Heart[119]. Cette médaille est décernée au nom du président des États-Unis aux combattants blessés ou tués au service de l'armée américaine.

Après la guerre, Hung Wai Ching s'attela à trouver des bourses et des financements pour permettre aux soldats japonais-américains de reprendre leurs études.

Suite à tout ce que fit Hung Wai Ching pour la communauté japonaise américaine de Hawaï, il fut élu et accepté comme un membre honorable du club des 442em anciens combattants.

Outre le 442em bataillon, d'autres unités composées de Japonais-Américains s'illustrèrent pendant la Seconde Guerre mondiale. Les Nisei déjà présents dans l'armée américaine au moment de l'attaque de Pearl Harbor étaient soumis au bon vouloir de leurs officiers, qui pouvaient décider si oui ou non ils désiraient garder ces soldats nippo-américains. Parmi les quelques G.I nisei qui restèrent dans les rangs de l'armée américaine, le sergent Ben Kuroki de l'armée de l'air et le sergent Frank « Foo » Fujita prisonnier de guerre en Asie se distinguèrent par leur héroïsme[120]. La carrière du lieutenant-colonel John F. Aiso fut elle aussi remarquable. Il fut le Japonais-Américain le plus haut gradé durant la Seconde Guerre mondiale. Directeur de la formation académique au sein des Service de renseignement américain (Military Intelligence Service), il recruta et forma une équipe composée de plus de 150 personnes. Les quelques 6000 diplômés du MIS aidèrent clairement les Etats-Unis dans leur lutte contre l'Empire japonais dans le Pacifique. Le général Charles Willoughby n'hésite d'ailleurs pas à créditer Aiso et les personnes qu'il forma d'avoir sauvé pendant la Seconde Guerre mondiale plus d'un million de vies grâce à la traduction de documents secrets ainsi qu'aux interrogatoires qu'il menaient au sein du MIS. Dans un article du *Pacific Citizen* nous pouvons voir une photo de John F. Aiso en train d'être décoré et promu par le colonel Kai Rasmussen, commandant de l'école de langue de Fort Snelling dans le Minnesota, pour récompenser les états de service d'Aiso au MIS. Cette distinction le nomma officiellement directeur de la formation académique du MIS[121].

[119] « Purple Heart Medal Given Honolulu Families of 60 Nisei Soldiers Killed on Italy Front », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 25 mars 1944, p. 3.
[120] Ralph G. MARTIN, *Boy From Nebraska : The Story of Ben Kuroki*, New-York, Harper's, 1946 ; Frank « Foo » FUJITA, *Foo : A Japanese American Prisoner of the Rising Sun*, University of North Texas Press, 1993.
[121] « Japanese American Honored », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 28 octobre 1944, p. 3.

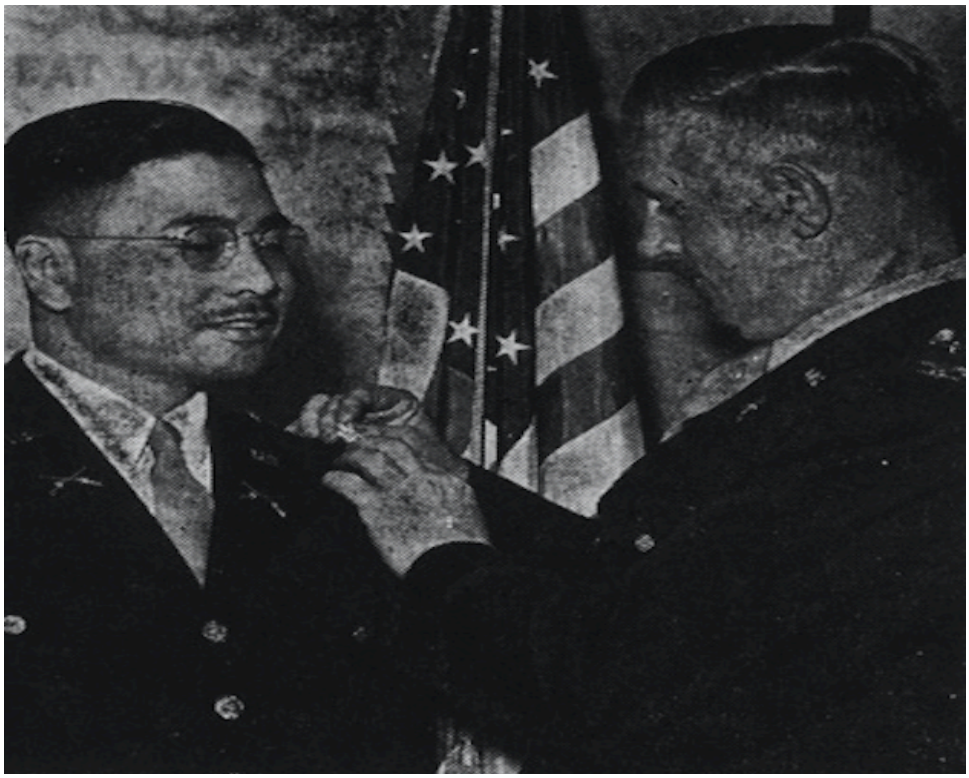


Figure 9 : Colonel Kai Rasmussen décorant le Major John F. Aiso, *Pacific Citizen*, 28 octobre 1944. Photo by Cpl. Irvin Rose, Public relations photographer, Fort Snelling, Minnessota.

Le *Pacific Citizen* évoque aussi la solidarité militaire établie entre Chinois-Américains et Japonais-Américains[122]. Par exemple des soldats américains d'origine chinoise rendirent visite à un soldat américain d'origine japonaise, Rokuro Moriguchi, pour lui présenter et lui offrir une nouvelle machine à laver portable.

Entre temps, ceux qui travaillaient comme instructeurs ou traducteurs à l'école de langue du MIS (Military Intelligence Service) commencèrent à s'illustrer, malgré le fait qu'ils aient été chassés du Présidio au printemps 1942, puis réinstallés au camp Savage dans le Minnesota[123]. Un groupe de traducteurs Nisei, dont les frères Tadao et Takashi Kubo servirent lors de la bataille de Guadalcanal en octobre-novembre 1942[124]. Ils découvrirent un document contenant la liste de tous les navires et de toutes les bases militaires de la marine impériale, avec leurs signaux d'appel et leurs noms de code. Peu après, le personnel du MIS traduisit une série de plans de bataille japonais conçus pour les Philippines[125].

[122] « Chinese American Greet Wounded Nisei », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 11 janvier 1947, p.3.
[123] Greg ROBINSON, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort des minorités japonaises aux États-Unis et au Canada*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, p. 205.
[124] Lyn CROST, *Honor By Fire : Japanese American at War in Europe and the Pacific*, Novato, Présdio Press, 1994, p. 47-57.
[125] Joseph D. Harrington, *Yankee Samurai : The Secret Role of Nisei in America's Pacific Victory*, Detroit, Pettigrew Enterprises, 1979, p. 112.

Selon un article du journal *Pacific Citizen* publié le 14 aout 1943, les femmes japonaises américaines étaient désormais autorisées à s'engager dans l'armée américaine[126]. Hormis une limitation de poids et de taille, le recrutement était ouvert aux femmes américaines d'origine japonaise dont l'âge était compris entre 20 et 50 ans. L'armée désirait recruter 500 femmes japonaises américaines. Ce souhait fait suite à la décision du ministère de la guerre de constituer le 442 ième bataillon nisei à Hawaii.

On peut donc constater un véritable soutien de la part des Chinois-Américains pour aider les Japonais-Américains, mais le spectre des actions réalisées en faveur des Nippo-Américains ne se limite pas à l'armée ou seulement à la sphère chrétienne. Il y a aussi eu une vraie dénonciation de la politique gouvernementale envers les Japonais-Américains de la part des Chinois-Américains ou étrangers comme nous allons pouvoir le constater.

C. La dénonciation des camps d'internement américains par les Chinois-Américains :

Parmi les nombreux exemples de soutien apporté par les Chinois-Américains aux Japonais-Américains lors de leur internement, nous pouvons notamment remarquer l'apport conséquent des jeunes Chinois chrétiens ainsi que le soutien de militaires américains d'origine chinoise, sans oublier une prise de conscience individuelle de certains individus voyant dans l'internement et la haine suscités à l'égard des Japonais-Américains un danger pour l'ensemble des minorités américaines ainsi qu'une menace pour les principes démocratiques américains.

L'engagement de la communauté chinoise chrétienne, dont nous avons déjà parlé précédemment au cours de notre étude, est éloquent et constitue un soutien de taille pour les évacués américains d'origine japonaise. Trois articles du *Pacific Citizen* reviennent notamment sur les actions menées par les Chinois-Américains chrétiens de la côte Ouest lors de leur réunion annuelle à Lake Tahoe depuis la conférence de 1943. Le premier article intitulé « California Chinese Americans Ask Fair Play for U.S. Nisei[127] », publié le 7 août 1943 évoque une réunion de jeunes Chinois-Américains chrétiens aux abords de Lake Tahoe, lac situé entre la Californie et le Nevada, afin de réclamer plus de justice et un traitement égalitaire pour les Japonais-Américains incarcérés. Cette conférence avait passé une

[126] « Women's Army Corps Begins Recruiting Japanese American Girls Under New U.S Policy », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 14 aout 1943, p. 1.
[127] « California Chinese Americans Ask Fair Play for U.S. Nisei », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 7 aout 1943, p. 1.

résolution à l'unanimité lors de sa session plénière du 25 juillet 1943. Cette résolution s'opposait aux haines raciales et aux discriminations affectant les Japonais-Américains aux États-Unis, et plus particulièrement sur la côte Ouest.

> « Tandis que la guerre avec le Japon à été déclarée, une propagande bien organisée appelant à la haine raciale et aux discrimination était en train d'affecter les loyaux citoyens américains d'origine japonaise, et alors que qu'une propagande de la sorte, tel que « Pas de Japs en Californie » qui est en train de gagner de l'importance dans l'État, va à l'encontre de tout principe de justice et est nocif pour une vraie démocratie; Pour ces raisons, nous, les jeunes Chinois de la conférence chrétienne du Lac Tahoe, sommes résolus, en accord avec le sentiment que Madame Chiang Kai-Shek a exprimé dans son discours : « Pas de Haine envers les personnes japonaises », à condamner ces pratiques anti-américaines, anti-démocratiques et anti-chrétiennes[128] ».

La résolution soutenait aussi l'effort du comité sur les principes américains et de fair-play, que Robert Gordon Sproul représente en tant que président d'honneur de l'université de Californie. La résolution exhortait également les comités locaux à se mobiliser partout sur la côte pacifique pour contrecarrer cette propagande de préjugé racial et de discrimination anticonstitutionnelle pour enfin mettre en place une paix durable entre les citoyens américains.

Suite à cet article nous pouvons aussi mentionner l'article du *Pacific Citizen* du 17 février 1945 intitulé «Chinese Americans Denounce Hate Campaign Against Nisei »[129]. Cet article parle de la réunion de la *Chinese Christian Youth Conference* à San Anselmo. Lors de cette conférence les jeunes Chinois-Américains chrétiens déclarent accueillir à bras ouverts les Japonais-Américains autorisés à revenir sur la côte Ouest. Qui plus est ils dénoncent la machination raciste dont sont victimes les Japonais-Américains. La conférence, ayant eu lieu du 10 au 11 février 1945, était basée sur le thème « Tous pour un ».

Teiko Ishida, membre de la JACL (Japanese American Citizen League), participa aux discussions sur le sujet concernant les moyens d'obtenir de meilleures relations interraciales. La conférence évoqua aussi les différentes façons dont les Japonais-Américains avaient prouvé leur loyauté envers les États-Unis, en faisant notamment référence aux exploits du

[128] « Whereas the war with Japan has promulgated well organized propaganda of racial hatred and discrimination affecting loyal American citizens of Japanese ancestry, and whereas such propaganda as « No Japs in California » which is gaining prevalence in the State is against all principles of fair play and harmful to a true democracy ; Therefore, be it resolved that we, the Chinese youth of the Lake Tahoe Christian Conference, in consonnance with the sentiment of Mme. Chiang Kai-Shek as expressed in her speech « No Hatred Toward the Japanese People, » condemn such activities to be un-American, un-democratic and un-Christian. »

[129] «Chinese Americans Denounce Hate Campaign Against Nisei », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 17 février 1945, p. 2.

442em bataillon, ou bien dans leur attitude exemplaire lorsqu'ils se soumirent aux ordres du gouvernement et du décret présidentiel 9066. Ils démontrèrent à travers tous ces moyens leur américanisme. Malgré cela certaines personnes mal informées diffusèrent des informations fausses et semèrent la haine raciale à des fins malintentionnées. La *Chinese Christian Youth Conference* dénonça vivement ces actes et désira faire la lumière sur ces fausses allégations le plus rapidement possible afin d'enrayer l'opposition affichée aux Japonais-Américains lors de leur retour sur la côte Ouest.

Un autre article du *Pacific Citizen* relate également l'implication des organismes religieux dans l'aide apportée par les Chinois-Américains aux Japonais-Américains. Cet article du 18 mars 1944 s'intitule « Chinese Americans in Philadelphia Aid Relocation Centers [130]». Il traite du soutien économique et moral dont firent preuve les Chinois-Américains membres de l'église méthodiste de Philadelphie en apportant des vêtements et de l'argent aux Japonais-Américains présents dans les centres de relocation de la région. Le révérend W. V. Middleton, le secrétaire exécutif de l'église méthodiste locale, évoque même le fait que les Chinois-Américains permirent aux Japonais-Américains de trouver du travail et des logements.

Des soldats américains d'origine chinoise prirent aussi position pour défendre les Nisei, notamment les Nisei du 442em bataillon, comme le rapporte l'article du *Pacific Citizen* du 25 mars 1944, intitulé « Chinese American Soldiers Back Rights of Loyal Nisei [131]». Cet article rédigé par Nancy Kanow, une des journalistes du *Pacific Citizen*, interviewe deux soldats sino-américains : David Wan et Norman Ony. Ces deux soldats déclarèrent que le fait d'être blanc, de couleur ou bien oriental importait peu, à partir du moment où l'on agissait comme un Américain, que l'on pensait comme un Américain, que l'on se sentait Américain et qu'on aimait les États-Unis.

Ils saluèrent également le travail réalisé par le 100em régiment d'infanterie ainsi que celui effectué par l'unité de combat Nisei du Camp Shelby dans le Minnesota. Ces unités étaient selon eux en train de prouver la loyauté des Nisei envers les États-Unis. L'article précise d'ailleurs que les Chinois-Américains avaient eux aussi une unité de combat stationnée en Floride.

David et Norman étaient originaires de San Francisco et s'étaient enrolés dans l'armée américaine quatre mois avant cet article. Ils ont été stationnés dans la ville de Logan, dans

[130] « Chinese Americans in Philadelphia Aid Relocation Centers », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 18 mars 1944, p.8.
[131] Nancy KANOW, « Chinese American Soldiers Back Rights of Loyal Nisei », *Pacific Citizen*, Slat Lake City, Utah, 25 mars 1944, p. 8.

l'État du l'Utah, pendant deux mois. Les deux soldats précisèrent qu'ils avaient beaucoup de respect envers les Nisei. À vrai dire il était difficile de dire s'ils étaient Japonais ou Chinois selon la journaliste. Selon l'avis des deux soldats, les Chinois comme les Japonais auraient eu de bien meilleures chances d'avancement et de reconnaissance s'ils n'avaient pas été dans des unités ségréguées.

À présent il est intéressant d'aborder l'engagement personnel d'individus n'appartenant pas à une institution religieuse caritative ou bien militaire. Les trois personnes dénonçant le traitement réservé aux Japonais-Américains dans des lettres envoyées aux journaux du *Topaz Times* ou bien du *Sacramento Bee* étaient des individus se revendiquant Chinois-Américains et désirant alerter sur la menace que constituaient pour la démocratie les mesures prises en temps de guerre à l'encontre des Japonais-Américains.

La première personne à dénoncer le sort réservé aux Japonais-Américains se nomme Robert Kwot, un Chinois-Américain de Sacramento. Il prit la défense des Japonais-Américains dans une lettre publiée par le journal *Sacramento Bee*, le 9 janvier 1943. L'article fut relayé par le *Pacific Citizen* le 21 janvier 1943[132]. Dans cette lettre, Kwot proteste contre le retour des violences et le développement de la haine à l'égard des Japonais-Américains.

Sa lettre était en réponse à une lettre précédemment publiée dans le *Sacramento Bee*, qui pour sa part déclarait qu'un Japonais restait un Japonais où qu'il puisse naître, et qu'il était naturel de douter de leur loyauté envers les États-Unis. En réponse Robert Kwot écrivit les lignes qui suivent :

> « Je ne suis pas le représentant des Japonais-Américains ou d'une autre minorité, pas même des Chinois-Américains. Je me considère comme américain.
>
> J'ai connu certains étudiants d'origine japonaise qui maudissaient le gouvernement japonais et qui dénonçaient sa traîtrise et sa malfaisance… Je corresponds toujours avec un Japonais-Américain détenu dans un camp d'internement. Il m'a confié son désir de rejoindre les forces américaines et de mourir, si c'était nécessaire, en combattant le Japon. Nous ne pouvons pas ignorer ce que ressentent les Japonais-Américains. Et ce à quelque niveau que ce soit.
>
> La solution à ce problème n'est pas le retour de la violence et le développement de la haine.
>
> Ne nous laissons pas aveugler par le problème japonais, mais pensons juste un instant à l'énigme mondiale à laquelle sera confrontée « la famille des nations civilisées » une fois la victoire des Alliés acquise.
>
> La paix que nous créerons ne sera pas parfaite, les êtres humains ne sont pas infaillibles, mais malgré cela, laissez nous créer quelque chose qui pourra surpasser tout ce qui a déjà existé– quelque

[132] « Young Chinese Defends Loyalty Of Nisei Group », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 21 janvier 1943, p. 7.

chose qui se traduira à travers un plus grand bonheur par la sécurité, la liberté et une stabilité spirituelle et émotionnelle pour tous[133]».

Le journal du *Pacific Citizen* publia une deuxième lettre de protestation à l'égard des mesures affectant les Japonais-Américains, lors de son édition du 21 janvier 1943. Walter A. Lum, un Chinois-Américain, publia lui aussi dans le journal du Sacramento Bee une lettre dans laquelle il prit la défense de la loyauté des Japonais-Américains.

Répondant à une lettre qui protestait contre le retour des évacués, Lum rétorqua par ces lignes :

> « Supposons que certains Américains d'origine japonaise soient loyaux et qu'ils détestent profondément leur patrie pour ce qu'elle a fait à Pearl Harbor. Devraient-ils se voir refuser le droit d'exprimer ce sentiment en action ?
>
> Je suis persuadé qui si on donnait à ces Japonais-Américains une chance, ils voudraient pointer les canons de toutes les armes sur leurs honorables ancêtres et presser la gâchette.
>
> Pour qu'un meilleur futur voit le jour, nous devrions baser nos attitudes sur la vérité, et non sur les émotions hystériques. Les principes démocratiques sont selon lui les meilleurs car ils assurent la liberté et la justice à chacun. Mais une petite partie de la population tente de modifier ces principes avec des décisions hâtives. Je vous demande de juger les gens pour ce qu'ils sont et non pour ce à quoi ils ressemblent[134] ».

Enfin nous pouvons évoquer un dernier exemple, tout aussi éloquent que les deux autres témoignages que nous venons de voir, de la prise de position des Chinois-Américains contre la persécution exercée par le gouvernement des États-Unis à l'égard des Japonais-Américains. Walter Ching, un diplômé chinois de la faculté d'Agriculture de l'État de Utah.

---

[133] Lettre de Robert KWOT : « I am not a champion of the American born Japanese or any other minority, not even the chinese minority. I consider myself an American.
I have known some young American Japanese Students to curse the Japanese government and to denounce its treachery and evil… I also correspond with an American born Japanese boy held in an internment camp. He has confided to me his desire to join the American forces and to die, if need be, fighting Japan…
Surely we cannot disregard the existence of this type of feeling among our American Japanese in whatever degree it may exist…
The solution to this problem is not not the reverting to violence and the creation of hatred.
Let us not blind ourselves to the fact the Japanese problem is but a minute (and important) particle of the world enigma which will confront the « civilized family of nations » subsequent to the Allied victory. The peace we make will not be perfect, for human beings are not infallible ; but in spite of this, let us create something which will surpass anything in the past – something which will result in the greatest happiness in security, freedom and spiritual and emotional stability for all. »

[134] Lettre de Walter A. LUM : « Supposing some American Japanese are loyal and honestly are hating their fatherland for what it did at Pearl Harbor. Sould they be denied the right to esxpress taht feeling in action ?
I feel confident that if these American Japanese were given a chance, they would like to point the muzzles of any standard guns toward their honorable ancestors and fire away. In order to make the futur strong, we must base our attitudes on truth, not hysterical emotions. The democratic principles are the best principles, as they assure liberty and justice to all. But a few of us are trying to modify them with hasty decisions. I ask you to judge people for what they are, not for what they look like. »

Ching s'exprime dans le journal *Topaz Times* du 11 mars 1944. Le *Topaz Times*, publié du 17 septembre 1942 au 30 mars 1945, était le journal de Topaz, le camp de concentration dans l'État de Utah aux États-Unis[135].

Walter Ching, dans cet article, se dit choqué et étonné des persécutions contre les Japonais-Américains aux États-Unis. Il redoute les résultats de ce courant d'intolérance des Américains. Diplômé en 1935 de l'USAC, puis au cours de ses études supérieures de l'Université de Californie, Ching poursuivit d'autres travaux à l'Université Cornell de Ithaca à New-York. Natif de Hawaï, il vécut un temps en Chine, mais était un citoyen américain. Walter Ching déclara dans le *Topaz Times* que :

> « Le complexe de la majorité blanche aux États-Unis menace les fondations raciales et la tolérance religieuse qui a fait de ce pays une grande nation. Je ne suis pas un apologiste du peuple japonais, loin de là. Mon peuple a beaucoup souffert à cause de l'activisme japonais, mais je ne peux pardonner les persécutions des personnes japonaises vivant dans ce pays, nées en Amérique et n'ayant rien à se reprocher. Il n'y a aucune justice à persécuter un petit groupe de Japonais-Américains lorsqu'il a prouvé leur loyauté, et après que le FBI ait déterminé leur loyauté.
>
> Si à présent les Américains d'origine japonaise sont persécutés au sein de cette nation, si vous exercez la haine à l'égard des noirs et que vous commencez à critiquer les juifs, peut être que d'ici trente ans cette haine sera redirigée vers les Chinois[136] ».

Walter Ching termina de s'exprimer en mentionnant que seulement un septième de la population mondiale était caucasienne, et en demandant « Pourquoi les blancs devraient avoir un complexe de majorité ? Poursuivre une politique de discrimination raciale, la race blanche pense qu'elle peut avoir ce qu'elle désire [137]».

L'engagement et la critique de ce diplômé chinois-américain sur la société raciste américaine et sur le complexe de supériorité des blancs américains qu'il évoque laissent

---

[135] Walter CHING, « Chinese American Blasts Persecutors of Japanese », *Topaz Times*, 11 mars 1944.

[136] Citation de Walter Ching :

« The majority complex of the white race is threatening the foundations of racial and religious tolerance which made the nation great. I am not an apologist for the Japanese people, far from it. My people have suffered most from Japanese activities, but i cannot condone United States persecution of American-born Japanese who are in this country, through no fault of their own. There is no Justice in picking on a small group of American-Japanese when they have proved their loyalty, and after the FBI has determined if they are loyal.

If you persecute the American-born Japanese in your nation now, if you exercise hatred toward the negro and begin to criticize the Jew, perhaps you will then turn against the Chinese 30 years hence ».

[137] « Why Should the white then have such a majority complex ? Pursuing a policy of color discrimination, the white race thinks it can have anything it wants ».

entrevoir la remise en question du système de pensée des minorités asiatiques qui s'effectuera par la suite.

Deuxième Partie :

Les prémisses d'une alliance entre Japonais-Américains et Chinois-Américains au cours des années 1950:

Après les différents changements opérés au sein de la communauté chinoise-américaine et japonaise américaine dans les années 1940, on constate un certain retournement de situation au cours des années 1950. Les Chinois qui avaient connu un réel essor, aussi bien économique que social ou politique durant la Seconde Guerre mondiale, se retrouvèrent confrontés au rejet des Américains lors de la Guerre Froide. Même s'ils n'ont pas été déportés ou confrontés à la spoliation de leurs biens par le gouvernement américain comme ont pu l'être les Japonais-Américains aux États-Unis après l'attaque de Pearl Harbor, les Chinois-Américains furent tout de même victimes de la paranoïa qui s'est emparée du peuple américain. Le maccarthysme et la chasse aux sorcières ainsi que la propagande anticommuniste diffusée à travers tout le pays faisaient craindre le pire aux Américains qui développèrent une réelle méfiance envers les immigrés originaires des pays ayant basculé dans le communisme après la Seconde Guerre mondiale. Les Chinois-Américains, tant loués pour leur patriotisme envers la Chine et les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale et pris en sympathie par les Américains face à la situation critique sur le continent asiatique de la Chine, devenaient soudainement après l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong en 1949 et l'instauration du régime communiste chinois, les ennemis communistes des États-Unis. Ils subirent la chasse aux sorcières instaurée par le sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy, cette période allant de 1950 à 1954 est aussi connue sous le nom de « Red Scare » (Peur Rouge), ainsi que du programme de confession mis en place par le gouvernement américain pour réguler l'immigration clandestine chinoise. Face à ces nouveaux défis qui se dressaient devant eux, on peut alors constater des réactions différentes entre les Chinois-Américains de la côte Ouest, notamment à San Francisco où la communauté était unie pour lutter efficacement, et les Chinois de la côte Est, à New-York divisés pour décider de la marche à suivre face aux problèmes de la communauté.

Outre les difficultés rencontrées par les Chinois-Américains, les Japonais-Américains durent faire face de leur côté à la sortie des camps de concentration. Ils durent notamment recommencer leur vie sans aide réelle de la part du gouvernement, sans oublier que la

population américaine restait hostile à leur égard, les séquelles de la guerre étant encore fraîches, la rancœur nourrie à l'encontre des Japonais était toujours présente et ce malgré l'engagement, la loyauté et la vaillance des soldats japonais-américains du 442em bataillon. C'est donc dans un climat défavorable que s'entama la reconstruction communautaire et identitaire des Japonais-Américains.

4. Après les camps, la difficile réinstallation puis réintégration des Japonais-Américains :

La sortie des camps de concentration des Japonais-Américains fut en grande partie due à la décision de la Cour suprême dans l'affaire *Endo*, en décembre 1944 comme nous l'explique le professeur Greg Robinson[138]. Le gouvernement américain avait trouvé dans ce jugement le soutien juridique et la justification politique qu'il lui fallait. Néanmoins lorsque la guerre se termina en août 1945, 44 000 Japonais-Américains étaient toujours incarcérés dans les centres de relocation[139]. La liberté ne fut néanmoins obtenue qu'après un long processus de négociation interne qui rappelait le combat mené à Hawaï pour abroger la loi martiale. Après que le gouvernement américain ait autorisé le recrutement des Japonais-Américains dans l'armée, une commission mixte fut constituée pour examiner la loyauté des Japonais-Américains. Les arguments de l'armée sur la probabilité d'une invasion japonaise de la côte du Pacifique devenaient indéfendables en 1943 et 1944 car les troupes japonaises reculaient de jour en jour. L'armée et l'opinion publique américaine s'opposèrent pendant un certain temps à une éventuelle réouverture des camps et à la réinstallation des Japonais-Américains sur la côte Ouest, les considérant toujours comme un danger pour la sécurité intérieure du pays. Le gouverneur américain Earl Warren illustrait cette opinion générale lors d'une conférence des gouverneurs au milieu de l'année 1943 : « Nous ne voulons pas que les Japs reviennent en Californie tant que cette guerre durera et qu'il existe un moyen légal quelconque de les en empêcher[140] ».

---

[138] Greg ROBINSON, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort des minorités japonaises aux États-Unis et au Canada*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, p. 249.
[139] Roger DANIELS, *Asian American : Chinese and Japanese in the United States since 1850*, University of Washington Press, Seattle and London, 1995, p. 285.
[140] G. Edward WHITE, *Earl WARREN : A Public Life, New-York*, Oxford University Press, 1982, p. 73.

En octobre 1944, la Cour suprême entendait un appel dans les causes de Korematsu et d'Endo, et le 7 novembre le président Roosevelt était réélu pour un quatrième mandat[141]. Quelques jours plus tard il autorisait ses conseillers à organiser la levée du décret sur l'exclusion, supposant que les juges se prononceraient contre le gouvernement et que l'on pouvait désormais sans crainte imaginer rouvrir les camps. Le général Henry C. Pratt, le nouveau commandant de la côte Ouest proclama la fin de cette exclusion le 17 décembre 1944[142].

Malgré cette victoire acquise après une longue lutte et trois années d'incarcération, de nouvelles problématiques attendaient les Japonais-Américains en dehors des camps.

A. La sortie des camps d'internement :

A la sortie des camps de concentration, La *War Relocation Authority* était déterminée à évacuer les camps le plus rapidement possible. Néanmoins pour beaucoup de Japonais-Américains les camps d'internement semblaient un havre de paix en comparaison du monde hostile qui les attendait à l'extérieur. Le fait qu'un tiers des personnes japonaises-américaines étaient encore dans les camps à la fin de la guerre traduisait la désillusion qu'elles ressentaient au moment de choisir où se réinstaller[143]. Beaucoup d'entre elles furent obligées de partir de force. Comme la WRA le décrivait « Le gouvernement a placé le reste des évacués sous la contrainte directe de partir. Les évacués incapables de se décider, ou refusant de partir, ont reçu un billet de train vers le point d'évacuation[144]. »

Les détenus d'origine japonaise devaient choisir où ils iraient recommencer leur vie et cette décision était souvent difficile à prendre. La vie économique à l'Ouest, dans les Rocky Mountain, ainsi que dans le Midwest et sur la côte Est des États-Unis allait s'avérer bien différente de celle qu'ils avaient connue dans l'Amérique d'avant guerre. Ils allaient devoir s'adapter à l'Amérique populaire et *mainstream*[145].

Beaucoup de Japonais-Américains étaient dégoûtés des préjugés endémiques ainsi que par le fait qu'on les avait dépouillés de tous leurs biens avant de les déporter. Ces éléments

[141] Greg ROBINSON, *op. cit*., p. 255.
[142] Annonce publique numéro 21 du général Henry C. Pratt permettant la libération des Japonais-Américains, Office du Quartier Général du Présidio à San Francisco, Californie, 17 décembre 1944 :
URL : https://www.du.edu/behindbarbedwire/pp_21.html
[143] Roger DANIELS, *op. cit.*, p. 287.
[144] U.S Department of the Interior, *Impounded People*, p. 218.
[145] Roger DANIELS, *op. cit*., P. 287.

favorisèrent le choix de certains de s'installer loin de la côte Pacifique. D'autres s'installèrent dans les environs des camps où ils avaient été déportés, mais nombre d'entre eux migrèrent dans des villes où se trouvait déjà un nombre important de rapatriés parmi lesquels des parents ou des amis pouvant leur venir en aide. La plupart néanmoins se réinstallèrent sur la côte Ouest, malgré les pressions des autorités locales, et en 1946 la majorité de la population japonaise s'y était de nouveau regroupée. En outre il y eut des bouleversements majeurs dans la culture et l'économie des Japonais-Américains. Sur le plan économique, les différentes communautés japonaises-américaines étaient profondément fragilisées et en aucun cas à l'abri financièrement parlant. En terme de culture, il n'y avait plus d'institutions ethniques établies pour régir leurs vies. Il y avait désormais des groupes de Japonais-Américains vivant dans les mêmes quartiers, mais pas vraiment de *Nihonmachi*, terme japonais désignant les Japantown[146].

Cette réinstallation fut aussi pour certains la fin de l'époque des Issei (première génération de Japonais-Américains) et la prise en main des évènements de la communauté japonaise d'après-guerre par les Nisei (seconde génération de Japonais-Américains). Lorsque les parents rejoignirent leurs enfants et petits-enfants, ils le firent presque en tant qu'invités.

Les Issei qui avaient, avant la guerre, fondé des entreprises prospères, se trouvaient désormais dans l'incapacité d'obtenir des crédits pour racheter leurs fermes et rouvrir leurs boutiques en raison d'une discrimination économique généralisée[147]. Ils durent donc recommencer de zéro et trouver des emplois de jardiniers ou d'ouvriers agricoles. Un article de Mark Jones dans le *Los Angeles Times* datant du 26 septembre 1976 revient sur l'emploi des Japonais-Américains après la Seconde Guerre mondiale comme jardinier et sur la survie financière que cela représentait pour eux à la sortie des camps[148]. Il y avait dans le secteur du jardinage un réel problème de rémunération, les employeurs les sous-payaient mais les Issei et les Nisei employés ne s'en plaignaient pas car ce n'était pas dans leur tradition de réclamer de l'argent.

D'innombrable Nisei, peu importe leur formation et leurs qualifications, furent relégués à des emplois subalternes. Malgré l'essor économique de la période d'après guerre aux États-Unis, les Japonais-Américains connurent pour la plupart d'entre eux la pauvreté et la discrimination économique, et ce malgré l'adoption par le Congrès américain et la signature du président Truman du *Japanese-American Claims Act* le 2 juillet 1948. Cet acte avait pour

[146] *Ibid.,* p.286.
[147] Greg ROBINSON, *op. cit*., p. 257.
[148] Jones MARK, « In the Japanese Garden of Survival : Career Losing Face Among the Sansei Japanese Garden of Survy », *Los Angeles Times,* 26 septembre 1976.

but de compenser les Japonais-Américains des pertes encourues lors de leur déplacement de la côte Ouest vers les centres d'internement en 1942. L'acte fournissait jusqu'à 25 millions de dollars pour compenser les Américains d'origine japonaise ayant subi des pertes réelles lors de leur évacuation[149].

La *Japanese American Citizen League* (JACL) avait accepté de faire des compromis lors des réunions avec le gouvernement pour la rédaction du projet de loi afin qu'elle puisse passer plus facilement devant le Congrès. En contrepartie cette loi comportait des faiblesses flagrantes. On pouvait notamment noter le fait que Washington ne reconnaissait en rien officiellement la violation des droits civils des Japonais-Américains lors de leur internement. Par ailleurs les Japonais-Américains désirant récupérer les pertes subies devaient jurer de ne plus faire de réclamation envers le gouvernement pour les épreuves traversées en temps de guerre. Qui plus est le Congrès refusa de payer les réclamations concernant les pertes de salaire et les bénéfices anticipés, et il ne se soucia guère plus des personnes ayant été blessées ou souffrantes pendant leur internement. Enfin cette loi était d'une grande complexité en terme de pratique pour les évacués japonais-américains car la longueur des formalités administratives et les preuves demandées pour justifier les pertes étaient beaucoup trop conséquentes pour être d'une quelconque aide au moment où les Japonais-Américains se réinstallaient. Et lorsque leur demande était enfin validée et que la perte de leurs biens était estimée à plus de 2500 dollars, ils furent tenus de poursuivre le gouvernement en justice[150]. Bien entendu le Ministère de la Justice contesta vivement chaque demande en maniant habilement la définition juridique de ce qui pouvait être considéré comme une « perte » ou non.

Les Japonais-Américains déposèrent un total de 23 689 demandes conformément à la loi, pour un montant total d'indemnisation de 131 949 176 dollars. Environ 40% des demandes de dédommagement l'ont été pour un préjudice estimé à plus de 2500 dollars. En 1950 le ministère de la Justice entendit plus de deux cents revendications, pour seulement 137 demandes acceptées sur les 23 000 plaintes déposées.

Mike Masaoka, un des membres de la JACL, accéléra le processus concernant les demandes inférieures à 2500 dollars en demandant un amendement de la loi. Un autre amendement fut d'ailleurs voté en 1956 pour permettre au procureur général de régler directement toutes les réclamations dont le montant s'élevait à 100 dollars, qui plus est les

[149] Greg ROBINSON, « Japanese American Evacuation Claims Act », Denshô Encyclopedia : URL:http://encyclopedia.densho.org/Japanese_American_Evacuation_Claims_Act/#cite_ref-ftnt_ref8_8-0 (Dernière consultation le 15 avril 2016 à 23h00).
[150] *Ibid.*

Japonais étrangers internés dans les camps du Département de la Justice purent désormais déposer des déclarations. La dernière réclamation ne fut réglée qu'en 1965. En tout le gouvernement américain versa 38 millions de dollars pour dédommager les Japonais-Américains[151], ce qui ne constitue qu'une faible compensation au regard des pertes réelles des internés, sans oublier de soustraire les frais des avocats que les familles de victimes ont dû dépenser pour porter les réclamations devant la justice. Malgré toute la controverse qui a pu entourer cette loi, elle fut considérée comme étant la première loi promulguée en faveur des droits civiques au XXe siècle.



Figure 10 : Le premier chèque remis à Tokuji Tokimasa, un évacué japonais-américain, par l'agent des revendications, William H. Jacobs. Crédit photo. Jack Iwata. From Scene the Pictorial Magazine Vol. 1 No. 10, February 1950, Courtesy of Japanese American National Museum.

Les Issei et les Nisei incapables de racheter leurs anciennes possessions s'installèrent en ville, où des fonctionnaires, chargés d'aider les nouveaux arrivants japonais sortant des camps à se réinstaller, les redirigaient vers des emplois domestiques[152]. Les Japonais-

[151] *Ibid.*
[152] Greg ROBINSON, *After Camp : Portraits in Midcentury Japanese American Life and Politics*, Berkeley and California, University of California Press. 2012, p. 46.

Américains ayant suffisamment de moyens achetèrent des maisons et des hôtels pour fournir des chambres à des locataires. Cependant des milliers de réinstallés furent contraints d'habiter dans des logements insalubres proches ou à l'intérieur des quartiers latinos ou afro-américains lors de leur installation dans des villes telles que San Diego, Chicago, Cleveland, Los Angeles ou San Jose. En fin de compte, les Japonais-Américains arrivèrent à une certaine prospérité à force de travail et d'abnégation, on constate alors qu'une grande partie des Nisei à s'installa dans les banlieues et dans des quartiers plus huppés comme nous allons pouvoir le constater par la suite. Néanmoins le traumatisme de la déportation en camps d'internement et les difficultés financières et de réintégration poussèrent les Japonais-Américains à remettre leur identité culturelle en question.

B. Après la réinstallation, la remise en cause de la question identitaire des Japonais-Américains par la génération des nisei :

La déportation de masse de la part du gouvernement américain traumatisa la population japonaise pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Ce traumatisme se traduisit non pas seulement par le fait que leurs droits civiques furent bafoués et que leurs biens leur furent dérobés, mais aussi par le bouleversement de leur équilibre psychologique. La grande majorité des Japonais-Américains vivant sur la côte Ouest avant la Seconde Guerre mondiale avaient construit des communautés soudées avec des écoles japonaises, des églises et même des équipes de sports. Le gouvernement américain détruisit les communautés japonaises en déportant les Japonais-Américains.

À leur sortie des camps, les Japonais-Américains tentèrent de reconstruire leur communauté dans les villes où ils se réinstallèrent mais ils se heurtèrent à un climat qui leur était encore hostile. Les nisei furent aussitôt pressés par le gouvernement américain comme par l'agence de la WRA de s' « assimiler » aux villes dans lesquelles ils se réinstallaient afin d'éviter d'être vus comme des étrangers ou comme une menace par les autres habitants. Pour beaucoup cette injonction signifiait refouler les signes les plus distinctifs de leur culture et leurs différences ethniques. Pour d'autres, cela impliquait de socialiser avec des non-asiatiques et d'éviter les cercles japonais, même si dans l'ensemble ils ne le firent pas, ou ne purent tout simplement pas le faire. Pendant la période de leur réinstallation dans les différentes villes américaines telles que New-York, Los Angeles ou encore Detroit, les Japonais-Américains réorganisèrent leur communauté autour de certaines institutions qui les

régissaient durant les années d'avant-guerre[153]. On pouvait alors constater que beaucoup de temples bouddhistes et d'églises chrétiennes, propres à la communauté japonaise-américaine rouvraient leurs portes, que des groupes d'affaires constitués de Japonais-Américains se formaient, tandis que les consulats japonais, qui régissaient la vie des Little Tokyo avant la Seconde Guerre mondiale, restaient fermés.

En dehors de la côte Ouest, les auberges communautaires et les organisations interraciales servirent de centres d'accueil aux Japonais-Américains, fournissant des bibliothèques et des salles de fêtes pour les évènements sociaux. La *Japanese American Citizens League*, dont la politique de collaboration avec le gouvernement américain en temps de guerre avait provoqué la colère des internés japonais-américains (nous avions précédemment vu qu'ils ne soutinrent en rien les actions judiciaires des Japonais-Américains contre le gouvernement américain comme dans le cas *Korematsu*), fut néanmoins conservée comme unique organisation ethnique représentant les Japonais-Américains aux États-Unis. Un grand nombre de nisei rejoignirent la JACL après la sortie des camps d'internement pour réformer l'organisation, quant aux issei, ils ne furent pas acceptés comme membres avant plusieurs années. La JACL organisa dès lors des activités sociales, des diners et des compétitions sportives, notamment en basketball et en bowling, officieusement les deux sports favoris des Japonais-Américains[154].

Au sein de ce processus les nisei furent obligés de se confronter aux questions identitaires et aux aspects du développement communautaire : était-il possible d'être japonais et américain ? Est ce que l'assimilation prescrite par le gouvernement était possible, ou simplement désirable ? Les Nisei pouvaient-ils exprimer une identité de groupe libre de toute stigmatisation ?

Lors de cette période de doute identitaire, d'incertitude et de reconstruction, un jeune groupe d'écrivains nisei, incluant Sam Hohri, Bill Hosokawa, Miné Okubo, Mary Oyama, Eddie Shimano, Ina Sugihara et Larry Tajiri, émergea comme porte paroles des Nisei dans la société américaine. Avant la guerre, ils faisaient tous partie d'un groupe d'intellectuels qui avaient été au centre du journalisme nisei et de la vie artistique de la côte Ouest. Néanmoins tout au long de ces années ils restèrent assez marginaux au sein de la communauté japonaise, qui était alors dominée par les Issei et les hommes d'affaires conservateurs Nisei. Paradoxalement, l'internement de masse ouvrit le public japonais américain à leurs idées pour faire progressivement de leur pensée un courant dominant. Leurs écrits apparaissaient dans

[153] *Ibid.*, p. 46.
[154] *Ibid.*, p.47.

des périodiques destinés à un grand public comme *Liberty*, *Fortune* et le *Saturday Review*, et dans des journaux libéraux tels que *The Nation*, le *New Weal*, *Christian Century* et le *Christian Science Monitor*, ainsi que dans des journaux quotidiens laïques, dont les journaux afro-américains. À travers ces médias les écrivains nisei étaient capables de toucher un public assez divers sur l'état du confinement des Japonais-Américains pendant la guerre ainsi que sur l'évolution de leur communauté après l'incarcération et la guerre.

Après l'internement, les écrivains nisei furent en désaccord sur de nombreux points, notamment ceux concernant le retour sur la côte Ouest. Ina Sugihara pensait pour sa part que le progrès n'était possible que par la dispersion et la migration vers la côte Est. Dans un article paru au sein du magazine catholique *Commonweal*[155], elle explique que si les Japonais-Américains retournent à Los Angeles, il y aura d'innombrables discriminations. Suite à l'intervention de Sugihara, Sam Hohri exhorte les Nisei à retourner en Californie, malgré les violences, dans l'optique de prendre part aux combats contre la discrimination : « La Californie est vue par ceux qui avaient anticipé la fin de la guerre comme un endroit stratégique, la route vers cette région commence dès maintenant. Il me semble que les Nisei veulent participer à cette scène passionnante et veulent continuer à l'élaboration du tissu de la civilisation[156] ».

Larry Tajiri fut lui aussi un écrivain très productif concernant la question du renouvellement de l'identité japonaise américaine suite à l'internement de la Seconde Guerre mondiale. Tajiri, tout comme Ina Sugihara, insista sur le fait que les Japonais-Américains était un groupe minoritaire aux États-Unis et qu'en tant que tels ils n'obtiendraient leur citoyenneté qu'en luttant contre toutes les formes de discrimination à leur égard, notamment en joignant leurs forces à d'autres groupes minoritaires subissant les mêmes sortes de discriminations. L'une des choses les plus frappantes dans le travail de Tajiri et de Sugihara est la façon dont ils s'identifient aux Africains-Américains. La manière à travers laquelle ils s'assimilèrent aux Africains-Américains n'avait pas pour unique but de mettre un terme aux discriminations contre les Japonais-Américains, mais surtout pour objectif d'apprendre, de la part d'une minorité déjà établie, comment développer une identité de groupe unique et cohérente[157].

Larry Tajiri était un journaliste et éditeur japonais-américain originaire de Los Angeles. En mars 1942 il fut recruté par le président de la JACL, Saburo Kido, pour prendre

---

[155] Ina SUGIHARA, « I Don't Want to Go Back », *Commonweal*, 20 juillet 1945, p. 330-32.
[156] Sam HOHRI, « I Don't Want to Go Back », Commonweal, 21 septembre 1945, 552-53 :
« California is regarded by many who have been anticipating the days after the war as a crucial area, the main street frontage in this area is now beginning. It would seem to me that the Nisei would want to be on this exciting scene and participate in shaping the fabric of civilization ».
[157] Greg ROBINSON, *op. cit.*, p. 88.

la tête du journal du *Pacific Citizen*. Tajiri déménagea donc à Salt Lake City dans l'État de Utah, où les locaux de la JACL avaient trouvé refuge pendant l'internement des Japonais-Américains. Alors que les journaux japonais-américains de la côte Ouest avaient reçu l'interdiction de publier en temps de guerre, Larry Tajiri et sa femme décidèrent de lancer le *Pacific Citizen*, un journal hebdomadaire, qui par la suite devint bimensuel. Le journal se composait de réimpressions de commentaires de presse au sujet de Japonais-Américains à travers le pays ainsi que d'éditoriaux écrits par eux-mêmes. Le couple Tajiri réussit, malgré le manque de moyens et de dons, à faire du *Pacific Citizen* un forum rassemblant les opinions de la communauté japonaise-américaine[158].

En 1943, Larry Tajiri fut invité par Pearl S. Buck, l'une des écrivaines les plus engagées et reconnues en matière de défense des droits des Asiatiques aux États-Unis, à écrire une pièce pour *Asia*, le magasine qu'elle éditait avec son mari, Richard Walsh. L'article de Tajiri, « Democracy Corrects Its Own Mistake[159] », apparut en avril 1943. Le texte décrivait l'aspect démoralisant de la vie dans les camps d'internement pour les Japonais-Américains et accusait la politique de relocation de la WRA (*War Relocation Authority*). Il termina son article en positionnant la politique de relocation comme un test pour la démocratie. Les Nisei firent face à ce défi de la dispersion et réussirent à s'intégrer dans leur nouvel environnement. Dans un certains sens, ils prouvèrent que les États-Unis pouvaient survivre en tant que société multiculturelle : les Japonais-Américains parvinrent à s'intégrer à la société américaine et à vivre parmi d'autres communautés minoritaires américaines, malgré les préjugés raciaux persistant à leur égard. Pendant ce temps les Américains avaient la tâche de mettre un terme à la discrimination visant les Nisei afin de persuader les nations non-blanches, qui furent leurs alliées en temps de guerre, qu'ils soutenaient sincèrement la liberté partout dans le monde et promouvaient l'intégration de toutes les minorités sur leur territoire. Tajiri assimilait donc la cause des Nisei avec celle des autres groupes raciaux :

> « Les hommes sages parmi les autres minorités reconnaissent que des procédures anticonstitutionnelles et anti-démocratique contre n'importe quelle minorité peuvent prouver que la porte est ouverte pour de telles actions contre les autres minorités. Et cela peut toujours être considéré comme une menace pour la pleine réalisation des droits fondamentaux des Noirs, des Chinois, des Philippins, des Mexicains-Américains et des autres victimes de la démocratie inégalitaire[160] ».

[158] *Ibid,*. p. 88.
[159] Larry TAJIRI, « Democracy Corrects Its Own Mistakes », *Asia and the Americas*, avril 1943, pp. 213-16.
[160] *Ibid*., p. 213-16.
« Thoughtful men among other racial minorities recognize that unconstitutional, undemocratic procedures against any one minority can prove the opening wedge for such action against all other minorities… And always

L'effervescence des débats qui animèrent les intellectuels nisei prouve la remise en question dans laquelle se trouve la communauté japonaise après les camps. Ces réflexions et les inspirations que certains écrivains et journalistes nisei trouvèrent auprès d'autres minorités furent essentielles pour l'avenir des Japonais-Américains, confrontés aux discriminations quotidiennes dans une Amérique d'après guerre encore marquée par l'affrontement avec le Japon et la tragédie de Pearl Harbor. La lutte contre les discriminations était désormais la seule alternative pour les nisei de faire valoir leurs droits à une meilleure situation aux États-Unis. Certains comme Sugihara voyaient la reconstruction loin de la côte Ouest, dans des régions telles que la côte Est où l'assimilation des Japonais-Américains serait plus simple car moins en proie aux racismes anti-asiatiques de la Californie. D'autres comme Sam Hohri et Larry Tajiri pensaient au contraire que le temps était venu de lutter contre les discriminations raciales de façon frontale et de s'allier aux autres minorités persécutées pour obtenir de meilleures conditions de vie au sein de la société américaine. Cette manière de penser, bien qu'encore minoritaire, en raison des différences ethniques de chaque groupe, constituera par la suite le moteur de mouvements revendicatifs réunis sous la bannière du panasiatisme ou du panafricanisme.

C. Une assimilation à la société américaine compliquée mais réussie à force de travail et d'abnégation :

Les hommes politiques eurent une grande part de responsabilité dans l'inhospitalité dont firent preuve les habitants de la côte Ouest à l'égard des Japonais-Américains. Earl Warren le gouverneur de la Californie craignait que les Japonais-Américains et les violences à leur encontre ne viennent entraver l'effort de guerre. Le gouverneur de l'État de Washington décréta que les Japonais n'étaient pas les bienvenus dans son État[161]. Néanmoins lorsque l'interdiction de retour sur la côte Ouest fut levée par le gouvernement fédéral, en accord avec la décision de la Cour Suprême, Warren exhorta les habitants de Californie à soutenir l'action du gouvernement fédéral. Bien que tous les fonctionnaires et les gouverneurs locaux ne se soient pas comportés de façon responsable, les moins responsables d'entre eux étant souvent à l'origine des lois rurales contre les Japonais, personne ne pouvait prédire si le retour des

---

it can be held as a threat against the full realization of their basic rights for the Negro, the Chinese, the Filipino, the Mexican-American and other victims of marginal democracy ».

[161] Source issues de l'article : « Editorial Denounces Gov. Wallgren's Stand », *Pacific Citizen*, 27 janvier 1945, p. 3.

Japonais-Américains se ferait dans la violence ou non[162]. John Modell avait préparé en 1943, alors que les Japonais-Américains étaient internés, une série de sondages pour déterminer l'accueil que les Californiens réserveraient aux Japonais-Américains lorsqu'ils sortiraient des camps. Soixante-quatre à soixante quatorze pour cent des sondés étaient favorables « à un amendement constitutionnel après la guerre pour la déportation de tous les Japonais de ce pays[163] ».

Certains élus fédéraux, comme le sénateur Warren G. Magnuson, continuèrent de prôner des mesures toujours plus dures à l'encontre des Japonais-Américains, et ce même après leur retour sur la côte Ouest. Par exemple, à la fin du mois d'avril 1945, le sénateur demanda qu'une politique claire soit mise en place concernant les résidants japonais-américains, affirmant qu' « une classe de Japonais devrait être expédiée hors du territoire en direction du Japon sur le premier bateau que l'on trouvera… Il s'agit des étrangers japonais et des Américains d'origine japonaise qui par leurs actes et leur implication ont démontré leur loyauté à Hirohito[164] ».

Les actions antijaponaises ne furent pas limitées au secteur public. Dans un des magazines relayant le plus d'actions contre les Japonais, *The American Legion Post* à Hood River dans l'Oregon, les noms de seize militaires japonais-américains furent supprimés du tableau d'honneur de la ville. Cet acte raciste de la part de l'*American Legion Post*, ainsi que d'autres qui suivirent de Seattle jusqu'à Hollywood, s'attirèrent de nombreuses critiques de la part de magazines nationaux tels que *Life*[165].

Face à ces actes racistes, un article du *Pacific Citizen* met en avant l'opinion et l'engagement de Carey McWilliams, célèbre auteur et défenseur des droits des minorités américaines. Lors d'une conférence à l'école Colton de Monterey en Californie le 16 octobre 1944, McWilliams exprima le fait que les efforts mis en place par les personnes contre le retour des Japonais-Américains sur la côte Ouest n'étaient pas représentatifs de la volonté du peuple américain[166]. McWilliams nomma les organisations qui s'opposaient au retour des Japonais-Américains telles que l'*American Legion of Los Angeles*, la *California Citizens*

---

[162] Roger DANIELS, *Asian Americans : Chinese and Japanese in the United States since 1850*, University of Washington Press, Seattle and London, 1995, p. 293.

[163] John MODELL, *The Economics and Politics of Racial Accommodation : The Japanese of Los Angeles, 1900-1942*, University of Illinois Press, 1977, p. 188.

[164] *Seattle Post-Intelligencer*, April 29, 1945.
« One class of Japanese should be shipped off to Japanese territory on the first boat we can spare… They are the Alien Japanese and the American-born Japanese who have indicated by act or implication their loyalty to Hirohito ».

[165] Roger DANIELS, *op. cit*., p. 293.

[166] « McWilliams Declares West Coast Anti-Evacuee Drive Does Not Express Will of Majority », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, 16 octobre 1944, p. 3.

Committee de Santa Barbara, l'*American Foundation for the Expulsion of Japanese*, la *No Japs Incorporated* ou encore la *Japanese Exclusion League and Home Front Commandos*. L'orateur lors de cette conférence mentionna le fait que Grange, une ville de l'État de Californie, s'opposa vivement à la formation d'un groupe de combat japonais-américain pendant la guerre, alors que le 442e bataillon prouva autant que tout autre groupe militaire américain son engagement et sa détermination lors de batailles cruciales, notamment en Europe. Qui plus est il ajouta que le directeur d'un groupe de raffinerie de sel avait déclaré dans un article publié dans le journal *Saturday Evening Post* qu'il désirait que les Japonais-Américains soient évacués définitivement pour des raisons purement égoïstes et économiques[167].

Les Nisei étaient insultés dans de nombreux lieux, se voyaient refuser certains services dans les magasins, et subissaient la discrimination raciale au travail dans tous le pays. Cependant, des preuves et des documents anecdotiques font état d'une discrimination et d'une hostilité à l'égard des Japonais-Américains ainsi que d'exclusions répétées bien plus importantes sur la côte Ouest. Dans le mois qui suivit la réouverture des camps, 38 cas documentés de terrorisme contre les Japonais-Américains réinstallés en Californie furent recensés, incluant le sabotage d'équipement, des incendies de granges ainsi que des coups de feu en direction de maisons de Japonais-Américains.

Une partie des opposants au retour des Japonais-Américains sur la côte Ouest était composée d'incendiaires et de vandales. Un editorial du *Pacific Citizen* datant du 24 février 1945 et intitulé « Violence in the Night [168]», révèle que certains individus, armés de torches et de fusils, essayèrent de faire peur aux Japonais-Américains essayant de revenir dans leurs maisons et leurs communautés. Les semaines qui suivirent les premières réinstallations de Japonais-Américains connurent une véritable vague de violence. Ces violences, comme il en a été mention à Vashon Island à Puget Sound, dans le comté de Placer ou encore dans la région de Fresno, étaient dirigées dans la plupart des cas contre les biens et les personnes d'origine japonaise.

La plupart des organisations contre le retour des évacués japonais-américains ont condamné ces violences et ont critiqué son instrumentalisation politique. Ils appelèrent à plus de calme et de paix, et encouragèrent des actions plus procédurales telles que le boycott des Japonais-Américains retournant dans leur communauté. Il semblait néanmoins évident que les

[167] *Ibid*., p. 3.
[168] « Editorials : Violence in the Night », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, p. 4.

individus ayant fait preuve de violence à l'égard des Japonais-Américains furent influencés par les campagnes encourageant à la haine initiées par ces organisations[169].

La WRA fut obligée d'agir pour soutenir les Japonais réinstallés. La WRA fit pression sur les journaux de la côte Ouest pour les obliger à donner une image positive dans leurs articles des Japonais Américains, et leur demanda d'appeler à l'arrêt des violences et des harcèlements subis par les Japonais réinstallés en Californie[170]. Par ailleurs, contrairement au reste des États-Unis, le climat hostile aux Japonais-Américains se reflétait dans la politique officielle de l'État. Les organismes d'aide publique de l'État refusèrent de financer et de faciliter la réinstallation des Japonais-Américains. Le bureau local de la WRA, qui manquait de personnel et de moyen pour une telle tâche, fut contraint de prendre en charge l'organisation via des donations privées.

Les politiques et les Euro-Américains ne furent pas forcément les seuls à être hostiles au retour des Japonais-Américains. D'autres groupes ethniques ne les intégrèrent pas forcément, comme nous avions pu le voir précédemment avec l'article de Fred Fertig parut dans le *Pacific Citizen*, « The West Situation : Preliminary Report On Los Angeles[171] ». Les modèles résidentiels qui dominaient la culture des Japonais-Américains avant le début de la Seconde Guerre mondiale avaient profondément changé. Dans les grandes villes où les Japonais-Américains étaient installés avant la guerre, les Japantowns avaient tendance à être proche des vieux centres villes. Avec l'évacuation, les zones où se trouvaient les Japantowns furent occupées par de nouveaux immigrants, souvent des Afro-Américains ou des Mexicains-Américains. Ces derniers redoutaient la concurrence économique que pouvaient entrainer le retour des Japonais-Américains. Lors de leur réinstallation, des Japonais-Américains tentèrent de retourner dans leurs anciens voisinages, certains n'y arrivèrent pas tandis que d'autres ne le désiraient même pas, particulièrement lorsque leurs voisins étaient des Afro-Américains[172].

Ces nouveaux immigrants peuvent d'ailleurs apporter des éléments de réponses à l'hostilité dont les habitants firent preuve à l'égard des Japonais-Américains lors de leur retour. Par rapport aux quelques 100 000 Japonais-Américains qui sortirent des camps après la guerre, plus de trois millions de nouveaux arrivants s'installèrent en Californie entre 1940 et 1950[173], et pour la seule année de 1944 on estime que plus 1 100 000 d'immigrants

[169] *Ibid*., p.4.
[170] *Ibid*. p. 47.
[171] FERTIG Fred, « The West Situation : Preliminary Report On Los Angeles », *Pacific Citizen*, 21 avril 1945.
[172] Roger DANIELS, *op. cit*., p. 294.
[173] *Ibid*., p. 295.

arrivèrent en Californie. Un nombre important de ces nouveaux arrivants étaient des Afro-Américains et des Mexicains-Américains. Selon le recensement de 1950, la communauté afro-américaine dépassait celle des asiatiques dans la région. Il y avait plus de 500 000 Afro-Américains pour seulement 200 000 Asiatiques-Américains pour une population totale de 14,5 millions de personnes[174]. Cet afflux massif d'immigrants renforça le racisme ambiant en Californie, un racisme qui se cristallisa sur la personne des Japonais-Américains à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Beaucoup de Japonais-Américains, notamment les plus jeunes et les familles de Nisei, voulaient rejoindre la migration en direction des banlieues (surburbia). Ces zones connaissaient les changements de population les plus prononcés après la guerre. Les quartiers ethniques des centres villes, les anciens Nihonmachis, regroupèrent une petite fraction de Japonais-Américains dans des villes telles que San Francisco, Seattle ou encore Los Angeles. Certains endroits, comme dans la ville de Gardena, dans les environs de Los Angeles, les centres de banlieue, où les Japonais-Américains s'étaient installés, se développèrent. Dans d'autres endroits, comme dans Seattle et sa périphérie, la population japonaise fut plus dispersée[175].

Un article du *Pacific Citizen* revient sur les difficultés que les minorités, notamment les Japonais-Américains sortant des camps d'internement, rencontrèrent en Californie. Cet article intitulé « Housing Needs of Minorities [176]», datant du 30 octobre 1948, met l'accent sur le fait que parmi les 60 000 Japonais-Américains qui décidèrent de retourner vivre en Californie depuis la sortie des camps, des milliers d'entre eux n'avaient d'autre choix que de se loger dans des logements publics construits lors de la guerre. Des milliers d'autres personnes d'ascendance japonaise étaient quant à elles obligées de vivre dans des logements précaires.

Pour les évacués japonais-américains, ainsi que pour toutes les personnes n'étant pas d'origine caucasienne, la situation fut deux fois plus compliquée, d'une part à cause de l'extension de la discrimination raciale pratiquée par les promoteurs immobiliers, les propriétaires et les directeurs de projets de maisons privées. À cause de cette discrimination, les groupes minoritaires en Californie ont dû faire face à un besoin urgent de logement. C'est pourquoi ils appuyèrent la Proposition 14, *The State Housing Initiative*, en passe d'être votée

[174] *Ibid*., p. 295.
[175] *Ibid*., p. 294.
[176] « Housing Needs of Minorities », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 30 octobre 1948, p. 4.

le 30 novembre 1948 et qui avait pour but d'alléger les pressions immobilières sur ces groupes minoritaires en position de faiblesse face aux grands lobbyistes de l'immobilier.

Le révérend Thomas J. O'Dwyer de Los Angeles soutenait notamment cette proposition en faveur des minorités. L'initiative prévoyait une disposition déclarant que « les maisons devraient être louées sans discrimination ou de ségrégation à cause de la race, de la couleur de peau ou des origines ». L'initiative bannissait aussi la discrimination à l'embauche de travailleurs en fonction de leur origine[177].

Cette proposition 14 mit plusieurs années avant d'être votée, car considérée comme subversive. William Byron Rumford, le premier Afro-Américain à avoir servi à l'Assemblée Législative, était à l'origine de cette proposition qui souleva énormément de critiques. Elle ne fut votée qu'en 1964 comme amendement à la constitution de l'État de Californie. Néanmoins la Cour Suprême américaine la jugea anticonstitutionnelle en 1966. Finalement la proposition fut remplacée par la proposition 7 aux élections de novembre 1974.

Greg Robinson effectua dans son ouvrage *After Camp : Portraits in Midcentury Japanese American Life and Politics* une très bonne comparaison entre les Japonais-Américains s'étant réinstallés à New-York et ceux vivant à Detroit ou à Los Angeles[178]. Les Japonais-Américains réinstallés à Detroit après la guerre se différencièrent de leurs homologues de New-York dans le sens où ils formèrent une communauté unie et principalement composée d'ouvriers et de cols bleus travaillant dans le secteur de l'industrie.

En revanche, l'expérience des Japonais-Américains ayant migré à New-York durant la seconde moitié des années 1940 reflète un récit plus large concernant la communauté Nikkei (ce terme désigne les origines japonaises) au sein de la ville. Comme la grande ville de New-York, la population Nikkei était notablement connue dès le XIXe siècle pour sa démographie et ses occupations diverses, ainsi que pour son multiculturalisme et son effervescence politique et artistique. La population japonaise de New-York, contrairement à celle de la côte Pacifique, était caractérisée par son manque de cohésion de groupe et sa difficulté d'absorber les nouveaux arrivants. Ces caractéristiques furent accentuées par l'arrivée des Japonais réinstallés après la sortie des camps. Les adultes Nisei prenaient des emplois dans les restaurants, dans les hôtels, comme vendeurs ou ouvriers qualifiés, pendant que des groupes de jeunes Nisei allaient à l'école et poursuivaient leurs études dans des Universités New-Yorkaises telle que Columbia ou dans des écoles de commerce.

---

[177] *Ibid*., p. 4.
[178] Greg ROBINSON, *After Camp : Portraits in Midcentury Japanese American Life and Politics*, Berkeley and California, University of California Press. 2012. P. 53.

Grâce au dur travail des Issei et des Nisei, ayant privilégié et encouragé les études de leurs enfants dans des grandes écoles, de nombreux Nisei, incluant aussi d'anciens combattants, réussirent à obtenir des emplois sûrs au cours des années 1950 en dehors de la communauté japonaise comme professeurs, employés d'entreprises et fonctionnaires. En 1960 le revenu médian des Japonais-Américains dépassait celui de la moyenne nationale américaine[179].

La réinstallation des Japonais-Américains ne fut pas simple après leur sortie des camps d'internement. Ils furent confrontés aux procédures complexes pour le dédommagement des pertes dues à l'évacuation ainsi qu'à la difficile réinsertion dans une société américaine encore marquée par la Seconde Guerre mondiale. Ces éléments provoquèrent une profonde mutation au sein de la communauté japonaise-américaine. Cette population, qui avant la guerre était unie à travers des traditions ancestrales et des structures communautaires bien établies, se retrouva soudainement sans repères dans un pays qui lui était hostile. Malgré cela, elle trouva les ressources pour s'adapter de nouveau à son environnement, elle put compter sur l'appui d'organisations et de personnes défendant leur cause, et elle effectua une profonde remise en question de son identité. Les débats d'intellectuels, auxquels prirent part des personnalités telles qu'Ina Sugihara ou Larry Tajiri, permirent un renouvellement de l'identité des Japonais-Américains. Les réflexions et les approches qu'ils effectuèrent avec les membres des autres minorités ethniques, elles aussi confrontée à des problématiques similaires aux États-Unis, allaient créer un nouveau tournant dans la recherche de meilleures conditions de vie au sein de cette communauté en reconstruction après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

5. Les Chinois-Américains aussi confrontés à la discrimination raciale, à l'exclusion et à la chasse aux communistes :

Les bénéfices que les Chinois-Américains tirèrent de la Seconde Guerre mondiale sont indéniables. Néanmoins, comme pour les Japonais-Américains, les Chinois-Américains pâtirent de la versatilité des relations et des alliances conclues entre les États-Unis et d'autres pays en temps de guerre. La rentrée immédiate des États-Unis dans la Guerre Froide après la fin de la Seconde Guerre mondiale signa le début d'une véritable chasse aux communistes sur

[179] *Ibid*., p. 46.

le sol américain. Les Chinois-Américains furent accusés de soutenir la Chine communiste de Mao Zedong et d'être potentiellement des traîtres et des espions au sein même du pays. La paranoïa qui caractérisa la peur des Japonais-Américains sur la côte Ouest pendant la Seconde Guerre mondiale prit une forme différente, bien que tout aussi terrifiante, avec le Maccarthisme et la chasse aux sorcières aux États-Unis.

Les arrestations et les interrogatoires du FBI se succédèrent pour traquer les communistes. Tout gauchisme fut considéré comme suspect et surveillé. L'idée d'interner les Chinois-Américains dans des camps fut même évoquée, cela n'étant pas sans rappeler l'expérience récente vécue par les Japonais-Américains dans les camps de concentration.

La résistance contre ce déchainement idéologique anti-communiste ne tarda pas à se manifester, et des personnes courageuses d'origine asiatique-américaine, comme le Japonais-Américain Koji Ariyoshi, osèrent faire entendre leur voix pour dénoncer les dérives de la politique maccarthiste. Encore une fois, l'oppression que subissaient les minorités, notamment les Chinois-Américains, les rapprochèrent d'avantage d'une alliance qui, de plus en plus, semblait nécessaire pour faire valoir leurs droits.

Néanmoins la période marqua un changement radical pour les Chinois-Américains avec la signature de la loi sur l'immigration et la nationalité en 1952. Grâce à ce texte, les lois sur les restrictions raciales de l'immigration et des naturalisations aux États-Unis, remontant à 1790, furent abolies. Cette loi conserva tout de même un système de quotas en fonction des nationalités et des régions.

A. Une complexification de la situation des Chinois-Américains lors de la Guerre Froide, malgré des changements opérés dans les lois et la mentalité américaine:

Durant la guerre froide les relations entre les Chinois-Américains et le reste des Américains furent tendues sur le plan politique en raison du passage de la Chine sous l'autorité de Mao Zedong et du parti communiste en 1949. Néanmoins le gouvernement américain avait tout intérêt à légitimer et protéger les minorités aux États-Unis durant les premières années de la Guerre Froide car les discriminations raciales dont elles étaient la cible attiraient de plus en plus les critiques nationales et internationales, et entachaient l'image de la démocratie américaine dans une période où les dirigeants politiques américains désiraient

conquérir les cœurs et les esprits des gens à travers le monde[180]. Comme l'explique Mary Dudziak, une historienne reconnue du droit, les États-Unis ont « cherché à contenir et à gérer l'histoire raciale[181] » dans le but de contrer le communisme. C'est ainsi qu'à travers différentes formes de politique culturelle, tels que des programmes radios, des tournées de conférences et des exhibitions sportives, le gouvernement américain chercha à mettre en avant sa culture auprès des auditeurs étrangers.

Le malaise américain concernant les discriminations à l'égard des minorités sur son territoire propulsa les Chinois-Américains au centre de la politique étrangère de la Guerre Froide au milieu des années 1950, lors de la mise en place d'une politique américaine de confinement du communisme. Dans ce contexte les Chinois étrangers (« Overseas Chinese [182]») devinrent des cibles de choix dans la diplomatie culturelle américaine. Le gouvernement craignait qu'un nombre important de Chinois originaires de l'Asie Pacifique ne soit séduits par les idées communistes de la Chine de Mao Zedong. C'est pourquoi le département d'État américain trouva opportun d'inclure dans le discours officiel de la Guerre Froide pour donner l'image de Chinois-Américains ayant réussi à s'assimiler aux États-Unis et ainsi prouver la supériorité de la démocratie libérale sur le communisme[183].

Le gouvernement fédéral américain incita les dirigeants du Département d'État à employer des Chinois-Américains sur les canaux qui relayaient les messages américains à l'étranger. Selon Christina Klein, les impératifs géopolitiques de la Guerre Froide ont obligé les élites américaines à construire un « imaginaire global d'intégration » afin de rendre positif ce que beaucoup percevaient comme une idéologie de confinement régie par la peur du communisme. Cette image positive mettait l'accent sur les rapports affectifs qu'entretenaient les États-Unis et les personnes issues du Tiers-Monde décolonisé[184].

À travers l'utilisation de Chinois-Américains dans la diplomatie culturelle de la Guerre Froide, le gouvernement américain légitimait ainsi leurs revendications de longue date à la pleine citoyenneté américaine de façon forte et publique. Mais cette légitimation eut des résultats mitigés, notamment en compromettant certains gains des Chinois-Américains en matière de statut social. Christina Klein a observé qu'il y avait « une dualité identitaire chez

[180] Ellen D. WU, « America's Chinese : Anti-Communism, Citizenship, And Cultural Diplomacy During the Cold War », *Pacifical Historical Review*, vol. 77, no. 3, August 2008, p. 391.
[181] Mary DUDZIAK, *Cold War Civil Rights : Race and the Image of American Democracy*, Princeton, 2000, p. 250.
[182] Ellen D. WU, *op. cit*, p. 392.
[183] *Ibid*., p. 393.
[184] Christina KLEIN, *Cold War Orientalism : Asia in the Middlebrow Imagination*, University of California Press, 2003, p. 23-24.

les Chinois-Américains qui les mit en valeur durant les années 1940 et 1950[185] ». Néanmoins, malgré la célébration de leur double identité et de leur assimilation aux États-Unis dans la culture populaire et dans les discours diplomatiques, les conditions dans lesquelles les Chinois-Américains servirent à la représentation de l'idéologie et de la nation américaine, c'est à dire en tant que minorité raciale et comme Chinois étrangers, mettaient toujours l'accent sur leur altérité et soulignaient le fait qu'ils n'étaient pas blancs et restaient d'éternels étrangers, et ce même après la fin du régime légal d'exclusion des Asiatiques en 1943[186].

Le Département d'État était pleinement conscient de la double identité culturelle des Chinois-Américains et des liens anciens qui unissaient les Chinois des États-Unis avec la Chine. Ces liens apportèrent aux Chinois-Américains des possibilités sans précédent aux États-Unis durant la Guerre Froide. Néanmoins, ces liens causèrent aussi énormément de dégâts à la communauté chinoise américaine dans le milieu des années 1950 lorsque les fonctionnaires fédéraux accusèrent la communauté chinoise américaine d'être infiltrée par un réseau d'espions chinois communistes, entrés illégalement sur le sol américain grâce à de faux papiers. Ces accusations offrirent une justification amplement suffisante pour permettre à l'État d'intensifier sa surveillance des mouvements gauchistes présents dans les Chinatowns et d'initier une gigantesque campagne pour contrôler l'immigration des Chinois-Américains[187].

Les États-Unis utilisèrent les Chinois-Américains pour contrecarrer l'influence du communisme chinois de Mao Zedong, et pour se faire ils créèrent « The Voice of America » (VOA), une opération de radiodiffusion internationale, pilotée par le gouvernement américain et plus particulièrement par le gouvernement d'État. La « voix de l'Amérique » fut mise en place en 1942 et était apparentée au Bureau des Renseignements de Guerre, l' « Office of War Information » (OWI). En 1945, Harry Truman supprima l'OWI et déplaça la VOA vers le département d'État, où se trouvaient désormais les nouveaux services de renseignements américains, « The United States Information Agency ». C'est à cet endroit que la VOA demeura jusqu'en 1953[188]. La radio proposait différentes sortes de programmes, la plupart en Chinois. Par exemple Ellen D. Wu interviewa une ancienne présentatrice radio nommée Betty Lee Sung[189]. Madame Sung avait postulé pour faire partie de l'unité de langue chinoise créée lors de l'installation de la voix. Néanmoins ses compétences en chinois s'étaient avérées

[185] *Ibid*., p. 240.
[186] Ellen D. WU, *op. cit*, p. 394.
[187] *Ibid*., p. 395.
[188] *Ibid*., p. 397.
[189] *Ibid.*, p. 398.

insuffisantes pour ce poste, le rédacteur lui proposa à la place un statut d'écrivaine assistante. Sung avait la liberté d'écrire sur ce qu'elle voulait. Elle suggéra alors un programme sur les Chinois-Américains afin de changer leur image aux États-Unis. Son programme intitulé *Chinese Activities* était un segment hebdomadaire de six minutes racontant des histoires de Chinois aux États-Unis. LA VOA diffusa en premier lieu *Chinese Activities* en Mandarin, avant de le traduire dans les dialectes cantonnais, Swatow, Amoy, Hakka et de Shangai, afin de toucher les Chinois vivant dans les régions d'Asie Pacifique.

L'émission de Sung reçu un franc succès et, en plus de célébrer l'accomplissement des Chinois aux États-Unis, ce programme ainsi que le reste des diffusions de la VOA présentaient les Chinois comme un groupe à part entière à l'intérieur des États-Unis. En revanche, même si les retours concernant *Chinese Activities* et la VOA étaient positifs, les Chinois-Américains n'étaient toujours pas complétement intégrés aux États-Unis. Beaucoup de travail restait à accomplir par rapport aux institutions ségréguées et aux enclaves dans lesquelles une majorité de Chinois résidaient encore. La VOA présenta notamment l'existence des organisations chinoises et des Chinatowns comme une question de choix, plutôt que comme des phénomènes faisant partie d'une histoire raciste.

Le succès des Chinois-Américains lors des années d'après guerre était donc inégal et mitigé, et pouvait facilement être illustré par deux incidents[190] : un ancien officier du parti du Kuomintang (parti nationaliste chinois de Chang Kai-Shek), Sing Sheng, déménagea à Southwood, une banlieue de la classe moyenne de San Francisco. Après quelques troubles suite à sa présence, un referendum de voisinage informel statua à 174 voix contre lui, contre seulement 28 en sa faveur et 14 personnes sans opinion. Mais lorsque le vote fut publié, Sheng et sa famille reçurent des dizaines d'invitations les incitant à rejoindre des dizaines de communautés à travers le pays. Finalement ils s'installèrent pacifiquement à Sonoma dans le nord de la Californie. Un autre exemple est celui de Sherman Wu, un fils d'ancien officier chinois nationaliste, désirant intégrer la fraternité de l'université de Northwestern dans le Midwest. Sa candidature fut annulée car sept étudiants euro-américains avaient promis de ne pas rentrer dans la fraternité si Wu en faisait partie. Wu reçut par la suite l'invitation de deux autres fraternités de Northwestern. Wu fut hésitant avant de rentrer dans l'une des deux fraternités comme le rapporte le *New-York Times*[191].

[190] Roger DANIELS, Asian America : Chinese and Japanese in the United States since 1950, Seattle and London, University of Washington Press, 1988. P. 300.
[191] Harold Robert ISAACS, *Images of Asia : American Views of China and India*, Capricorn Books, 1962, pp. 123-24.

La législation discriminatoire anti-asiatique aux États-Unis connut aussi de profonds changements durant la période de la Guerre Froide. L'évolution de la législation peut représenter la situation ambiguë dans laquelle se trouvaient les Chinois-Américains lors de cette période trouble. Les gains sociaux acquis au cours de la Seconde Guerre Mondiale et l'intérêt que les États-Unis leur portaient par rapport à l'influence qu'ils pouvaient avoir sur les Chinois vivant dans des zones d'Asie susceptibles de basculer dans le communisme, étaient toujours nuancés par la persistance de préjugés raciaux institutionnalisés. En matière de changement législatif nous avons déjà évoqué le *Japanese-American Claims Act* en 1948, mais nous pouvons aussi rajouter la loi *McCarran-Walter Immigration Act* en 1952. La première loi autorisait les réclamations des Japonais-Américains sur des biens spoliés lors de leur internement pendant la Seconde Guerre mondiale. Qui plus est il était exigé une compensation des biens volés. Ces biens étaient estimés à 131 millions de dollars, le Congrès ne régla que 38 millions de dollars comme compensation aux 23 000 réclamations et la demande finale ne fut jugée qu'en 1965. Le *McCarran-Walter Immigration Act* de 1952 permettait pour sa part d'abolir les lois de discrimination raciale envers l'immigration asiatique, celles-ci ayant débuté avec le *Chinese Exclusion Act* de 1882, pour finalement adopter un système de quotas pour les immigrations et les naturalisations. Cet acte signe une véritable avancée dans la société américaine. Ces deux lois représentèrent d'importantes avancées pour des organisations telles que la *Japanese American Citizen League*. Le *Japanese American Claims Act* de 1948 était l'un des objectifs que la JACL s'était fixés lors de la convention nationale de 1946 à Denver. Mais il s'agissait aussi d'une grande victoire pour la *Chinese American Citizen Alliance* (CACA), organisation fondée en 1895 pour protéger les droits des citoyens américains d'origine chinoise.

La plus grande menace pour l'équité des quotas vint quand la Maison Blanche passa la loi Judd Bill le 1er mars 1949, éliminant ainsi le statut des personnes n'entrant pas dans les quotas telles que les femmes chinoises et philippines[192]. Pour empêcher la Judd Bill de devenir une loi fédérale, la CACA lança ce qui pouvait ressembler à sa campagne la plus agressive à ce jour. Comme le président de la CACA, Henry Chem, l'expliqua à Patrick McCarran, président de la Commission Judiciaire du Sénat, la CACA protestait pour que soit rectifiée l'injustice faite auxles citoyens américains d'origine chinoise[193]. Un article du *Pacific Citizen* datant du 30 juillet 1949, « Display of Interracial Unity Shown in Support

[192] Cindy I-Fen CHENG, *Citizen of Asian America : Democracy and Race During the Cold War*, New-York University Press, 2013, p.175.
[193] *Ibid*., p. 175.

Voiced for Judd Bill at Senate Hearing[194] », faisait d'ailleurs état d'une « unité interraciale » s'opposant à cette loi qui, selon eux, nécessitait des changements. En plus d'envoyer un nombre important de lettres pour protester auprès des dirigeants élus, la CACA travailla avec les sénateurs qui introduisirent un projet de loi pour concurrencer Judd Bill afin de préserver le statut des non-quotas pour les femmes des Chinois et des Philippins. Ces efforts réussirent à bloquer la Judd Bill avant qu'elle ne devienne une loi publique. La protection de la loi des non-quotas marqua la fin de vingt-cinq ans de combat de la CACA pour permettre aux hommes chinois-américains de retrouver leur femme restée dans leur pays d'origine. Avant le déclenchement de la Guerre de Corée, le combat pour permettre aux épouses chinoises de citoyens chinois-américains de venir aux États-Unis fut le couronnement de la *Chinese American Citizen Alliance* dans son effort pour améliorer les conditions de vie des Chinois-Américains aux États-Unis. La CACA ne s'intéressa pas qu'à ce cas, elle lutta contre la privation des droits visant les citoyens d'origine chinoise, ainsi que contre la ségrégation des enfants chinois à l'école, et contre l'application de réglementations discriminatoires sur les commerces chinois.

B. Des similitudes inquiétantes pendant la Guerre Froide avec l'expérience des camps pour les Japonais-Américains: L'*Emergency Detention Act* et le programme d'investigation du FBI :

L'image des Chinois-Américains s'est considérablement complexifiée durant la Guerre Froide pour devenir plurielle[195]. Les Américains pouvaient observer deux Chines : celle de Mao Zedong, païenne et effrayante, et celle de Chiang Kai-Shek, chrétienne et que le gouvernement américain soutenait. La dynamique de la Guerre Froide était idéologique et non raciale. Dépendant de leur choix politique, les Chinois-Américains étaient soit bons soit mauvais. La Chine communiste étant devenue un ennemi, beaucoup de Chinois-Américains se demandèrent s'ils allaient subir le même genre de traitement que les Japonais-Américains durant la Seconde Guerre mondiale. Cette anxiété justifiée était à son paroxysme en 1950 lorsque le Congrès passa *l'Emergency Detention Act*, qui permettait par déclaration du président un internement d'urgence. Cette loi conférait à l'avocat général le droit

[194] « Display of Interracial Unity Shown in Support Voiced for Judd Bill at Senate Hearing », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 30 juillet 1949, p. 6.
[195] Roger DANIELS, *Asian America : Chinese and Japanese in the United States since 1950, Seattle and London*, University of Washington Press, 1988, p. 301.

d'appréhender et de détenir chaque personne pour laquelle il y aurait un motif raisonnable de croire qu'elle était engagée, ou qu'elle conspirait avec d'autres individus, à des actes d'espionnage ou de sabotage[196]. Le parallèle entre cette loi et le processus d'incarcération des Japonais-Américains durant la Seconde Guerre mondiale est si frappant qu'il est peu étonnant que beaucoup de Chinois-Américains aient pris peur de se retrouver coupable simplement à cause de leur origine. Néanmoins la loi visait plus l'idéologie ennemie que les ethnies « ennemies » des États-Unis.

L'*emergency Detention Act* était un prolongement du *Smith Act* datant du 22 juin 1940, qui rendait illégal tout agissement visant à renverser le Gouvernement des États-Unis et qui obligeait tout résident américain étranger à se déclarer auprès des autorités. Cette loi permit notamment d'inculper et d'emprisonner des militants communistes, et donna lieu aux procès des dirigeants du parti communiste des États-Unis de 1949 à 1958. Des militants d'extrême-droite furent aussi la cible de cette loi. L'*Emergency Detention Act,* entré en vigueur à une époque où la peur et la ferveur contre le communisme étaient à leur paroxysme, autorisa le Département de la Justice à réinstaurer des centres d'internement pour des personnes pouvant mettre en danger la sécurité intérieure du pays, comme ceux qu'avaient connus les Japonais-Américains. Après la défaite de l'Axe à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont dû faire face à un autre ennemi, le communisme se trouvant en son sein et dans les pays étrangers. C'est d'ailleurs trois mois après le début de la Guerre de Corée que le Congrès américain adopta la mesure « Title II », officialisant ainsi les détentions préventives de citoyens pour protéger sa sécurité intérieure. Les dossiers du Congrès prouvent clairement que la mémoire historique de l'internement des Japonais-Américains joua un rôle crucial dans l'élaboration de l'*Emergency Detention Act*[197].

Les rédacteurs de la loi étudièrent l'internement des Japonais-Américains et l'utilisèrent comme un modèle historique pour l'*Internal Security Act*. Le Sénateur Paul H. Douglas, l'un des principaux partisans de la loi, argumenta devant le Congrès que les arrêts en vigueur de la Cour Suprême concernant l'internement avaient sanctionné la détention de citoyens déloyaux[198]. On peut ainsi se remémorer des cas que la Cour Suprême avait jugés, comme ceux de *Hirabayashi v. United States*, *Yasui v. United States*, *Korematsu v. United States* ou encore *Endo v. United States*. Techniquement, l'interprétation du sénateur est

[196] Cornelius P. COTTER and J. Malcolm SMITH, « An American Paradox: The Emergency Detention Act of 1950 », *The Journal of Politics*, vol. 19, no. 1, février 1957, p. 4.
[197] Masumi IZUMI, « Prohibiting American Concentration Camps », *Pacific Historical Review*, University of California Press vol. 74, no. 2, mai 2005, p. 168.
[198] *Ibid*., p. 168.

inexacte dans le sens où la Cour Suprême n'intervenait que sur des motifs très restreints. Par exemple la décision dans l'affaire *Korematsu* ne portait que sur l'ordre d'exclusion, mais ce jugement s'était abstenu de statuer sur l'ordonnance de détention. Dans l'affaire *Endo*, l'ordre de libérer Mitsuye Endo fut donné en raison de l'établissement de sa loyauté, mais en aucun cas le tribunal ne délibéra sur le cas des citoyens déloyaux. Ces cas n'ont pas été sanctionnés par l'emprisonnement ou la détention d'étrangers ou des citoyens américains sur le principe de la déloyauté, et encore les personnes soupçonnées de déloyauté. C'est dans cette méprise générale du Congrès, inconsciente ou délibérée, par rapport aux décisions de la Cour Suprême, que le Congrès décida que les conclusions de la Cour Suprême, concernant les quatre affaires précédemment évoquées, prouvaient que la détention préventive de citoyens dangereux pour assurer la sécurité nationale était un des pouvoirs de guerre du gouvernement, et qu'en conséquence, ce pouvoir devait être rédigé dans la loi[199].

L'internement ne fournissait pas seulement un modèle théorique de détention d'urgence mais aussi des sites déjà existants pour interner des personnes. En décembre 1952, deux ans après le passage de l'*Emergency Detention Act*, l'avocat général J. Howard McGrath désigna six sites potentiellement utilisables pour la détention de détenus subversifs. Il s'agissait de Florence et Wlickenburg en Arizona, d'Avon Park en Floride, d'Allenwood en Pennsylvanie, d'El Reno à Oklahoma et de Tule Lake en Californie. Tule Lake fut l'un des centres de relocations dans lesquels les Japonais-Américains furent emprisonnés pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le débat constitutionnel qui s'installa avant le passage de la loi a toutefois démontré que les hommes politiques des années 1950 avaient un avis ambigu concernant l'internement des Japonais-Américains. Les rédacteurs de la loi considéraient que la détention de masse de citoyens américains n'était problématique que si elle était basée sur la race ou l'origine nationale. En accord avec les personnes soutenant la loi, le texte d'origine était prévu pour être une version améliorée des premières politiques d'internement américaines, notamment celle ayant visé les Japonais-Américains. C'est pourquoi le projet de loi clarifia la procédure exécutive pour la détention préventive et fournit aux détenus des voies de recours en justice[200]. On constate alors que le travail de mémoire, concernant l'internement des Japonais-Américains, produisit les effets inverses et encouragea le gouvernement à seulement améliorer les failles de la précédente politique d'internement préventif. Après son passage, la loi provoqua la colère et la résistance des groupes de défense des libertés civiles, des

[199] *Ibid*., p. 169.
[200] *Ibid*., p. 169.

organisations ouvrières ainsi que des organisations ethniques minoritaires, telles que la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP) ou encore de l'*American Jewish Congress* (AJC). L'annonce de l'avocat général McGrath par rapport à la construction de camps de détention entraîna de vives protestations publiques[201]. Des lettres et des télégrammes étaient envoyés par centaines au Département de la Justice pour réclamer le retrait de l'*Emergency Detention Act*.

À la fin du Maccarthisme et de la peur de la menace communiste sur le territoire américain, la nécessité de maintenir les camps de détention actifs diminua. En 1957, le gouvernement arrêta de subventionner les camps de détention, et les sites furent vendus à des propriétaires particuliers ou transformés en prison fédérale à sécurité minimale. À la fin des années 1950, l'*Emergency Detention Act* était devenu une sorte de loi morte et inactive. Elle n'aurait jamais été invoquée et aurait bien pu sommeiller pour toujours si elle n'avait pas attiré l'attention de citoyens américains une décennie plus tard. Car en effet, dans les années 1967 cette loi ressurgit à travers des rumeurs concernant la possibilité que le gouvernement américain utilise cette loi et les camps de détention toujours existants pour incarcérer les militants africains-américains et les militants du mouvement de la *New Left* (Nouvelle Gauche).

Des craintes bien plus tangibles pour les Chinois-Américains furent mises en place par le gouvernement américain. Le Département de la Justice avait à sa disposition le FBI et le Service d'Immigration et de Naturalisation. L'activité du FBI visait les individus subversifs, réels ou imaginaires pouvant nuire à la sécurité des États-Unis et traquait les communistes et les gauchistes. Quant au Service d'Immigration et de Naturalisation, il avait reçu pour ordre de réguler et d'empêcher l'afflux d'immigrants chinois utilisant de faux papiers d'identité pour rentrer aux États-Unis. Les deux services étaient très largement craints et redoutés par la communauté chinoise américaine.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la quasi-totalité des établissements chinois américains soutenaient le parti nationaliste Kuomintang dirigé par Chiang Kai-Shek. Bien que quelques Chinois fussent pour les communistes en Chine, et encore un plus petit nombre à afficher leur appartenance au parti communiste américain, il était devenu dangereux d'être affilié à une quelconque organisation communiste aux États-Unis, surtout lorsqu'on était d'origine chinoise. La propagande anti-communiste, le Maccarthisme et les différents arsenaux déployés par le gouvernement et la Justice américaine faisaient peser une réelle

[201] *Ibid*., p. 169.

menace au dessus de la communauté chinoise et des mouvements communistes. Même si, comme nous l'avons vu précédemment, la menace d'un internement s'était avérée peu probable, les méthodes qui allaient être employées par le gouvernement pour lutter contre le communisme et pour maintenir la sécurité nationale, s'annonçaient d'autant plus dangereuses et beaucoup moins orthodoxes.

C. La chasse aux communistes chinois-américains :

La persécution des Chinois-Américains gauchistes était une des conséquences de la Guerre Froide. Le FBI avait compilé une liste d'organisations chinoises américaines suspectes sur lesquelles enquêter, comme par exemple la *Chinese Hand Laundry Association*, le *China Daily News* ou encore la *Chinese Workers' Mutual Aid Association*[202]. Le directeur du FBI J. Edgard Hoover déclara que « la Chine avait inondé le pays avec sa propagande et qu'il y avait 300 000 Chinois aux États-Unis, certains d'entre eux seraient susceptibles de recruter soit par des liens ethniques, soit en profitant de la situation d'otage d'un parent resté en Chine communiste[203] ». Les agents du FBI et ceux du Service de Naturalisation et d'Immigration (INS) réprimèrent les Chinois de gauche, suspectés d'être communistes et de critiquer Chiang Kai Shek. Parmi leurs cibles se trouvait l'Oasis Bookstore de San Francisco dont les sources d'approvisionnement étaient bloquées à cause de la suspicion planant au dessus de ses propriétaires trop progressistes.

Le *China Daily News*, comme d'autres organisations surveillées, dut fournir la liste de ses abonnés. Reconnu coupable de négociations avec l'ennemi, l'éditeur du journal Eugene Moy fit deux ans de prison[204]. Le journal avait prétendument accepté de la monnaie provenant de la République Populaire de Chine. Qui plus est, Henry Chin, président du *China Daily News* de 1955 à 1975, fut suivi constamment pendant 20 ans par le FBI. Il déclara au sein du « Chinatown Files », un documentaire dirigé par Amy Chen sur l'histoire de la communauté chinoise confrontée au Maccarthisme dans les années 1950[205], que le trésorier du journal était harcelé par le FBI. Il finit par se pendre. Tom Sung, le directeur de la blanchisserie Wet Wash était lui aussi énormément harcelé par le FBI car comme deux autres blanchisseurs chinois,

[202] Shelley Sang-Hee LEE, *A New History of Asian America*, ed. Routledge, 2013, p. 256.
[203] Citation de J. Edgard Hoover issues du livre de Peter KWONG et Dusanka MISCEVIC, *Chinese America : The Untold Story of America's Oldest New Community*, The New Press, 2005, p. 221.
[204] Ibid. P. 223.
[205] Amy CHEN, « Chinatown Files », produit par Amy Chen et Ying Chan, réalisé en 2001.

Sung envoyait de l'argent à sa famille en Chine en déposant de l'argent à la banque chinoise Nanyan Bank. Le gouvernement américain avait rendu illégal d'envoyer de l'argent aux familles des immigrants Chinois restées en Chine. Cette loi datant de la Première Guerre mondiale, nommée « Trading With the Enemy Act », fournissait au gouvernement un motif d'inculpation tout trouvé pour arrêter les immigrants chinois envoyant de l'argent à leur famille en Chine. À cause de ce harcélement moral et physique, Sung se suicida en sautant du pont de Brooklyn.

Les membres du *Min Ching*, la *Chinese American Democratic Youth League*, étaient suivis et harcelés par le FBI comme le révèle Connie Hwang dans « Chinatown Files ». Connie Hwang explique que pendant son interrogatoire avec le FBI, on lui présenta des déclarations qu'elle avait faites dans des conversations privées.

Le docteur Rolland Lowe, un autre membre du groupe *Min Ching*, décrivit dans ce documentaire comment le FBI avait essayé de lui faire identifier les autres membres de son groupe : « Ils avaient des photos de personnes et me demandaient d'identifier chacune d'entre elles pour savoir si je les connaissais ou non, ainsi que quelles étaient leurs opinions politiques sur la Chine ». D'autres groupes furent aussi ciblés comme celui d'Eleanor Wong, membre de la *Chinese Student Christian Association* (CSCA). Eleanor travaillait au Département d'État et fut convoquée pour son implication au sein du CSCA. Le gouvernement prétendait que le CSCA était un groupe de Chinois communistes. Selon Eleanor l'organisation était un club social qu'elle rejoignait pour rencontrer des gens dans les années 1940 et 1950.

Le succès des investigations de l'INS et du FBI, concernant les enquêtes entamées sur les Chinois-Américains, n'était pas seulement dû à l'atmosphère paranoïaque et anticommuniste des années de la Guerre Froide. Les Chinois avaient dû faire face à des difficultés tout aussi importantes depuis leur arrivée aux États-Unis telles que la loi d'exclusion des Chinois, et ils avaient pourtant réussi à s'organiser pour lutter d'une manière ou d'une autre contre les discriminations à leur encontre. Néanmoins à partir des années 1940, une nouvelle dynamique s'installa au sein de la communauté chinoise américaine. Les rivalités politiques entre les Chinois des partis de gauche et de droite ne divisèrent pas simplement les Chinois-Américains, mais en réalité elles invitèrent les autorités fédérales à intervenir dans ce qui auparavant était considéré comme des affaires internes aux membres de la communauté[206].

[206] Xiaojian ZHAO, *Remaking Chinese America: Immigration, Family, and Community, 1940-1965*, Rutgers University Press, 2002, p. 165.

Dans les dossiers du FBI sur cette période, récemment rendus publiques grâce au *Freedom Information Act*, on pouvait notamment constater la suppression de toutes les sources ayant permis de réunir des informations sur des individus chinois-américains suivis et soupçonnés par le gouvernement d'être communistes ou du moins un peu trop progressistes. Seule une petite partie des dossier de l'INS sur les fraudes identitaires des Chinois-Américains a persisté et a été rendue publique après avoir été déclassifiée. Néanmoins, les dossiers sur les informateurs restent scellés aux Archives Nationales américaines[207]. Malgré tout, les éléments ayant été rendus publics tendent à rappeler une époque pas si lointaine où les Chinois-Américains, aussi bien les hommes d'affaires, les ouvriers ou encore les étudiants nouvellement arrivés aux États-Unis, qu'ils soient jeunes ou plus âgés, étaient scrutés à cause de leur affiliation à des partis libéraux ou progressistes. À la fin des années 1940, lorsque la bataille contre les groupes gauchistes faisait rage aux États-Unis, certains Chinois-Américains commencèrent à travailler en tant qu'informateurs pour le gouvernement. Leurs connaissances, et l'aide qu'ils apportèrent aux investigateurs, permirent de démanteler des réseaux communautaires jusque là tenus secrets par les Chinois-Américains.

Le FBI, tout comme l'INS, avait ses propres systèmes pour protéger l'identité de ses informateurs. Le FBI utilisait la lettre « T » comme symbole pour reconnaître ses informateurs, alors que l'INS donnait un numéro précédé par un chiffre correspondant au bureau s'en occupant et de la lettre « I ». Chaque informateur devait remplir un dossier avec son nom, l'organisation à laquelle il était affilié, et le type d'information qu'il possédait sur les membres de cette organisation. L'identité des informateurs n'était jamais utilisée dans la rédaction des rapports. Les informateurs ne se connaissaient pas les uns les autres et chacun d'entre eux était en contact avec un seul agent de terrain. Les enquêteurs étaient parfois en contact avec plusieurs informateurs afin de s'assurer de la véracité d'une information. En fonction des informations que fournissaient les informateurs, les agents gouvernementaux évaluaient régulièrement leur degré de crédibilité. En premier lieu les informateurs étaient avant tout approchés par les agents afin d'obtenir des renseignements sur les activités subversives des groupes et organisations auxquels ils appartenaient. Mais une fois entrés dans le système du FBI et de l'INS, ils pouvaient aussi être contactés pour d'autres types d'informations. Chaque fois qu'un informateur était contacté, il recevait une rémunération du gouvernement, allant de 35 à 38 dollars[208].

[207] *Ibid.,* p. 165.
[208] *Ibid.,* p. 167.

La présence d'agents gouvernementaux et d'espions infiltrés au sein de la communauté chinoise américaine provoqua une grande peur chez les Chinois-Américains. N'importe qui pouvait être un espion et chaque organisation communautaire pouvait être infiltrée. Les activités de la *Chinese Worker's Mutual Aid Association* allèrent jusqu'à être couvertes par cinq informateurs du FBI en même temps. Après la dissolution de l'organisation Min Qing en 1959, un microphone fut retrouvé dans la librairie qui servait de lieu de rassemblement. Le grand historien Chinois-Américain Him Mark Lai, qui fut président du Min Qing pendant plusieurs années, était profondément réticent à l'idée qu'une personne du groupe ait pu être un espion, et en soi il n'y avait pas de preuve suffisante pour l'affirmer, seulement des suspicions qui créèrent une très mauvaise atmosphère au sein des membres de l'organisation[209]. Si aucun espion n'avait été infiltré dans l'organisation, comment se faisait-il que le FBI possèdait les nouveaux bulletins du groupe, ses dossiers d'archives, sa liste de diffusion et les heures précises de toutes les réunions ?

En mai 1956, lorsque l'assistant du procureur général des États-Unis, William F. Tompkins, plaça l'organisation *Chinese Worker's Mutual Aid Association* sur la liste de l'ordre exécutif 10450 du procureur général, l'organisation CWMAA cessa alors toute activité. Cet ordre exécutif fut promulgué par le président Eisenhower le 27 avril 1953. Il entra en vigueur le 27 mai 1953 et révoqua le décret 9835 du président Truman datant de 1947, qui à travers son *Loyalty Review Board program* visait à établir la fidélité des personnes subversives suspectées d'être un danger pour la nation américaine. Ce décret de Eisenhower chargeait les dirigeants des organismes fédéraux et du Bureau de la Gestion du Personnel, avec l'assistance du FBI, d'enquêter sur les employés fédéraux afin de déterminer leur fidélité au gouvernement. Ce décret élargissait aussi les motifs permettant de condamner les personnes suspectées d'être membre d'organisations subversives[210].

De nombreux membres de l'organisation Min Qing furent harcelés, d'autres allant même jusqu'à être arrêtés, par les agents de l'INS. Him Mark Lai était né aux États-Unis, et en tant qu'américain il connaissait ses droits et celui des autres membres de l'association. Il estimait que les membres du Min Qing n'avaient enfreint aucune loi d'immigration américaine, et qu'en conséquence il ne laisserait pas ses amis du Min Qing être inculpés pour

[209] *Ibid*., p. 167.
[210] « Executive Order 10450 - Security Requirements for Government Employment », Archives Nationales des États-Unis:
URL: http://www.archives.gov/federal-register/codification/executive-order/10450.html (Dernière consultation : 28/ 04/ 2016 à 16h30)

ces motifs[211]. L'INS avait appris que le père de Him Mark Lai était un immigré clandestin, qui plus est ils enquêtèrent sur la femme de l'historien chinois-américain, Laura (Jung) Lai, ainsi que sur les membres de sa famille. Le couple n'oublia jamais le jour où les agents de l'INS vinrent frapper à la porte de leur domicile. Au final, à la fin de l'enquête, la femme de Him Mark Lai et ses frères perdirent leur citoyenneté.

D'autres organisations furent elles aussi la cible du FBI. Notamment la *Chinese Hand Laundry Alliance*, que nous avions évoquée précédemment. En janvier 1956, l'enquêteur Yarbrough, alors à la tête d'une équipe de recherche spéciale, enquêta sur l'association de l'*Asian Shirt Press* basée à Brooklin après avoir appris que le propriétaire de la blanchisserie, un immigré clandestin, était membre de l'organisation *Chinese Hand Laundry Alliance* (CHLA). Le propriétaire utilisait le *China Daily News* pour faire de la publicité pour la CHLA. Cette enquête, et les investigations supplémentaires sur d'autres blanchisseurs qu'elle entraîna, provoqua une forte baisse du taux d'adhésion à la *Chinese Hand Laundry Alliance.* Au début des années 1950 le nombre de membres passa de deux mille à seulement quelques centaines[212].

L'objectif avoué des agents de l'INS était avant tout d'atteindre les sympathisants du mouvement communiste chinois. Sous le prétexte de rechercher des Chinois communistes, les agents de l'INS enquêtaient dans tous les Chinatown américains, aussi bien dans celui de New-York, que de Boston, Chicago ou encore Seattle ou San Francisco. Ils questionnaient les membres des familles suspectés d'être des immigrants illégaux et menaient des interventions dans les domiciles et les commerces des Chinois. Le 1er mars 1956, la police arrêta dix-sept hommes et trois femmes dans le Chinatown de San Francisco accusés de jeux illégaux. Après avoir été libérés sous caution, les agents du Service de l'Immigration et de la Naturalisation les arrêtèrent de nouveau pour les soumettre à un nouvel interrogatoire[213].

L'ampleur des moyens déployés par le gouvernement américain pour contrer une éventuelle propagation du communisme sur le territoire américain laisse entrevoir la paranoïa qui gagna les États-Unis face à la menace idéologique que représentait le modèle communiste. Les innombrables enquêtes réalisées par les agents de l'INS et du FBI et le peu de traces qu'elles ont pu laisser prêtent à penser que ces investigations étaient soutenues et souvent à la limite de la légalité. Qu'importe, tous les moyens juridiques et légaux étaient assurés par le gouvernement pour permettre aux agents fédéraux de réaliser leurs enquêtes de la meilleure

[211] Xiaojian ZHAO, *op. cit.*, p. 170.
[212] *Ibid.*, p. 170.
[213] *Ibid.*, p. 170.

des façons. Les Chinois-Américains étaient devenus une cible privilégiée, soupçonnés d'être des immigrants à l'origine de réseaux facilitant l'entrée d'immigrants illégaux sur le sol américain, la paranoïa ne tarda pas à s'installer dans l'esprit des dirigeants officiels et des citoyens du pays pour voir dans la communauté chinoise un terreau d'espions communistes chinois. Dès lors la fin justifia les moyens, et les façons avec laquelle les agents fédéraux infiltrèrent les communautés chinoises des Chinatowns à travers les États-Unis créèrent un climat de méfiance particulièrement anxiogène chez les Chinois-Américains.

Pendant que les Japonais-Américains entamaient la reconstruction de leur communauté après le désastre qu'avait représenté la relocation dans les centres d'internement américain au cours de la Seconde Guerre mondiale, la situation des Chinois-Américains se complexifiait clairement, et les gains sociaux qu'ils avaient pu obtenir grâce à la Seconde Guerre mondiale semblaient dès lors bien dérisoires par rapport aux dégâts que pouvaient causer les investigations du FBI et de l'INS sur l'image de la communauté chinoise américaine aux États-Unis. Face à cette situation périlleuse, la communauté se scinda en deux et les différentes politiques communautaires pour faire face au problème d'immigration illégale et de suspicion de communisme divisèrent profondément les Chinois-Américains. En parallèle de cela des voix s'élevèrent, notamment issus de membres d'autres communautés, telles que celle des Japonais-Américains, contre la politique intolérante, violente et discriminatoire menée par le gouvernement des États-Unis à l'égard des Chinois-Américains.

6. Les conséquences de la Guerre Froide : Divisions au sein de la communauté chinoise et méfiance des Américains à leur égard :

La période de la Guerre Froide fut un moment difficile pour la communauté chinoise dont la loyauté était mise à mal au sein d'une Amérique plongée dans une guerre idéologique contre les communistes. À la chasse aux communistes et aux différentes formes qu'elle revêtit, comme nous avons pu voir précédemment, s'ajouta un programme de confession des Chinois (Chinese Confession Program) mis en place par l'INS (U.S. Immigration and Naturalization Service) et destiné à régulariser la situation des immigrés clandestins chinois. Le programme fut une nouvelle source de division au sein des populations chinoises à travers le pays, qui s'interrogeaient aussi sur comment réagir et quelle voie emprunter pour limiter les dégâts causés par la Guerre Froide dans leur communauté.

Il est important d'évoquer aussi l'un des exemples les plus intéressants caractérisant les liens pouvant unir les Japonais-Américains et les Chinois-Américains durant la décennie de 1950. Il s'agit du Japonais-Américain Koji Ariyoshi originaire de l'île d'Hawaï. L'île d'Hawaii fut le point de départ de l'histoire personnelle d'Ariyoshi, une histoire à travers laquelle il nouera des liens avec les membres emblématiques du gouvernement communiste chinois tels que Mao Zedong, dont il partageait les convictions politiques. Il fut l'un des activistes japonais américains les plus proches des Chinois, que ce soit aussi bien les Chinois-Américains de l'île d'Hawaii ou bien les Chinois communistes de la région du Yenan en Chine. Il fut aussi un activiste et défenseur des droits des Japonais-Américains durant leur incarcération lors de la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis. Le passé et les activités menés par Koji Ariyoshi nous renseignent sur tout le déroulement de la période qui nous intéresse et ce selon la vie et les actions d'un activiste asiatique de gauche.

A. Le programme de confession des Chinois-Américains mis en place par le gouvernement américain:

Le gouvernement américain mit en place un moyen, à travers le programme de confession des Chinois-Américains, pour régulariser le statut des immigrants clandestins de longue durée. Au départ, la loi du 11 septembre 1957[214] était considérée comme une innovation administrative. La loi prévoyait que les immigrants clandestins, rentrés aux États-Unis de façon frauduleuse, pouvaient régulariser leur statut si un proche parent, c'est à dire une épouse, un parent ou un enfant, était citoyen américain ou résident permanent. Cette loi, passée donna beaucoup de pouvoir discrétionnaire aux fonctionnaires du Service de Naturalisation et de l'Immigration (INS), une agence à laquelle les Chinois-Américains avaient appris à ne pas faire confiance. L'INS était chargée de faire appliquer la loi 85-316 du 11 janvier 1957 intitulée « An Act to Amend the Immigration and Nationality Act, And for Other Purposes », de la législation américaine sur l'immigration et la naturalisation des nouveaux arrivants aux États-Unis. Cet acte stipule que l'INS doit détecter et expulser les personnes entrées illégalement sur le territoire américain. Alors que les Chinois-Américains étaient enfin capables de régulariser leur statut grâce à cette loi, une grande majorité de ces bénéficiaires potentiels étaient trop méfiants envers le gouvernement américain pour profiter de ces avantages.

[214] Loi du 11 septembre 1957 : Public Law 85-316 - September. 11, 1957.
URL : http://uscode.house.gov/statutes/pl/85/316.pdf (Dernière consultation mercredi 11 mai 2016 à 13h00).

Parfois l'agence INS utilisait les informations récoltées par le programme de confessions pour exclure ou déporter les Chinois favorables au régime communiste chinois. Beaucoup de Chinois-Américains étaient persuadés que l'agence INS était encouragée par les informateurs nationalistes chinois du Kuomintang. Maurice Chuck, éditeur du journal de gauche *The San Francisco Journal*, fondé en 1972, se sentait suivi par l'agence INS lorsqu'après être entré dans l'armée en 1953, on découvrit ses écrits favorables au PRC et son opposition radicale à la Guerre de Corée[215]. Dans les années 1960, le gouvernement américain intimida le père de Maurice Chuck afin qu'il avoue sa fausse identité américaine, puis par la suite il accusa Maurice Chuck d'avoir falsifié le certificat de citoyenneté qu'il avait présenté lors de son service militaire au Fort Lewis en 1954. Chuck fut jugé coupable et emprisonné pendant trois mois[216]. Chuck déclara, suite à la façon dont les investigations avaient été menées par le gouvernement américain, qu'il s'était senti suivi puis menacé par les agents de l'INS essayant de l'inculper par tous les moyens.

> « Le Service d'Immigration en avait après mon père, lui disant, qu'à moins de faire une confession, avouant que son vrai nom n'était pas Chuck mais Wong qu'il aurait beaucoup de problèmes, incluant l'expulsion. Bien entendu il était effrayé, et incapable de comprendre que le programme de confession était dirigé contre moi, et non contre lui. Ils utilisèrent la confession de mon père comme preuve contre son propre fils. J'ai donc perdu (le procès) et je fus mis en prison pendant trois mois, avec par la suite cinq ans de probation[217]. »

Outre l'aspect délateur du programme de confession des Chinois-Américains pouvant mettre en péril les individus appartenant aux mouvances de gauche, le programme divisa également les familles chinoises américaines, car comme l'explique Fae Myenne Ng dans un article rédigé pour le journal *Plougshares,* « My Confusion Program, An Inheritance of Indecision », le programme de confession n'était pas un programme d'amnistie et les dispositions légales l'entourant étaient pour le moins peu claires. Fae Myenne Ng est une romancière américaine née en 1956 et dont les parents sont des immigrants chinois illégaux originaires de la région du Guangzhou. Ses ancêtres avaient dû faire preuve de beaucoup

[215] Xiong GUOHUA, Introductory note by Him Mark LAI, « Maurice H. Chuck and the *San Francisco Journal* : Promoting U.S- China Friendship and Asian American Issues », *Chinese America : History and Perspectives*, 2009, p. 137.
[216] *Ibid*., p. 137.
[217] Citation de Maurice h. Chuck dans « 'The Chinatown Files' : McCarthy Witch-hunts in the 1950s », Amy CHEN, USA, 2000 : "The Immigration Service went after my father, telling him unless he made a confession saying that his true name was not Chuck but Wong he would have a lot of problems, including deportation. Of course he was so afraid, unable to understand that the so-called confession program was directed at me, not him. They used my father's confession as evidence against his own son. So I lost and I was put in jail for three months and five years probation."
URL : http://revcom.us/a/1205/chinatownfiles.htm (Dernière consultation le jeudi 12 mai 2016 à 16h30).

d'ingéniosité pour cacher leur entrée illégale sur le sol américain, et son père avait même dû payer 4000 dollars en 1940 pour obtenir le droit de porter le nom du quatrième enfant d'un fermier originaire de la Vallée centrale de Californie[218]. Comme elle l'explique, le programme de confession alimentait énormément les débats au sein des communautés chinoises aux États-Unis. Beaucoup étaient persuadés qu'il ne fallait pas se confesser sous peine d'être expulsés, tandis que d'autres considéraient qu'il s'agissait peut être d'une chance de voir leur situation régularisée.

> « Le programme de confession des Chinois n'était pas un programme d'amnistie et les provisions légales l'entourant étaient peu claires. Des affiches étaient placardées sur les lampadaires. Ma mère lisait les publicités dans les journaux locaux. Les femmes discutaient à l'atelier de couture pendant que les hommes se réunissaient à Portsmouth Square et discutaient avec les leaders de la communauté. Chaque banquet familial avait douze plâts différents et autant de tours de débat. Tout le monde se disputait. Tous les dîners se finissaient à la Chinoise, pas de dessert, les frères furieux les uns contre les autres.
>
> Il n'y avait pas de raison évidente de se confesser et aucune sécurité apparente de ne pas se confesser. Pendant plus d'une décennie le programme de confession mit en péril la loyauté dans les familles et entre amis. La méfiance était notre peste. Un collègue de travail, un voisin, ou même un serveur dans un salon de thé pouvait vous dénoncer au sujet du nom que vous aviez acheté. (…) Tout aussi déroutant que cela pût paraître, le programme de confession promettait l'immunité contre les accusations judiciaires et la déportation ; le confessé devait rendre son passeport, accepter d'être susceptible d'être déporté et étaient encouragé à fournir les noms de tous les membres de ses vraie et fausse familles. Un simple confessé pouvait détruire un clan entier[219]. »

Le père de Fae Myenne Ng décida de se confesser en 1965 pour des raisons de mariage, juste avant que le Programme de Confession ne se finisse. Il devint ainsi l'un des 13895 Chinois confessés. Au total, 22 083 personnes furent impliquées dans le programme et

---

[218] Fae Myenne NG, « My Confusion Program, An Inheritance of Indecision », *Plougshares*, vol. 35, no. 2/3, automne 2009, p. 116.

[219] *Ibid*., p. 117. « The Chinese Confession Program wasn't an amnesty program and the legal provisions were unclear. Posters were tacked onto lampposts (I translated,I t ried). My mother read ads in the local papers. The women debated at the sewing shops while the men gathered at Portsmouth Square and argued with community leaders. Every family banquet was twelve courses and as many rounds of debate. Everyone argued. Every dinner ended in typical Chinese fashion, no dessert, brother enraged at brother. There was no clear reason to confess and no clear safety in not confessing. For over a decade, the Confession Program undermined loyalty among families and friends. Distrust was our plague. A co-worker, a neighbor, or even a teahouse waiter could inform on your bought name. My father could not write his mother to explain that sending a letter to China- much less money- equaled cavorting with the enemy. Equally confusing, the Confession Program promised immunity from prosecution and deportation; the Confessor had to surrender his passport, agree to be "amenable to deportation," and was required to name all members of his false and true family. One lone Confessor could ruin the entire clan ».

11 294 Chinois clandestins furent régularisés[220]. Le père de Fae Myenne Ng vit son statut rétrogradé de résident à étranger. Néanmoins la mère de la romancière put enfin être naturalisée et ainsi permettre à sa mère, la grand-mère de Fae, de venir aux États-Unis. C'est pourquoi, malgré la difficulté que cela a pu représenter d'obtenir par la suite la nationalité américaine, l'auteur relativise l'importance de la confession de ces parents par rapport à ce que représente leur mariage.

Le renouveau de l'immigration des années 1950, qui construisit une nouvelle vie au sein de la communauté chinoise américaine, provoquait par la même occasion de nouvelles attaques. La plus traumatisante d'entre elles était le résultat des activités d'Everett F. Drumright comme consul des États-Unis à Hong Kong. En décembre 1955, Drumright fit un rapport au Département d'État au sujet de ce qu'il appelait « un fantastique système de fraude de passeport et de visas [221]». Il argumenta par la suite que les Chinois communistes utilisaient ce système pour infiltrer des agents sur le territoire américain. Drumright fit ses déclarations à un moment très sensible dans les relations sino-américaines. Une année auparavant, Chiang Kai-Shek avait déplacé des dizaines de milliers de troupes vers Quemoy et Matsu, deux îles sous domination du ROC (Republic of China), très proches de la Chine continentale. En réponse à cette provocation, les partisans du PRC (People's Republic of China) bombardèrent les deux îles et envoyèrent des troupes pour occuper les îles où se trouvaient les troupes de Chiang Kai-Shek. Dwight D. Eisenhower et son secrétaire d'état John Foster, tout deux alliés du ROC et de Chiang Kai-Shek, discutèrent de la possibilité d'utiliser la bombe nucléaire sur la Chine afin de protéger les îles côtières. Bien que les deux parties aient reculé et ne soient pas entrés en conflit direct, la situation resta extrêmement tendue entre le PRC et les États-Unis[222].

En 1955, les dirigeants américains rencontrèrent de grandes difficultés pour installer Ngo Dinh Diem comme premier ministre de la République du Vietnam, posant ainsi les bases du futur engagement militaire américain dans la Guerre du Vietnam. Comme beaucoup de pays du Sud-Est asiatique, au Vietnam vivaient une importante population d'origine chinoise, un élément qui inquiétait les dirigeants américains. Everett Drumright rapporta au président Eisenhower ses convictions que l'on ne pouvait en aucun cas faire confiance aux Chinois étrangers, aussi bien dans le Sud-Est de l'Asie qu'aux États-Unis. Drumright insinua aussi que le PRC pouvait facilement infiltrer des agents communistes aux États-Unis, endoctrinant

[220] *Ibid*., p.118.
[221] Charlotte BROOKS, *Between Mao and McCarthy : Chinese American Politics in the Cold War Years*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 2015. Chapitre cinq, emplacement 3199, kindle edition.
[222] Jian CHEN, *Mao's China and the Cold War*, University of North Carolina Press, 2001, p. 167.

ainsi de jeunes Chinois et faisant chanter les Chinois-Américains ayant de la famille à Guangdong[223].

Néanmoins, Drumright précisa dans son rapport qu'il n'était pas envisageable que les dirigeants américains, même s'ils étaient persuadés de la déloyauté des Chinois-Américains ou étrangers, puissent afficher leur méfiance publiquement. La nation avait changé depuis 1942 et l'internement des Japonais-Américains. Les critiques internationales au sujet des inégalités aux États-Unis embarrassaient l'administration du président Eisenhower alors en pleine Guerre Froide. Le fait que la communauté internationale scrute avec attention les moindres mouvements des États-Unis limita grandement le champ d'intervention des dirigeants américains à l'égard des Chinois-Américains. Ils ne pouvaient pas, par exemple, les incarcérer sous prétexte d'une menace pour la sécurité intérieure du pays comme ils l'avaient fait avec les Japonais-Américains.

En mars 1956, les agents de l'INS menèrent une séries de raids pour saisir des immigrants clandestins dans les Chinatowns des côtes Est et Ouest américaines. La protestation des établissements chinois concernés souligna la perte économique provoquée par ces raids plutôt que la violation des droits de l'homme qu'ils impliquèrent. Dans une plainte formulée à l'administration d'Eisenhower, les leaders chinois de la ville de New-York se plaignirent que les raids contre l'immigration clandestine causaient par semaine une perte d'argent de 100 000 dollars pour les marchands chinois.

B. Divisions des Chinois entre pro-communistes et partisans du parti Kuomintang :

Les différentes persécutions à l'égard de la communauté chinoise des États-Unis se firent aussi sentir à travers les divisions qui éclatèrent entre les dirigeants politiques de la communauté. Dans son livre, *Between Mao and McCarthy : Chinese American Politics in the Cold War Years*[224], Charlotte Brooks fait état des différentes divisions au sein des communautés chinoises américaines. Elle compare ainsi les communautés de San Francisco et de New-York. À l'aube du XXe siècle, New-York et San Francisco semblaient similaires sur de nombreux points : il s'agissait de ports majeurs aux États-Unis avec des cultures cosmopolites, des syndicats puissants, et une longue histoire de participation des immigrants

[223] Everett DRUMRIGHT, « Report on the Problem of Fraud at Hong Kong », December 9, 1955, pp. 1-3a, file 56364/51.6, box 598, Record Group 85, National Archives and Record Administration I, Whashington, D.C.
[224] Charlotte BROOKS, *op. cit*., Chapitre quatre, emplacement 2534, Kindle edition.

dans la vie politique. En réalité leur culture politique différait sur de nombreux points. La machine politique démocrate dominait la ville de New-York, et le socialisme faisait appel aux classes ouvrières très importantes. Travaillant dans de terribles conditions et subissant le mépris des élites protestantes, beaucoup de juifs et de d'immigrants catholiques, ainsi que leurs enfants, s'engagèrent dans une politique plus radicale qui les amena, dans les années 1930, à rejoindre l'*American Labor Party* ou parfois l'aile libérale du Parti Démocrate. À San Francisco, les conditions de travail étaient souvent meilleures, le parti de l'*American Federation of Labor* détenait un pouvoir important, et la ligne entre les Asiatiques et les non-Asiatiques était définie au préalable. Incontestablement, les Euro-Américains et leurs enfants évitaient soigneusement le socialisme, bien que certains aient voté pour la campagne d'Upton Sinclair en 1934 : *Upton Sinclair's End Poverty in California* (EPIC). Dans ces années là, les Chinois de New-York réussirent bien mieux à s'intégrer dans les politiques locales que leurs homologues de la côte Ouest. Les Chinois de San Francisco devaient encore lutter contre le mouvement antichinois.

Mais à la fin de cette période des années 1930, la situation s'inversa brutalement. À San Francisco, la génération des premiers Chinois nés citoyens américains fut en âges de voter lors de la Grande Dépression. La plupart de ces Chinois-Américains furent grandement inspirés par Franklin Roosevelt et son New Deal, et ils travaillèrent au développement du Parti Démocrate dans leur État[225]. Malgré une longue tradition de racisme antichinois sur la côte Ouest, les Euro-Américains accueillirent chaleureusement les nouveaux adhérents chinois au Parti Démocrate. À l'inverse, l'influence des Chinois-Américains dans les partis politiques de New-York déclina à cette époque. Les Chinois-Américains new-yorkais offraient peu d'intérêt aux politiciens à la recherche de nouvelles voix. La plupart d'entre eux soutenaient l'organisation démocrate Tammany Hall, et lorsque le maire républicain de New-York, Fiorello LaGuardia utilisa son énorme popularité pour attaquer Tammany Hall, sapant irrésistiblement son pouvoir et son influence, il fragilisa par la même occasion la position des Chinois-Américains de New-York[226].

Dans les années 1930 et 1940, le Parti Nationaliste chinois (KMT) de Chiang Kai-Shek essaya de devenir plus influent auprès des communautés chinoises-américaines, en envoyant par exemple des membres du parti démarcher et promouvoir la propagande du KMT. Ces efforts furent récompensés durant la Seconde Guerre mondiale lorsque le Parti Nationaliste organisa des collectes de fonds pour le gouvernement chinois. Mais pendant la

[225] *Ibid*., chapitre 1, emplacement 408/8148, kindle edition.
[226] *Ibid*., chapitre 1, emplacement 408/8148, kindle edition.

Guerre civile chinoise, qui débuta en 1946 et se termina par la victoire des communistes sur le Parti Nationaliste en 1949, les efforts entrepris par le KMT pour exercer son influence sur les communautés chinoises-américaines s'avéra être un échec. Alors que les Chinois-Américains commençaient à sortir progressivement de leur isolation culturelle pour s'incorporer à la culture américaine, la conduite de la Guerre Civile par le Parti Nationaliste de Chiang Kai-Shek fut grandement critiqué par une partie des membres du KMT. En 1948, on constate un développement politique propre aux Chinois-Américains et distinct des luttes fractionnelles chinoises, et ce aussi bien à San Francisco qu'à New-York[227].

Le KMT, conscient des évolutions majeures qu'avait connue la communauté chinoise américaine avec la Seconde Guerre mondiale, désirait mettre à profit les nouvelles connections avec les politiciens américains. Ce fut le cas à la fin des années 1940, lorsque le KMT voulut rallier les Chinois-Américains et ainsi supprimer le *Chinese Communist Party* (CCP). Entre 1946 et 1948, les dirigeants du KMT, comme Shing Tai Liang, semblait craindre de perdre du pouvoir sur les communautés chinoises-américaines de New-York et de San Francisco[228].

Il y avait notamment des divergences dans la communauté de San Francisco au sujet du régime à soutenir en Chine. Comme a pu le noter le journaliste Gilbert Woo, certains soutenaient le régime encouragé par Wang Jingwei, un homme politique chinois, proche collaborateur de Sun Yatsen, membre de l'aile gauche du parti Kuomintang qui dirigea un temps le gouvernement de la République Populaire de Chine, d'autres encore encourageaient le régime de Chiang Kai-Shek[229]. La politique chinoise était constamment une source de conflit car les Chinois-Américains avaient peur pour le futur de leur terre ancestrale.

En 1949, lorsque la Chine passa sous le contrôle des communistes dirigés par Mao Zedong, les membres du gouvernement nationaliste de Chiang Kai-Shek s'échappèrent vers l'île de Formose, aussi appelée Taiwan. Celle-ci était retournée sous le contrôle de la Chine quand les Japonais furent vaincus en 1945. Un exode massif accompagna l'état-major nationaliste et les troupes rescapées : la population de Taiwan passa alors à deux millions de personnes. Taipei fut proclamée capitale provisoire. C'est à cet endroit que le gouvernement nationaliste de Chiang Kai-Shek prit le contrôle d'une population constituée essentiellement d'aborigènes, auxquels s'ajoutèrent les nouveaux immigrants chinois favorables au régime de

[227] *Ibid*., chapitre 2, emplacement 1146/8148, Kindle edition.
[228] *Ibid*., chapitre 2, emplacement 1184/8148, Kindle edition.
[229] Yunzun LIU, Dehua ZHENG, and Larry LAM, ed. Hu Jingnan WENJI (The Collected works of Gilbert Woo), *Hu Hanmin, Wang Jingwei, and Chiang Kai Shek Led Rival Factions of the Chinese Nationalist Party (Kuomitang),* Hong Kong : Xiangjiang, 1991, p. 489.

Chiang Kai-Shek, et qu'ainsi fut établi un centre de pouvoir rival de celui des communistes[230]. Les États-Unis apportèrent leur soutien au gouvernement taiwanais de Chiang Kai-Shek. En conséquence de la bonne entente de ces deux gouvernements de nombreux immigrants taiwanais émigrèrent vers les États-Unis. La signature de certains actes aux États-Unis facilita cette immigration. On peut notamment évoquer *The War Brides Act,* datant du 28 décembre 1945 et permettant aux soldats de l'armée américaine de faire venir aux États-Unis leurs épouses de guerre étrangères, et leurs enfants légitimes ou adoptés. Plus de 100 000 personnes bénéficièrent de cet acte avant son expiration en 1948. *The Fiancees Act*, signé en 1946, est une extension du *War Brides Act*. *The Displaced Persons Act* de 1948 et *The refugee Relief Act* de 1953, permettait aux personnes refugiées d'être admises et replacées aux États-Unis. Le *Refugee Relief Act* permit l'admission aux États-Unis de 214 000 immigrants, dont 45 000 provenaient de pays sous domination communiste. 2000 réfugiés chinois furent ainsi accueillis aux États-Unis. À ce même moment une pression accrue pour accueillir les réfugiés offrait des possibilités aux proches des Chinois-Américains pour rejoindre leurs familles déjà présentes aux États-Unis. En effet comme évoqué précédemment, le Programme de Confession autorisait les Chinois-Américains en situation de clandestinité à se confesser et ainsi à faire venir aux États-Unis leur épouse et leur enfants laissés en Chine. Ce programme, même s'il éveilla la peur de la déportation et de l'expulsion, permit la réunification de familles chinoises séparées depuis des années.

En 1952, le passage de la loi McCarran-Walter sur l'immigration et la naturalisation apporta des changements intéressants à la législation américaine et permit une certaine reprise de l'immigration asiatique, même si en réalité cette loi ne changeait pas vraiment les discriminations à leur égard. La loi révoquait les dernières mesures excluant l'immigration asiatique et elle allouait à chaque nation asiatique un quota minimum de cent visas chaque année[231]. Qui plus est elle élimina les lois empêchant les Chinois d'être naturalisés citoyens américains. Malgré cette avancé législative majeure, la participation de la Chine communiste dans la guerre de Corée mit les Américains d'origine chinoise dans une position défensive. Les groupes chinois devaient faire face à l'hostilité américaine et prouver leur loyauté envers les États-Unis et envers la République chinoise de Taïwan. La possibilité que les Chinois-

[230] James CIMENT, *Postwar America : An Encyclopedia of Social, Political, Cultural, and Economic History*, Routledge, 2006, p. 215.
[231] Source issue du site de l'*Office of the Historian* du gouvernement des États-Unis, « The Immigration and Nationality Act of 1952 (The McCarran-Walter Act) » :
URL : https://history.state.gov/milestones/1945-1952/immigration-act (Dernière consultation jeudi 12 mai 2016 à 14h00).

Américains deviennent des ennemis des États-Unis, comme l'avaient été les Japonais-Américains pendant la Seconde Guerre mondiale commença à s'imposer.

C. Le Japonais-Américain Koji Ariyoshi défend les organisations ouvrières de Hawaï et dénonce la chasse aux sorcières :

En 1942, Koji Ariyoshi fut recruté comme traducteur japonais par le service de renseignement militaire américain. Après un entraînement au sein du camp militaire Savage, Koji Ariyoshi rejoignit une unité du bureau d'information de la guerre afin de travailler sur la guerre psychologique à l'étranger. Il fut affecté à différents postes, notamment en Inde et à la frontière entre la Birmanie et l'Inde. Lors de ces déplacements il écrivit des pamphlets de propagande et interrogea des prisonniers japonais[232].

En juin 1944, Ariyoshi fut volontaire pour participer à la mission du bureau d'investigation militaire américain (The Office War Information) en Chine. Après avoir été sélectionné, il passa les mois suivants dans les régions du Kunming et du Chungking en Chine. L'Office War Information fut créé par l'ordre exécutif du 13 juin 1942 et devait servir comme centre d'information et de coordination des nouvelles en temps de guerre pour les États-Unis à l'étranger. Ce bureau était dirigé par Elmer Davis, membre de l'Office for Emergency Management. Aux États-Unis, l'Office War Information, par sa direction générale des opérations nationales, diffusait toutes les informations concernant la guerre et maintenait le moral par la promotion de programmes éducatifs appropriés. La branche d'opération à l'étranger effectuait une guerre psychologique sur les territoires ennemis occupés par les troupes japonaises en utilisant les émissions de radio, les dépliants et les journaux[233].

En octobre 1944 il fut assigné à l'avant poste éloigné de Yenan, un territoire contrôlé par les Chinois communistes, comme membre de la section d'observation des États-Unis. Cette mission était surnommée la « Dixie Mission ». Elle avait pour but d'examiner s'il était possible de créer des liens avec les Chinois communistes vivant dans les grottes et engagés dans une guérilla contre les occupants japonais.

Au Yenan, Ariyoshi fit plusieurs voyages au Chungking pour voir le général Wedemeyer. Le général lui précisa que les États-Unis comptaient effectuer des vols aériens et

[232] Greg ROBINSON, « Koji Ariyoshi », Denshô Encyclopedia :
URL : http://encyclopedia.densho.org/Koji_Ariyoshi/ (Dernière consultation le 15 avril 2016 à 23h00).
[233] CARTER Carolle J., *Mission to Yenan, American Liaison with the Chinese Communists, 1944-1947*, University Press of Kentucky, 1997, p.153.

désiraient bien équiper les troupes nationalistes au sein de la Chine communiste pour défendre la « Chine libre ». Ariyoshi prédit une victoire communiste dans l'affrontement inéluctable qui allait arriver, ce qui déplut à Wedemeyer, qui lui demanda de répéter ses prédictions au Major général Patrice J. Hurley, un ancien avocat millionnaire choisi par le président Franklin Delano Roosevelt le 10 août 1944 pour assurer la liaison entre le gouvernement américain et celui de Chiang Kai-Shek, leader du parti nationaliste chinois. Il semblait évident pour les Américains qu'à la fin des hostilités internationales de la Seconde Guerre mondiale, une guerre civile inévitable aurait lieu entre les communistes et les nationalistes chinois. Le fait de choisir Hurley à ce poste montrait la volonté de Roosevelt de soutenir les nationalistes chinois[234].

Lors de ses voyages Ariyoshi fut surpris par le meilleur statut des paysans et des petits fermiers vivant sous le régime communiste. Ils avaient des meilleures conditions de vie que sous le gouvernement nationaliste de Chiang Kai-Shek. Il fut aussi très impressionné par les leaders communistes qu'il rencontra, notamment Mao Zedong et Chou Enlai. Ariyoshi avait une très mauvaise image du parti corrompu de Chiang Kai-Shek et du Kuomintang de la région de Chungking. Au contraire il apprécia tout ce que le parti communiste lui montra, aussi bien pour les conditions de vie des travailleurs, que pour le sort réservé aux prisonniers japonais qu'ils essayaient de convertir à leur cause.[235] Il parla donc du régime communiste de façon favorable à son armée et à ses responsables diplomatiques. Ariyoshi resta à Yenan jusqu'au printemps 1946.

[234]Ibid, p.106.
[235] Informations issues d'un article sur les mémoires d'Ariyoshi dans le *Honolulu Star-Bulletin* datant du 3 mai 2005 :
URL : http://archives.starbulletin.com/2005/05/03/features/index.html (Dernière consultation jeudi 12 mai 2016 à 15h00).



Figure 11 : Koji Ariyoshi (à gauche), en compagnie de Mao Zedong (à droite) en 1944 dans la région du Yénan en Chine. Collection personnelle de Roger Ariyoshi.

À son retour de l'étranger, Ariyoshi s'installa à New-York, où il travailla comme activiste au sein du comité japonais américain pour la démocratie (JACD), et notamment comme agent de liaison entre la JACD et la ligue d'émancipation chinoise basée au Yenan (Chinese People's Emancipation League). Il répondit aussi positivement à l'invitation de Larry Tajiri en 1947 lui demandant de tenir une chronique politique au sein du journal japonais américain *The Pacific Citizen*. Le *Pacific Citizen* édité par Larry Tajiri était selon ce qu'en raconte Koji Ariyoshi dans ses mémoires :

> « Cette personnes fut l'une des choses les plus précieuses qui fut donnée aux Issei (les immigrants japonais nés au Japon) et aux Nisei (les enfants nés aux États-Unis des immigrants japonais). Larry Tajiri fit de l'hebdomadaire de la *Japanese Americans Citizen League* un journal de grande influence qui suscitait un soutien national de la part des Américains d'origine japonaise. Le *Pacific Citizen* publiait à l'extérieur des camps de concentration, il donnait une voix aux plaintes des évacués des camps, gardait les détenus japonais américains informés dans les différents centres d'évacuation, et leur permettait généralement de garder espoir »[236].

[236] Koji ARIYOSHI, *From Kona to Yenan : The Political Memoirs of Koji Ariyoshi*, University of Hawaii Press, 2000, p.50.
« This was one of the very fortunate things that happened to the Issei (Immigrant born in Japan) and the Nisei, for Tajiri made the weekly an influential voice that elicited support nationally for people of Japanese ancestry. And the *Pacific Citizen* published outside the relocation centers, gave voice to grievance of evacuees in the camps, kept the evacuees informed of occurrences in the various centers, and generally helped to give them perspective ».

En 1948 Ariyoshi retourna vivre à Hawaï. Avec le soutien de l'ILWU, il fonda un journal radical hebdomadaire nommé le *Honolulu Record*. En tant que rédacteur, il défendit les organisations syndicales, permettant le développement du mouvement travailliste local de Hawaii, et ce en collaboration avec le parti démocrate, ainsi que de meilleures conditions de travail pour les travailleurs et l'égalité raciale. Le journal répandit rapidement son influence, malgré de petits profits.

Ariyoshi évoquait beaucoup de sujets sur les discriminations raciales telles que les violences policières à l'égard des Africains-Américains, ou bien l'expulsion des Indiens-Américains, des associations collégiales continentales, sans oublier ses nombreuses critiques à l'égard de la Guerre de Corée (1950-1953)[237].

En 1951, Ariyoshi et six autres membres du journal, surnommés les « Honolulu Seven », furent arrêtés, en accord avec le « Smith Act » rendant illégale tout agissement visant à renverser le Gouvernement des États-Unis ou encourageant une idéologie mettant en danger le gouvernement (comme le communisme par exemple, 215 personnes furent arrêtées en vertu de cette loi, dont des communistes, des anarchistes et des fascistes), et accusés d'être membres du parti communiste. Ariyoshi note dans ses mémoires qu'être membre du parti communiste n'était pas interdit à cette époque, mais qu' « à partir du moment où la Chine communiste et le gouvernement américain sont entrés dans une guerre non déclarée lors de la guerre de Corée, les préoccupations américaines devinrent hystériques et irrationnelles à l'égard des communistes[238] ».

Après ces accusations, Ariyoshi publia ses mémoires sous différentes formes au sein du journal *Honolulu Record*. En juillet 1953, un jury déclara Ariyoshi coupable d'appartenance au Parti Communiste. Il fit appel de ce jugement mais ne gagna pas. Il continua de publier l'*Honolulu Record* jusqu'en 1958. Incapable de poursuivre la publication du journal pour des raison financières, les maigres profits qu'il réalisait depuis le début de sa publication ne suffisant plus à couvrir les frais nécessaires au journal, il cessa son activité.

Ariyoshi déclara par rapport aux arrestations des « Honolulu Seven » que leur rhétorique était comparable aux véritables intentions du gouvernement :

---

[237] Helen CHAPIN GERACIMOS, *Shaping History : The Role of Newspapers in Hawai'i*, University of Hawaï, 1996

[238] Informations issues d'un article sur les mémoires d'Ariyoshi au sein du *Honolulu Star-Bulletin* datant du 3 mai 2005 : « But given that the United States and "Red China" were engaged in an undeclared war in Korea, the narrator's description of American concerns about communist subversion as "hysteria" and an "irrational fear" seems myopic ».
http://archives.starbulletin.com/2005/05/03/features/index.html (Dernière consultation le jeudi 12 mai 2016 à 15h00).

« Qu'est-ce qu'un 'motif national' ? Ceux qui ont pris le train en marche de la chasse aux sorcières, ont dit que c'est l'arrestation et l'incarcération des communistes, ou plutôt des prétendus communistes et non-conformistes… En fait, le 'motif national' de nos jours c'est l'attaque contre les syndicats, l'achat de quelques dirigeants, tentant d'écraser les syndicats militants non conformes, des purges pour manque de loyauté, une menace de guerre pour conditionner les gens à continuer de se mobiliser, et des profits sans précédents pour les gros industriels et financiers dont les hommes de main dirigent le gouvernement »[239].

Ariyoshi voyait donc la chasse aux communistes comme un instrument de répression politique utilisé par le gouvernement des États-Unis et les organisations anti-communistes, servant l'intérêt de des élites dirigeantes et voulant écarter les syndicats pour continuer d'exploiter le travail des classes ouvrières.

Ariyoshi décrivit de façon précise comment les dirigeants capitalistes s'y prenait pour s'enrichir : « Ils évitent les taxes, construisent des usines avec l'argent des contribuables, et se battent constamment pour augmenter les impôts des personnes à faibles revenus. 10 500 000 familles vivent avec moins de deux mille dollars par an[240] ». Et dans une région comme Hawaï cela a des répercussions directes sur les asiatiques américains en particulier, car comme nous le savons Hawaï est un site historique de l'immigration asiatique.

La classe ouvrière asiatique américaine souffrait de façon disproportionnée de la politique répressive envers les syndicats, qui étaient souvent de gauche, mais pas nécessairement communistes.

Le parcours de cet homme remet en cause certains points négligés de l'histoire des luttes communes entre Japonais et Chinois américains. Comme nous pouvons le constater les liens qui unirent Ariyoshi et les Chinois communistes du Yenan vont au delà des rivalités raciales dues à l'agression de la Chine par les Japonais lors de la Guerre Sino-japonaise débutée en 1937 avec l'invasion de la Mandchourie. Le travail effectué par Ariyoshi au cours de sa vie pour défendre les libertés civiques ainsi que les rencontres qu'il a pu faire de par son activisme et ses opinions politiques, nous permettent de constater des contacts entre les deux communautés. Le fait que Koji Ariyoshi soit proche des communistes chinois, ou bien que la

---

[239] Koji ARIYOSHI, « Honolulu Editor and labor leader Koji Ariyoshi describes the arrest of seven suspected communists in Hawai'i (1951), 200, « Major Problems in Asian American History » (2003) : pp.334-336, 334-335 :
« What is this 'national pattern' ? Those who ride the bandwagon of the witchunters say it is the arrest and incarceration of Communists, alleged Communists and non-conformists… Actually, the 'national pattern' today is the attack against trade unions, the buying off some top leaders, attempting to crush militant unions that do no conform, loyalty purges, a war scare to condition the people for continued mobilization, unprecedented profits for big industrialists and financiers whose key men run the government ».

[240] *Ibid*., pp. 334-335 : « They dodge taxes, gets plants built free with taxpayers' money, and constantly fight to raise taxes of the low-income earners, 10,500,000 families of whom live… on less than $2000 a year ».

Japanese Americans Citizen League ait établi des contacts avec la *Chinese People's Emancipation League* basée au Yenan montre l'engagement et la volonté des peuples asiatiques américains de vouloir progressivement se libérer des carcans de la discrimination raciale et de faire entendre leurs opinions. Ces alliances ouvrent le chemin vers le combat pour les libertés civiles et la création d'un panasiatisme américain, des luttes au sein desquelles les communautés chinoise et japonaise américaines auront un rôle important au cours des années 1960.

Troisième Partie :

Émergence du panasiatisme et alliances des minorités chinoise-américaine et japonaise-américaine au sein du mouvement pour les droits civiques des années 1960 :

Les luttes communes menées par les Chinois-Américains et les Japonais-Américains au cours de la période du mouvement des droits civiques aux États-Unis sont le résultat d'une prise de conscience individuelle puis collective au sein des différentes communautés asiatiques américaines. Cette prise de conscience des Asiatiques-Américains intervient après des années de discriminations. Ces minorités désiraient changer la société américaine, de façon à ce qu'elle soit plus égalitaire et que toute forme de législation raciale soit abolie, comme notamment les restrictions sur l'immigration asiatique, toujours limitée par le *Mccarran-Walter Act* à des quotas de visas par an, ou encore la politique ségrégationniste envers les Afro-Américains autorisée par les *Jim Crow Laws* depuis 1890 dans les états du Sud des États-Unis. Les mouvements et les organisations activistes asiatiques-américaines s'inspirent dans leur grande majorité des revendications afro-américaines et de la lutte pour les droits civiques que Martin Luther King, ainsi que d'autre activistes pacifistes afro-américains, menèrent au cours des années 1950 et 1960.

Outre l'inspiration de ces revendications exprimées à travers des actes non-violents, comme les sit-in, les manifestations ou encore l'organisation de boycotts envers des magasins appliquant les lois discriminatoires envers les Afro-Américains dans les États du Sud, des mouvements plus radicaux, comme celui du Black Panthers, inspirèrent eux aussi énormément les activistes asiatiques-américains. Par exemple une personnalité comme Malcom X, célèbre activiste afro-américain radicalisé, fut notamment très proche de Yuri Kochiyama, une des activistes japonaises-américaines les plus connues. Malgré le fait que des organisations pan-asiatiques radicales, comme celle des Chinois-Américains du *Red Guard Party*, aient eu un impact très relatif sur les changements sociaux et politiques opérés dans les années 1960 et 1970, ainsi qu'auprès des communautés asiatiques-américaines, en raison de leur radicalisme politique et idéologique, elles furent tout de même représentatives du désir d'évolution d'une partie de la jeunesse asiatique-américaine.

La création d'une unité pan-asiatique avait pour but de coaliser toutes les communautés asiatiques américaines, qui séparées étaient minoritaires et donc peu entendues, mais qui une fois réunies purent enfin avoir un vrai impact politique dans la société américaine, tout en restant minoritaires. L'histoire de cette coalition pan-asiatique est bien entendue marquée par des divergences d'opinions ainsi que des conflits inter-ethniques, mais la façon dont elle lutta lui permit d'obtenir gain de cause sur certains sujets. On peut notamment évoquer l'ouverture américaine à l'immigration asiatique avec la signature de l'*Immigration and Nationality Act* en 1965, ouvrant la voie à une politique migratoire novatrice et plus libérale, mais aussi des victoires historiques à travers la signature du *Civil Liberties Act* par Ronald Reagan en 1988, reconnaissant le préjudice causé aux Japonais-Américains lors de leur internement pendant la Seconde Guerre mondiale. Qui plus est, ces batailles politiques et judiciaires attirèrent l'attention des médias américains. Ils relayèrent à travers des reportages et des rétrospectives, diffusées aussi bien dans la presse écrite que dans des émissions télévisuelles nationales ou locales, la grande campagne menée dans les années 1970 par les représentants de la communauté japonaise-américaine, avec notamment l'engagement décisif de la JACL, exigeant la réparation de l'internement subi pas les Japonais-Américains durant la guerre.

7. La construction de l'identité pan-asiatique :

Les luttes sociales et les changements démographiques opérés dans les années 1960 ont donné une impulsion importante aux mouvements asiatiques-américains et ont façonné l'identité des Asiatiques-Américains. Ils désiraient acquérir un poids politique leur permettant de faire entendre leurs revendications et leur volonté de mettre fin aux discriminations raciales touchant les Asiatiques-Américains. Influencés par d'autres minorités américaines, comme notamment les Afro-Américains, ils prirent conscience des points communs entre les différents groupes ethniques vivant aux États-Unis en matière de discrimination sociale et politique. Les étudiants américains des années 1960 ont un rôle important dans l'élaboration des idées contestataires. Leur politisation et leur activisme sont la source de nombreux mouvements revendicatifs. Une coalition étudiante, apparue au début des années 1960 sur la côte pacifique américaine au San Francisco State College, étaient le fruit d'une alliance d'étudiants issus de différentes origines, aussi bien afro-américains, asiatiques-américains, hispano-américains ou encore natifs-américains. Cette alliance étudiante critiquait les études ethniques les concernant à l'université et le contrôle de ces programmes et de l'histoire qui en

résultait. Les étudiants rejetaient l'appelation de « minority student » et de « nonwhite » et se proclamèrent le Third World Movement[241]. Les Asiatiques-Américains rejetèrent l'étiquette d'Orientaux qui leur était attachée aux États-Unis, et préfèrèrent se revendiquer « Asian American » (Asiatique-Américain), un terme développé par l'historien japonais-américain Yuji Ichioka en 1968[242]. À travers les organisations, les publications, et les programmes d'études sur les Asiatiques-Américains, les activistes asiatiques américains construisirent une solidarité pan-asiatique en envisageant leur destin commun dans la société américaine. Le concept de panasiatisme permit à divers groupes asiatiques américains de comprendre les inégalités sociales régnant aux États-Unis et les différences d'interprétations concernant l'histoire des minorités américaines telle qu'elle était enseignée dans les universités[243].

A. L'émergence d'une identité asiatique américaine et du « Yellow Power » :

En suivant les deux exemples de lutte contre les discriminations raciales représentées par le mouvement pacifiste pour les droits civils instigué par Martin Luther King ainsi que celui de l'organisation plus radicale des Black Panthers, les activistes asiatiques américains menaient leur propre « Yellow Power Movement » à la recherche de la liberté de l'ensemble des Asiatiques-Américains contre l'oppression raciale institutionalisée aux États-Unis [244]. Selon Paul Spickard, les Asiatiques-Américains savaient depuis longtemps que leur existence en tant que groupe était le fruit d'une identité américaine d'origine asiatique délibérément construite dans le but de s'unir contre les discriminations rencontrées par chacun des groupes asiatiques au cours de leurs expériences aux États-Unis[246]. Le terme d'« Asian American », développé par l'historien japonais-américain Yuji Ichioka en 1968, fut relayé et developpé par une coalition d'activistes asiatiques américains s'identifiant à ce terme. La compréhension de cette identité asiatique-américaine a changé en fonction du contexte historique et des différentes luttes dans lesquelles s'engagèrent les activistes asiatiques-américains et leurs alliées issus d'autres minorités américaines. Par conséquent les limites et le contenu de la

[241] Bob BLAUNER, *Still the Big News : Racial Oppression in America*, Philadelphia, Temple University Press, 1972, p. 51.
[242] K. Connie KANG, « Yuji Ichioka, 66; Led Way in Studying Lives of Asian Americans », *Los Angeles Times*, 7 septembre 2002.
[243] Lisa LOWE, *Critical Terrains: French and British Orientalisms*, Cornell University Press, 1991, p. 30.
[244] Amy UYEMATSU, *Roots: An Asian American Reader*, University of California, Los Angeles Press, 1971, p. 12.
[245] *Ibid*., p. 12.
[246] Paul SPICKARD, « Whither the Asian American Coalition », *Pacific Historical Review*, vol. 76, No. 4, Novembre 2007, p. 586.

coalition asiatique-américaine ont été eux aussi redéfinis et sont sans doute amenés à évoluer de nouveau.

Avant les années 1950 la plupart des gens d'origine asiatique ne se considéraient pas comme faisant partie d'un groupe asiatique américain mais réfléchissaient plutôt selon un principe d'identité communautaire propre et unique, c'est à dire en fonction de leur origine nationale. Néanmoins certaines personnes, essentiellement des Chinois-Américains, des Japonais-Américains et des Philippins-Américains voyaient déjà dans l'union des Asiatiques-Américains un avenir porteur de grandes ambitions. Toutefois ils restaient minoritaires. Lors des deux décennies qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Japonais-Américains, les Chinois-Américains et les Philippins-Américains ont commencé à avoir des expériences communes aux États-Unis pour finalement former une autre forme de pan-ethnicité : les Asiatiques-Américains. Dans les années 1950 et 1960, une génération a grandi ensemble dans les écoles et les rues américaines.

À Seattle, il y avait notamment une zone centrale allant de Chinatown à Rainier Valley, en passant par Beacon Hill, où les familles de travailleurs philippins, chinois et japonais-américains vivaient les unes à coté des autres[247]. À San Francisco la même chose se produisait avec le Chinatown proche de Russian Hill et de la Western Addition, un quartier regroupant une importante population afro-américaine. Dans Los Angeles, il en fut de même entre le Chinatown, le Little Tokyo et Boyle Heights (le quartier mexicain de la ville). Beaucoup de jeunes d'origines diverses allèrent à l'école ensemble, jouèrent ensemble et furent traités de la même façon par leurs professeurs euro-américains car ils étaient tous américains. Les autres groupes raciaux avec qui ils eurent des liens furent les Afro-Américains (sauf à Honolulu), mais bien que des amitiés se soient formées entre Asiatiques et Afro-Américains, ils restèrent néanmoins des personnes et des groupes distincts.

Les Asiatiques-Américains arrivèrent en nombre dans les universités américaines dans les années 1960. Dans les différentes universités du pays telles que UCLA, Berkeley, San Francisco State, l'université de Washington et d'autres encore, ils se politisèrent dans la seconde moitié des années 1960 à travers le mouvement des droits civiques et la lutte contre la guerre du Vietnam. Ils constatèrent que le mouvement des droits civiques et le mouvement du Black Power commençaient à apporter des réponses aux problèmes que rencontrait la communauté afro-américaine. Les étudiants militants qui formaient les syndicats étudiants afro-américains étaient très souvent des personnes que les Asiatiques-Américains avaient

[247] Ibid. p. 589.

connues au lycée. Il ne fallut pas longtemps aux Asiatiques-Américains, témoins de cet activisme de la part de leurs amis afro-américains, pour devenir activistes eux-mêmes.

Lors de l'été 1968, plus d'une centaine d'étudiants de divers milieux se rendirent à la conférence « Are You Yellow ? » à UCLA pour discuter des questions sur le Yellow Power, l'identité asiatique-américaine ou encore la guerre du Vietnam[248]. Il est intéressant de constater les rapprochements qui s'établirent entre les Asiatiques-Américains et les Afro-Américains. Même si les histoires des deux populations afro-américaines et asiatiques-américaines ne sont pas identiques, la population afro-américaine fut amenée par l'esclavage, alors que celle venant d'Asie avait immigrée de son plein gré à la recherche de meilleures conditions de vie et afin de participer à la ruée vers l'or du milieu du XIXe siècle. La priorité des Asiatiques-Américains fut d'évoluer dans la société américaine aussi vite que possible. Les nationalistes asiatiques américains admiraient la culture des nationalistes afro-américains et du mouvement Black Power. La conférence de 1968 avait pour but de réapproprier le terme « Yellow » à la communauté asiatique américaine. La conférence se concentra sur la construction de l'identité asiatique-américaine, ainsi que sur le mouvement Yellow Power et sur la Guerre du Vietnam[249].

En 1970, une nouvelle organisation en Californie du Nord se faisait appeler « Yellow Seed » car le jaune est le lien commun entre les Asiatiques-Américains et Seed symbolise la croissance comme celle de l'individu ou d'une alliance. Cette référence au jaune ne convenait plus lorsque les Philippins rejetèrent le terme, revendiquant qu'ils étaient « marrons » et pas jaunes[251]. Conscients de cette exclusion involontaire, ils décidèrent de se renommer « Asiatique-Américains ». Le terme d' « Asian American » leur donna une plus grande influence politique à travers le fait qu'ils touchaient désormais, non pas seulement les personnes de couleur jaunes, mais les personnes issues des pays d'Asie. Toutes ces tentatives pour se trouver un nom reflétaient la nécessité d'unifier une communauté à la recherche d'une identité. Une organisation anti-impérialiste asiatique américaine nommée *Yellow Seed* publiant un journal portant le même nom apparut à Philadelphie en 1971. Cette organisation était installée dans le Chinatown local et publiait des articles concernant la communauté chinoise du Chinatown. Le journal avait pour but, comme la plupart des journaux activistes,

[248] Yen ESPIRITU, *Asian American Panethnicity: Bridging Institutions and Identities*, U.S, Temple University Press, 1994, p. 32
[249] Klara SZMANKO, *Invisibility in African American and Asian American Litterature : A Comparative Study*, McFarland, 2008, p. 100.
[250] Yen ESPIRITU, *op. cit.,* p. 32
[251] Violet RABAYA, « Fillipino Immigration : The Creation of a New Social Problem », dans *Roots : An Asian American Reader*, de Amy TACHIKI, Franklin ODO, Eddie WONG, et Buck WONG, Los Angeles, UCLA Asian American Studies Center, 1971, p. 110.

un changement social radical. *Yellow Seed* publia de 1972 à 1977 avec comme ambition de sauver le Chinatown de Philadelphie des années 1970, menacé de destruction afin de bâtir des nouveaux projets immobiliers. L'organisation Yellow Seed n'est pas forcément novatrice mais elle incarne la contestation asiatique américaine et fait office de référence dans une Amérique où la mobilisation des Asiatiques-Américains ne paraît pas importante[252].

Influencés par l'émergence de toutes ces revendications politiques dans les années 1960, les jeunes Asiatiques-Américains commencèrent à rejoindre les organisations telles que le « Free Speech Movement » de l'université de Californie à Berkeley ou encore les « Students for a Democratic Society », et le « Progressive Labor Party ». Toutefois ces jeunes activistes n'avaient pas d'organisation propre leur permettant de se distinguer comme un groupe particulier. Au contraire, ils participaient comme des individus, souvent sur invitation de leurs amis blancs ou noirs[253]. Bien que les Asiatiques-Américains aiet souscrit à des idéologies intégrationnistes, ils se sentaient impotents et aliénés. Il n'y avait pas de structure pour revendiquer leur identité. Par exemple lorsque le « Peace and Freedom Party » fut formé sur la base d'une coalition blanche et noire, les activistes asiatiques américains se sentirent exclus à cause du fait qu'ils ne seraient jamais blancs ou noirs[254].

En 1968, un programme d'études asiatiques américaines fut introduit à l'université de San Francisco et à l'université de Californie à Berkeley[255]. Dans les années qui suivirent ces programmes furent étendus à travers les universités du pays. Ces programmes offraient aux Asiatiques-Américains la possibilité de continuer à construire leur héritage à travers les recherches qu'ils menaient pour mieux comprendre l'histoire de leur communauté aux États-Unis. Les chercheurs asiatiques américains commencèrent à réinterpréter leur histoire au sein des États-Unis pour constater quels étaient les points communs entre les différents Asiatiques-Américains. Les histoires mettaient en évidence les violences contre les Asiatiques, les droits bafoués des citoyens interdits de posséder des terres, internés dans des camps de concentration et forcés de vivre dans des enclaves pauvres.

---

[252] Tamara NOPPER, *Yellow Seed Newspaper Collection*, 11 aout 2011 :
URL : http://tamaranopper.com/yellow-seeds-newspaper-collection/ (Dernière consultation le vendredi 13 mai 2016 à 15h30).
[253] Yen ESPIRITU, *op.cit*., p. 33.
[254] *Ibid*., p. 33.
[255] *Ibid*. p. 36.

B. Les liens entre membres du *Yellow Power* et du *Black Power*:

Le mouvement pour les droits civiques lancé à la fin des années 1950 par Martin Luther King Jr. eut une grande influence sur les Asiatiques-Américains car il les incita à réclamer une meilleure écoute des dirigeants politiques à leurs revendications, ainsi qu'à engager des programmes de plaidoyer pour leurs communautés. Néanmoins les personnes ayant pris part aux manifestations importantes des années 1960 et 1970 savent que la naissance de l'Asian American Movement ne coincidait pas avec la campagne pour les droits civiques des Afro-Américains de Martin Luther King. Le personnage ayant véritablement inspiré les activistes Asiatiques-Américains ne fut pas Martin Luther King mais Malcom X, car l'objectif de cette génération d'activistes asiatiques-américains n'était pas forcément de clamer sa fierté raciale, mais plutôt de se réclamer d'une tradition militante[256]. Le mouvement n'était pas basé sur l'aura raciale mais, embrassait au contraire les questions sur l'oppression et le pouvoir. Le mouvement asiatique-américain ne comprenait pas seulement les étudiants asiatiques-américains mais aussi un grand nombre de forces communautaires telles que les personnes âgées ou les travailleurs, dont l'objectif principal n'était pas la quête de légitimité ou d'obtenir une meilleure représentation au sein de la société américaine, mais simplement la libération de populations vivant encore sous l'autorité de lois racistes et disciminatoires [257]. Les idées de Malcom X telles que l' « advocacy » (les revendications), l' « assertiveness » (l'affirmation de soi), de légitimité, ou encore l'« empowerment » (visant à octroyer plus de pouvoir aux individus et aux groupes pour agir sur les conditions sociales, économiques ou écologiques qu'ils subissent) influencèrent les activistes asiatiques-américains[258].

Le mouvement afro-américain *Black Power* eut une réelle influence sur les Asiatiques-Américains comme nous avons pu le voir précédemment. En 1968 de jeunes activistes créèrent des mouvements radicaux et nationalistes. Ces derniers s'inspirèrent du militantisme, de l'analyse politique des nationalistes noirs et du *Black Power*[259]. Des organisations nationalistes revendiquant une amélioration de vie de leurs communautés respectives et s'opposant à la politique impérialiste des États-Unis à l'étranger tels que les *Brown Berets* (une organisation hispano-américaine apparut lors du Chicano Movement des années 1960),

[256] Don T. NAKANISHI, James S. LAI, *Asian American Politics : Law, Participation, and Policy*, Rowan and Littlefield, 2003, p. 136.
[257] *Ibid*., p. 136.
[258] *Ibid*., p. 136.
[259] Jeffrey O.G OGBAR, *«* Yellow Power: The Formation of Asian American Nationalism in the Age of Black Power, 1966-1975 », *Souls: A Critical Journal of Black Politics, Culture and Society*, vol. 3, no. 3, summer 2001.

les *Young Lords* (un groupe d'extrême gauche particulièrement actif de 1960 à 1973 défendant le nationalisme portoricain et les droits des Portoricains aux États-Unis), le *Red Guard Party* (une organisation d'extrême gauche formée en février 1969 constituée de jeunes Chinois-Américains issus du Chinatown de San Francisco), ou encore l'*American Indian Movement* (un groupe fondé au début des années 1970 dans les villes de Minnéapolis et de Saint Paul défendant les droits civiques des Natifs-Américains) virent alors le jour. L'exemple du *Red Guard Party* est assez révélateur du fonctionnement des organisations radicales pan-asiatiques à l'aube des années 1970, et nous fournit des éléments de réponse concernant les liens qu'entretenaient les activistes du *Yellow Power* avec ceux des activistes afro-américains du *Black Panthers Party*.

Le 22 mars 1969 un rassemblement avait lieu à Portsmouth Square, une place près du Chinatown de San Francisco. Un groupe de jeunes Chinois-Américains s'appelant le *Red Guards Party* organisa un rassemblement pour dévoiler son « programme en dix points[260] ». Habillés de bérets, portant des brassards et reproduisant le costume militaire des Red Guard en Chine (un groupe paramilitaire d'étudiants formé par Mao en 1966 et 1967 lors de la Révolution Culturelle), ils annoncèrent la création d'un programme de petit déjeuner gratuit pour les enfants de l'école primaire Commodore Stockon, dénoncèrent la destruction des quartiers chinois de San Francisco au profit de projets immobiliers plus rentables et appelèrent au retrait de la « police colonialiste de Chinatown[261] », ce terme faisant référence à la brutalité policière à laquelle devaient faire face les minorités manifestant pour faire valoir leurs droits et pouvaient aussi symboliser l'occupation militaire dans les colonies afin d'imposer les lois et les volontés des conquérants au sein des peuples colonisés. Le langage utilisé et la politique prônée par les Red Guards rappelaient en tous points ceux des activistes des Black Panthers avec qui ils avaient des contacts et par lesquels ils furent profondément influencés. Alex Hing, un des membres les plus actifs et connus du *Red Guard Party*, malgré le fait qu'il n'en soit pas un membre fondateur, prêta beaucoup d'attention aux discours des dirigeants du *Black Panthers Party* tels que Bobby Seale et David Hilliard. Ces représentants du *Black Panthers Party* invitèrent Alex Hing à étudier les idées principales de leur idéologie. Les enseignements, que les membres du *Red Guard Party* reçurent de la part des activistes du *Black Panthers Party*, consolidèrent leur volonté d'améliorer les conditions de vie des Asiatiques-Américains et des Chinois dans les Chinatowns des États-Unis. Lors du

[260] Daryl J. MAEDA, « Balck Panthers, Red Guards, and Chinamen : Constructing Asian American Identity through Performing Blackness, 1969-1972 », *Works and Days 47/48,* vol. 24, nos. 1 & 2, 2006, p. 117.
[261] *Ibid*., p. 117.

rassemblement du 22 mars 1969, les Red Guards interprétèrent une version asiatique américaine du nationalisme afro-américain en endossant l'argumentation des Black Panthers à travers la manière conflictuelle et en mettant l'accent sur l'autodétermination.

Plusieurs années plus tard, le dramaturge et critique littéraire asiatique-américain, Frank Chin, rejeta les convictions des Red Guards et leurs rassemblements en les assimilant à des « Yellow Minstrel Shows[262] ». Les Minstrel Shows étaient des spectacles américains crées vers la fin des années 1820 qui comportaient des danses, des chants et des intermèdes comiques accompagnés de musique. Interprétés à l'origine par des acteurs Euro-Américains qui se noircissaient le visage, ils furent joués par la suite, après la Guerre de Sécession, par les Afro-Américains eux mêmes. Ils connaissèrent leur apogés entre les années 1850 et 1870 dans les théâtres américains[263]. Les Afro-Américains interprétaient dans ces spectacles des personnages ignorants, stupide ou encore joyeux. Ce genre de spectacle raciste envers les Afro-Américains disparut définitivement dans les années 1950 avec la montée du mouvement pour les droits civils. Malgré le fait que Chin compara les interventions des Red Guards comme une vaine tentative pour imiter les membres des Black Panthers, en 1971, seulement deux ans après le premier rassemblement, il ne put s'empêcher d'offrir sa propre interprétation dramaturgique des relations asiatiques-américaines et afro-américaines à travers son œuvre « The Chickencoop Chinaman[264] ». Dans cette œuvre de la littérature asiatique américaine, Chin explora la relation entre deux communautés et associa des personnages chinois-américains et japonais-américains. La pièce se déroule à la fin des années 1960 et raconte l'aventure de Tam Lum, un bonimenteur chinois-américain, et de son ami japonais-américain Kenji, alors qu'ils tentent tous les deux de produire un film sur l'enfance de leur héros, un boxer afro-américain du nom de Ovaltine Jack Dancer et de son père putatif, Charley Popcorn.

Aussi bien les Red Guards que Frank Chin jouèrent un rôle, même s'il peut paraître minime, à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Les conflits internes et les divergences d'opinion qu'il pouvait y avoir entre les différents membres du *Red Guard Party*, comme le montre la saillie de Frank Chin à l'égard de ses anciens compagnons, dresse un portrait assez fidèle des dissensions d'opinions politiques minant les différents partis d'extrême gauche asiatiques-américains au cours des années 1960 et 1970. Pendant que le

[262] *Ibid*., p. 117.
[263] « Minstrel Shows », Encyclopedia Britannica.
URL:http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.britannica.com%2FEBchecked%2Ftopic%2F384587%2Fminstrel-show (Dernière consultation le lundi 27 juin 2016 à 15h00).
[264] *Ibid*., p. 117.

dirigeant des Red Guards désirait s'identifier à la Chine communiste, Frank Chin lui rétorquait « nous sommes aux États-Unis. C'est ici que nous résidons, c'est ici que nous vivons, c'est ici que nous allons mourir[265] ». Cet échange offre un éclairage sur les clivages fondamentaux des différentes compréhensions de l'identité asiatique-américaine.

Les Red Guards furent parmi les premiers radicaux à émerger au sein de la population asiatique américaine. Ils constituèrent avec les « I Wor Kuen » (IWK), un groupe radical asiatique américain originaire de New-York et fondé en 1969, la deuxième organisation asiatique américaine gauchiste la plus importante des États-Unis. L'exemple de l' IWK est lui aussi intéressant. Les membres de cette organisation mirent en place des programmes communautaires dans le Chinatown de New-York, comme par exemple un service dédié aux enfants appelés « Childcare School Program[266] » visant à inculquer la nécessité de faire attention à l'éducation des enfants chinois-américains aux mères chinoises ouvrières. Le programme était mené dans les deux langues chinoise et anglaise, apprenant ainsi l'importance des deux langues aux enfants chinois-américains. Ce programme répondait aussi à l'attente de certaines mères inquiètes de l'éducation que recevaient leurs enfants dans les programmes dispensés par les membres conservateurs du KMT, le parti nationaliste chinois. Dans la lignée de cette sensibilisation menée dans les Chinatown américains, l'organisation IWK voulu aussi lutter contre les conditions de santé déplorables dans les Chinatown. En mars 1970 ils organisèrent une campagne de porte-à-porte pour définir les besoins de santé de la communauté chinoise du Chinatown new-yorkais. Dans ce Chinatown il n'y avait pas d'établissement hospitalier. Le IWK s'allia avec les Portoricains, les Afro-Américains et les Euro-Américains des classes ouvrières du quartier de Lower East Side à New-York pour encourager la construction du nouveau centre hospitalier Gouverneur Hospital.

Du côté de la côte Ouest américaine, la création du *Third World Liberation Front*, une coalition d'étudiants afro-américains avec des étudiants d'origine hispano-américaine, asiatique-américaine et de Natifs-Américains créée en 1968 à San Francisco, inspira les étudiants asiatiques américains. Le TWLF demanda la formation dans l'université de Californie à Berkeley de programmes d'études pertinents sur les communautés ethniques aux États-Unis, ainsi qu'une admission plus équitable dans les établissements universitaires pour les minorités et des programmes de dotation innovants permettant d'encourager les études des

[265] Citation de Frank Chin, *Ibid*., p. 120 : «We're in America. This is where we are, where we live, and where we're going to die ».
[266] Paul SABA, *Statements on the Founding of the League of Revolutionary Struggle (Marxist-Leninist),* 1978. URL : https://www.marxists.org/history/erol/ncm-5/lrs/section2.htm (Dernière consultation le samedi 14 mai 2016 à 14h00).

minorités les plus démunies[267]. Pour la première fois de leur histoire, l'alliance entre ces minorités étudiantes fut maintenue pendant de nombreux mois, jusqu'à ce que les réformes précédemment évoquées soient mises en place. Un grand nombre des demandes formulées par le TWLF furent respectées pendant plus de quarante ans par le département d'études ethniques de l'Université de Californie à Berkeley[268], comme notamment la formation de programmes d'études sur les communautés ethniques aux États-Unis.

En 1968, une organisation nommée l'*Asian American Political Alliance* (AAPA), en relation avec le TWLF, était formée à l'université de Californie à Berkeley. Elle rassemblait aussi des groupes d'étudiants d'origines diverses. Cette organisation défendait les droits civiques et s'opposait à la guerre du Vietnam. Elle fut la première organisation à utiliser le terme d' « Asian American[269] ». Avant la création de la AAPA, les Asiatiques-Américains étaient souvent divisés dans des organisations plus communautaires telles que la *Chinese American Citizens Alliance* (CACA) ou bien la *Japanese American Citizen League* (JACL). Les membres de cette organisation prirent part avec le TWLF à la grève de 1968 à 1969 afin de réclamer l'organisation d'études ethniques dans l'Université de Californie à Berkeley.

En marge de la formations de ces organisations étudiantes, un Japonais-Américain originaire de Oakland nommé Richard Aoki[270], rejoignit les Blacks Panthers. La famille d'Aoki fut internée dans le camp de Topaz dans l'Utah pendant la Seconde Guerre mondiale et s'installa à la fin de la guerre à Oakland en Californie. C'est lors de ses deux années d'étude au Meritt Community College qu'il rencontra ses deux amis de longue date Huey Newton et Bobby Seale, tous les deux membres fondateurs du *Black Panthers Party* en octobre 1966[271]. Newton et Seale proposèrent à Aoki de rejoindre leur parti, chose qu'Aoki accepta. Un mois après la formation du Black Panthers Party, Aoki intégra l'Université de Californie à Berkeley. Par la suite il rentra dans l'AAPA dans le but de la développer de la même façon que le mouvement des *Black Panthers*. Aoki devint le porte-parole de l'AAPA.

---

[267] « Asian American Movement : Third World Liberation front », site internet de l'Asian American Movement 1968, 20 janvier 2008.
URL : http://aam1968.blogspot.fr (Dernière consultation le samedi 14 mai 2016 à 15h30).
[268] *Ibid*.
[269] *Ibid*.
[270] Archives Audiovisuelles concernant Richard Aoki :
Annonce de presse faites par Richard Aoki, porte parole des Third World Liberation Front, le 6 mars 1969, San Francisco Bay Area Television Archives :
https://diva.sfsu.edu/collections/sfbatv/bundles/208092 (Dernière consultation le lundi 16 mai 2016 à 12h00).
AOKI aurait été un agent FBI infiltré chez les Black Panthers, archives du FBI rassemblées par The Center For Investigative Reporting (CIR):
http://cironline.org/reports/man-who-armed-black-panthers-was-fbi-informant-records-show-3753
[271] Puck LO, « Film on Former Panther Richard Aoki Debuts », *Oakland North*, 12 novembre 2009.
URL:http://oaklandnorth.net/2009/11/12/film-on-former-panther-richard-aoki-debuts-tonight/
(Dernière consultation le samedi 14 mai 2016 à 16h).

Selon Vicci Wong, un membre fondateur de l'AAPA, les manifestations des étudiants sur les campus universitaire étaient un moyen de réclamer la fin de la guerre du Vietnam, de meilleurs programmes d'études ethniques ou encore la fin de la brutalité policière. Wong pensait que « ce n'était pas une chose locale (les revendications étudiantes) ou juste pour notre petit groupe universitaire. (…) On luttait avec acharnement car on ne voyait pas cela siplement comme notre propre combat [272]». L'AAPA travailla avec d'autres leaders étudiants, tel que Jack Wong, un étudiant activiste de l'université de Santa Barbara. Nous pouvons aussi remarquer qu'un véritable creuset s'était formé entre la nouvelle génération d'Asiatiques-Américains qui ne se retrouvaient pas dans celle de leur parents recherchant l'acceptation de la part des Euro-Américains : l'exemple de Jack Wong dénonçant le fait que le président japonais américain du San Francisco State College sfavorise les étudiants blancs euros-américains en le traitant d' « Uncle Tom » et d' « Uncle Charlie[273] », un terme issu du personnage de fiction Charlie Chan, héros de six romans policiers et d'une douzaine de films. Wong reprôchait au président de ne pas assez favoriser le diversié culturelle de l'université et de conserver une majorité d'étudiantsEuro-Américains. Cet exemple symbolise le paradoxe pouvant exister au sein des mouvements activistes minoritaires aux États-Unis, le fait de favoriser une minorité raciale peu représentée la stigmatise finalement encore un peu plus.

Les actions d'activistes asiatiques-américains engagés dans le mouvement pour les droits civiques afin d'obtenir une société plus égalitaire et juste envers les minorités américaines, c'est à dire sans ségrégations raciales ni racismes institutionalisés, reconnu ou non, dans les différences instances publiques, méritent notamment que nous portions notre attention sur le parcours et les combats personnels qu'ils menèrent, car même si leurs engagements semblent moins mis en valeur de par la méconnaissance des mouvements et des activistes asiatiques-américains et aussi en comparaison de la célébrité des mouvements afro-américains, ils ont tout de même marqué leur temps et les mouvements dans lesquelles ils se sont impliqués comme nous le verrons par la suite.

Nous pouvons évoquer le parcours de l'activiste pour les droits de l'homme japonaise-américaine Yuri Kochiyama (1921-2014). Mary Yuriko Nakahara, de son nom de jeune fille, était originaire de la ville de San Pedro en Californie. Fille d'un couple d'immigrants d'origine japonaise, le père étant poissonnier et la mère professeur de piano, Yuri Kochiyama

[272] Citation de Vicci Wong issue du livre de Elizabeth Kai HINTON, *The New Black History : Revisiting the Second Reconstruction*, Manning Marable, 2011, p. 125 :
« It wasn't just a local thing or just for our little group in college. (…) We fought harder because we didn't see it as just our own fight ».
[273] *Ibid*., p. 125.

fit des études de journalisme, d'art et d'anglais au Compton Junior College à Compton, en Californie, et sortit diplômée en 1941. Après l'attaque de Pearl Harbor par l'armée japonaise le 7 décembre 1941, le père de Yuri fut soupçonné par le FBI d'être une menace pour la sécurité des États-Unis et fut déporté alors qu'il était malade. Pendant son emprisonnement dans une prison fédérale américaine, le père de Yuri fut privé de soins médicaux et à sa libération le 20 janvier 1942, il était devenu trop souffrant pour pouvoir parler. Il décéda le jour de sa libération. Peu après la mort de son père, Yuri Kochiyama, sa mère et ses frères furent contraints par le gouvernement d'évacuer leur maison à San Pedro et durent rejoindre le centre de rassemblement de Santa Anita pour y demeurer plusieurs mois avant d'être dirigés dans le centre d'internement de Jerome dans l'Arkansas par la *War Relocation Authority*. Pendant son incarcération elle rencontra son futur mari, Bill Kochiyama, un soldat nisei se battant pour les États-Unis. Ils se marièrent en 1946 après l'évacuation des camps pour Japonais-Américains et s'installèrent par la suite à New-York dans le quartier afro-américain de Harlem.

En 1960, une fois installés à New-York, Yuri Kochiyama et son mari rejoignirent le *Harlem Parents Committee*. Yuri Kochiyama devint une amie proche de Malcom X à cette époque, ainsi qu'un membre de son organisation, *The Organization of Afro-American Unity* (OAAU). Par la suite Malcom X quittera ce groupe pour rejoindre l'organisation *Nation of Islam*. Yuri Kochiyama, qui était une amie intime de Malcom X, n'hésita pas à lui dire qu'elle admirait ce qu'il était en train de réaliser, mais qu'elle n'était pas d'accord avec certaines des ses pensées, notamment au sujet de ses positions radicales sur l'intégration. Elle était présente le 21 février 1965 lors de l'assassinat de Malcom X au théâtre Audubon Ballroom de Harlem, et le tenait dans ses bras au moment de sa mort[274].

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, le sofa dans l'appartement des Kochiyama était régulièrement occupé par des activistes ayant besoin d'un endroit où dormir.

Yuri Kochiyama fut amenée à travailler avec des organisations militantes noires nationalistes de Harlem, y compris *The Republic of New Africa*. Lorsque la police et le FBI intensifièrent la répression à l'égard des militants afro-américains, Yuri se plongea dans des luttes visant à soutenir les prisonniers politiques. Elle écrivait sans arrêt des lettres pour défendre ses amis activistes incarcérés, parfois deux à trois lettres par matinée. Elle leur rendait visite ou bien elle mobilisait et formait des manifestations pour défendre leurs causes.

[274] William YARDLEY, « Yuri Kochiyama, Rights Activist Who Befriended Malcom X, Dies at 93 », The New-York Times, 4 juin 2014:
URL : http://www.nytimes.com/2014/06/05/us/yuri-kochiyama-civil-rights-activist-dies-at-93.html?_r=1
(Denière consultation le lundi 16 mi 2016 à 12h00).

Parmi ces militants emprisonnés, il y avait notamment Mumia Abu-Jamal, un ancien membre des Black Panthers et journaliste condamné à mort pour le meurtre d'un officier de la police de Philadelphie en 1981. En 2012, sa peine fut réduite à la prison à vie sans libération conditionnelle. Madame Kochiyama assimilait la façon dont les Afro-Américains été traités et incarcérés à sa propre expérience dans les camps d'internement pendant la guerre, et dénonçait l'injustice des lois et des pratiques américaines. Bien que relativement novice en tant qu'activiste, l'intensité de son travail et les liens qu'elle entretenait avec le Black Power firent de Kochiyama une des figures du mouvement asiatique-américain émergeant à la fin des années 1960. À New-York elle rejoignit *l'Asian American for Action* et fut invitée à la conférence *Hiroshima Day Events* pour débattre. Elle dénonça l'impérialisme américain au Vietnam ou encore à Okinawa[275]. Elle appuya les études ethniques au City College de New-York et encouragea l'embauche de travailleurs chinois-américains pour la construction du Confucius Plaza. Dans les années 1980, Yuri Kochiyama sollicita le gouvernement à plusieurs reprises pour obtenir l'indemnisation des Japonais-Américains internés injustement pendant la Seconde Guerre mondiale. Kochiyama devint rapidement, à travers ses différents engagements, un pont essentiel entre les mouvements asiatiques-américains et afro-américains, ainsi que pour les militants de la côte Est et de la côte Ouest des États-Unis. Yuri Kochiyama fut en définitive l'une des plus grandes activistes asiatiques-américaines du XXe siècle. Elle fut très respectée par toutes les personnes impliquées dans les différents mouvements pour les droits civiques pour son engagement et ses combats en matière de justice sociale lors des six dernières décennies.

Une autre activiste reconnue pour son travail et son engagement en matière de défense des droits de l'homme est la Chinoise-Américaine Grace Lee Boggs. Elle fut élevée par ses parents, des immigrés chinois originaires de la ville de Toishan dans la région du Guangdong, à New-York. Issue d'une famille de classe moyenne-supérieure, elle intégra à l'âge de seize ans l'université pour femmes de Barnard, université affiliée à l'Université de Columbia. Au milieu des années 1930, en pleine dépression, elle obtint son doctorat en Philosophie, mais confia n'avoir encore aucune idée de comment gagner sa vie. Elle fut confrontée au racisme anti-asiatique dans les entreprises auprès desquelles elle postula pour des emplois de

[275] Informations issues d'un article rédigé par Diane C. FUJINO, « Yuri Kochiyama », pour le site Denshô Encyclopédia :
URL : http://encyclopedia.densho.org/Yuri_Kochiyama/#top (Dernière consultation le lundi 16 mai 2016 à 12h00).

secrétaire[276]. Elle se rendit rapidement compte que l'enseignement à l'université était impossible à cause d'un racisme institutionnalisé à l'égard des Asiatiques-Américains. Grace Lee Boggs décida finalement de s'installer à Chicago. Elle se résolut à accepter un travail à bas salaire à la bibliothèque philosophique de l'Université de Chicago, et opéra une transition de la philosophie vers la politique. Elle devient un membre actif d'une organisation de locataires, la *South Side Tenants Organization*, suite à la découverte d'un appartement rempli de rats dans un quartier habité majoritairement par la population afro-américaine. Pour la première fois elle eut l'occasion de parler avec les Afro-Américains de leurs expériences en matière de discrimination. Elle était au courant que les Afro-Américains souffraient, mais pour elle ce n'était que des statistiques avant de pouvoir rencontrer ces personnes. L'organisation *South Side Tenants Organization* fut créée par le *Workers Party*, un parti qui s'était précédemment séparé du parti socialiste américain des travailleurs.

Dans les années 1950, Grace Lee Boggs s'installa à Detroit pour aider à la rédaction d'un bulletin d'information radical, *Correspondence*[277]. À ce moment, elle rencontra un activiste et travailleur afro-américain de l'industrie automobile nommé James Boggs. Ils se marièrent en 1953 et devinrent tout deux des activistes très remarqués à Detroit. Ils abordèrent les questions liées au travail, les droits civiques, le féminisme, le Black Power, ainsi que les interrogations concernant l'émergence des mouvements asiatiques-américains ou encore les risques environnementaux.

Grace Lee Boggs et son mari reçurent de nombreuses récompenses au cours de leur vie pour récompenser leur travail en tant qu'activistes. En 1993, elle reçut le prix Human Rights Day Award, présenté par le Center of Peace and Conflict Studies de la Wayne State University. Le Center to Nurture Community Leadership fondé en 1995 porte le nom de Grace Lee Boggs en hommage à son action pour la communauté afro-américaine. D'autres récompenses encore viennent compléter la longue liste d'hommages rendus à l'activiste. Tous ces honneurs saluent la mémoire de cette activiste chevronnée qui, comme a pu le faire sa camarade de lutte japonaise-américaine Yuri Kochiyama, a permis la création d'un lien entre les communautés afro-américaine et asiatique-américaine ainsi qu'au développement d'une conscience et d'une identité asiatique-américaine.

---

[276] Kathlyn GAY, *American Dissidents : An Encyclopedia of Activists, Subversives and Prisoners of Conscience*, ed. ABC-Clio, 2011, p. 72.
[277] Nancy KAFFER, « Grace Lee Boggs, Detroit Activist, Dies at Age 100 », *Detroit Free Press*, 5 octobre 2015. URL http://www.freep.com/story/news/local/michigan/detroit/2015/10/05/grace-lee-boggs-dead-obituary/73385748/ (Dernière consultation le lundi 16 mai 2016 à 12h00).



Figure 12 : Yuri Kochiyama (à gauche) et Grace Lee Boggs (à droite) à la conférence Serve the people : Asian American Community Activism Conference at UCLA, le 15 et 16 mai 1998. Photo d'Emily P. Lawsin.

C. Les luttes des activistes étudiants asiatiques américains dans les années 1960 et 1970 :

Les actions concrètes des Asiatiques-Américains pour défendre leurs droits, leur identité et leurs communautés ont été multiples au cours des années 1960 et 1970. Nous pouvons notamment évoquer certaines luttes auxquelles ils participèrent telles que celle contre la guerre au Vietnam ou encore pour défendre les droits des homosexuels ainsi que pour encourager les études ethniques dans les différentes universités du pays. L'un des objectifs primordiaux, dans la plupart des mouvements que nous pouvons observer, est la défense des cultures propres aux communautés asiatiques-américaines. Ce patrimoine culturel s'est développé à l'intérieur d'enclaves communautaires telles que les Chinatowns ou encore les Little Tokyos, présentes notamment dans les grandes villes américaines. Cette culture en marge de la société américaine représente le berceau de l'identité asiatique-américaine pour la plupart des activistes asiatiques-américains. La défendre face aux puissantes industries et aux promoteurs immobiliers cherchant à s'implanter sur des territoires auparavant délaissés,

comme l'étaient les Chinatowns, représente un devoir de conservation du patrimoine pour cette génération d'Américains d'origine asiatique politisée et contestataire.

Nous pouvons alors essayer de dresser un récapitulatif rapide mais tout de même exhaustif des actions menées par les jeunes activistes asiatiques-américains à la fin des années 1960 et au début des années 1970, afin de mieux cerner les revendications et l'évolution dans le temps du mouvement *Yellow Power*.

En 1965 à Philadelphie, le militant japonais-américain pour les droits de l'homme, engagé contre la Guerre au Vietnam et défenseur des droits des homosexuels, Kiyoshi Kuromiya, s'exprima sur les droits des homosexuels lors de la première *Independance Hall Protest*[278]. Cette manifestation organisée pour la première fois à Philadelphie avait été créée par Frank Kameny, un astronome de renom qui avait perdu son poste d'astronome dans l'armée en 1957. Suite à cette éviction pour des raisons clairement homophobes, Kameny avait consacré sa vie à la lutte pour revendiquer les droits des homosexuels.

En 1966 à Oakland, le *Black Panther Party* est fondé avec la participation de Richard Aoki, qui deviendra par la suite le leader du *Third World Liberation Front* (TWLF), luttant notamment pour la promotion des études ethniques à l'université de Berkeley.

En 1968, l'historien japonais-américain Yuji Ichioka, activiste et fondateur des études asiatiques-américaines, invente le terme « Asian American » correspondant mieux aux populations asiatiques vivant aux États-Unis[279]. L'invention de ce terme avait aussi pour but de remplacer l'expression courante d' « Oriental American ».

Au même moment les jeunes Asiatiques-Américains commençaient à porter attention à leur communauté. Certaines de ces attentions étaient dirigées vers des lignes ethniques spécifiques, comme lorsque les Chinois-Américains vinrent dans le Chinatown d'Oakland pour mettre en place un programme athlétique pour les plus jeunes et donnèrent des médicaments pour les plus vieux. Les Asiatiques-Américains se rassemblèrent avec d'autres communautés, comme les Afro-Américains, les Hispano-Américains et les Euro-Américains, pour défiler ensemble dans les années 1970 et affronter la police pour empêcher la destruction de l'*International Hotel* de San Francisco, une résidence pour les personnes âgées et les plus

[278] Howard BRICK, Christopher PHELPS, *Radicals in America : The U.S Left since the Second World War*, New-York, Cambridge University Press, 2015, p.123.
[279] K. Connie KANG, « Yuji Ichioka, 66; Led Way in Studying Lives of Asian Americans », *Los Angeles Times*, 7 septembre 2002.
http://articles.latimes.com/2002/sep/07/local/me-yuji7 (Dernière consultation le samedi 14 mai à 18h00).

pauvres. Cette destruction menaçait d'expulsion les personnes habitant cet hôtel, dont une grande majorité de locataires étaient des Philippins[280].

En 1969, À Los Angeles, la *Japanese American Community Service* (JACS) fonda le *JACS-Asian Involvement* (JACS-AI) pour servir les plus démunis au sein des communautés asiatiques résidant à Los Angeles à travers des programmes de sensibilisation[281].

Toujours en 1969, l'organisation *Ad Hoc Japanese American for Peace*, dirigée par Raymond Okamura, Kathy Reyes et Edison Uno, organisa dans la baie de San Francisco une marche en protestation contre la Guerre du Vietnam à laquelle près de 300 Asiatiques-Américains participèrent. La rhétorique de cette guerre était encore raciale, et le racisme était toujours dirigé contre les Asiatiques. Les Américains ne cessaient d'employer les termes de « Gooks » et « Slopes » très péjoratifs pour désigner les Asiatiques pendant la guerre du Vietnam. Les GI asiatiques qui rentraient chez eux, faisaient état des suspicions dans l'armée à leur encontre et des insultes racistes de leurs camarades. Une jeune Chinoise-Américaine de 19 ans, dont le nom n'est pas révélé dans l'article « Wither the Asian American Coalition » de Paul Spickard[282], rejoignit le mouvement anti-guerre dans les années 1970 et déposa des tracts dans une banlieue américaine anonyme de la côte Ouest. Les habitants, lorsqu'elle passait, lui disaient souvent : « Comment peux-tu être contre la guerre ? Nous faisons cela pour vous. » Jusqu'à ce moment, elle ne s'était jamais sentie faire partie du même peuple que les Vietnamiens. Son travail contre la guerre était un travail politique et non ethnique, mais cette expérience la fit réfléchir sur son identité. Elle restait chinoise, mais commençait à se sentir asiatique-américaine[283].

La même année l'organisation *Asian American for Action* fut fondée à New-York par les activistes Nisei Kazu Iijima et Minn Matsuda. Qui plus est c'est cette année là que Shinya Ono rejoignit le Weatherman Underground. Il s'agissait d'un étudiant militant de New-York. Il avait notamment été le rédacteur du journal *Studies on the Left*, le premier magazine de la Nouvelle Gauche, et il devint une des figures importantes du Weatherman de 1969 à 1970. Shinya Ono avait notamment persuadé John Lennon et Yoko Ono de faire une déclaration publique en faveur du Weatherman[284]. Yoko Ono les encourageait car elle était d'origine

[280] The Fall of the I-Hotel, dirigé par Curtis Choy (National Asian American Tele-communications Association), 1993. Des extraits du film se trouvent sur le site ci-joint : http://www.chonkmoonhunter.com/The_Fall_of_the_I-Hotel.html (Dernière consultation le samedi 14 mai 2016 à 18h00).

[281] Franklin NG, *Asian American Women and Gender : A Reader*, Routledge, 1999, p. 21.

[282] Paul SPICKARD, « Wither the Asian American Coalition », *Pacific Historical Review*, vol. 76, no. 4, novembre 2007, p. 590.

[283] *Ibid*., p. 590.

[284] Jon WIENER, *Come Together : John Lennon in His Time*, University of Illinois Press, 1990, p. 304.

japonaise et John Lennon comprenait leur situation car avant de devenir une grande star de la musique, il fut élevé dans un milieu ouvrier. C'est ce milieu ouvrier que le weatherman défendait. Néanmoins la participation de Shinya Ono dans le Weatherman s'écourta très rapidement lorsqu'en 1970 il fut arrêté et condamné à cinq mois de prison.

En 1970, Duane Kubo, Robert Nakamura, Alan Oshi et Eddie Wong formèrent à Los Angeles l'organisation *Visual Communication in Little Tokyo*. Ce groupe fut influencé par le mouvement des droits civiques et celui contre la Guerre au Vietnam. Ils ont notamment créé des activités d'apprentissage pour les plus jeunes, photographièrent les évènements communautaires, collectèrent des images historiques de la vie des Américains d'origine asiatique et archivèrent les histoires orales enregistrées auprès des personnes de la communauté du Little Tokyo de Los Angeles. En outre, ils créèrent des films, des productions de médias communautaires à travers certaines vidéos et organisèrent des expositions photographiques. Dans les années 1990 Visual Communication passa d'une production cinématographique collective à un centre d'art pour les médias. L'organisation fournissait des services de soutien tels que des ateliers et des formations pour les artistes, les cinéastes ou les membres de la communauté asiatique-américaine.

Nous pouvons aussi évoquer la grève des étudiants du *Third World Movement* organisée à San Francisco entre 1968 et 1969, demandant des programmes d'étude avec une interprétation différente des histoires des communautés afro-américaine, asiatique-américaine, indo-américaine et hispano-américaine. Cette grève fut rapidement copiée par les étudiants de Berkeley, de l'université de Washington, ainsi que par d'autres écoles, pour finalement aboutir sur la création de ces programmes, comme nous l'avions vu précédemment pour l'Université de Berkeley. Ces programmes donnèrent une cohérence et un soutien académique aux peuples asiatiques des États-Unis.

Ces tentatives pour infléchir les politiques établies et les actes de discrimination envers les minorités américaines se cristalisèrent autour d'un acte raciste et violent, même si bien plus tardif à la période que nous venons d'évoquer. Cette tragédie, qui rassembla réellement tous les Asiatiques-Américains, ramena chacun d'entre eux à une triste réalité pouvant les affecter à chaque instant. Il s'agissait du meurtre de Vincent Chin le 23 juin 1982. Ce Chinois-Américain fut tué par des employés de l'industrie automobile pour des questions raciales et des préjugés. En effet ses meurtriers étaient persuadés que Vincent Chin était d'origine japonaise et lui reprochèrent que le Japon soit à l'origine du manque d'emploi dans l'industrie automobile américaine et du fait qu'ils soient au chômage, en raison de la production de véhicules japonais moins chers que ceux des États-Unis. Ce crime fut un

élément important dans la formation de l'identité ethnique des Asiatiques-Américains[285]. Partout dans le pays, des personnes asiatiques américaines se rassemblèrent pour demander justice contre ce meurtre raciste. Cette tragédie marqua un tournant dans l'histoire des Asiatiques-Américains à travers l'ampleur des mobilisations qu'elle suscita pour réclamer la fin des violences contre les Asiatiques-Américains.

L'émergence d'une identité asiatique-américaine et les inspirations que cette identité a pu trouver dans celle de groupes déjà établies et revendiquant leurs droits, comme la communauté afro-américaine, a permis l'apparition du mouvement Yellow Power, et des organisations pan-asiatiques activistes. Les formes que cet activisme prit et les aboutissements des luttes communes menées par les Asiatiques-Américains avec les autres minorités, ont permis à cette minorité de s'émanciper et de créer une identité de groupe. Les étudiants asiatiques-américains, en contact avec d'autre groupes d'étudiants minoritaires, observèrent le mouvement pour les droits civiques qui se formaient dans les années 1960 et ressentirent le besoin d'appliquer cette nouvelle façon de penser à leur propre communauté. Les différentes organisations apparues dans cette période des années 1960 sont toutes empreintes de la volonté de changer la société américaine et de revendiquer des droits et de meilleures conditions de vie pour leur propre communauté. Le Black Power et le mouvement pacifiste initié par Martin Luther King ne sont pas les seuls à avoir inspiré les activistes étudiants, ou non, asiatiques-américains. La Nouvelle Gauche developpa elle aussi un système de pensée qui inspira grandement les activistes et leur façon de concevoir la société américaine.

8. Activisme des Asiatiques-Américains et engagement important de la part des étudiants :

L'activisme des étudiants asiatiques américains prit différentes formes, notamment au travers de journaux engagés tels que le journal *Gidra* des étudiants de l'université de l'UCLA. Ces journaux permirent aux étudiants de développer leurs idées et de se rassembler autour des revendications communautaires, politiques et sociales destinées à améliorer la vie dans la société américaine. Ils sont un témoignage de l'activisme des étudiants asiatiques-américains et en cela ils expriment leurs engagements.

[285] Helen Y. ZIA, « The New Violence », in Judy YUNG, Gordon H. CHANG, et Him Mark LAI, *Chinese American Voices : From the Gold Rush to the Present*, University of California Press, 2006, pp. 345-352.

Nous pouvons aussi constater l'émergence d'une nouvelle gauche, tentant de se différencier des idéologies communistes répandues par une nouvelle forme de socialisme. Au lieu de se concentrer sur l'aspect de la lutte des classes et de la révolution populaire des classes ouvrières, celle ci tentait de développer une perspective raciale aux doctrines marxistes-léninistes comme nous le verrons par la suite avec des penseurs tels que Herbert Marcuse.

Enfin nous verrons comment ce panasiatisme s'est épuisé à travers les divergences internes et quelles furent les raisons de ses échecs.

A. La Nouvelle Gauche et son influence sur les Asiatiques-Américains:

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, un nombre important d'Asiatiques-Américains devinrent actifs dans la nouvelle gauche et dans des organisations telles que le *Free Speech Movement*, le *Students for a Democratic Society*, les *Weathermen*, ou encore le *Progressive Labor Party*[286]. Les organisations asiatiques américaines marxistes se développaient au sein de cette nouvelle gauche. Divergeant de l'ancienne gauche se concentrant sur la classe ouvrière comme couche dirigeante révolutionnaire, la nouvelle gauche cherchait à organiser les gens à travers les différentes classes comme notamment les classes populaire ou moyenne. La nouvelle gauche ne s'inspirait pas de l'Union Soviétique, ni du régime vietnamien du Front de Libération Nationale et ni de la République Populaire de Chine pour son nouveau modèle de socialisme. C'était une nouvelle version du socialisme et le mouvement était admiré par les pays asiatiques, inspiré par la pensée du marxisme asiatique américain.

Comme dans le mouvement contre la guerre, la nouvelle gauche asiatique se séparait des mouvements dominants gauchistes sur les questions du racisme et d'oppression nationale. C'est au travers de ces questions que les travailleurs asiatiques américains se familiarisèrent avec le marxisme, un marxisme qui se focalisait aussi bien sur les questions raciales que sur les questions liées aux classes sociales. La New Left ne toucha pas seulement les États-Unis, il s'agit en réalité d'un mouvement présent aussi bien à l'Ouest de l'Europe qu'au Japon, dont les partisans partageaient les mêmes convictions telles que le rejet du capitalisme et du

[286] Yen ESPIRITU, *Asian American Panethnicity: Bridging Institutions and Identities*, Temple University Press, 1994, p. 45.

communisme bureaucratique, ainsi qu'un anti-impérialisme prononcé se traduisant par un activisme engagé, violent ou non[287].

La Nouvelle Gauche émergea à cause de différents facteurs. Premièrement la réponse du parti communiste américain et du parti communiste britannique à la révolution hongroise en 1956 poussa certains intellectuels marxistes à développer une nouvelle approche démocratique à la politique. Cette approche se voulait opposée aux politiques centralisées et autoritaires des partis gauchistes d'avant-guerre. En outre, les communistes déçus par le communisme tel qu'il fut appliqué en Chine ou en URSS créèrent la Nouvelle Gauche. Le terme de « Nouvelle Gauche » était répandu en France dans les années 1950, où le journal *France Observateur*, plus connu sous le nom *Le Nouvel Observateur*, et son éditeur Claude Bourdet tentaient de former un troisième courant entre le stalinisme dominant et la tendance démocratique sociale de la gauche d'époque[288].

Le théoricien politique Herbert Marcuse (1898-1979), considéré par beaucoup comme le père de la Nouvelle Gauche, rédigea les premiers contours de cette idéologie gauchiste novatrice. Il rejeta la théorie de lutte des classe et les préoccupations marxistes. En accord avec le philosophe et historien des idées Leszek Kolakowski (1927-2009), Marcuse s'interrogea sur la pertinence des interdictions morales et juridiques depuis que les questions matérielles de l'existence humaine étaient résolues grâce au développement des technologies.

Le mouvement se voulait anti-scholastique, utopiste et activiste. Deux auteurs importants influencèrent grandement le mouvement de la Nouvelle Gauche aux États-Unis: C. Wright Mills et Howard Zinn. L'élément le plus caractéristique de la Nouvelle Gauche est son engagement passant systématiquement par l'action, tout en sachant bien entendu que les conséquences de ces actions ne peuvent jamais être prédites. Cet engagement, passant par des actions concrètes, a survécu à tous les changements politiques. Plus concrètement, les membres de la Nouvelle Gauche condamnaient l'existence « Corporate Liberalism[289] » aux États-Unis. Dans l'historiographie américaine, la thèse du Libéralisme d'Entreprise développe l'idée que les chefs d'entreprise et les principaux membres du gouvernement se sont rassemblés pour former une seule et même élite. Cette élite, selon la thèse, conspirerait alors contre les classes moyennes et pauvres afin de garder le pouvoir. *The Corporate Ideal in the*

[287] Staughton LYND, « The New Left », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 382, Protest in the Sixties (Mar., 1969), Sage Publications, Inc., p. 64.
[288] Stuart HALL, « Life and Times of the First New Left », *New Left Review*, no. 61, janvier-février 2010. URL : https://newleftreview.org/II/61/stuart-hall-life-and-times-of-the-first-new-left (Dernière consultation le vendredi 29 avril 2016 à 14h30).
[289] *Ibid*., p. 64.

Liberal State[290] publié par l'historien américain James Weinstein en 1968 est un des ouvrages majeurs sur la question du *Corporate Liberalism*.

La Nouvelle Gauche rejette ce modèle où les puissants détiennent le pouvoir, et privilégie une démocratie participative. À travers cette idée, les théoriciens de la Nouvelle Gauche pensaient que les États-Unis ne se tourneraient pas vers un régime autoritaire, et que la révélation au grand jour du *Corporate Liberalism* des plus puissants changerait la situation et forcerait le gouvernement à se soumettre à un meilleur contrôle. Même si cette façon de penser semble utopiste, les actions de la Nouvelle Gauche désiraient s'inspirer de la résistance face au fascisme des années 1930 et 1940, en dénonçant les dangers que pouvaient comporter le libéralisme mondial.

En 1960, le sociologue américain Charles Wright Mills (1916-1962) écrivit une lettre ouverte[291] à la Nouvelle Gauche publiée en premier lieu dans le journal britannique *The New Left Review* puis réimprimée aux États-Unis par le journal *Studies on the New Left* et par le l'organisation *Students for a Democratic Society* (SDS). Dans cette lettre Mills n'hésite pas à affirmer que les étudiants des universités, bien que plus privilégiés que les individus issus d'autres classes sociales concernant les moyens financiers leur permettant de poursuivre leurs études, peuvent être le moteur de changements sociaux. En 1967, l'année des manifestations massives contre la Guerre du Vietnam dans les villes de New-York et de Washington, Howard Zinn évoqua comme réponse le marxisme et la Nouvelle Gauche à certaines problématiques actuelles dans une série de discours organisés par le SDS. Mills fut le théoricien qui influença le plus le SDS, alors que Zinn fut la seule personne blanche à conseiller et à être élue par les membres du *Student Non-violent Co-ordinating Committee* (SNCC). Plus tard Zinn écrivit l'histoire de cette organisation dans son livre *SNCC : The New Abolitionist*.

Influencés par l'appel pour la libération nationale du mouvement Black Panthers et des pays asiatiques socialistes, les Asiatiques-Américains marxistes ajoutèrent l'autodétermination raciale à leur agenda révolutionnaire. Pour beaucoup d'Asiatiques-Américains il n'y avait pas de contradiction entre l'approche marxiste-léniniste et la proéminence donnée à la race car la race constitue un fondement catégorique de la société

[290] James WEINSTEIN, *The Corporate Ideal in the Liberal State*, Beacon Press, 1968.
[291] Charles Wright MILLS, « Letter to the New Left », *New Left Review*, no. 5, septembre-octobre 1960.
URL : https://www.marxists.org/subject/humanism/mills-c-wright/letter-new-left.htm
(Dernière consultation Vendredi 29 avril 2016 à 15H00).

américaine. Les Asiatiques-Américains et les autres groupes minoritaires ont souvent vu les questions de classe d'une perspective raciale[292].

Par exemple, la prise de conscience ethnique du groupe des Red Guard dans le Chinatown de San Francisco s'accompagne par une appartenance présumée à une idéologie d'orientation des classes[293]. La centralité de la race dans les questions en rapports avec les classes est elle aussi très présente dans l'appel émis par Alex Hing en 1970 pour l'organisation marxiste-léniniste des communautés asiatiques américaines. Selon lui la situation dans les communautés asiatiques est si déplorable que le parti marxiste-léniniste doit commencer à prendre fermement racine parmi les gens afin d'améliorer leurs conditions de vie. Cela est nécessaire que ce parti n'aliène pas les gens et crée des factions parmi le nouveau mouvement asiatique américain comme il ne représente même pas 1% de la population totale des États-Unis[294]. Le but de ce parti est d'éduquer les personnes sur le fait que les communautés asiatiques des États-Unis sont incluses dans la politique génocidaire des États-Unis en Asie. Dans ce discours critiques envers les engagements politiques et sociaux du gouvernement américains, on comprend qu'Alex Hing en tant qu'Asiatique-Américains lui même, serait plus à même de répondre aux besoins de sa communauté. L'aspect racial serait donc un élément de compréhension des difficultés sociales et politiques rencontrés par les différentes communautés minoritaires aux États-Unis.

L'organisation de l'Union Révolutionnaire pensait au contraire que l'oppression nationale était secondaire à celle qui affecte tous les travailleurs. Divergeant sur leur compréhension et l'application du marxisme, les organisations marxistes asiatiques américaines luttèrent entre elles au sujet de la relative importance de la construction de la nation et de la place que les partis devaient avoir dedans. Malgré leur désir de changement révolutionnaire et de socialisme, la question de la libération nationale continuait de guider les principes de beaucoup d'activistes asiatiques américains.

En fin de compte, comme pour le mouvement contre la guerre, les Asiatiques-Américains marxistes ajoutèrent une perspective raciale au mouvement de la nouvelle gauche. Cette perspective raciale les rapprocha des Asiatiques-Américains, mais les éloigna de ceux qui n'étaient pas asiatiques. Cette position est flagrante dans le discours de l'organisation *I*

[292] George LIPSITZ, *A life in the Struggle : Ivory Perry and Culture of Opposition*, Temple University Press, 1988, p. 235.
[293] Stanley David LYMAN, *Wounded Knee 1973*, University of Nebraska Press, 1993, p. 29.
[294] Yen ESPIRITU, *Asian American Panethnicity: Bridging Institutions and Identities*, Temple University Press, 1994. P. 46.

Wor Kuen (IWK), qui était dans les années 1970 la plus grande organisation révolutionnaire asiatique américaine.

> Notre organisation, comme beaucoup d'autres en Amérique, apparaît comme une réponse à l'oppression nationale et à la discrimination raciale, et fait partie intégrante du mouvement anti-impérialiste grandissant des années 1960. Nous nous sommes constitués en tant qu'organisation asiatique car, en 1968 -1969, l'oppression nationale et le combat similaire au nôtre des peuples du Tiers-Monde étaient plus importants dans le mouvement progressif national. En outre, la faillite du Parti Communiste des États-Unis, et du Progressive Labor Party, parmi d'autres, notamment en rapport avec la question nationale, ont signifié que rejoindre leurs rangs était hors de question[295].

Le *I Wor Kuen* combina le but de l'auto-détermination raciale avec celui du socialisme. Par exemple, en 1969, l'organisation sortit un programme en douze points qui incluait aussi bien une demande d'auto-détermination pour les Asiatiques-Américains et les Asiatiques en général, que l'établissement d'un parti socialiste au pouvoir. En 1972, dans le but d'appliquer le marxisme à la question nationale, l'organisation marxiste *East Wind* désirait bâtir une nation asiatique. Répondant à l'appel des séparatistes africains-américains l'*East Wind* déclara qu'en tant que minorité racialement opprimée, les Asiatiques-Américains avaient le droit de former leur nation ailleurs qu'aux Etats-Unis afin de vivre librement et selon leurs idéaux politiques. Ce désir séparatiste n'a jamais dépassé le stade de l'idée et aucun endroit n'a jamais été évoqué pour installer les Asiatiques-Américains, l'*East Wind* fut finalement dissout en 1975 et son programme ne fut jamais suivi. Ces idées révèlent néanmoins l'importance qu'a pu avoir pour les activistes asiatiques américains la question de la libération nationale des Asiatiques-Américains.

L'importance très relative de ces mouvements, pour la plupart minoritaires et esseulés sur le plan politique, comme le rappelle lui même Alex Hing, laisse tout de même entrevoir l'influence que la pensée de la Nouvelle Gauche a pu avoir sur les activistes asiatiques américains des années 1960 et 1970. Cette nouvelle façon de penser, se voulant radicalement différente de celle jusque là établie par les partis gauchistes traditionnels, a permis à certains membres engagés des communautés asiatiques-américaines de politiser les autres Asiatiques-

[295] *Ibid*., p. 46 :
« Our organization, like many others in America, arose as a response to national oppression and racial discrimination, and as part of the growing anti-imperialist movement in the 1960s. We formed as an Asian organization because, in 1968-69, the national oppression and corresponding national struggles of Third World peoples was the sharpest in the nationwide progressive movements. Furthermore, the bankruptcy of the Communist Party, USA and Progressive Labor Party, among others, especially in relation to the national question, made joining their ranks out of the question ».

Américains. Même si l'ensemble des Asiatiques-Américains n'était pas favorable à ces mouvements, dont l'impact sur les gens était limité et dont les différentes organisations étaient la plupart du temps en désaccord sur la manière de faire évoluer la société américaine, les organisations révolutionnaires et activistes asiatiques américaines développèrent tout de même des supports médiatiques permettant de répandre leurs idées et de toucher plus de personnes. Conscients que seule une majorité pouvait faire changer les choses, certains membres de la communauté asiatique américaine créèrent des journaux dédiés aux questions communautaires et visant à faire connaître leurs activités.

B. Les journaux des étudiants asiatiques américains, preuve de l'activisme et de l'émergence des médias pan-asiatiques:

Entre les années 1960 et 1970, nous pouvons constater que de nouveaux médias pan-asiatiques sont apparus rapidement avec pour objectif de toucher le plus grand nombre de personnes au sein des communautés asiatiques américaines avec l'objectif de couvrir médiatiquement les développements pan-ethniques et les préoccupations des populations asiatiques-américaines, parfois en rapport avec la vie de quartier dans les Chinatowns, d'autres fois pour lutter contre des projets de loi allant à l'encontre des habitants Asiatiques-Américains comme cela à pu être le cas avec l'International Hotel. Les publications ethniques étaient importantes car elles permettaient la promotion de l'idéologie politique pan-asiatique et elles gardaient en vie les symboles et les valeurs communautaires tels que les héros ou les réalisations historiques. Les médias ethniques étaient concernés par les évènements et les progrès réalisés par les groupes minoritaires américains[296]. Jusqu'à la fin des années 1960, beaucoup de journaux et de périodiques asiatiques américains étaient concernés par les questions locales et ethniques. Yen Espiritu rassembla plus d'une vingtaine de journaux pan-asiatiques dans son livre *Asian American Panethnicity: Bridging Institutions and Identities*[297]. Pour les organisations d'étudiants asiatiques américains, les journaux de campus universitaire, tels que *Gidra*, étaient l'élément vital du mouvement[298]. Bien que la presse traditionnelle continûat d'être importante, elle perdit de son impact car son manque d'intérêt envers certaines questions politiques concernant les droits civiques ou la guerre du Vietnam

[296] Raymon BRETON, *Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personnal Relations of Immigrants*, Chicago, ed. The University of Chicago Press, 1964. P. 201.
[297] Yen ESPIRITU, *Asian American Panethnicity: Bridging Institutions and Identities*, U.S, Temple University Press, 1994. P. 39.
[298] Jesse QUINSAAT, *Letters in Exile : An Introductory Reader of the History of Filipinos in America,* University of California in Los Angeles, UCLA Asian American Studies Center Press, 1976, p. 207.

poussèrent les jeunes dissidents à sortir leur propre publication. En 1969, cinq étudiants de l'université d'UCLA mirent de côté 100 dollars chacun pour pouvoir lancer la publication du magazine mensuel *Gidra*, la première, et la plus diffusée, des publications pan-asiatiques. Le magazine Gidra comptait entre 900 et 1300 abonnés et le tirage dépassait les 4000 exemplaires. La diffusion du magazine était au départ limité aux campus universitaires de Los Angeles, mais très vite le magazine influença les Asiatiques-Américains à travers tout les États-Unis. Les créateurs du magazine Gidra avaient vu leur proposition pour un journal communautaire rejetée par l'administration de l'université de l'UCLA. Suite à cela Dinora Gil, Laura Ho, Mike Murase, Tracy Okida et Colin Watanabe décidèrent de mettre en commun leurs maigres ressources financières pour publier leur propre journal[299]. Le nom du journal était tiré d'un film japonais où le monstre s'appelait *Gidra*. Le magazine publia pendant cinq années, de 1969 à 1974. À l'origine *Gidra* était conçu pout être un « forum de discussion sur les questions auxquelles sont confrontées dans l'Amérique contemporaine les individus d'ascendance asiatique[300].

Un autre magazine très influent au sein des périodiques asiatiques américains était le journal *Bridge*, un magazine bimensuel basé dans le Chinatown de New-York et qui commença à publier en 1971. Il devint un magazine trimestriel en 1976 pour le demeurer jusqu'à sa dernière publication en 1985. Initialement destiné aux Chinois étrangers et diffusé principalement dans la ville de New-York, il élargit par la suite sa portée pour toucher les Asiatiques-Américains dans leur ensemble.

Enfin nous pouvons évoquer un dernier média asiatique américain tout à fait intéressant et représentatif de l'état d'esprit des activistes asiatiques américains des années 1960, le journal chinois-américain *Yellow Seed* dont nous avions déjà mentionné l'existence précédemment. *Yellow Seed* était une organisation anti-impérialiste formée par des Chinois-Américains à Philadelphie en 1971 et qui par la suite publia son propre journal pour mettre en valeur ses actions. Les informations relayées par ce journal concernaient principalement le Chinatown local de Philadelphie, mais pouvaient aussi être en rapport avec les affaires nationales[301]. La première utilisation des journaux chinois dans le Chinatown de Philadelphie était avant tout en rapport avec un groupe favorable à des changements sociaux radicaux : *Yellow Seed*. Cette organisation publia son propre journal de 1972 à 1977. Cette association et

[299] William WEI, *The Asian American Movement*, Temple University Press, 1993, p. 103.
[300] « Editorial », *Gidra*, October 1969.
[301] Tamara NOPPER, « Yellow Seed Newspaper Collection », 11 août 2010.
URL : http://tamaranopper.com/yellow-seeds-newspaper-collection/
(Dernière consultation samedi 30 avril 2016 à 12h00)

ce journal n'étaient pas pour autant novateurs. Comme nous l'avons vu auparavant, des journaux comme *Gidra* ou *Bridge* avaient déjà commencé à publier à partir de 1969. Néanmoins *Yellow Seed* faisait office de référence en matière de contestation sociale dans une Amérique où les revendications des activistes asiatiques-américains avaient du mal à se faire entendre, et étaient relativement absentes de l'histoire constestatrice des États-Unis.

Dans la collection *Yellow Seed*, mise en ligne par Tamara Nopper sur son site internet, on peut retrouver les efforts des membres de l'organisation pour lutter contre le mythe de la minorité modèle (ce terme dont nous avions déjà évoqué renvoie aux préjugés liés à la soi-disante meilleure réussite, aussi bien scolaire que financière, des Asiatiques aux États-Unis en comparaison à d'autres minorités, notamment celles des Afro-Américains ou des Hispano-Américains) régulièrement associé aux Asiatiques-Américains, ou encore leur vive opposition à la Guerre du Vietnam, ainsi que la condamnation des violences policières, des inégalités éxistantes entre Euro-Américains et les autres groupes ethniques aux États-Unis, ainsi qu'une dénonciation du modèle économique et politique du capitalisme. *Yellow Seed* avait une publication en langue chinoise et une autre en anglais afin de toucher un plus large public. Nous avions déjà vu cette méthode précédemment avec la radiodiffusion de programmes gouvernementaux dans les années 1950 via la station Voice tels que l'émission *Chinese Activities*, visant à toucher un maximum de personnes d'origine chinoise à travers sa traduction en anglais et en différents dialectes chinois. *Yellow Seed* avait mis en place un programme pour aider les personnes âgées qui en avaient besoin. Les activistes de l'organisation publiaient aussi des articles et des éditoriaux pour apprendre aux Chinois vivant illégalement sur le sol américain comment éviter l'expulsion lorsqu'ils étaient arrêtés par les agents de l'INS. Un article de *Yellow Seed*, datant du mois d'avril 1972, évoquait ainsi les conditions précaires dans lesquelles vivait Monsieur Lao, une personne âgée à la retraite d'origine chinoise habitant seul dans un appartement chaotique, complétement laissé à l'abandon[302]. L'article mentionne que l'organisation s'est ainsi occupée de lui, l'a aidé à ranger son appartement, puis à alerter les personnes concernées, qui par la suite ont placé monsieur Lao en maison de retraite.

Concernant les expulsions d'immigrés clandestins chinois aux États-Unis, un article de *Yellow Seed*, paru dans le même journal que l'article précédemment cité, revient sur cette question qui touche toutes les minorités étrangères vivant aux États-Unis[303]. Selon l'auteur de l'article, même si la plupart des cas d'expulsion sont justifiés d'un point de vue légal,

[302] « This Is Where Mr. Lao Lives », *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 1, no. 1, avril 1972, p. 1.
[303] « Can You Be Deported : Facts for Illegal Entrants », *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 1, avril 1972 no. 1, p. 3.

beaucoup de personnes accusées d'immigration illégale ne connaissent pas leur droit. Ainsi, un grand nombre de personne sont expulsées du pays sans avoir pu employer les recours légaux à leur disposition. L'article renseigne par exemple sur le fait que bien qu'aucun badge de police officiel ne soit requis pour les arrestations dans les lieux publics comme les restaurants et les magasins, elles sont néanmoins nécessaires pour les arrestations dans des lieux privés comme les maisons, les appartements, et dans tous les cas les chefs d'accusation doivent être mentionnés et les droits des personnes arrêtés doivent être cités par les agents de police. Ces informations peuvent sembler futiles à des personnes ayant reçu une éducation américaine, mais elles peuvent s'avérer cruciale pour des personnes immigrées clandestinement et en position de faiblesse dans un pays qui cherche à les expulser. Malgré le fait que ces personnes enfreignent la loi américaine, celle-ci n'en reste pas moins humaine et avec des droits dans un pays démocratique. Elles ont le droit à un avocat et ne sont pas obligées de répondre aux questions des policiers sans avoir reçu de conseil de la part de leur avocat.

Les publications de *Yellow Seed* étaient souvent en rapport avec les actes anti-asiatiques et le racisme qui touchait les communautés asiatiques américaines. Malgré le fait que le journal et l'organisation aient été fondés par des activistes d'origine chinoise, et qu'une grande partie des articles concernaient la communauté chinoise ainsi que la nécessité de préserver les Chinatowns et de défendre leur double culture et identité chinoise-américaine, un article du journal, datant de mai 1973, vient rappeler l'histoire des Japonais-Américains aux États-Unis[304]. Cet article revient sur l'arrivée des premiers Japonais en 1868 sur l'île d'Hawaii, pour y cultiver de la canne à sucre, avant d'enchaîner sur un bref récapitulatif des différentes épreuves que la communauté japonaise a dû traverser aux États-Unis, pour finalement aboutir aux années 1970. L'article précise qu'après toutes les discriminations que les Japonais-Américains, et de façon plus générale les Asiatiques-Américains, avaient subies il était temps de s'unir autour de la pan-ethnicité et de faire valoir leurs droits.

Les conditions de vie dans les ghettos asiatiques américains, et notamment dans les Chinatowns des grandes villes américaines, sont aussi au centre des réflexions et des articles rédigés par les rédacteurs du journal. Dans un de ses éditoriaux[305], l'organisation *Yellow Seed* faisait part de ses inquiétudes face au projet de renouvellement du Chinatown de Philadelphie se préparant avec la loi 590 du printemps 1973. Il est ainsi rapporté que la communauté

[304] « Japanese in America», *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 1, no. 5, mai 1973, p. 6.
[305] « Editorial : Steven Pang ; Enemy of Chinatown », *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. II, no. 1, novembre 1973, p. 2.

chinoise du Chinatown de Philadelphie sentant le danger imminent de la destruction de leur quartier se profiler, ils se présentèrent devant le conseil de la ville pour protester. Ils arrivèrent à convaincre le président du conseil George X. Schwartz, de retirer le projet de loi. Il promit par la suite qu'il ne laisserait pas le projet de loi être voté par les membres du conseil de la ville. Néanmoins cela ne semblait qu'une victoire de courte durée pour les membres de l'organisation *Yellow Seed* qui critiquaient vivement la gouvernance inefficace du parti représentant le Chinatown de Philadelphie, le *Philadelphia Chinatown Development Corporation* (P.C.D.C), et de ses dirigeants Stephen Pang et Lynn Abraham qui furent incapables de résister au projet de loi de renouvellement du Chinatown sans que les habitants du quartier ne s'en chargent eux-même.

Le journal de l'organisation *Yellow Seed* traitait aussi des événements nationaux et internationaux comme l'indiquent certaines de ses publications concernant les révélations du scandale de l'affaire Watergate, où des agents du FBI et de CIA furent pris en flagrant délit de « cambriolage » à l'état major du parti démocrate à Washington. Face à ce scandale, le président Nixon dût démissionner. *Yellow seed* considéra alors dans son article qu'il s'agissait de l'arbre qui cachait la forêt, que les scandales faisaient partie intégrante de l'histoire des États-Unis et que cela relevait des chamailleries des classes dirigeantes. Nous pouvons aussi évoquer l'article du journal célébrant la victoire des Vietnamiens sur les États-Unis dans le conflit de la Guerre du Vietnam[306]. Le journal se félicite de la victoire du peuple vietnamien, et de l'arrivée au pouvoir des Khmers Rouges cambodgiens, sur l'oppression impérialiste des États-Unis qu'ils considèrent comme la victoire de tous les Asiatiques-Américains, et revient sur l'histoire du Vietnam et des différentes colonisations que connut le pays, sauf sur celles perpétrées par la Chine, sans doute pour ne pas ébranler l'image d'un pays asiatique communiste. Les rédacteurs de *Yellow Seed* avancèrent ainsi l'idée que désormais le peuple vietnamien pourra vivre librement. Alors que les journaux américains parlaient pour la plupart d'entre eux de défaite des États-Unis dans la Guerre du Vietnam, *Yellow Seed* fit le choix explicite de parler de victoire des Vietnamiens, pour clairement affirmer leur appartenance et leur soutien aux peuples asiatiques ainsi que leur orientation politique. Néanmoins, le fait de célébrer l'avènement de régimes sanguinaires et génocidaires, comme a pu l'être celui des Khmers Rouge de Pol Pot au Cambodge de 1976 à 1979, laisse entrevoir un certain manque d'objectivité et surtout de vision politique du journal en matière de politique. En effet il est difficile de défendre un régime accusé de génocide et dont la politique causa la mort

[306] « Victory in Vietnam », *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 2, no. 6, août 1975, p. 6.

d'environ 1,7 millions de personnes au Cambodge, soit à peu près 20% de la population du pays[307]. Bien entendu la plupart des exactions réalisés par les Khmers rouges du cambodge n'ont été découvertes que plus tardivement, néanmoins beaucoup de régime dictatoriaux et autoritaires avaient déjà brandit l'étendard du communisme, comme notamment la Chine et l'URSS pour coloniser et commettre nombre de crimes au nom de la victoire du peuple. Il est donc naïf ou bien profondément cynique de se réjouir de la victoire d'un tel gouvernement au Cambodge.

Les journaux asiatiques-américains comme *Gidra*, *Yellow Seed* et *Bridge* touchaient une large audience, et avaient beaucoup plus de points communs entre eux qu'avec des publications universitaires telles que celles produites par le magazine *Amerasia* qui, pour sa part, était publié par le Centre de Recherches sur les Asiatiques-Américains de l'Université de Californie à Los Angeles. Néanmoins ce magazine était la seule publication sur les études asiatiques-américaines et l'un des rares journaux professionnels qui essayait de publier des recherches de qualité dans une forme accessible, non pas seulement pour les chercheurs, mais aussi pour les étudiants, les professionnels, ou encore les communautés d'activistes.

Le développement de médias minoritaires comme ceux que nous venons d'évoquer est aussi une des caractéristiques révélatrices du manque de représentation des minorités dans les journaux américains. En effet comme le rappelle Marie-France Toinet, politologue spécialiste des États-Unis, le nombre de personnes issues de groupes minoritaires aux États-Unis travaillant pour des quotidiens américains a nettement augmenté ces dernières décennies. On peut par exemple noter qu'il n'y avait aucun journaliste non blanc dans la presse écrite blanche en 1950, alors qu'en 1968 on en recense 400 et 1 700 en 1983[308]. La progression semble spectaculaire, mais même de nos jours les minoritaires ne constituent que 4% de la profession journalistique et ils ne sont pas représentés dans les deux tiers des quotidiens américains. Toinet note aussi que plus un tirage est limité moins de minorités y sont embauchées. Ainsi 38% des minoritaires travaillent dans à peine 34 journaux différents. Sans compter que les variations au sein des quotidiens sont assez marquées, par exemple 35% de la force de travail d'un journal comme le *El Paso Times* (Texas) est constituée de minoritaires, alors qu'il ne s'agit que de 1% (2 sur 160) dans un journal comme le *Springfield Union and Daily News* du Massachusetts.

---

[307] Source issue du programme d'étude de l'université de Yale sur le génocide cambodgien : « Cambodgian Genocide Program », Yale University.
URL : http://www.yale.edu/cgp/francais/index.html (Dernière consultation : Samedi 30 avril 2016 à 20h00).

[308] Marie France TOINET, « Les membres des minorités dans les moyens d'information », source issu du livre de Monique LECOMPTE et Claudine THOMAS, *Le facteur ethnique aux États-Unis et au Canada*, Presses Universitaires du Septentrion, 1983, p. 81.

Bien que les journaux à tendance pan-asiatique aient tenté de rassembler et de politiser les Asiatiques-Américains sur des questions de droit commun et de politique les concernant, ils ne purent empêcher le panasiatisme d'afficher certaines limites. Des limites qui portèrent préjudice à son développement ainsi qu'aux messages qu'il essayait de relayer auprès des minorités asiatiques-américaines des États-Unis.

C. Les limites du panasiatisme et du multiculturalisme aux États-Unis:

Bien que le panasiatisme ait eu le mérite d'exister et de tenter de faire évoluer la situation des Asiatiques-Américains aux États-Unis, il est loin d'avoir été universel. Pour ceux qui désiraient une plus large action politique, la portée du panasiatisme fut trop limitée et ses orientations raciales trop ségrégatives[309]. Pour ceux qui voulaient préserver le particularisme ethnique, le panasiatisme retirait aux Asiatiques de la seconde et de la troisième génération les liens conceptuels de leurs communautés[310]. La concurrence existant dans les différentes organisations pan-asiatiques, leurs choix politiques et les visions que chacun d'entre eux avaient du panasiatisme, ont mitigé l'impact du panasiatisme.

De plus, le panasiatisme était l'idéologie des Américains d'origine asiatique éduqués et issus de la classe moyenne[311]. Adopté par les étudiants, les artistes, les professionnels, et les activistes politiques, la conscience pan-asiatique prospérait sur les campus universitaires et dans les milieux urbains. Cependant, le panasiatisme a à peine touché les enclaves ethniques des Asiatiques. Les étudiants activistes issus des classes moyennes se trouvèrent confrontés à l'appréhension, si ce n'est à l'hostilité de la communauté asiatique en général.

Conscients de leurs origines, et épuisés de leur combat quotidien pour survivre, beaucoup de résidents au sein des communautés ignorèrent ou rejetèrent le mouvement. Cependant, même si le mouvement ne toucha qu'une très faible proportion d'Asiatiques-Américains, certains membres Nisei de la J*apanese American Citizen League* ou bien encore les résidents des Chinatowns participèrent tout de même à des évènements du mouvement pan-asiatique. Les Nisei déclarèrent qu'ils étaient dirigés par des personnes, notamment dans la *Japanese American Citizen League*, qui n'avaient pas l'esprit ouvert et gardaient des stéréotypes à l'égard des Japonais. Les jeunes activistes asiatiques-américains accusaient leurs

[309] Lisa LOWE, *Critical Terrains: French and British Orientalisms*. Cornell University Press, 1991, p. 39.
[310] Ronald TANAKA, *Systems Models for Literacy Macro-Theory*, ed. The Peter de Reder Press, 1976, p. 47.
[311] Yen ESPIRITU, *Asian American Panethnicity: Bridging Institutions and Identities*, U.S, Temple University Press, 1994. P. 50.

aînés d'avoir oublié leurs expériences des préjugés et les discriminations contre leur peuple[312]. De par le fait que ces jeunes activistes n'étaient pas encore enracinés dans la communauté, ils n'avaient qu'un soutien très restreint et leur impact sur une société plus large était ainsi limité.

Même pour ceux qui furent impliqués dans le mouvement asiatique américain, les divisions surgirent à cause de conflits d'intérêts. Comme souvent les conflits d'intérêts apparaissaient pour des raisons matérielles, les participants issus de groupes plus petits ou moins bien représentés, comme par exemple celui des Philippins-Américains, reprochant le fait que le terme « Asiatique-Américain » correspondait aux Japonais-Américains et aux Chinois-Américains, les deux plus grandes communautés acculturées des groupes asiatiques[313]. Un des exemples pouvant illustrer le sentiment de ces groupes moins nombreux est le fait que de nombreuses études publiées sur les Asiatiques-Américains n'affichaient les chiffres que pour les Chinois-Américains et les Japonais-Américains.

L'inégalité de classe et entre les différentes origines au sein des structures ethniques pan-asiatiques a continué à être une source de friction et de mésentente, les participants des groupes moins nombreux se sentant exclus de la définition du panasiatisme[314]. L'échec partiel du panasiatisme fait en réalité écho aux difficultés que les communautés minoritaires rencontrent pour vivre les unes avec les autres aux États-Unis. En effet de nombreux conflits entre les différentes minorités sont à recenser, on peut ainsi évoquer les incidents ayant eu lieu entre les Afro-Américains et les Asiatiques-Américains à Seattle dans les années 1990 et 1991, incluant un homicide[315]. Les compétitions économiques entre différents groupes ethniques sont souvent la cause d'un antagonisme ethnique ou racial. Durant les années 1980 et au début des années 1990, des violences de la part des Afro-Américains envers les Cambodgiens de Philadelphie ont été rapportées, des coups de feu de groupe hispano-américains ont été tirés sur des membres de la communauté indochinoise de Dallas et on constate une multiplication des conflits entre Afro-Américains et les populations issues du Sud-Est de l'Asie à Oakland. Ces conflits résultent de la mauvaise compréhension des différences culturelles et économiques, ainsi que de la barrière que peut constituer la langue et surtout de l'échec du gouvernement à préparer les minorités déjà installées aux États-Unis à

[312] M.S. WEISS, *Valley City : A Chinese Community in America*, Cambridge, MA: Schenkman, 1974, p. 238.
[313] Ignacio LEMUEL F., *Asian Americans and Pacific Islanders (Is There Such an Ethnic Group ?)*, San Jose, Californie, Pilipino Development Associates. 1976. P. 220.
[314] Yen ESPIRITU, *op. cit.*, p. 51.
[315] Talmadge ANDERSON, « Comparative Experience Factors Among Black, Asian, and Hispanic Americans: Coalitions or Conflicts? », *Journal of Black Studies*, vol. 23, no. 1 (Sep., 1992), p. 36.

l'arrivée massive de nouveaux immigrants et réfugiés dans leurs communautés[316]. Chaque groupe ethnique à ses intérêts propres qui, s'ils ne sont pas satisfaits pacifiquement, dégénèrent en conflit bien plus important que celui contre la majorité blanche. Les Afro-Américains, les Hispano-Américains et les Asiatiques-Américains sont tous soumis aux mêmes formes de racisme institutionnalisé aux États-Unis, néanmoins, en raison d'histoires ethniques, de milieux culturels profondément divergents les uns des autres mais aussi d'arrivées chronologiquement différentes, chaque groupe est affecté par ces discriminations de façons différentes.

Le multiculturalisme a toujours existé aux États-Unis comme le reconnaît l'historien français Jacques Portes, simplement il n'était ni reconnu ni admis[317]. Il a émergé grâce au mouvement pour les droits civiques. Au sein du multiculturalisme, l'accent est mis sur l'importance d'élaborer des identités et des intérêts politiques durables. Les partisans du multiculturalisme soutiennent que l'appartenance à une culture à l'intérieur d'une société, avec sa propre langue et histoire, est nécessaire à la dignité individuelle et à l'accomplissement personnel[318]. Ils sont convaincus que les droits universels et individuels promis par le libéralisme sont des protections insuffisantes pour assurer la survie des cultures minoritaires et pour permettre aux membres de ces minorités « de décider quel mode de vie est bon pour eux[319] ».

Le multiculturalisme tel qu'il est appliqué aux États-Unis semble partagé, voire éclaté, entre un multiculturalisme enraciné au plus haut niveau institutionnel, lui même inscrit dans un système politique et étatique prévu pour cette idéologie, et traverse la vie sociale américaine en fonction des revendications des groupes sociaux minoritaires[320]. Ce multiculturalisme institutionnel apparaît scindé entre deux politiques, l'une concentrée sur les aspects social et économique, l'autre mettant l'accent sur une logique culturelle. Le multiculturalisme a entraîné de nombreux débats, dont celui de l' « affirmative action » ou discrimination positive. Celle-ci résulte du mouvement des droits civiques des années 1960, ainsi que des émeutes que ce mouvement entraîna dans les ghettos noirs. Au départ comme l'explique Pascal Noblet, il s'agit de l' « adoption de moyen racialement orientés à des fins

[316] *Ibid*. p. 36.
[317] Jacques PORTES, « Le multiculturalisme aux Etats-Unis », La revue du projet, 19 juin 2011.
URL : http://projet.pcf.fr/10559 (dernière consultation le mercredi 29 juin à 20h00).
[318] Jack CITRIN, David O. SEARS, Christopher MUSTE and Cara WONG, « Multiculturalism in American Public Opinion », *British Journal of Political Science*, Vol. 31, No. 2 (Apr., 2001), p. 247
[319] S.M. OKIN, *Is Multiculturalism Bad for Women ?,* Princeton University Press, 1999, p. 12.
[320] Michel WIEVIORKA, « Le multiculturalisme est-il la réponse ? », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Nouvelle Série, vol. 105, La différence culturelle en question, (juillet-décembre 1998), p. 238.

antidiscriminatoires »[321]. En effet, à la fin des années 1960, le président américains Richard Nixon entend favoriser, par des politiques de traitement préférentiel, l'accès à l'emploi et l'admission dans les universités de certains groupes ayant fait l'objet dans le passé de pratiques discriminatoires. Cette politique était toutefois intéressée et visait à rétablir l'ordre public à la suite d'une vague d'émeutes raciales qui firent plus de 170 morts et 7 000 blessés entre juin 1964 et 1968[322]. L'affirmative action désigne au départ des dispositions destinées à susciter en amont une augmentation du nombre de candidats noirs à certains postes. Ce n'est que dans les années 1970 que se met en place une politique de recrutement spécifique, avec dans certaines universités, l'instauration de quotas ethniques. Ces quotas ne firent néanmoins pas long feu avec l'instauration de l'arrêt Bakke en 1978, dans lequel la Cour Suprême condamna la faculté de médecine de Californie parce qu'elle réservait 16% de ses places aux étudiants noirs et hispaniques. Malgré le fait que la Cour Suprême rejeta ces quotas, elle fixa tout de même une politique de diversité comme objectif de recrutement. La prise en compte du facteur ethnique devint donc un élément positif parmi d'autres dans l'examen des dossiers pour atteindre la diversité.

Le but de ce multiculturalisme n'est donc pas tant celui d'une reconnaissance culturelle, mais bien davantage celui d'une action contre les inégalités sociales fondées ou renforcées par la discrimination raciale. Le dossier de l'affirmative action doit ainsi être analysé en référence à la différence culturelle, même s'il en est dissocié. Le multiculturalisme américain peut aussi être compris par le désir de reconnaissance, qui pour sa part est directement et explicitement culturel[323]. Cette conception du multiculturalisme en tant que reconnaissance culturelle est très discutée car il répond à l'émergence de demandes issues des groupes minoritaires mais aussi des femmes, car même si les revendications féminines ne sont bien entendu pas à comparer à celle des minorités, en certains aspects elles s'en rapprochent tout de même, notamment sur celles réclamant l'égalité des chances et la fin de la discrimination sexiste. Ces demandes mélangées de la part des différents groupes revendicatifs aboutissent sur des expressions politiquement correctes, parfois en contradictions les unes avec les autres, plaidant pour que les différences culturelles soient reconnues[324].

---

[321] Pascal NOBLET, *L'Amérique des minorités. Les politiques d'intégration*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 149.
[322] Mathilde GERARD, « L'expérience de la discrimination positive aux États-Unis », *Le Monde*, 18 janvier 2010. URL:http://www.lemonde.fr/societe/article/2010/01/18/l-experience-de-la-discrimination-positive-aux-etats-unis_1293336_3224.html (Dernière consultation: mardi 3 mai 2016 à 13h).
[323] Michel WIEVIORKA, op. cit, p. 239.
[324] *Ibid*., p. 239.

Le développement d'une conscience pan-asiatique et les changements démographiques qu'a connu la communauté asiatique-américaine ont permis l'établissement d'un véritable programme politique de groupe. À la fin des années 1960, le panasiatisme était possible grâce à la bonne entente entre les membres des communautés originaires du sud-est de l'Asie, mais aussi grâce au déclin des politiques ségrégationnistes à l'égard des minorités en général. Et ce même si des conflits inter-ethniques ou avec d'autres minorités continuaient de diviser les différents groupes. Comme nous l'avons vu les acteurs majeurs du changement social au sein des communautés asiatiques américaines furent notamment les troisième et quatrième générations d'immigrés asiatiques aux États-Unis. Déçus du fonctionnement de la société en général et étant comme étrangers à leurs propres communautés traditionnelles, certains se tournèrent vers la stratégie alternative de l'unification pan-asiatique. À travers les organisations, les médias et les programmes d'études asiatiques américains, ces activistes politiques assumèrent le rôle d'entrepreneurs culturels, pleinements conscient de créer une communauté culturelle en dehors de celles des peuples asiatiques. Ce processus de consolidation pan-asiatique ne s'est pas fait en douceur et n'a pas non plus englobé tous les Asiatiques-Américains. Le chauvinisme ethnique, la compétition entre communautés et les clivages sociaux ont continué de diviser les groupes minoritaires. Néanmoins, une fois établi, le panasiatisme a renforcé la cohésion des liens unissant déjà les minorités asiatiques américaines, et les a même étendus[325].

La politique conflictuelle engagée par les activistes américains à l'égard du gouvernement a ouvert la voie à des actions plus conventionnelles, à des politiques électorales et aux lobbyistes Asiatiques-Américains pour continuer d'améliorer et de développer le pouvoir politique des Asiatiques-Américains.

9. Les aboutissements des luttes et les évolutions au sein des deux communautés japonaise et chinoise américaines :

Malgré le fait que les alliances pan-asiatiques aient connu des difficultés et des divergences dans leurs luttes d'intérêts communs, elles ont tout de même réussi à obtenir d'impotantes victoires. Il est notamment intéressant d'observer la reconnaissance des préjugés et la réparation financière du gouvernement américain en 1988 envers l'internement des

[325] Yen ESPIRITU, op.cit, p. 52.

Japonais-Américains, et l'abrogation en 1965 par les États-Unis du système de restriction de l'immigration asiatique à travers des quotas, permettant une réunification des familles chinoises américaines et une immigration plus importante en provenance de Chine. Cette loi sur l'immigration et la nationalité en 1965 résulte essentiellement de l'adaptation des États-Unis face à un changement de politique internationale sur l'immigration. Mais il n'est pas exclu que l'engagement et la lutte pour les droits civiques menés par les Chinois-Américains et les autres Asiatiques-Américains y aient contribué. En tout cas, cette loi est une réelle avancée en matière de démocratie et de libéralisation de l'immigration, alors qu'il ne s'agissait pas de son objectif principal (la loi ne contenait aucun quotas concernant le regroupement familial, ce qui signifie que n'importe qu'elle personne titulaire d'un visa pouvait rejoindre les Etats-Unis avec sa famille), mais elle bouleverse aussi la démographie et l'équilibre des populations asiatiques aux États-Unis.

Ces exemples d'avancées majeures sont dus à l'entraide et aux batailles juridiques menées par les Asiatiques-Américains. Néanmoins ils ne font pas office de généralité et la nécessité de continuer à faire progresser les communautés asiatiques américaines reste une question majeure face à des problèmes d'inégalités raciales et de discrimination toujours présents aux États-Unis. Les actes de violences à l'égard des Asiatiques-Américains et les inégalités raciales sont encore une réalité aux États-Unis. Le regroupement minoritaire, même s'il peut paraître limité par la portée sélective de ses actions, reste l'une des alternatives les plus concluantes et efficaces pour les populations touchées par ces discriminations. La vision des Asiatiques Américains en tant que « Model Minority » est l'une des problèmes les plus sensibles aujourd'hui encore, et les actions engagées contre cette description réductrice s'avérant handicapante pour les minorités visées, dans le sens où elles sont stigmatisées en étant favorisées, n'ont pas encore réussi à venir à bout de ce préjugé partagé par de nombreux Américains.

A. Fin de la limitation de l'immigration asiatique en 1965 et changements démographiques importants dans la société américaine:

La loi sur l'Immigration et la Nationalité fut votée en 1965, mais ne sera réellement active qu'en 1968. Cette loi représenta un changement important dans l'histoire des Asiatiques-Américains. En effet elle autorisait, après des décennies d'exclusion et de restrictions politiques sur l'immigration, une immigration sans précédent aux États-Unis d'un

grand nombre d'immigrés en provenance d'Asie, du Mexique, de l'Amérique Latine et d'autres régions du monde. Ces nouvelles arrivées, particulièrement en provenance d'Asie, changèrent la démographie, l'économie et les caractéristiques culturelles de beaucoup de milieux urbains pour laisser place à une plus grande communauté asiatique américaine.

Les années de Guerre Froide avaient déjà permis une avancée importante en terme d'immigration asiatique, avec notamment la loi McCarran-Walter en 1952 qui abrogeait la restriction pure et simple de l'immigration chinoise pour permettre la naturalisation des Chinois-Américains ainsi qu'une immigration contrôlée, seuls 105 visas étaient alloués chaque année[326]. Le président Truman avait posé son véto sur cette loi, plaidant en faveur de dispositions plus libérales qui mettraient ainsi fin efficacement au système de contingentement restrictif dans le cadre de l'immigration nationale. Cependant le Congrès passa outre son véto et la loi McCarran-Walter fut mise en œuvre en 1952. Par la suite le président Eisenhower embrassa largement les positions de Truman sur ce sujet et tenta, sans pour le moins y réussir, de libéraliser les lois sur l'immigration des États-Unis.

Il fallut attendre la présidence de John F. Kennedy à partir de 1961 pour qu'un changement significatif s'opère. Le président Kennedy, et son successeur le président Johnson, avaient une vision globale et étaient favorables à l'indépendance des pays et à la libéralisation des politiques d'immigration des États-Unis. Kennedy, dont le mandat se déroulait en pleine Guerre Froide, saisit l'opportunité de pouvoir utiliser la politique d'immigration comme une arme psychologique contre le communisme. Par ce moyen, il désirait prouver au monde que les États-Unis était le pays des libertés, de la démocratie et que le capitalisme était supérieur au communisme car il offrait des possibilités bien meilleures que celles proposées par les états communistes tels que l'Union Soviétique et ses alliés européens de l'Est, la Chine, Cuba et d'autres états autoritaires. Ces nouvelles résolutions politiques en matière d'immigration devaient se combiner par la suite avec le « Great Society » du président Johnson[327]. Cette politique de Johnson visait à combattre la pauvreté et à favoriser la législation concernant les droits civils pour ainsi prouver que les États-Unis était un pays supérieur en terme d'opportunités pour la liberté et la prospérité en comparaison des régimes totalitaires communistes. Cet élan a finalement conduit à l'adoption en 1965 de l'*Immigration and Nationality Act*, qui abolissait le système restrictif des origines nationales de 1924 en faveur d'un système de quotas et de préférence. La priorité fut accordée aux regroupements

[326] Informations issues site internet Asian-Nation et de l'article rédigé par C.N. Le, professeur de sociologie à l'Université du Massachusetts :
http://www.asian-nation.org/1965-immigration-act.shtml (dernière consultation: 04/05/2015).
[327] Ibid.

familiaux, de façon à ce que les citoyens américains et les résidents permanents puissent parrainer les immigrants dans un certain ordre de préférence. La loi supposait une immigration annuelle comprise entre 350 000 et 400 000 immigrants[328]. En 1971, quelques 370`000 immigrants furent admis aux États-Unis. Seuls 96 000 immigrants venaient d'Europe, la source traditionnelle d'immigration. L'Asie contribua légèrement plus que l'immigration européenne avec 103 000 immigrants. Plus de deux cinquièmes de cette immigration provenaient d'Amérique Latine, avec 50 000 immigrants mexicains présentant ainsi le plus grand nombre national d'immigrants. Les chiffres de l'immigration asiatique ont été accompagnés par la suite par un grand nombre de réfugiés du sud-est de l'Asie, beaucoup d'entre eux étant d'origine chinoise. Ces immigrants arrivèrent pendant et après l'intervention des États-Unis dans la guerre du Vietnam, gonflant par la même occasion la population asiatique américaine.

En 1980, les Japonais-Américains, qui avaient été le plus grand groupe ethnique de la dernière moitié de siècle, étaient dépassés par les Chinois et les Philippins. Au final, les Asiatiques-Américains ne représentaient plus qu'une petite fraction de la population américaine dans les années 1970-1980, avec une population de seulement 3,6 millions pour une population américaine de 226, 5 millions, soit à peine 1,4 pourcent de la population globale.

Les rédacteurs de cette loi sur l'immigration ne pouvaient pas prédire les effets qu'elle pourrait avoir sur l'immigration asiatique. Elle n'était pas supposée avoir un tel impact, ou en tout cas l'élite politique de l'époque ne s'attendait pas à un tel changement. Cette immigration asiatique désirait obtenir de meilleurs conditions de vie, l'occasion de rejoindre les Etats-Unis et leur famille était unique est inespéré pour fuir la pauvreté et la guerre des pays asiatiques. L'immigration asiatique dépassa toutes les données statistiques établies avant le passage de la loi en 1965. Entre 1971 et 1980 plus de 1,6 millions d'immigrants asiatiques arrivèrent sur le sol américain, et entre 1981 et 1990 il s'agissait de 2,8 millions de personnes[329]. Aidés par de meilleurs conditions de voyages et motivés par des opportunités économiques et politiques nouvelles aux États-Unis, les Asiatiques-Américains devinrent bien plus nombreux et issus de diverses cultures qu'auparavant.

---

[328] Roger DANIELS, *Asian America : Chinese and Japanese in the United States since 1950*, Seattle and London, University of Washington Press, 1988. P. 321.

[329] Sources issues du JACL Curriculum and Ressource Guide, *The Journey from Gold Mountain : The Asian American Experience*, 2006, p. 16.
URL : https://jacl.org/asian-american-history/ (Dernière consultation jeudi 5 mai 2016 à 21h).

Un des effets immédiats que la loi produisit fut l'augmentation de l'immigration coréenne et indienne. Pour les Coréens, l'immigration d'après 1965 fut un renouvellement de la troisième vague migratoire. Quant aux Indiens, c'était la première fois qu'ils arrivaient aussi nombreux aux États-Unis. Comme l'*Immigration Act* maintenait en place un système de sélection des immigrants, comme sous le *Walter McCarran Act*, beaucoup de ces immigrants étaient des professionnels déjà formés. Ce phénomène de sélectionner les meilleurs et les plus brillants entre les différents candidats à l'immigration vers les États-Unis était particulièrement prononcé avec les Indiens, et le processus fut mieux connu sous le nom de « Brain Drain » (fuite des cerveaux)[330].

Une autre vague de réfugiés fut aussi très importante, il s'agit de celle créée par la Guerre du Vietnam. À cause de la situation chaotique dans laquelle était plongée l'Asie du Sud-Est, de nombreux habitants de ces régions préférèrent fuir leurs pays respectifs. Néanmoins ils connurent de grandes difficultés à s'installer dans les pays frontaliers. Une grande partie des réfugiés fuyait les zones de guerre en bateau et se voyait constamment refuser l'entrée dans chaque port étranger. Ils furent mieux connus sous le nom de « Boat People »[331]. Se sentant responsables de cette crise humanitaire, les États-Unis commencèrent à accueillir les Boat People en 1977 sous un visa valable pour deux ans. Trois années plus tard, le Congrès passa le *Refugee Act*. Cet acte de 1980 suspendait l'*Immigration Act* pour les réfugiés provenant des régions en guerre, et aida plus d'un demi million de ces réfugiés à obtenir un statut de résident permanent aux États-Unis lors de la première décennie qui suivit son passage. En tout, plus d'un million de réfugiés et d'immigrants du sud-est de l'Asie arrivèrent aux États-Unis depuis la Guerre du Vietnam, transformant la communauté asiatique américaine, peu nombreuse avant 1965, en une communauté en plein essor.

Outre ces changements démographiques intéressants, la population asiatique-américaine se renforça sur le plan politique. Lorsqu'en 1970 le Bureau des Recensements dénombra seulement 1,5 million d'Asiatiques-Américains aux États-Unis, c'est à dire à peine 1% de la population globale américaine, il semblait alors compliqué qu'ils obtiennent une meilleure représentation au sein de la société américaine. Trente ans plus tard, en 2000, les Asiatiques-Américains furent recensés à près de 12 millions aux États-Unis, représentant ainsi 4,2% de la population américaine. En comparaison d'une époque plus ancienne, cette augmentation du nombre d'Asiatiques aux États-Unis n'est pas limitée à la côte Ouest. Désormais, les états où résident les populations asiatiques américaines sont la Californie, mais

[330] *Ibid*., p. 16.
[331] *Ibid*., p. 17.

aussi New-York, Hawaii, le Texas et l'Illinois. Les villes avec le plus grand nombre d'Asiatiques-Américains sont ainsi New-York, Los Angeles, Chicago, Houston et Philadelphie.

La croissance de la communauté asiatique américaine s'accompagna d'une meilleure reconnaissance s'exprimant au travers de son émancipation politique. Les Asiatiques-Américains acquirent cette autonomie politique grâce au mouvement pour les droits civiques des années 1960 ainsi que grâce à l'émergence de dirigeants asiatiques-américains dans les institutions politiques américaines. Les étudiants et les activistes asiatiques-américains mirent en place des programmes d'études sur les Asiatiques-Américains dans les campus universitaires. Après la proclamation de l'indépendance d'Hawaii en 1959, les Asiatiques-Américains de cet état devinrent rapidement une force politique en raison de leur nombre important sur l'île. Hiram Fong fut élu premier sénateur asiatique-américain d'Hawaii aux États-Unis et Daniel Inouye fut quant à lui élu premier représentant asiatique-américain des États-Unis. Sur le continent, Norman Mineta fut le premier Asiatique-Américain élu en tant que membre du Congrès de Californie en 1974, après avoir servi comme maire de San Jose. Mineta devint par la suite le premier Asiatique-Américain à être nommé au conseil des ministres, servant comme secrétaire du commerce du président Bill Clinton et comme secrétaire des transports lors du mandat du président George W. Bush. En 1996, Gary Locke devint le premier Asiatique-Américain à servir comme gouverneur d'un état américain continental lorsqu'il fut élu gouverneur de Washington. Et en 2002 Mee Moua devint le premier Hmong élu au sénat du Minnesota[332].

Malgré ces succès la communauté asiatique américaine continue de se battre pour obtenir plus de représentation dans les différents postes gouvernementaux. Ces efforts pour améliorer leur représentation politique sont similaires à ceux des communautés hispaniques ou afro-américaines, ainsi qu'à tous les autres groupes minoritaires vivant aux États-Unis.

[332] *Ibid*., p. 18.

B. Reconnaissance du préjudice envers les Japonais-Américains en 1988 par le Congrès américain et indemnisation des survivants :

À partir du milieu des années 1960, le sort réservé aux Japonais-Américains pendant la Seconde Guerre mondiale retint de nouveau l'attention[333]. Dans un climat politique marqué par le mouvement pour les droits civiques et le Black Power, et par l'opposition à la guerre du Vietnam, l'injustice institutionnalisée des camps paraissait particulièrement choquante. Il était évident que les Japonais-Américains seuls ne pouvaient pas gagner cette campagne alors qu'ils ne représentaient qu'un pour cent de la population globale des États-Unis. La stratégie mise en place lors de la campagne visait à utiliser les média pour informer le public américain au sujet de l'incarcération des Japonais-Américains et de construire une coalition de groupes prêts à défendre cette démarche législative. La campagne se concentrait essentiellement sur la perte des libertés individuelles normalement garanties par la constitution des États-Unis et énumérées dans la charte des droits[334]. En à peine six mois, des articles sur l'internement des Japonais-Américains commencèrent à être publiés dans les journaux les plus importants aux États-Unis, et la télévision américaine diffusa des reportages au sujet de cette histoire à l'échelle locale et nationale. Deux films documentaires abordèrent le sujet en 1965 et grâce à eux les débats reprirent. Il s'agissait de *Nisei : The Pride and the Shame*, diffusé par CBS-TV et présenté par Walter Cronkite, et le film biographique de Richard Kaplan, *The Eleanor Roosevelt Story*. De nouveaux livres sur les camps commencèrent à apparaître comme *American Concentration Camp* en 1967 d'Allan Bosworth ou *The Great Betrayal* de Bill Hosokawa en 1969, sans oublier *Concentration Camp* de Roger Daniels en 1971.

En avril 1967, la Cour suprême statua dans l'affaire Honda C. Clark que les déposants américains qui, avant la guerre, possédaient des comptes à la Yokohama Specie Bank et dont les biens avaient été saisis pendant la guerre, devaient être remboursés et ce au taux de change en vigueur au moment de la saisie et non au taux en cours. Le journal *Time Magazine* salua la décision en éditorial, mais regretta que la cour suprême n'ait pas annulé son jugement précédent, qui avait confirmé la légalité de la déportation intérieure. Le journal lança alors un appel pour reconsidérer la question[335]. Plus important encore, de nombreux Japonais-

[333] Greg ROBINSON, *Un drame de la Deuxième Guerre : Le sort des minorités japonaise aux États-Unis et aux Canada*, les Presses de l'Université de Montréal, 2011, p. 301.
[334] William YOSHINO, John TATEISHI, « Redress Movement ; The Japanese American Incarceration : The Journey to Redress », extrait d'un article du journal *Human Rights*, American Bar Association, Spring 2000, et relayé sur le site de la JACL :
URL : https://jacl.org/redress/ (dernière consultation samedi 7 mai 2016 à 19h30).
[335] « Wrong Partially Righted », *Time Magazine*, 21 avril 1967, p. 25.

Américains remirent en cause leurs tendances assimilationnistes de l'avant-guerre et leur appui systématique du gouvernement de l'époque. Les jeunes générations Nisei et Sansei luttèrent contre leur marginalisation et se mobilisèrent pour le « pouvoir jaune » (Yellow Power). Les militants et les organisations communautaires voulurent obliger le gouvernement à rendre des comptes.

Au début des années 1970, alors que la communauté réévaluait la situation, des individus et des groupes de différents milieux se rassemblèrent pour appuyer l'idée de justice réparatrice. La campagne menée pour exiger le retrait de l'intitulé II de l'*Internal Security Act* donna le signal de départ à cette mobilisation communautaire. Puisqu'ils avaient été arbitrairement emprisonnés, les Japonais-Américains prirent la direction de la lutte. Le mouvement démarra lentement, soutenu par de petites organisations de défenseurs des libertés civiles, certaines églises et des syndicats. Rapidement il prit de l'ampleur et finit par réunir les grandes organisations de défense des droits civiques et les partis politiques (avec l'appui opportun d'Earl Warren, juge en chef de la Cour suprême à la retraite).

En dix huit mois le Congrès vota par une forte majorité le retrait de cet intitulé. Cette victoire incita les Japonais-Américains à demander des excuses au gouvernement des États-Unis. Les militants Nisei et Sansei de Seattle, encouragés par Frank Chin, un dramaturge et militant d'origine chinoise, formèrent l'*Evacuation and Redress Comittee*. Pendant ce temps Edison Uno, détenu dans différents camps et à Crystal City alors qu'il était adolescent, entreprit de faire pression sur la JACL pour la décider à intervenir[336]. La JACL s'engagea dans cette campagne, sans pour autant en faire une de ses priorités. Les militants obtinrent leur première victoire en 1976 lorsque le président Ford révoqua le décret 9066 du président Franklin Delano Roosevelt et qu'il qualifia l'internement des Japonais-Américains d'« erreur » et de « tragédie »[337].

En 1979, William Hohri, un militant des milieux communautaires de Chicago, créa un regroupement, le *National Council for Japanese American Redress*, pour exiger des réparations financières et recueillir des fonds destinés aux poursuites judiciaires[338]. La poursuite en recours collectif *Hohri c. US* fut enregistrée en 1983. Dans cette affaire, 21 préjudices légaux causés à ses citoyens par le gouvernement y étaient énumérés et 10 000 dollars par personne furent réclamés pour chacun de ces chefs de préjudices. En 1979, la

[336] Gordon HIRABAYASHI, « The Career of a Painful Social Movement : Japanese American Redress Campagn », dans *Asian Canadians : Regional Perspectives Proceedings of Asian Canadian Symposium V*. Gordon Hirabayashi et Victor Ujimoto (dir.), Halifax, M. Saint Vincent University, 1981, pp. 391-398.
[337] President Gerald Ford, Proclamation 4417, « Confirming the Termination of the Executive Order Authorizing Japanese-American Internment during World War II », 19 février 1976.
[338] Greg ROBINSON, *op. cit*., p. 305

JACL et les différents groupes de défense des droits civiques se réunissaient pour demander le passage d'une loi exigeant la création d'une commission fédérale pour examiner les actions gouvernementales de 1942[339]. Ce n'est qu'en 1980, une année après cette réclamation, que la communauté japonaise américaine pu célébrer le passage avec succès de la loi pour créer la *Commission on Wartime Relocation and Internment of Civilians* (CWRC). Le président et le Congrès nommèrent un panel de neuf membres qui incluaient Arthur Goldberg, le père Robert Drinan, un jésuite activiste et militant des droits de l'homme qui fut aussi avocat et homme politique, et l'ancien sénateur Edwark Brooke. Une année plus tard la première audience de cette commission avait lieu à Washington, suivie par huit autres audiences dont celles de Los Angeles, San Francisco, Seattle, Chicago, New-York, Boston pour finalement retourner faire une dernière audience dans la capitale américaine. En décembre 1982, la commission rendit ses conclusions au Congrès et au président. Le titre du rapport s'intitulait « Personal Justice Denied », et concluait que les Japonais-Américains furent injustement évacués puis internés, et les causes sous-jacentes à ces actions était dues à « un préjudice racial, une hystérie en temps de guerre, et à un échec de la classe politique dirigeante de l'époque[340] ». Le 16 juin 1983 la CWRC, réunie pour statuer sur l'internement des Japonais-Américains, jugea que les Japonais-Américains avaient subi un grand préjudice. À l'unanimité la commission recommanda au Congrès d'adopter une résolution conjointe pour présenter des excuses officielles et créer un fond à des fins éducatives et humanitaires. Les commissaires recommandèrent que l'on verse une indemnité de 20 000 dollars à chacun des survivants affectés par le décret 9066.

Reprenant les recommandations de la commission, les membres japonais-américains du Congrès tels que le sénateur Daniel Inouye, le sénateur Spark Matsunaga et les députés Noman Mineta et Robert Mastui rédigèrent un projet de loi afin de fournir 1,2 milliard de dollars aux victimes de l'internement et pour des fonds de placement. Cette initiative audacieuse fut soutenue par une large campagne organisée par la communauté japonaise-américaine à travers tous les États-Unis. La JACL, avec ses 110 sections locales et ses 32 000 membres, se joignit au reste de la communauté pour persuader les membres du Congrès de soutenir la loi pour les réparations. La première approbation de la loi eut lieu en 1983, mais il fallut attendre 1987 pour que le Congrès finalise toutes les mesures concernant cette loi. Les opposants à la loi estimaient qu'il n'était pas juste que cette génération soit punie pour les erreurs de la précédente. Ils dénonçaient aussi le versement de 20000 dollars à chaque

[339] William YOSHINO, John TATEISHI, op. cit.
[340] *Ibid*.

survivant, qui selon eux constituait une mesure arbitraire, et qu'à la lumière du déficit fédéral, attribuer 1,2 milliard de dollars à ce projet semblait une résolution fiscalement irresponsable[341].

En marge des efforts en cours au Congrès, une lutte importante avait aussi lieu dans les tribunaux fédéraux afin de répondre à la décision de la Cour Suprême dans les affaires Hirayabashi, Yasui et Korematsu. Ces affaires avaient été classées sous une ordonnance *Coram Nobis*, c'est à dire une ordonnance issue de la cour, pour corriger une erreur à caractère fondamental, et ayant pour but de rendre la justice, là où aucun autre recours n'est disponible. Trois équipes étaient chargées de l'enquête visant à établir si le gouvernement avait ou non fondé ses actions sur des critères raciaux lors de l'internement des Japonais-Américains en 1942. En 1983 la Cour fédérale annula la condamnation de guerre de Fred Korematsu, suivie par celles de Minoru Yasui en 1985 et de Gordon Hirabayashi en 1986.

Suite à ces victoires judiciaires, les arguments des opposants à l'approbation du projet furent annihilés et les partisans de la loi pour les réparations redoublèrent d'efforts pour faire passer leur projet. En décembre 1987, la Chambre des représentants approuva le projet de loi à 243 voix contre 141. Le sénat américain vota massivement en faveur d'une mesure similaire en avril 1988, et le 10 août 1988 le président américain Ronald Reagan signa le *Civil Liberties Act* pour compenser l'internement des 120 000 Japonais-Américains durant la Seconde Guerre mondiale[342]. La législation accorda 20 000 dollars de compensation à chacune des victimes survivantes. La loi remporta l'approbation du Congrès seulement après une longue décennie de lutte pour la communauté nippo-américaine.

[341] *Ibid*.
[342] Greg ROBINSON, *op. cit*, p. 312.



Figure 13 : Rencontre des membres du *National Comittee for redress* (debout) avec les membres Japonais-Américains du Congrès à Washington, en janvier 1979. Assis de gauche à droite : le sénateur Spark Matsunaga, le sénateur Daniel Inouye et enfin les députés Robert Matsui et Norman Mineta. Debout de gauche à droite : Karl Nobuyuki, Ron Mamiya, Clifford Uyeda, Ron Ikejiri et John Tateishi. Photo issue du journal *Pacific Citizen,* vol. 157, no. 3, 2-15 aout 2013, p. 3.

C. La nécessité de continuer à lutter contre les actes racistes et de consolider les alliances pan-asiatiques dans les années 80:

La réparation qu'obtinrent les Japonais-Américains suite à leur incarcération dans les camps de concentration et la libéralisation des lois sur l'immigration mettant fin aux lois américaines discriminatoires à l'égard des Asiatiques-Américains en 1965 ne sont qu'une partie achevée des luttes contre le racisme qu'il reste encore à mener pour les Asiatiques-Américains. Les actes de violences ne cessèrent pas pour autant contre les Japonais, les Chinois et les autres communautés asiatiques américaines comme nous allons pouvoir le voir. La nécessité pour ces communautés de rester soudées, au lieu de céder aux luttes d'intérêts internes, est essentielle pour faire changer les mentalités à leur égard aux États-Unis comme l'illustre le meurtre de l'Indien américain Nazrove Mody, le 27 septembre 1987, par un

groupe d'hispaniques dans la ville d'Hoboken dans l'État du New Jersey[343] ou encore le cas du Dr. Kaushal Sharan, attaqué par derrière par un groupe d'hommes euro-américains à coups de batte de baseball. Ces deux incidents consécutifs montrent la violence anti-indienne qui pouvait régner entre les années 1987-1988 dans le New Jersey.

Le 18 Janvier 1989 à Stockton en Californie, un homme armé d'un fusil automatique ouvrit le feu et tua cinq enfants, tous étaient des réfugiés du sud-est de l'Asie. Patrick Purdy blessa également 39 autres enfants[344]. Ces actes de violences à l'égard des communautés asiatiques américaines prouvent que la question raciale n'était pas réglée aux États-Unis et que les asiatiques n'étaient pas forcément encore bien acceptés en 1989.

Qui plus est les groupes de défense d'intérêts des Asiatiques-Américains ont encore des progrès à faire pour apporter une meilleure aide aux communautés asiatiques les plus pauvres. Le stéréotype de la minorité modèle étant bien ancré dans les mentalités américaines, la société américaine a du mal à accepter que des Asiatiques-Américains puissent être dans le besoin comme le montre l'étude commune « A community Contrast » de l'*Asian American Justice Center*, *The Asian Law Caucus*, et *The Asian American Institute* qui collaborèrent ensemble pour montrer le niveau important de besoin des communautés asiatiques américaines[345].

Le terme de « model minority », si souvent associé aux Asiatiques-Américains mais surtout aux Japonais-Américains, fut utilisé pour la première fois dans l'article du *New-York Times* « Success Story, Japanese American Style[346] » rédigé par William Petersen, un sociologiste et démographe. L'auteur de cet article, qui à l'époque était un étudiant de l'université de Berkeley en Californie, réagissait contre le radicalisme des étudiants et leur mode de vie marginal. Petersen louait la réussite des Japonais-Américains, mais il utilisait surtout leur expérience pour critiquer les autres groupes minoritaires américains. À travers le bon exemple que représentaient les Japonais-Américains, il choisit d'attaquer d'un point de vue conservateur ce qu'il pensait être l'érosion des normes américaines. Dans ce but il développa et étaya sa définition de « model minority », utilisant le terme model pour deux sens : premièrement comme moyen pour louer la réussite et la supériorité des performances des Japonais-Américain, et en second lieu pour inciter les autres minorités américaines à prendre exemple sur les Japonais-Américains.

---

[343] « The Murder of Navroze Mody : Race, Violence, and Search for Order », *Amerasia* Journal, Vol. 22, No. 2, 1996. Pp. 55-56.
[344] « Five Children Killed As Gunman Attacks A California School », New-York Times, 18 Janvier 1989.
[345] Andrew AOKI, Okiyoshi TAKEDA, *Asian American Politics*, ed. Polity, 2009. P. 87.
[346] William PETERSEN, « Success Story, Japanese American Style », *New-York Times*, 6 janvier 1966, p. 20.

L'objectif implicite dans le discours de Petersen était de pousser certaines minorités à s'accomplir selon les principes du mythe d'Horatio Alger. Le mythe d'Horatio Alger fut rendu populaire après la Guerre Civile américaine. L'auteur Horatio Alger était un nouvelliste très productif, avec plus de 120 livres à son actif, il popularisa et prôna auprès de ses lecteurs, essentiellement issus de la classe ouvrière, la « success story », le « rags to riches » (des haillons à la richesse) et contribua à la construction de l' « American Dream » (rêve américain) à travers des œuvres comme *Ragged Dick* publiée en 1867. Cette mentalité était selon Petersen le seul moyen de s'accomplir réellement pour des minorités en difficultés aux États-Unis, telles que les Hispano-Américains ou les Afro-Américains, contrairement au programme social « Great Society » mis en place par le président Lyndon Johnson, qui selon lui les rendait socialement dépendants. Une fois la théorie de Petersen établie, elle fut relayée et développée par d'autres penseurs et publicistes conservateurs dont le plus célèbre fut Thomas Sowell. L'une des différences entre les écrits de Sowell et de Petersen était que Petersen incluait les Chinois-Américains avec les Afro-Américains, les Indo-Américains, les Mexicains-Américains et les Philippins-Américains dans la catégorie des minorités non-accomplies, alors que Sowell les différenciait[347]. Un an avant la publication de Petersen, des données[348] publiées par le Département des Relations Industrielles de Californie indiquaient clairement que les modèles en matière d'éducation et de revenus financiers étaient profondément différents entre Japonais-Américains et Chinois-Américains.

Ce qui était relativement nouveau avec l'approche de Petersen était le dénigrement affiché d'autres groupes minoritaires. Après avoir rappelé dans son article que les Afro-Américains étaient la minorité américaine la plus intégrée aux États-Unis en raison d'un manque de liens significatifs avec une éventuelle patrie étrangère, Petersen attribua aux Japonais-Américains la faculté de surmonter les barrières les plus infranchissables grâce, en partie, à leurs liens significatifs avec une culture étrangère[349].

L'élément incitant les Américains à penser que les Asiatiques-Américains sont une minorité modèle est leur réussite fulgurante dans les domaines éducatifs et dans l'augmentation de leurs revenus moyens. En 1980, le journaliste Bruce Nelson du *Los Angeles Times* saluait les Américains d'origine asiatique pour être le groupe minoritaire le

---

[347] Roger DANIELS, *Asian America : Chinese and Japanese in th United states since 1850*, University of Washington Press, Seattle and London, 1995, p. 318.
[348] *Californians of Japanese, Chinese and Filipinos Ancestry*, Department of Industrial Relations, California, 1965.
URL : http://files.eric.ed.gov/fulltext/ED023509.pdf (Dernière consultation : dimanche 8 mai 2016 à 17h00).
[349] Roger DANIELS, *op. cit.*, p. 319.

mieux éduqué et pour avoir les revenus les plus élevés pour une minorité raciale[350]. Le journal *Newsweek*, dans un article similaire, utilisa un recensement préliminaire de 1980 pour souligner que désormais les Asiatiques-Américains était le groupe ethnique américain avec les revenus médians les plus importants : 22 075 dollars à l'année pour 20 840 pour les Euro-Américains[351]. À l'université d'Harvard où les Asiatiques-Américains représentaient plus de 8% des nouveaux étudiants en 1982, le professeur Stephan Thernstrom décrivit les étudiants asiatiques américains comme les travailleurs les plus disciplinés qu'on puisse imaginer[352]. Quant à l'université de Berkeley en Californie, plus de 21% des étudiants diplômés étaient des Asiatiques-Américains, soit environ quatre fois leur incidence dans l'état.

Ces statistiques ont poussé certains intellectuels et chercheurs à négliger certaines discriminations que la communauté asiatique-américaine subissait encore. D'autres chercheurs ont compris comme Bryan Man que les statistiques ethniques étaient ambiguës et qu'elles ne reflétaient pas toujours la réalité du quotidien de l'ensemble de la communauté asiatique-américaine. Bryan Dai Yung Man examina attentivement les situations des communauté chinoise américaine et euro-américaine en Californie et à Hawaii dans les recensements de 1960 et 1970. Il conclut que la race, le pays d'origine, l'expérience migratoire et la structure sociale dans laquelle les migrants évolulaient au sein de la société américaine avaient des effets continus sur les différentes communautés ethniques américaines. « Bien que certains Chinois soient égaux ou surpassent les Euro-Américains dans la réussite professionnelle, il paraît clair que beaucoup de Chinois réussissent moins bien que leurs homologues euro-américains…Ces éléments nous appelle à sérieusement remettre en question la notion que les Chinois sont une minorité modèle[353] ».

Il est certain que le succès de quelques Asiatiques-Américains a été spectaculaire. Deux des cent premières personnes américaines les plus riches dans la liste du *Magazine Forbes*[354] de 1983 sont d'origine chinoise : An Wang, le propriétaire des laboratoires Wang était cinquième dans la liste, avec une fortune personnelle estimée à 1,6 milliards de dollars, et Kyupin Philip Hwang, le directeur de TeleVideo Systems, était trente et unième de la liste de la liste avec une fortune personnelle de 575 millions de dollars. Ces réussites professionnelles phénoménales ne doivent pas être minimisées, ainsi que les réussites

[350] Bruce NELSON, « Asian Come on Strong », *Los Angeles Times*, 10 octobre 1982.
[351] Martin KASONDORF, « Asian Americans : 'Model Minority' », *Newsweek*, 6 décembre 1982.
[352] Roger Daniels, *op. cit.*, p. 322.z
[353] Bryan Dai Yung MAN, « Chinese Occupational Achievement Patterns : The Case of 'Model Minority ' », Ph.D. *Dissertation Abstract International*, Univeristy of California, Los Angeles, 1978.
[354] Liste du *Magazine Forbes* du 30 septembre 1983.

politiques des membres japonais-américains ayant été élus au Congrès. Néanmoins ces réussites ne sont pas représentatives de l'ensemble de la communauté asiatique-américaine.

Le maintien de ce mythe de la minorité modèle continue d'exclure les Asiatiques-Américains des préoccupations nationales en terme d'éducation, de santé, de logement, d'emploi et de programme de sécurité sociale[355]. Derrière la prospérité apparente des restaurants et des commerces des Chinatowns et des Japantowns des années 1970 et 1980, se cachaient des milliers de personnes âgées seules, passant les dernières années de leur vie dans la pauvreté, comme nous l'avions vu dans l'article du journal activiste *Yellow Seed* sur monsieur Lao, ainsi que des enfants malades issus d'une immigration récente ou plus ancienne, laissés à l'abandon chez eux pendant que leurs parents travaillaient de longues heures pour pouvoir assumer leur éducation. Un nombre important de femmes d'origine chinoise américaine, délaissées par leurs maris militaires, élevaient seules leurs enfants sans l'aide des programmes d'aide sociale. On pouvait aussi constater à cette époque une augmentation de la délinquance et de la consommation de drogue au sein des jeunes Asiatiques-Américains, venant ainsi briser le mythe de la minorité modèle et prouver que les Asiatiques-Américains ne sont pas tous « obéissants et sans problème »[356].

En réalité les Asiatiques-Américains partagent quelques-uns des problèmes que rencontrent les autres minorités aux États-Unis. C'est à dire des questions fondamentales de survie comme maintenir des revenus financiers corrects, se loger, éduquer ses enfants, pouvoir payer les soins médicaux quand il le faut, mais ils sont aussi confrontés au chômage et aux sous-emploi, sans parler du fait que les formations professionnelles posent problème aux personnes âgées, aux personnes handicapées physiquement ou mentalement, ainsi qu'aux nouveaux immigrants, incapables de se réintégrer à la vie active dans une société américaine demandant de plus en plus de formation et de diplôme. À cause des barrières culturelles, linguistiques et aussi d'un manque de connaissance concernant les programmes et les aides mises en place par les différentes communautés asiatiques-américaines, de nombreuses personnes, notamment parmi les personnes âgées et les nouveaux immigrants, ne cherchent pas à demander des services sociaux auxquelles ils auraient droit. Si ces problèmes sont toujours bien présents dans les années 1970 et 1980, c'est sans doute dû à l'inefficacité, l'ignorance et l'insuffisance des organismes communautaires asiatiques-américains, préférant,

[355] Bok-Lim C. KIM, « Asian American : No Model Minority », *Social Work*, published by Oxford University Press, vol. 18, no. 3, mai 1973, p. 44.
[356] Pei-Ngor CHEN, « The Chinese Community in Los Angeles », *Social Casework*, décembre 1970, p. 594.

pour certains, mettre en avant le fait que certains Asiatiques-Américains ont réussi et prennent soin d'eux-mêmes.

En réponse à ces problèmes de nombreuses organisations asiatiques-américaines ont émergé aux États-Unis afin de développer des agences et des services pour aider les membres de la communauté les plus démunis comme les nouveaux immigrants et les citoyens les plus âgés. La *Asian American Social Workers Association* de Los Angeles a réussi à obliger le Département d'État des Assistances Publics de Californie d'ajouter des travailleurs sociaux asiatiques bilingues et biculturels pour servir les communautés asiatiques dans la région de Los Angeles[357]. Plus d'une douzaine de projets et de programmes ont été proposés sur l'ensemble des côtes Est et Ouest américaine. Par exemple, un projet de recherche intitulé « Demonstration Program for Asian Americans » visant à déterminer les besoins et les problèmes de la communauté asiatique américaine sur la côte Ouest des États-Unis fut fondé en 1971 grâce au *Social Rehabilitation Service* du Département de la Santé, de l'Éducation et du Bien-Être des États-Unis. On peut aussi évoquer Mental Health Center for Asian Social Workers, fondé en 1972 dans l'espoir de préparer les travailleurs sociaux américains à de nouvelles perspectives de travail dans la communauté asiatique-américaine. Dans la ville de New-York, le *Chinese Planning Council* développa des services directs aux personnes nécessiteuses du Chinatown newyorkais[358].

Les besoins d'autodétermination et de développer une identité de groupe positive pour la communauté asiatique-américaine se reflétèrent dans les résolutions et les recommandations de la *National Conference of Asian American Mental Health* de 1972 organisée par l'*Asian American Social Workers Association* et par le *National Institute of Mental Health*[359]. L'objectif de cette association était de proposer un forum de discussion entre les travailleurs sociaux asiatiques-américains et les dirigeants de la communauté pour parler de la santé mentale des Asiatiques-Américains. Huit ateliers furent consacrés au développement de l'identité et de la personnalité des Asiatiques-Américains, aux besoins des personnes âgées, à ceux des adolescents, des familles et des nouveaux immigrants, ainsi qu'à l'accessibilité et à l'efficacité des programmes de santé mentale, et de l'impact des médias sur les Asiatiques-Américains et les Américains en général.

---

[357] Ford H. KURAMOTO, « What Do Asians Want ? An Examination of Issues in Social Work », *Journal of Education for Social Work*, automne 1971, p. 15.

[358] Bok-Lim C. KIM, *op. cit.*, p. 51.

[359] *Ibid.*, p. 52.

L'émergence de mouvement asiatique-américain et l'affluence d'un grand nombre d'immigrants d'Asie au cours des années 1970 et 1980 exigea de la part des professionnels travaillant dans les domaines sociaux de se préparer à répondre aux nouvelles demandes, aspirations et problèmes des groupes asiatiques-américains, ainsi qu'aux différences pouvant exister entre ces minorités asiatiques. Les relations collaboratives entre Asiatiques-Américains, les agences sociales et les organisations nationales furent un élément essentiel pour résoudre les problèmes de santé publique et de rapports entre les différentes minorités raciales aux États-Unis. On constate qu'à travers une meilleure communication entre les différents acteurs et grâce à l'évolution d'un monde où l'image d'un pays tel que les États-Unis est primordiale, les dirigeants politiques américains s'adaptèrent à ces changements à travers la mise en place d'une politique plus libérale sans forcément le vouloir, comme nous avons pu le voir avec l'*Immigration and Nationality Act* de 1965 permettant par la même occasion la reprise de l'immigration chinoise, et furent plus enclins à reconnaître de grandes injustices du passé, comme cela à pu être le cas avec le *Civil Liberties Act* signé par le président Reagan en 1988 indemnisant les survivants japonais-américains ayant été déportés et présentant des excuses officielles à la communauté japonaise-américaine injustement emprisonnée lors de la Seconde Guerre mondiale.

Conclusion :

Les liens entre les communautés chinoise et japonaise américaines existent à travers différents aspects au cours de la période que nous avons traitée allant de 1941 à 1988, entre méfiance, entraide mutuelle et enfin coalition pour la lutte des droits civiques.

Il était important de pouvoir définir et prouver ces liens qui unissent ces deux populations car elles sont historiquement les deux premières immigrations asiatiques aux États-Unis. Par ce fait elles ont eu une expérience très dense des discriminations raciales mais elles incarnaient aussi l'adaptation et la lutte contre ces discriminations à travers leur passé commun et leur alliance au cours des années 1960.

L'étude de ces groupes révèle une caractéristique propre aux États-Unis, un pays capable de paradoxes impressionnants tels que lutter contre le nazisme allemand et les camps de concentration en Europe au nom de la démocratie et de la liberté et de réitérer cela sur leur propre territoire en incarcérant de façon arbitraire les Japonais-Américains ou bien en traquant les communistes comme le ferait une police politique au sein d'un état fasciste ou autoritaire, sans oublier le caractère raciste des différentes lois interdisant l'immigration asiatique, bloquant l'accès à certains emplois, à la propriété ou bien à la naturalisation ainsi qu'au regroupement familial. Ces paradoxes peuvent être compris comme l'un des éléments constitutifs de la nation américaine, car tous ces citoyens sont issus de l'immigration et cela entraine forcément de l'incompréhension, du racisme et la peur de l'étranger. La peur de l'invasion asiatique caractérisée par le « Yellow Fear », aboutissant sur une série de lois contre les asiatiques aux États-Unis, entre les années 1880 et 1920, est l'une des différentes manifestations de la peur de certains blancs euro-américains, se considérant comme les premiers colons des États-Unis, pour garder leur hégémonie politique et économique face à des immigrants asiatiques venus s'enrichir et chercher une vie meilleure aux États-Unis.

Il est aussi important de pouvoir mettre ces liens inter-ethniques en valeur pour mettre à mal certains préjugés pouvant dominer au sein des relations sino-japonaises en général. La rivalité qui caractérise les relations sino-japonaises n'est pas fictive, l'invasion japonaise de la région de la Mandchourie en Chine ainsi que les différentes atrocités commises par l'armée japonaise, comme notamment le massacre de Nankin, ont participé à éloigner les deux peuples et à créer des tensions légitimes entre eux. Néanmoins pour les membres des deux communautés immigrées en Amérique, il est intéressant de constater que certains Chinois ont su mettre de côté leur grief communautaire respectif pour analyser, par exemple, l'injustice frappant les Japonais pendant leur incarcération arbitraire dans les camps de concentration

américains. Enfin il est nécessaire de remarquer que les secondes générations, aussi bien chez les Nisei japonais que chez les enfants d'immigrants chinois, ont été beaucoup plus enclines à s'associer pour lutter de façon commune que ne l'aurait fait leurs parents. Cette capacité à s'unir avec pour but d'améliorer les droits et les conditions de vie des communautés chinoise et japonaise américaines prouvent une véritable maturation au sein des relations entre les deux populations ainsi qu'une bonne observation et interprétation de la lutte pour les droits civiques menée par la communauté afro-américaine aux cours des décennies de 1950 et de 1960.

Le contexte politique de la période traitée au sein duquel évoluent les deux communautés est un des révélateurs de l'avancée ou du recul dont elles peuvent être frappées au cours de certaines périodes : on analyse ainsi que pendant la Seconde Guerre mondiale les Japonais-Américains sont considérés comme des traitres potentiellement dangereux envers le gouvernement et l'armée américaine et que leur évacuation de la côte Ouest des États-Unis est justifiée alors que les Chinois-Américains bénéficient d'une image positive due à la tragédie qui frappe leur pays d'origine suite aux invasions japonaises et aux massacres tristement célèbres perpétués dans des villes comme Nankin. La loyauté qu'ils prouvèrent envers le gouvernement américain en s'engageant dans l'U.S Army ou en contribuant à l'effort de guerre de différentes façons fut rapidement remise en cause par une nouvelle guerre, la Guerre Froide. À ce moment précis tous les efforts fournis et tous les espoirs nés durant la Seconde Guerre mondiale furent remis en cause à cause de l'opposition idéologique entre les États-Unis capitaliste et démocratique et l'URSS communiste. Cette confrontation entraîna une chasse aux communistes au sein des États-Unis, traque dont les Chinois pâtirent sur les seuls prétextes d'être d'origine chinoise et donc potentiellement attiré par l'idéologie communiste de leur pays d'origine ou encore d'être menacer par le programme de confession des Chinois clandestins du gouvernement américains redoutant l'infiltration d'espions au service des communistes chinois au sein des immigrants illiégaux chinois aux États-Unis. Au même moment les Japonais-Américains subissaient le contre coup de leur incarcération en camps de concentration. Le doute qui naissait au sein de cette communauté en pleine réinstallation et confrontée aux difficultés financières, identitaires et à la discrimination ambiante d'après-guerre, laissait apparaître la versatilité des opinions publiques américaines ainsi que la manipulation politique dont les minorités américaines faisaient les frais. Face à cette discrimination, et à la paranoïa qui l'accompagnait, du gouvernement américain envers ses minorités asiatiques, en fonction des pays que les Américains combattaient ou auquel ils étaient alliés, la possibilité de former une alliance regroupant les différents groupes asiatiques

devenait une alternative envisageable pour faire entendre leur opinion et faire évoluer leur place dans la société américaine. L'importance donnée à l'éducation et aux études au sein des familles japonaises et chinoises américaines permirent à certains membres minoritaires des nouvelles générations éduquées et sensibilisées aux combats politiques comme celui des noirs américains, de faire entendre leur voix.

La réussite des Asiatiques dans les études ainsi que la formidable remontée économique qu'ils purent accomplir au cours des années 1950 ont permis une prises de conscience sur les besoins de leurs communautés aux États-Unis, débouchant par la même occasion sur les revendications sociales et civiques des Asiatiques-Américains au cours des années 1960 et 1970. On pense alors notamment aux Japonais-Américains dépourvus de tout bien après la guerre et qui réussirent à s'enrichir à force de dur labeur et de sacrifices importants, et ce malgré les discriminations salariales dont ils étaient victimes et l'exploitation de leurs employeurs. Le fossé générationnel entre les Issei et les Nisei, ou entre les premières et secondes générations de Chinois, est alors visible dans le sens où certains membres des secondes générations n'acceptent plus la docilité de leurs prédécesseurs et s'inspirent aux mêmes moments de mouvements revendicatifs comme les groupes afro-américains pacifiques ou un peu plus virulents, tels que le Black Panthers Party.

Les luttes civiques et leurs aboutissements, ainsi que la reconnaissance des préjudices fait par le gouvernement américain à l'égard des Chinois, des Japonais ou d'autres minorités asiatiques américaines, caractérisent selon moi une part importante de l'histoire des États-Unis dans le sens où ces coalitions pan-nationalistes, à l'image des Asiatiques, des Latinos ou des Afro-américains, sont l'une des caractéristiques de la société américaine où chaque communauté d'immigré se regroupe pour former une coalition suffisamment importante pour imposer son point de vue. Ces coalitions pan-nationalistes regroupaient des communautés issues de même région du monde et subissant souvent les mêmes discriminations raciales. Même si la plupart de ces organisations étaient minoritaires et peu représentatives des aspirations politiques de l'ensemble de leurs communautés, elles ont à mon sens contribué à faire évoluer les mentalités et à sensibiliser les populations asiatiques-américaines afin de rechercher une meilleure égalité raciale. Elles ont aussi permis le rapprochement pour certaines d'entre elles avec les autres minorités américaines afin de peser ou simplement de protester contre leur condition de vie ou le traitement discriminatoires qu'ils pouvaient ressentir et subir dans la société américaine.

Sources issues des articles de périodiques:

- *Chicago Tribunes*:

Classement chronologique (auteur inconnu):

- « Dramatic Pictures of Japanese Surprise Attack on Pearl Harbor, *Chicago Daily Tribunes* Honolulu, and Hickam Field », 17 décembre 1941, p. 16.
- « City Japanese To Say 'Thank You, Chicago' : Many Found New Life Here After War », *Chicago Tribune*, 22 septembre 1968, p. 4.

- *Chinese Pacific Weekly*:

- « Why are people still being charged with crimes after confession », *Chinese Pacific Weekly*, 22 novembre1957.

- *Commonweal*:

- HOHRI Sam, « I Don't Want to Go Back », *Commonweal*, 21 septembre 1945, pp. 552-53.
- SUGIHARA Ina, « I Don't Want to Go Back », *Commonweal*, 20 juillet 1945, pp. 330-32.

- *Detroit Free Press* :

- KAFFER Nancy, « Grace Lee Boggs, Detroit Activist, Dies at Age 100 », *Detroit Free Press*, 5 octobre 2015.

- *Gidra*:

- « Editorial », *Gidra*, October 1969.

- *Honolulu Star Bulletin* :

- Berger John, Koji Ariyoshi was key labor figure, *Honolulu star bulletin*, 3 mai 2005 : http://archives.starbulletin.com/2005/05/03/features/index.html

- *Le Monde :*

- GERARD Mathilde, « L'expérience de la discrimination positive aux États-Unis », *Le Monde*, 18 janvier 2010.

- *Life*:

- *How to Tell Japanese from the Chinese*, *Life*, 22 décembre 1941, pp. 81-82 : http://www.english.illinois.edu/maps/poets/a_f/foster/lifemag.htm (Dernière consultation le dimanche 15 mai à 21h00)

- *Los Angeles Times* (classement chronologique) :

- TRIMBORN Harry, « New Left Seeks New Course as High Hopes Come Apart : New Left Aims Under Review, *Los Angeles Times*, 9 janvier 1966, p. 1.
- WILDAVSKY Aaron, « The New Left Is Moving Us Toward A Third World Army », *Los Angeles Times,* 27 mars 1970, p. 7.
- MARK Jones, « In the Japanese Garden of survival: Career Losing Face Among the Sansei Japanese Garden of Survy », *Los Angeles Times,* 26 septembre 1976.
- NELSON Bruce, « Asian Come on Strong », *Los Angeles Times*, 10 octobre 1982.
- ARNOLD Thomas K., « The New Left vs. The New Right in San Diego: Radicals See Their Star on the Rise », *Los Angeles Times*, 22 février 1987, p. 1.
- KANG K. Connie, « Yuji Ichioka; Led Way in Studying Lives of Asian Americans », *Los Angeles Times*, 7 septembre 2002.

- *New Left Review :*

- HALL Stuart, « Life and Times of the First New Left », *New Left Review*, no. 61, janvier-février 2010.
- MILLS Charles Wright, « Letter to the New Left », *New Left Review*, no. 5, septembre-octobre 1960.

- *New-York Times* (classement chronologique) :

- TILLMAN Durdin, « Much More Communist Than Chinese : The party Zealot in China Shows in his use of Power that he is a Doctrinaire Marxist. More Communist Than Chinese », *New-York Times*, 29 juillet 1951, p.136.
- CALDWELL Earl, « Black Panthers: « Young Revolutionaries at War »: Militant Negroes Depict Role as Protectors of Race Against the Police », *New-York Times*, 6 septembre 1968, p.49.
- The Associated Press, « Five Children Killed As Gunman Attacks A California School », *New-York Times*, 18 Janvier 1989.

- PETERSEN William, « Success Story, Japanese American Style », *New York Times Magazines*, 6 janvier 1966, pp. 20-87, mars 2007.
- LIGAYA Mishan, « Perseverance Brings Misfortune : Defying a gangster, an immigrant laborer enters the U.S. government's Chinese Confession Program », *New-York Times*, 3 août 2008.
- YARDLEY William, « Yuri Kochiyama, Rights Activist Who Befriended Malcom X, Dies at 93 », *The New-York Times*, 4 juin 2014.

Classement chronologique (auteur inconnu):

- « Scheme For Bringing In Chinese Reporter Cut », *New-York Times* du 27 décembre 1959, P.4.

- *Newsweek* :

- KASONDORF Martin, « Asian Americans : 'Model Minority' », *Newsweek*, 6 décembre 1982.

- *Pacific Citizen* (classement chronologique) :

- KANOW Nancy, « Chinese American Soldiers Back Rights of Loyal Nisei », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, 25 mars 1944, p.3.
- TAJIRI Larry, « Nisei USA: The Return to the Coast », *Pacific Citizen*, 9 septembre 1944, p.4.
- FERTIG Fred, « The West Situation: Preliminary Report On Los Angeles », *Pacific Citizen*, 21 avril 1945.
- FERTIG Greg, « Letter to the Editor: Correction Preliminary Report on los Angeles Area. Fred Fertig Studies Opposition of Members of Some Minorities to Return of Evacuees », *Pacific Citizen*, 5 mai 1945, p.6.

Classement chronologique (auteur inconnu):

- « Nisei Loyalty to U.S. Stressed by WRA Official in Congress : Eisenhower Confident U.S. Will Aid Evacuees Return to Normal Stations After End of Conflict », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 16 juillet 1942, p. 1.
- « N.Y. Conference Commends Nisei Attitude in Evacuation », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 13 août 1942, p. 6.
- « Evacuation of Nisei Creates Problem for Movie Studios: Hollywood Worried Over Lack of Actors to Portray Japanese Villains ; Oriental Types In Great Demand in World's Cinema Capital. », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 3 décembre 1942, p. 8.

- « Evacuees Work on Drainage System for Jerome Center: 500 000$ Project Will Prevent Flooding of Arkansas Lowland Areas », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 7 janvier 1943, p. 8.
- « Lost Evacuee Found Alive After 3-DaySearch Near Topaz », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 7 janvier 1943, p. 8.
- « Chinese American Asks Fair Play For U.S. Japanese », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 21 janvier 1943, p.2.
- « Youth Chinese Defend Loyalty Of Nisei Group », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 21 janvier 1943, p. 7.
- « Story of the Week : California Chinese Americans Ask Fair Play for U.S. Nisei », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 7 août 1943, Vol. 17, No. 5, p. 1.
- « Story of the Week : Nisei Girl arrested on Return to Evacuated Area », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 14 août 1943, Vol. 17, No. 6, p. 1.
- « Women's Army Corps Begins Recruting Japanese American Girls Under New U.S Policy », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 14 août 1943, Vol.17, No.6, p.1.
- HOSOKAWA Bill, « From the Frying Pan: Whole Business Just a Publicity Gag », *Pacific Citizen*, 4 septembre 1943.
- FISHER Galen, « The Evacuees: Passive Victims or Dynamic Creators ? », *Pacific Citizen*, 25 décembre 1943, p. 3.
- « Nisei Wife of Seattle Chinese Returns Home After Two Years : Children Start School Again as Army Action Reunites Family », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 5 février 1944, p. 8.
- « Chinese American Warns on Prejudice Against Nisei Group », *Pacific citizen*, Salt Lake City, 11 mars 1944, p. 8.
- « Chinese Americans In Philadelphia Aid Relocation Centers », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 18 mars 1944, p. 8.
- « Purple Heart medal Given Honolulu Families of 60 Nisei Soldiers Killed on Italy Front : Japanese Americans From Hawaii Fought, Died As Americans in Cause of freedom, Colonel Tells Audience in Stirring Ceremonies. », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, 25 mars 1944, p. 3.
- « Chinese Minister To Aid Topaz Protestant Church », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 5 août 1944, p. 2.
- « Chinese Americans », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 9 septembre 1944, P.4.
- « 442nd Combat Team Plyed Vital Role in Breaching of German « Little Cassino » Line », *Pacific Citizen*, 23 septembre 1944, vol 19, no. 12, p. 1.
- « Japanese American Honored », *Pacific Citizen*, Photo de Cpl. Irvin Rose, public relations photographer, 28 octobre 1944, p. 3.
- « McWilliams Declares West Coast Anti-Evacuee Drive Does Not Express Will of Majority », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, 28 octobre 1944, p. 3.
- « Chinese Americans Express Good-Will for Nisei Christians », Pacific Citizen, Salt Lake City, 28 octobre 1944, p. 8.
- « Editorial Denounces Gov. Wallgren's Stand », *Pacific Citizen*, 27 janvier 1945. P.3.
- « Chinese Americans Denounce Hate Campaign Against Nisei: Christian Youth Group Declares « Certains Misguided, Misinformed Persons Spreading Untruth and

Sowing Seeds of Racial Hatred. », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 17 février 1945, p. 2.
- « Editorials : Violence in the Night » against the Japanese's return on the West Coast, *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 24 février 1945, p. 4.
- « JACL Protest discrimination Against Chinese American », *Pacific Citizen*, 4 août 1945, p. 6.
- « Hawaii-Bound 442nd Troops Greeted by Gen. Crittenberger Upon Arrival in Canal Zone », *Pacific Citizen*, 3 août 1946, p. 3.
- « Nisei Regiment Deactivated After Ceremonies in Hawaii », *Pacific Citizen*, Salt Lake City, Utah, 17 août 1946, Vol. 23, no. 7.
- « Chinese American Veterans Honor Wounded Nisei Soldier », *Pacific Citizen*, 4 janvier 1947, p. 8.
- « Chinese Americans Greet Wounded Nisei », Photo de Toyo Miyatake, *Pacific Citizen*, 11 janvier 1947, p. 3.

- *Time Magazine*:

- « Wrong Partially Righted », *Time Magazine*, 21 avril 1967, p. 25.

- *Topaz Times* :

- CHING Walter, « Chinese American Blasts Persecutors of Japanese », *Topaz Times*, 11 mars 1944.

- *Yellow Seed* :

- « This Is Where Mr. Lao Lives », *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 1, no. 1, avril 1972, p. 1.
- « Can You Be Deported : Facts for Illegal Entrants », *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 1, no. 1, avril 1972, p. 3.
- « Japanese in America», *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 1, no. 5, mai 1973, p. 6.
- « Editorial : Steven Pang ; Enemy of Chinatown », *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 2, no. 1, novembre 1973, p. 2.
- « Victory in Vietnam », *Yellow Seed*, Philadelphie, vol. 2, no. 6, août 1975, p. 6.

Sources Internet :

- Asian American Movement 1968, « Asian American Movement : Third World Liberation Front », 20 janvier 2008 : http://aam1968.blogspot.fr (Dernière consultation le samedi 14 mai 2016 à 15h30).

- Asian American Studies at Princeton, « History Of Asian American Studies » : https://asamatprinceton.wordpress.com/history-of-asian-american-studies/

- BAHMUELLER Charles F., « Citizen Commitee to Repeal Chinese Exclusion »: http://immigrationtounitedstates.org/431-citizens-committee-to-repeal-chinese-exclusion.html (Dernière consultation le mardi 19 janvier 2016).

- Bryan NIIYA, « Japanese American in Military during World War II », Denshô Encyclopédia : http://encyclopedia.densho.org/Japanese_Americans_in_military_during_World_War_II/

- CHOY Curtis, « The Fall of the I-Hotel », (National Asian American Tele-communications Association), 1993. http://www.chonkmoonhunter.com/The_Fall_of_the_I-Hotel.html

- Denshô Encyclopédia, *Pacific Citizen* article titled "California Nisei Awarded Medal of Honor. Nation's Highest Honor Given Japanese American Who Gave Life to Save Comrades in Italy", Denshô Encyclopédia Mar. 16, 1946: http://encyclopedia.densho.org/sources/en-denshopd-i121-00016-1/

- Denshô Encyclopedia, « Rudy Tokiwa Talks about Extreme Weather Conditions at Poston », 1998, dernière révision de la vidéo : 2 juillet 2012: http://encyclopedia.densho.org/sources/en-denshovh-trudy-02-0017-1/ (Dernière consultation 27 février 2016 à 15h00).

- Denshô Encyclopedia, « Ruth Y. Okimoto remembers snakes and scorpions at Poston », 2011, dernière révision de la vidéo le 2 juillet 2012 : http://encyclopedia.densho.org/sources/en-denshovh-oruth-01-0013-1/ (Dernière consultation le 27 février 2016 à 15h00).

- Department of Industrial Relations, California, *Californians of Japanese, Chinese and Filipinos Ancestry*, 1965 : http://files.eric.ed.gov/fulltext/ED023509.pdf (Dernière consultation : dimanche 8 mai 2016 à 17h00).

- FUJINO Diane C., « Yuri Kochiyama », Denshô Encyclopédia : http://encyclopedia.densho.org/Yuri_Kochiyama/#top (Dernière consultation le lundi 16 mai 2016 à 12h00).

- HALFORD Joan Montgomery, « A Different Mirror : A Conversation with Ronald Takaki », *Eudcational Leadership,* avril 1999, vol. 56, no. 7, pp. 8-13 : http://www.ascd.org/publications/educational-leadership/apr99/vol56/num07/A-Different-Mirror@-A-Conversation-with-Ronald-Takaki.aspx

- HONG Jane, « Asian American response to incarceration », Denshô Encyclopedia : http://encyclopedia.densho.org/Asian_American_response_to_incarceration/ (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 21h00).

- JACL Curriculum and Ressource Guide, *The Journey from Gold Mountain : The Asian American Experience*, 2006 : https://jacl.org/asian-american-history/ (Dernière consultation jeudi 5 mai 2016 à 21h).

- KAWASHIMA Yoshimi, « Gidra : The Voice of the Asian American Movement », site internet de Discover Nikkei. http://www.discovernikkei.org/en/journal/2012/01/12/gidra/ (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 17h00).

- Le C.N., *The 1965 Immigration Act*, Asian Nation : http://www.asian-nation.org/1965-immigration-act.shtml (dernière consultation: 04/05/2015).

- Legal Information Institute, *Alien Registration Act* : http://www.law.cornell.edu/uscode/text/18/2385

- LO Puck, « Film on Former Panther Richard Aoki Debuts », *Oakland North*, 12 novembre 2009 : http://oaklandnorth.net/2009/11/12/film-on-former-panther-richard-aoki-debuts-tonight/ (Dernière consultation le samedi 14 mai 2016 à 16h).

- MARGOLIN Jean-Louis, « Une réévaluation du massacre de Nankin », *Perspectives chinoises*, novembre-décembre 2005. http://perspectiveschinoises.revues.org/927 (Dernière consultation le 27 décembre 2015)

- NADRA Kareem Nittle: « The Asian American Civil Rights Movement » : http://racerelations.about.com/od/historyofracerelations/a/RevisitingtheYellowPowerMovement.htm

- NOPPER Tamara, *Yellow Seed Newspaper Collection*, 11 aout 2011 : http://tamaranopper.com/yellow-seeds-newspaper-collection/ (Dernière consultation le vendredi 13 mai 2016 à 15h30).

- Oakland Museum, California, « World War II Homefront Era : 1940s : Momentous Change for Chinese Americans »: http://www.museumca.org/picturethis/timeline/world-war-ii-homefront-era-1940s/chinese-american-culture/info (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016).

- Office of the Historian, U.S Department Of State: « Milestones : 1937-1945. Lend-Lease and Military Aid to the Allies in the Early Years of World War II » : https://history.state.gov/milestones/1937-1945/lend-lease

- Office of the Historian, Bureau of Public Affairs, United States Department of State, « The Immigration and Nationality Act of 1952 (The McCarran-Walter Act) » :

https://history.state.gov/milestones/1945-1952/immigration-act (Dernière consultation jeudi 12 mai 2016 à 14h00).

- Office of the Historian, Bureau of Public Affairs, United States Department of State, « Repeal of Chinese Exclusion Act, 1943 » : https://history.state.gov/milestones/1937-1945/chinese-exclusion-act-repeal

- SABA Paul, *Statements on the Founding of the League of Revolutionary Struggle (Marxist-Leninist),* 1978 : https://www.marxists.org/history/erol/ncm-5/lrs/section2.htm (Dernière consultation le samedi 14 mai 2016 à 14h00).

- TSUKIYAMA Ted, « HUNG WAI CHIN », site officiel de la Japanese American Veterans Association: http://www.javadc.org/hung_wai_ching.htm (Dernière consultation lundi 16mai 2016 à 09h00).

- The National Archives, « Executive Order 10450 - Security Requirements for Government Employment » : http://www.archives.gov/federal-register/codification/executive-order/10450.html (Dernière consultation : 28/ 04/ 2016 à 16h30).

- The National Archives : Executive Order 9066 et Civil Rights Act: http://blogs.archives.gov/prologue/?p=12630

- The National Archives, les formulaires que devaient remplir les immigrés concernés par l'*Alien Registration Act* : www.archives.gov/publications/prologue/2013/spring/a-files.pdf

- NIIYA Brian, *Japanese Americans in military during World War II*, Densho Encyclopedia: http://encyclopedia.densho.org/Japanese_Americans_in_military_during_World_War_II/

- PARKINSON Hilary, « On Display : Executive Order 9066 and the Civil Liberties Act of 1988 », The National Archives, Prologue : Pieces of History : http://blogs.archives.gov/prologue/?p=12630 (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 19h30).

- PREBIN Elise, *Mémoire des camps américains. L'exemple Japonais* : http://ateliers.revues.org/91

- Public Law 85-316 – September, 11, 1957 : http://uscode.house.gov/statutes/pl/85/316.pdf (Dernière consultation mercredi 11 mai 2016 à 13h00).

- ROBINSON Greg, « Japanese American Evacuation Claims Act », Denshô Encyclopedia :

http://encyclopedia.densho.org/Japanese_American_Evacuation_Claims_Act/#cite_ref-ftnt_ref8_8-0 (Dernière consultation le 15 avril 2016 à 23h00).

- ROBINSON Greg, « Koji Ariyoshi », Densho Encyclopedia : http://encyclopedia.densho.org/Koji_Ariyoshi/

- ROBINSON Greg, *Une alliance malaisée : Nisei & Africains-Américains* : http://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2007-3-page-55.htm (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 20h00).

- ROBINSON Greg, « War Relocation Authority », Densho Encyclopedia : http://encyclopedia.densho.org/War_Relocation_Authority/ (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 20h00).

- Seattle Civil Rigths & Labor History Project, *Activist Oral Histories Veterans of Seattle's civil rights campaigns tell their stories in streaming video oral histories*: http://depts.washington.edu/civilr/interviews.htm

- TSUKIYAMA Ted, *Hung Wai CHING,* site officiel de la Japanese American Veterans Association: http://www.javadc.org/hung_wai_ching.htm

- University of Denver, Public Proclamation No. 21, gen. Henry C. Pratt : la libération des Japonais Américains, Office du Quartier Général du Présidio à San Francisco, Californie, 17 décembre 1944 : https://www.du.edu/behindbarbedwire/pp_21.html

- YOSHIMI Kawashima, « Gidra : The Voice of the Asian American Movement » : http://www.discovernikkei.org/en/journal/2012/01/12/gidra/

- WALLS David, « Civil Rights Movement » : http://www.sonoma.edu/users/w/wallsd/civil-rights-movement.shtml

- WILLIAMS Rudi, « Asian Pacific American Women Served in World War II, Too », U.S Department of Defense, American Force Press Service, 27 mai 1999: http://archive.defense.gov/News/NewsArticle.aspx?ID=43027 (Dernière consultation le dimanche 15 mai 2016 à 18h00).

- Yale University, « Cambodgian Genocide Program » : http://www.yale.edu/cgp/francais/index.html (Dernière consultation : Samedi 30 avril 2016 à 20h00).

Sources audiovisuelles :

- AOKI Richard ; Annnonce de presse faites par Richard Aoki, porte parole du Third World Liberation Front, le 6 mars 1969, San Francisco Bay Area Television Archives : https://diva.sfsu.edu/collections/sfbatv/bundles/208092

- AOKI RICHARD, « Man who armed Black Panthers was FBI informant », records show, The Center For Investigative Reporting (CIR): http://cironline.org/reports/man-who-armed-black-panthers-was-fbi-informant-records-show-3753

- CHEN Amy, « Chinatown Files », produit par Amy Chen et Ying Chan, réalisé en 2001.

- FOURNIER Eric Paul, « Of Civil Rights and Wrongs : The Fred Korematsu Story », film documentaire, distributeur POV, 2000.

Bibliographie du mémoire de Master histoire de l'Amérique du Nord :

- ADACHI Ken, *The Enemy That Never Was : A History Of Japanese Canadians*, McClelland And Steward Inc, Toronto, 2002.

- ANTHONY Garner, *Hawaii Under Army Rule*, Standford, Standford university Press, 1955.

- AOKI Andrew, OKIYOSHI Takeda, *Asian American Politics*, Cambridge, Polity Press, 2008.

- ARIYOSHI Koji, *From Kona to Yenan : The Political Memoirs of Koji Ariyoshi*, University of Hawaii Press, 2000, p.50.

- BLAUNER Bob, *Still the Big News : Racial Oppression in America*, Philadelphia, Temple University Press, 1972.

- BOSWORTH Allan R.; *America's Concentration Camp*, New York, 1967.

- BRETON Raymon, *Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personnal Relations of Immigrants*, Chicago, ed. The University of Chicago Press, 1964.

- BRICK Howard, PHELPS Christopher, *Radicals in America : The U.S Left since the Second World War*, New-York, Cambridge University Press, 2015.

- BROOKS Charlotte, *Between Mao and McCarthy : Chinese American Politics in the Cold War Years*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 2015.

- BUCKS Pearl S., *The Good Earth*, Ed.Washington Square Press, 2004.

- CARTER Carolle J., *Mission to Yenan, American Liaison with the Chinese Communists, 1944-1947*, University Press of Kentucky, 1997.

- CHAN Suchen, SPENCER Olin, *Major Problems in California History*, edited by Houghton Muffin Company, 1997.

- CHAPIN GERACIMOS Helen, *Shaping History : The Role of Newspapers in Hawai'i*, University of Hawaï, 1996.

- CHEN Jack, *The Chinese of America, 1785-1980*, Harper & Row, 1980.

- CHEN Jian, *Mao's China and the Cold War*, University of North Carolina Press, 2001.

- CHENG Cindy I-Fen, *Citizen of Asian America : Democracy and Race During the Cold War*, New-York University Press, 2013.

- CHO Jenny, *Chinatown in Los Angeles*, Arcadia publishing, 2009.

- CIMENT James, *Postwar America : An Encyclopedia of Social, Political, Cultural, and Economic History*, Routledge, 2006.

- CROST Lyn, *Honor By Fire : Japanese American at War in Europe and the Pacific*, Novato, Présdio Press, 1994.

- DANIELS Roger ; *Asian America : Chinese And Japanese In The United States Since 1850*, Seattle and London, University Of Washington Press, 1990

- DANIELS Roger ; *Coming To America : A History of Immigration and Ethnicity in American Life*, Harper Collins Publishers, 1991.

- DANIELS Roger ; *Concentration Camps USA : Japanese Americans and World War II*, (1972)

- DANIELS Roger, TAYLOR Sandra C., KITANO Harry, HARRINGTON ; *Japanese Americans : From Evacuation to Redress*, Salt Lake City, University of Utah Press, 1986.

- DANIELS Roger ; *The Decision To Relocate Japanese Americans*, Lippincott, 1975.

- DANIELS Roger; *The Japanese American Cases : The Rule of Law in Time of War*; University press of Kansas, 2013.

- DANIELS Roger ; *Prisonners Without Trial : Japanese Americans in World War II*, Hill And Wang, 2004.

- DRINNON Richard, *Keeper of Concentration Camps : Dillon S. Myer and American Racism*, University of California Press, 1987.

- DUDZIAK Mary, *Cold War Civil Rights : Race and the Image of American Democracy*, Princeton, 2000.

- ESPIRITU Yen, *Asian American Panethnicity: Bridging Institutions and Identities*, ed. by Temple University, Philadelphia, 1992.

- FUJITA Frank « Foo », *Foo : A Japanese American Prisoner of the Rising Sun*, University of North Texas Press, 1993.

- FUNG Eddie, *The Adventures of Eddie FUNG: Chinatown Kid, Texas Cowboy, Prisoner of War*, edited by Judy Yung, University of Washington Press, 2007.

- GAY Kathlyn, *American Dissidents : An Encyclopedia of Activists, Subversives and Prisoners of Conscience*, ed. ABC-Clio, 2011.

- HARRINGTON Joseph D., *Yankee Samurai : The Secret Role of Nisei in America's Pacific Victory*, Detroit, Pettigrew Enterprises, 1979.

- HINTON Elizabeth Kai, *The New Black History : Revisiting the Second Reconstruction*, Manning Marable, 2011.

- HIRABAYASHI GORDON, The Career of a Painful Social Movement : Japanese American Redress Campagn, *dans Asian Canadians : Regional Perspectives Proceedings of Asian Canadian Symposium V*. Gordon Hirabayashi et Victor Ujimoto (dir.), Halifax, M. Saint Vincent University, 1981.

- IRONS Peter, *Justice at War*, University of California Press, 1983.

- ISAAC Harold Robert, *Images of Asia : American Views of China and India*, Capricorn Books, 1962.

- KASHIMA Tetsuden ; *Judgment Without Trial : Japanese American Imprisonment During World War II*, Seattle : University Of Washington Press, 2003.

- KIM ROBERT Hyung-Chan, Dorothy CORDOVA, Chung H. CHONG, *Distinguished Asian Americans : A Biographical Dictionary*, ed. Greenwood, 1999.

- KITANO H.L. Harry; *Generation And Identity : The Japanese Americans*, Ginn Pr ; 1993

- KITANO H.L. Harry ; *Japanese americans : The people Of North America*; Econo Clad Book, 1993.

- KLEIN Christina, *Cold War Orientalism : Asia in the Middlebrow Imagination*, University of California Press, 2003.

- KURASHIGE Lon, and MURRAY Alice Yang, *Major Problems in Asian American History*, Houghton, Mifflin Boston, 2003.

- KWONG Peter et MISCEVIC Dusanka, *Chinese America : The Untold Story of America's Oldest New Community*, The New Press, 2005.

- LAI Him Mark, *Becoming Chinese Americans : A History of Communities and Institutions*, Altamira Press, 2004.

- LAYTON Edwin T., *« And I Was There »* : *Pearl Harbor and Midway – Breaking the Secrets*, New-York, Quill, 1985.

- LECOMPTE Monique et THOMAS Claudine, *Le facteur ethnique aux États-Unis et au Canada*, Presse Universitaires du Septentrion, 1983.

- LEE Shelley Sang-Hee, *A New History of Asian America*, ed. Routledge, 2013.

- LEMUEL Ignacio F., *Asian Americans and Pacific Islanders (Is There Such an Ethnic Group ?)*, San Jose, Californie, Pilipino Development Associates. 1976.

- LEONG Karen J., *The China Mystique : Pearl S. Buck, Anna May Wong, Mayling Soong and Transformation of American Orientalism,* University of California Press, 2005.

- LIM Déborah K., *The Lim Report : A Research Report on Japanese Americans in American Concentration Camps During World War II*, Morris Publishing, 1990.

- LIPSITZ George, *A life in the Struggle : Ivory Perry and Culture of Opposition*, Temple University Press, 1988.

- LOWE LISA, *Critical Terrains: French and British Orientalisms*. Cornell University Press, 1991.

- LOWE Lisa, *Immigrants Acts : On Asian American Cultural Politics*, Duke University Press, 1996.

- LYMAN Stanley David, *Wounded Knee 1973*, University of Nebraska Press, 1993.

- MARK Diane Mei Lin, CHIH Ginger *; A Place Called Chinese America*, United States, ed. Kendall Hunt Pub Co, 1993.

- MARTIN Ralph G., *Boy From Nebraska : The Story of Ben Kuroki*, New-York, Harper's, 1946.

- MILLER John H., *American Political and Cultural Perspectives on Japan: From Perry to Obama*, Lexington Books, 2014.

- MODELL John, *The Economics and Politics of Racial Accommodation: The Japanese of Los Angeles, 1900-1942*, University of Illinois Press, 1977.

- NAKANISHI Don T., LAI James S., *Asian American Politics : Law, Participation, and Policy*, Rowan and Littlefield, 2003.

- NG Franklin, *Asian American Women and Gender : A Reader*, Routledge, 1999.

- NGAI Mae M., *Impossible Subjects : Illegal Aliens and the Making of Modern America*, Princetown University Press, 2003.

- NOBLET Pascal, *L'Amérique des minorités. Les politiques d'intégration*, Paris, L'Harmattan, 1993.

- ODO Franklin, *No Sword To Bury : Japanese Americans In Hawaii*, Temple University Press, 2004.

- OKIN S.M., *Is Multiculturalism Bad for Women ?,* Princeton University Press, 1999.

- QUINSAAT Jesse, *Letters in Exile : An Introductory Reader of the History of Filipinos in America,* University of California in Los Angeles, UCLA Asian American Studies Center Press, 1976.

- RABAYA Violet, Fillipino Immigration : *The Creation of a New Social Problem*, dans Roots : *An Asian American Reader*, ed. Tachiki, Los Angeles, UCLA Asian American Studies Center, 1971.

- ROBINSON Greg ; *After Camp : portraits in Midcentury Japanese American Life And Politics*; University Of California press, 2012.

- ROBINSON Greg ; *By Order Of The President*, Harvard University Press, 2003.

- ROBINSON Greg ; *Norman Thomas And The Struggle Against Japanese Internment*, An Annual American Cultural Studies, 2004.

- ROBINSON Greg ; *Un drame de la seconde guerre mondiale : le sort des minorités japonaises aux États-Unis et au Canada* ; Plum, les presses de l'université de Montréal.

- ROBINSON Greg, *Pacific Citizens : Larry and Guyo Tajiri and Japanese American Journalism in the World War II Era*, Ed. by Harry Honda, University of Illinois Press, 2012.

- SCHLESINGER Arthur Meier, *A Thousand Days*, ed. Mariner Books, 2002.

- SCHLESINGER Arthur Meier, *La désunion de l'Amérique*, ed. Liana Levi, 1993.

- SCHLESINGER Arthur Meier, *The Age of Jackson*, Back Bay Books, reissue edition, 1988.

- SUNAHARA Ann Gomer, *The Politics Of Racism : The Uprooting Of Japanese Canadians During The Second World War*, Lorimer ; 1981

- SWAINE Dorothy, Thomas et Richard S. NISHIMOTO, *The Spoilage*, Berkeley, University of California Press, 1946.

- SZMANKO Klara, *Invisibility in African American and Asian American Litterature : A Comparative Study*, McFarland, 2008.

- TACHIKI Amy, ODO Franklin, WONG Eddie, and WONG Buck, *Roots : An Asian American Reader*, University of California, Los Angeles, Asian American Studies Center, 1971.

- TAKAKI Ronald, *A Different Mirror : A History of Multicultural America* , ed. Back Bay Books, revisited edition, 2008

- TAKAKI Ronald, *Stranger from Different Shore : A History of Asian Americans,* ed. Little, Brown and Company, revisited and updated edition, 1998.

- TANAKA Ronald, *Systems Models for Literacy Macro-Theory*, ed. The Peter de Reder Press, 1976.

- TATEICHI John, *And Justice For All*, University of Washington Press, first edition 1999.

- TAYLOR Sandra C. ; *Jewel Of The Desert : Japanese American Internment At The Topaz*, University of California Press, 1993.

- TSAI Shih-Shan Henry, *The Chinese Experience in America*, Indiana University Press, 1986.

- UYEMATSU Amy, *Roots: An Asian American Reader*, University of California, Los Angeles Press, 1971.

- WALKER Samuel, *In Defense of American Liberties : A History of the ACLU*, Southern Illinois University Press, 1999.

- WEI William ; *Asian American Movement* ; Philadelphia ; Temple University Press ; 1993.

- WEINSTEIN James, *The Corporate Ideal in the Liberal State*, Beacon Press, 1968.

- WEISS M.S, *Valley City : A Chinese Community in America*, Cambridge, MA: Schenkman, 1974. P. 238.

- WHITE Warren G. Edward, *Earl WARREN : A Public Life*, New-York, Oxford University Press, 1982.

- WIENER Jon, *Come Together : John Lennon in His Time*, University of Illinois Press, 1990.

- WONG K. Scott, *First American : Chinese American and the Second World War*, Temple University Press, 2008.

- YUNG Judy, CHANG Gordon H., et LAI Him Mark, *Chinese American Voices : From the Gold Rush to the Present*, University of California Press, 2006.

- ZHAO Xiaojian, *Remaking Chinese America: Immigration, Family, and Community, 1940-1965*, Rutgers University Press, 2002.

- ZIA Helen, *Asian American Dreams*, Farrard, Strauss and Giroux, 2000.

Revues:

- *Amerasia Journal*:

  - HANSEN Arthur A. et HACKER David A., « The Manzanar Riot : An Ethnic Perspective », *Amerasia Journal*, vol. 2, printemps 1974, p. 112-157.
  - « The Murder of Navroze Mody : Race, Violence, and Search for Order », *Amerasia* Journal, Vol. 22, No. 2, 1996.

- *Asia and the Americas*:

  - TAJIRI Larry, « Democracy Corrects Its Own Mistakes », *Asia and the Americas,* avril 1943, pp. 213-216.

- *British Journal of Political Science*:

  - CITRIN Jack, SEARS David O., MUSTE Christopher and WONG Cara, « Multiculturalism in American Public Opinion », *British Journal of Political Science*, vol. 31, no. 2 (Apr., 2001), p. 247

- *Cahier Internationaux de Sociologie*:

  - WIEVIORKA Michel, « Le multiculturalisme est-il la réponse ? », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Nouvelle Série, vol. 105, La différence culturelle en question, (juillet-décembre 1998), p. 238.

- *Chinese America : History and Perspectives*:

  - GUOHUA Xiong, Introductory note by Him Mark LAI, « Maurice H. Chuck and the San Francisco Journal : Promoting U.S- China Friendship and Asian American Issues », *Chinese America : History and Perspectives*, 2009, p. 137.

- Culture and Society :

  - OGBAR O. G. Jeffrey, "Yellow Power: The Formation of Asian American Nationalism in the Age of Black Power, 1966-1975," *Souls: A Critical Journal of Black Politics, Culture and Society*, Vol. 3. No. 3. Summer 2001.

- *Eductional Leadership*:

  - HALFORD Joan Montgomery, « A Different Mirror : A Conversation with Ronald Takaki », *Eudcational Leadership,* avril 1999, vol. 56, no. 7, pp. 8-13.

- *Human Rights:*

- YOSHINO William, TATEISHI John, « Redress Movement ; The Japanese American Incarceration : The Journey to Redress », *Human Rights*, American Bar Association, spring 2000.

- *Journal of Balck Studies:*

- ANDERSON Talmadge, « Comparative Experience Factors Among Black, Asian, and Hispanic Americans: Coalitions or Conflicts? », *Journal of Black Studies*, vol. 23, no. 1 (Sep., 1992), p. 36.

- *Journal of Education and Social Casework:*

- KURAMOTO Ford H., « What Do Asians Want ? An Examination of Issues in Social Work », *Journal of Education for Social Work*, automne 1971, p. 15.

- *Journal of Urban History*:

- Charlotte BROOKS, "The War on Grant Avenue: Business Competition and Ethnic Rivalry in San Francisco's Chinatown, 1937-1942," *Journal of Urban History*, no.3, 2011, p. 323.

- *Matériaux pour l'histoire de notre temps*:

- ROBINSON Greg, *Une alliance malaisée: Nisei & Afro-Américains,* Matériaux pour l'histoire de notre temps, No. . 87, Mars 2007. Pp. 55-69.

- *Pacific Historical Review*:

- IZUMI Masumi, « Prohibiting American Concentration Camps », *Pacific Historical Review*, University of California Press, vol. 74, no. 2, mai 2005.
- SPICKARD Paul, « Wither the Asian American Coalition », *Pacific Historical Review*, Vol. 76, No. 4, Novembre 2007.
- WU Ellen D., « America's Chinese : Anti-Communism, Citizenship, And Cultural Diplomacy During the Cold War », *Pacifical Historical Review*, vol. 77, no. 3, August 2008.

- *Plougshares*:

- NG Fae Myenne, « My Confusion Program, An Inheritance of Indecision », *Plougshares*, vol. 35, no. 2/3, automne 2009, p. 116.

- *Politique étrangère*:

- GILLES Denis, « la désunion de l'Amérique d'Arthur M. SCHLESINGER », *Politique étrangère*, 1993, vol. 58, no 2.

- *Social Casework*:

- CHEN Pei-Ngor, « The Chinese Community in Los Angeles », *Social Casework*, décembre 1970, p. 594.

- *Social Work:*

- KIM Bok-Lim C., « Asian American : No Model Minority », *Social Work*, published by Oxford University Press, vol. 18, no. 3, mai 1973, p. 44.

- *The Annals of the American Academy of Political and Social Science:*

- LYND Staughton, « The New Left », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 382, Protest in the Sixties (Mar., 1969), Sage Publications, Inc., p. 64.

- *The International History Review*:

- ROY Patricia E., « Asian America : Chinese and Japanese in the United States since 1850 by Roger DANIELS », *The International History Review*, vol. 12, no. 1, 1990, pp. 146-148.

- *The Journal of Politics*:

- COTTER Cornelius P. and SMITH J. Malcolm, « An American Paradox: The Emergency Detention Act of 1950 », *The Journal of Politics*, vol. 19, no. 1, février 1957.

- *Works and Days*:

- MAEDA Daryl J., « Black Panthers, Red Guards, and Chinamen : Constructing Asian American Identity through Performing Blackness », 1969-1972 », *Works and Days 47/48,* vol. 24, nos. 1 & 2, 2006.

Index :

Aoki Andrew: 21, 22, 23.

Aoki Richard : 130.

Ariyoshi Koji : 10, 92, 106, 114, 115, 116, 117, 118, 119.

Bendetsen R. Karl : 12, 45, 47, 48.

Biddle Francis : 46.

Boggs Grace Lee : 133, 134.

Bosworth Allan: 9, 16, 160.

Bowron Fletcher : 46.

Brooks Charlotte : 17, 18, 111.

Buck Pearl S. : 31, 34.

Chen Jack : 14, 15.

Chin Frank : 127, 128.

Chin Vincent : 20, 21, 22, 138.

Ching Walter : 72, 73.

Daniels Roger : 9, 10, 11, 12, 13, 33.

Dewitt John L. : 45, 47, 54, 56.

Endo Mitsuye : 12, 54, 55, 57, 76, 82, 98.

Fung eddie : 36, 37.

Gee Emma : 17.

Hirabayashi Gordon : 53, 54, 55, 98, 162, 163.

Hohri Sam : 82, 83.

Hosokawa Bill : 82, 160.

Kashima Tetsuden : 11.

Kennedy John F. : 24, 156.

King Martin Luther : 120, 122, 125, 126, 139.

Kochiyama Yuri : 120, 131, 132, 133.

Korematsu Fred : 12, 54, 55, 56, 57, 76, 82, 98, 162, 163.

Johnson Lyndon : 156.

Lai Him Mark : 15, 103, 104.

Lee Hazel Hing : 37.

Lee Maggie : 37.

Little Malcom (Malcom X) : 120, 126, 132.

Luce Henry : 34.

McCarthy Joseph: 8, 16, 17, 27, 41, 75, 92, 100, 111.

McLean Throckmortor Alice : 38.

Mody Nazrove : 164.

Okiyoshi Takeda : 21, 22, 22.

Pearl Harbor : 8, 10, 11, 12, 34, 41, 42, 43, 44, 45, 63, 64, 75.

Pearl S. Buck : 31, 34.

Pondexter Joseph : 43.

Pratt Henry C. : 26, 77.

Purdy Patrick : 164.

Reagan Ronald : 163.

Robinson Greg : 8, 53, 90.

Roosevelt Franklin D.: 8, 9, 12, 25, 32, 33, 35, 41, 43, 47, 51, 52, 55, 76, 161.

Roosevelt Elanor : 64.

Roy Patricia E. : 13.

Schlesinger M. Arthur : 24, 25.

Shek Chiang-Kai : 13, 17, 27, 30, 32, 35, 95, 97, 100, 101, 110, 115, 116.

Short Walter : 43.

Soong May Ling : 31, 32, 34, 35, 37, 39, 69.

Sugihara Ina : 82, 83, 91.

Tajiri Larry : 9, 10, 82, 83, 84, 91, 116, 117.

Takaki Ronald : 22, 24.
Truman Harry : 156.
Tsai Shi-Shan Henry : 15.
Wai-Ching Hung : 58, 63, 64, 65, 66.
Warren Earl : 76, 85.
Wei William : 18.
Wong Anna May : 31, 32, 34, 39.
Wong Jack : 131.
Yasui Minoru : 53, 54, 55, 98, 162, 163.
Yen Espiritu: 18, 19, 20, 145.
Zedong Mao : 13, 17, 27, 41, 75, 92, 93, 94, 97, 106, 116, 127.
Zia Helen : 20, 21.

Table des illustrations:

Figure 1: En 1943, la WACs (Women's Army Corps) recrute une unité de femmes chinoises-américaines pour servir dans les forces de l'armée de l'air. Photo des Archives Militaires américaines……..38.

Figure 2: Hazel Ying Lee, l'une des 38 membres de la WASPs (Women Airforce Service Pilots). Photo des Archives Nationales américaines……38.

Figure 3: Photos issues du *Chicago Daily Tribunes* sur le bombardement de Pearl Harbor, 17 décembre 1941, ProQuest Historical Newspapers : *Chicago Daily Tribune* (1923-1963), « Dramatic Pictures of Japanese Surprise Attack on Pearl Harbor, Honolulu, and Hickam Field ». Copyrights Aemo Telephoto……...44.

Figure 4 : Un travailleur social de la Wartime Civil Control Administration oriente une famille vers l'arrêt du bus chargé de les emmener dans uns des camps de concentration. Photographie de Dorothea Lange, 6 mai 1942, Oakland, California. Source provenant des Archives Nationales américaines et de l'Administration des Dossiers……48.

Figure 5 : Personnels de la *War Relocation Authority* du camp de concentration d'Amache à Granada, 1943, Source présente sur Denshô Encyclopédia, photo issue de la Collection de George Ochikubo…….50.

Figure 6 : « Chinese Public Servant ». *Life Magazine*, Décembre 1941……...…….60.

Figure 7 : « Japanese Warrior ». *Life Magazine*, Décembre 1941……..……60.

Figure 8 : Bouton de revers pour Chinois-Américains, *Los Angeles Times* Publisher, 22 Décembre 1941. Contributing Institution : UCLA, Library Special Collections, Charles E. Young Research Library……..……60.

Figure 9 : Colonel Kai Rasmussen décorant le Major John F. Aiso, *Pacific Citizen*, 28 octobre 1944. Photo by Cpl. Irvin Rose, Public relations photographer, Fort Snelling, Minnessota…….……..67.

Figure 10 : Le premier chèque remis à Tokuji Tokimasa, un évacué japonais-américain, par l'agent des revendications, William H. Jacobs. Crédit photo. Jack Iwata. From Scene the Pictorial Magazine Vol. 1 No. 10, February 1950, Courtesy of Japanese American National Museum……80.

Figure 11 : Koji Ariyoshi (à gauche), en compagnie de Mao Zedong (à droite) en 1944 dans la région du Yénan en Chine. Collection personnelle de Roger Ariyoshi…….116.

Figure 12 : Yuri Kochiyama (à gauche) et Grace Lee Boggs (à droite) à la conférence Serve the people : Asian American Community Activism Conference at UCLA, le 15 et 16 mai 1998. Photo d'Emily P. Lawsin…….135.

Figure 13 : Rencontre des membres du *National Comittee for redress* (debout) avec les membres Japonais-Américains du Congrès à Washington, en janvier 1979. Assis de gauche à

droite : le sénateur Spark Matsunaga, le sénateur Daniel Inouye et enfin les députés Robert Matsui et Norman Mineta. Debout de gauche à droite : Karl Nobuyuki, Ron Mamiya, Clifford Uyeda, Ron Ikejiri et John Tateishi. Photo issue du journal *Pacific Citizen,* vol. 157, no. 3, 2-15 aout 2013, p. 3……..…….163.

Table des matières :

Introduction: …… 6.

I. Un destin différent pendant la Seconde Guerre mondiale :……..…..30.

1. Une amélioration de l'image des Chinois-Américains pendant la période de la Seconde Guerre mondiale :……..……31.

   A. Les Chinois-Américains considérés comme les « Sick Man of Asia » :... 33.

   B. Activisme et engagement des Chinois-Américains : L'influence de certaines personnalités pour supporter la Chine et l'effort de guerre américain:……...35.

   C. Des répercussions positives : Abrogation de l'acte d'immigration Chinoise et un meilleur statut économique des Chinois-Américains ...……39.

2. Les japonais-Américains, victimes innocentes de la guerre:..……..…41.

   A. La genèse de l'évacuation des Japonais-Américains de la côte Ouest après l'attaque de Pearl Harbor:……..…….41.

   B. La difficile expérience de l'évacuation et la détention dans les camps américains :…… 46.

   C. Le développement d'une lutte pour les droits constitutionnels ainsi que pour le service militaire des Japonais-Américains face à cette incarcération injuste:……... 50.

3. L'attitude mitigée des Chinois-Américains face au sort des Japonais-Américains :…… 57.

   A. Une volonté de certains Chinois-Américains de se distinguer et de se désengager des Japonais-Américains :…….…… 57.

   B. Le cas de Hung Wai Chin : Parrain des soldats Nisei du 442^{e} bataillon : ……..…… 62.

   C. La dénonciation des camps d'internement américains par les Chinois-Américains :……..67.

II. Les prémisses d'une alliance entre Japonais-Américains et Chinois-Américains au cours des années 1950 :…… 74.

4. Après les camps, la difficile réinstallation puis réintégration des Japonais-Américains :…… 75.

   A. La sortie des camps d'internement :…….. 76.

   B. Après la réinstallation, la remise en cause de la question identitaire des Japonais-Américains par la génération des nisei :…….…… 80.

   C. Une assimilation à la société américaine compliquée mais réussie à force de travail et d'abnégation :……. ..84.

5. Les Chinois-Américains aussi confrontés à la discrimination raciale, à l'exclusion et à la chasse aux communistes :…….. 90.

   A. Une complexification de la situation des Chinois-Américains lors de la Guerre Froide, malgré des changements opérés dans les lois et la mentalité américaine:…… 91.

   B. Des similitudes inquiétantes pendant la Guerre Froide avec l'expérience des camps pour les Japonais-Américains: L'*Emergency Detention Act* et le programme d'investigation du FBI :……. 96.

   C. La chasse aux communistes chinois-américains :……..….. 100.

6. Les conséquences de la Guerre froide : Divisions au sein de la communauté chinoise et méfiance des Américains à leur égard :……..... 105.

   A. Le programme de confession des Chinois-Américains mis en place par le gouvernement américain:……..…….. 106.

   B. Divisions des Chinois entre pro-communistes et partisans du parti Kuomintang :……....……... 110.

   C. Le Japonais-Américain Koji Ariyoshi défend les organisations ouvrières de Hawaï et dénonce la chasse aux sorcières :…… 114.

III. Émergence du panasiatisme et alliances des minorités chinoise-américaine et japonaise-américaine au sein du mouvement pour les droits civiques des années 1960 :..... 120.

7. La construction de l'identité pan-asiatique :……..…... 121.

A. L'émergence d'une identité asiatique américaine et du « Yellow Power » : ……...……122.

B. Les liens entre membres du *Yellow Power* et du *Black Power* :…..…… 126.

C. Les luttes des activistes étudiants asiatiques américains dans les années 1960 et 1970 :…….. 135.

8. Activisme des Asiatiques-Américains et engagement important de la part des étudiants :……..… 139.

A. La Nouvelle Gauche et son influence sur les Asiatiques-Américains:... 140.

B. Les journaux des étudiants asiatiques américains, preuve de l'activisme et de l'avènement des médias pan-asiatiques :……..……..... 145.

C. Les limites du panasiatisme et du multiculturalisme aux États-Unis :..... 151.

9. Les aboutissements des luttes et les évolutions au sein des deux communautés japonaise et chinoise américaines :……..…. 155.

A. Fin de la limitation de l'immigration asiatique en 1965 et changements démographiques importants dans la société américaine:…….…... 156.

B. Reconnaissance du préjudice envers les Japonais-Américains en 1988 par le Congrès américain et indemnisation des survivants :…….....….161.

C. La nécessité de continuer à lutter contre les actes racistes et de consolider les alliances pan-asiatiques dans les années 80:……..… 165.

Conclusion :..……..……..... 172.
Sources :……..175.
Bibliographie :…….…….....185.
Index : ...…….……194.
Table des illustrations :…….……...……196.
Table des matières:…….……....198.

RÉSUMÉ

Les différentes expériences des Chinois-Américains et des Japonais-Américains aux États-Unis débouchent sur des liens entre les deux communautés intéressants à observer lors de la période allant de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1980. Les Asiatiques-Américains furent très rapidement confrontés à la discrimination raciale aux États-Unis dès leur arrivée dans les années 1850. Le racisme, la versatilité des opinions politiques du gouvernement américain ainsi que les préjugés raciaux des Euro-Américains amenèrent à l'internement de 120,000 Japonais-Américains après l'attaque de la base américaine de Pearl Harbor le 7 décembre 1941 par les troupes japonaises. Les Chinois-Américains furent, pour leur part, confrontés aux suspicions du gouvernement américain, qui les considéraient comme de potentiels espions communistes à la solde de Mao Zedong.

En raison de la fragilité de leur position aux États-Unis, mais aussi grâce à l'exemple du mouvement des droits civiques initié par Marthin Luther King dans les années 1960 et en s'inspirant d'activistes afro-américains plus radicaux tels que Malcom X, les Asiatiques-Américains prirent conscience de l'importance de former une alliance entre les différentes communautés asiatiques des États-Unis. Le panasiatisme devint alors un mouvement revendicatif désirant faire valoir les droits des Asiatiques-Américains.

Following the Second World War and until the late 1980s, Chinese-Americans and Japanese-Americans forged ties through a common experience of racial discrimination in the United States. Asian Americans faced these racial discriminations upon their arrival in the 1850s. Racism, versatility of political opinions and Euro-American racial prejudice led to the internment of 120,000 Japanese-Americans after the attack on the American base of Pearl Harbor on December 7, 1941, by Japanese troops. Chinese-Americans were, for their part, confronted to the suspicions of the American government who saw them as potential communist spies for Mao Zedong.

Due to the fragility of their position in the United States and through the example of the civil rights movement initiated by Marthin Luther King and inspired by more radical African-American activists such as Malcom X, Asian Americans became aware of the importance to form an alliance between the various Asian-Americans communities. The panasiatism became a protest movement asserting the rights of Asian Americans.